

## La visite en France du roi du Maroc est ajournée

LIBRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.30 F

Algérie, 1 DA : 130 fr.; Tunisie, 100 fr.;  
Maroc, 1 DM : 130 fr.; Belgique, 1 B :  
11 fr.; Canada, 60 c. : 130 fr.; Danemark, 3 kr. :  
130 fr.; Espagne, 25 pes. : 130 fr.; Grande-Bretagne, 18 p. : 130 fr.;  
10 drs : 130 fr.; Italie, 250 li. : 130 fr.; Luxembourg, 11 fr. : 130 fr.;  
1 fl. : 130 fr.; Pays-Bas, 1 fl. : 130 fr.; Portugal, 120 esc. : 130 fr.;  
1 r. : 130 fr.; S. A. : 130 fr.; Suède, 2,25 kr. : 130 fr.;  
Suisse, 1 fr. : 130 fr.; U.S.A., 65 cts : 130 fr.

Tarif des abonnements page 29  
5, RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4907-52 Paris  
Tél. Paris 60 60 572  
Tél. : 770-91-29

### BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## M. Chirac chez le colonel Kadhafi

M. Chirac est attendu samedi 20 mars à Tripoli pour une visite officielle de trois jours. C'est la première fois qu'un chef de gouvernement français se rend en Libye. Cette visite a une importance particulière. Elle donne satisfaction au colonel Kadhafi, qui s'estimait l'objet de la part de la France d'un ostracisme injustifié. Il le ressentait d'autant plus qu'il avait fait lui-même en France, en novembre 1973, sa première visite en Occident, et que M. Giscard d'Estaing, Chirac, Pompidou et Sauvagnargues ont multiplié les visites dans les autres pays arabes.

Toute susceptibilité mise à part, il s'agit pour le chef de l'État libyen d'une affaire éminemment politique. Très isolé au sein du monde arabe, il souhaite que la France soit davantage attentive à ses préoccupations et à ses orientations. Plus encore que la visite de M. Giscard d'Estaing en Égypte, en décembre dernier, l'avaient irrités les télégrammes adressés en septembre par le président de la République à MM. Kissinger, Rabin et au président Sadate pour les féliciter de ce que le colonel Kadhafi considère comme une sorte de trahison de la cause arabe : l'accord de dégelage dans le Sinaï. A ses yeux, la France s'ingère dans les affaires inter-arabes et s'aligne sur la diplomatie américaine. Bref, pour lui, la France giscardienne « méprisait de la France paillardise et pompéiennaise à laquelle il avait converti les portes du monde arabe ». La Libye, rappelle-t-il volontiers, a été le premier pays arabe à acquiescer massivement, dès 1970, de l'armement français.

Fort de ce qu'il considère comme une sorte de droit d'aliénation, le colonel Kadhafi espère infléchir la politique de la France et ouvrir la voie à une coopération plus étroite avec son pays. Il trouvera sans doute en M. Chirac un interlocuteur tout aussi désireux que lui de renforcer des relations qui ont été pour la France particulièrement fructueuses. Leur tâche commune ne sera cependant pas aisée : comment concilier le souci de la France de favoriser un règlement pacifique au Proche-Orient et le refus de la Libye d'accepter l'existence d'Israël ? Comment justifier dans l'esprit d'un champion de la décolonisation les hostilités de la France à Djibouti et aux Comores ? Comment valuer la confiance de Libyens à l'égard de la conférence Nord-Sud et du dialogue euro-arabe ?

Les relations bilatérales offrent un meilleur terrain d'entente, encore qu'il ne soit pas dénué d'aspérités. La plus vive a trait à la balance commerciale, largement excédentaire en faveur de la France. Tripoli souligne que les ventes françaises (en dehors du matériel militaire) ont décliné depuis l'arrivée du colonel Kadhafi au pouvoir, en 1969. Pendant la même période, les achats français de pétrole libyen ont enregistré une baisse vertigineuse, passant de 17 millions de tonnes à moins de 2 millions l'année dernière.

Si les Libyens sont tentés d'attribuer ce déclin à une politique délibérée, les responsables français avancent divers arguments pour expliquer un phénomène qu'ils jugent d'ailleurs regrettable : baisse de la production libyenne, baisse de la consommation française, diversification des sources françaises d'approvisionnement, etc. On n'en est pas moins persuadé, du côté français, qu'une solution doit être trouvée à un problème qui s'aggrave d'un produit devenu « politique », le pétrole, à des implications tout autres que mercantiles.

Le champ de la coopération demeure cependant très vaste : les projets de centrales électriques, d'usines de dessalement, de routes et de voies ferrées, seront discutés. M. Chirac s'intéressera particulièrement aux projets agricoles. L'extension de la coopération culturelle sera examinée, et sans doute poursuivie aussi d'urgence.

## L'année 1976 risque d'être dramatique pour l'Afrique

nous déclare M. Léopold Sedar Senghor

M. Léopold Sedar Senghor, président de la République sénégalaise, a regagné Dakar, ce vendredi 19 mars, au terme d'une visite privée à Paris. Il avait été, durant ce séjour, l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing, s'était entretenu avec plusieurs ministres et avait, le 15 mars, reçu à l'Élysée M. François Mitterrand pour évoquer l'entrée de l'Union progressiste sénégalaise, parti gouvernemental, dans l'Internationale socialiste.

Dans l'interview qu'il a accordée à notre collaborateur Philippe Decraene, le chef de l'État sénégalais estime que l'année 1976 « sera dramatique pour l'Afrique ». A propos du conflit angolais, il assure : « L'intervention soviétique n'est pas plus justifiée que ne le serait une intervention américaine ».

A Lusaka, des délégués zambiens et angolais ont tenté, au cours des derniers jours, d'apurer le contentieux entre les deux pays. L'Angola aurait demandé l'arrêt de toute aide zambienne à l'UNITA dans ses opérations de guérilla, et la Zambie aurait suggéré la création d'une zone démilitarisée à la frontière.

« Après la nouvelle réforme constitutionnelle, vous êtes désormais rééligible à vie. Cela implique-t-il qu'un moment où certains pensent que vous envisagiez de prendre votre retraite politique, vous vous êtes décidé à briser un nouveau mandat ?

— Depuis mon élection, en 1960, mon souci constant a été de préparer ce que j'appelle « l'après-senghorisme ». En effet, la condition première de tout développement harmonieux et durable est la stabilité et l'aboutissement de la stabilité politique, mais dans la démocratie.

« La mesure dont vous parlez et qui n'est qu'un élément parmi d'autres de la réforme constitutionnelle, ne modifie en rien le choix que j'ai fait de la date de mon départ : la retraite. En vérité, cette mesure dans la pratique, concernera surtout mon successeur. Vous comprendrez l'importance que je ne vous donne pas la date de ma retraite volontaire. Comme je ne le prévois pas, c'est à lui qu'il faut se référer. »

« Quel est le sens de votre décision de favoriser l'instauration d'un régime tripartite au Sénégal ?

— Notre projet de réforme

constitutionnelle vise, entre autres choses, à faire avancer le Sénégal vers un régime de démocratie, non pas seulement réel mais encore formel à l'européenne. Il s'agit de permettre aux trois courants d'opinion qui existent réellement dans la société sénégalaise — courants « libéral et démocratique », « socialiste et démocratique », « marxiste-léniniste ou communiste » — de s'organiser chacun en parti légal et de proposer un « modèle de société » au peuple sénégalais.

« Certainement la presse africaine, mais plus encore l'opinion publique s'est intéressée au projet sénégalais d'un régime tripartite. Naturellement, dans beaucoup de pays africains, le classe politique a craint que le tripartisme sénégalais ne fût contagieux. Nous avons rassuré les uns et les autres en leur rappelant que notre révolution « socialiste et démocratique » n'était pas exportable et que chaque peuple devait élaborer lui-même son « modèle ».

« Vous avez dit que vous n'avez pas la date de votre retraite volontaire. Comme je ne le prévois pas, c'est à lui qu'il faut se référer. »

« Quel est le sens de votre décision de favoriser l'instauration d'un régime tripartite au Sénégal ?

— Notre projet de réforme

constitutionnelle vise, entre autres choses, à faire avancer le Sénégal vers un régime de démocratie, non pas seulement réel mais encore formel à l'européenne. Il s'agit de permettre aux trois courants d'opinion qui existent réellement dans la société sénégalaise — courants « libéral et démocratique », « socialiste et démocratique », « marxiste-léniniste ou communiste » — de s'organiser chacun en parti légal et de proposer un « modèle de société » au peuple sénégalais.

« Certainement la presse africaine, mais plus encore l'opinion publique s'est intéressée au projet sénégalais d'un régime tripartite. Naturellement, dans beaucoup de pays africains, le classe politique a craint que le tripartisme sénégalais ne fût contagieux. Nous avons rassuré les uns et les autres en leur rappelant que notre révolution « socialiste et démocratique » n'était pas exportable et que chaque peuple devait élaborer lui-même son « modèle ».

« Vous avez dit que vous n'avez pas la date de votre retraite volontaire. Comme je ne le prévois pas, c'est à lui qu'il faut se référer. »

« Quel est le sens de votre décision de favoriser l'instauration d'un régime tripartite au Sénégal ?

— Notre projet de réforme

## L'accalmie sur les changes ne dissipe pas l'inquiétude

M. Fourcade n'exclut pas de nouveaux troubles

Après l'apaisement des jours précédents, les marchés des changes apparaissent plus calmes vendredi matin. Le dollar restait à peu près au même niveau que la veille, valant 4,7150 F à Paris et 2,5375 DM à Francfort ; d'où il résultait, entre banques, un cours de la devise allemande à Paris légèrement supérieur à 1,50 F. Le marché des changes italien était formé à cause de la Saint-Joseph, mais des transactions qui s'effectuaient cependant sur la lire italienne laissent apparaître un sensible redressement. Vendredi matin, la lire se traitait sur la base de 845 à 860 lires pour un dollar. Le livre sterling reste à peu près stable.

L'attention du marché reste fixée sur le « mini-serpent », la spéculation jouant ou bien son éclatement ou bien une réévaluation du DM par rapport au franc belge et à la couronne danoise, sinon à d'autres monnaies. Le Bundesbank a réaffirmé qu'une telle opération n'était nullement justifiée, tandis que le premier ministre belge a de son côté, démenti les rumeurs de dévaluation.

M. Jean-Pierre Fourcade propose que les partenaires de l'Italie au sein de la C.E.E. lui manifestent leur solidarité en lui accordant une aide monétaire à court terme. Le ministre français de l'économie et des finances, qui n'exclut pas l'éventualité de nouveaux troubles, estime qu'il serait opportun pour les neuf ministres des finances de se réunir le plus vite possible. Les risques de nouvelles turbes de capitaux, notamment de France, rendent la situation générale très incertaine.

La situation économique et monétaire devait être évoquée ce vendredi au cours d'un déjeuner offert par le président de la République à MM. Chirac, Fourcade, Haby, Galley, et Christian Bonnet.

(Lire page 38 l'article de PAUL FARRA.)

## LES SUPERCHERIES DU PRÉSIDENT

par MICHEL ROCARD (\*)

Il est des accidents imprévisibles et difficiles à prévenir. Le flottement du franc — décidé quelques heures après la fermeture du scrutin des élections cantonales — n'entre nullement dans cette catégorie. Il résulte d'une succession de toutes sortes de commodes piécesses par Valéry Giscard d'Estaing et parfaitement identifiables.

La première faute est la rentrée dans le « serpent » par décision unilatérale de la France, en juillet 1973, qui fut présentée comme la consécration du succès de la politique socialiste.

(\*) Secrétaire national du parti socialiste.

Dans un tel système, les spéculateurs sont inévitablement gagnants. Il suffit qu'un nombre suffisant d'opérateurs soient vendeurs de la même monnaie pour que celle-ci soit au plancher : il appartient alors, selon la lettre des accords monétaires, aux seules autorités monétaires du pays attaqué d'arrêter le mouvement de baisse. C'est pourquoi François Mitterrand, en mai 1974, c'est-à-dire avant que ne se produise l'importante récession qui a commencé en août, proposait de conduire une politique de réajustement progressif du franc pour négocier ensuite sa réintégration dans le « serpent » en échange d'une modification de ses mécanismes et d'une amélioration des garanties collectives du système.

(Lire la suite page 35.)

## De nouveaux prix industriels sont libérés

Contrôles renforcés sur le commerce

Le comité des prix s'est réuni, vendredi 19 mars, au ministère de l'économie et des finances. M. Fourcade y a annoncé aux représentants des industriels, des commerçants, des agriculteurs et des consommateurs plusieurs décisions importantes : libération de toute une série de prix dans le secteur industriel (notamment chimie, aluminium, chaussures), mais, en sens inverse, blocage en valeur absolue des marges des importateurs et renforcement des contrôles auprès des commerçants et des prestataires de services. Déput d'un projet de loi sur le contrôle des concentrations et la répression des ententes.

Les tensions inflationnistes qui restent vives en France n'ont pas fait revenir M. Fourcade sur sa politique de libération des prix des produits industriels. Vendredi matin, le ministre a annoncé aux différents membres du comité des prix — essentiellement des professionnels — un nouveau train de mesures : celles-ci donnent aux fabricants d'aluminium, de biens d'équipement, de certains produits intermédiaires (chimiques notamment) ou finis (chaussures, sièges, meubles de bureau), toute liberté pour fixer leurs prix de vente.

AL. V.

(Lire la suite page 34.)

## AU JOUR LE JOUR

Propos de table

Que M. Chirac et M. Mitterrand se disputent l'honneur et la dignité de la France, c'est bien naturel pour des hommes d'État français. Qu'ils le fassent au sujet d'un déjeuner à l'ambassade des États-Unis est plus gênant.

Non que la table n'ait des vertus diplomatiques qui permettent de se dire agréablement des choses désagréables. Mais, enfin, si l'on est en droit de penser que M. Mitterrand a eu tort de se laisser inviter par l'ambassadeur pour lui dire ce que M. Chirac aurait dû lui dire, il est certain que M. Chirac aurait pu éviter l'ambassadeur pour lui dire ut-même.

ROBERT ESCARPIT.

## Il y a vingt ans la Tunisie accédait à l'indépendance

La Tunisie célèbre le samedi 20 mars, en présence des délégués de quelque quatre-vingts pays, le vingtième anniversaire de son accession à l'indépendance. M. Michel Pomatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, qui

préside la délégation française, est arrivé jeudi à Tunis. A l'occasion de cet anniversaire, le président Bourguiba a, jeudi soir, quatre-vingt-dix condamnés de droit commun. D'autres grâces pourraient être annoncées.

par PHILIPPE HERREMAN

20 mars 1956 : dans un salon du quai d'Orsay, un socialiste, Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères de Guy Mollet, et un grand bourgeois tunisien, Tahar Ben Ammar, président du conseil dans la régence, signent le protocole d'accord par lequel « la France reconnaît solennellement l'indépendance de la Tunisie ». La page est tournée

par PHILIPPE HERREMAN

sur soixante-quinze années de protectorat. Christian Pineau dresse un rapide constat : « La France s'est maintenant débarrassée de la mission qu'elle s'était donnée de mener le peuple tunisien jusqu'au point où il serait en mesure de conduire son propre destin ».

« Une cérémonie sans grand éclat, presque une formalité », dit un témoin. Les représentants des Français de Tunisie sont presque les seuls à s'émouvoir. Dans les milieux politiques et l'opinion, c'est presque l'indifférence : l'obsolescence de la guerre d'Algérie a déjà pris la relève.

Dans la mémoire des Tunisiens aussi, le souvenir du 20 mars s'estompe curieusement derrière l'évocation des deux autres dates prestigieuses de leur émancipation : le 31 juillet 1954, ce jour où Pierre Mendès France débarqua sans crier gare à Carthage pour proclamer l'autonomie interne ; et le 1<sup>er</sup> juin 1955, la fêle joyeuse du retour triomphal du combattant suprême dans sa capitale, après des années de prison et d'exil. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les Tunisiens ont préféré cette dernière date à celle de la proclamation de l'indépendance pour célébrer leur fête nationale.

Vingt ans après l'accession à la souveraineté internationale de l'ancien protectorat — qui devait être admis à l'ONU le 13 novembre 1956 — ceux qui ont écrit cette page d'histoire, dans des circonstances particulièrement difficiles, ont le sentiment d'avoir, malgré tout, réussi l'opération dans les moins mauvaises conditions possibles.

(Lire la suite page 6.)

A partir du lundi 22 mars, à 0 heure, le nouveau numéro d'appel téléphonique du journal

Le Monde

devient : 246-72-23

## « L'ARGENT DE POCHE » DE FRANÇOIS TRUFFAUT

## Les nouveaux « mistons »

« Depuis des années, je m'intéresse aux histoires vraies qui concernent l'enfance. Faits divers découverts dans les journaux, confidences, souvenirs, tout alimente ma curiosité. L'Argent de poche, tel devait être le titre d'un recueil de nouvelles auquel j'ai renoncé pour en tirer un scénario de film. Afin d'éviter la formule du film « à sketches », j'ai mêlé et enrobé les actions et les personnages de ces histoires afin d'aboutir à une forme qui est celle de la chronique unanime ».

« L'action de l'Argent de poche se déroule à Thiers pendant le dernier mois de l'année scolaire et trouve son dénouement en août, dans une colonie de vacances. « L'Argent de poche met en présence une dizaine d'enfants, garçons et filles, dont les aventures illustrent — du premier biberon au premier baiser amoureux — les différentes étapes du trajet de la petite enfance à l'adolescence. »

« Les enfants, qui tournaient tous pour la première fois, ont été recrutés à Paris, Clermont-Ferrand et Thiers. Les rôles d'adultes, parents et professeurs, ont été confiés à des comédiens peu connus, car la vraie vedette d'un film d'enfants ne peut être que l'enfance elle-même. »

C'est ainsi que François Truffaut présente, définit l'Argent de poche dans une introduction au « ciné-roman » (texte du film et photographies de Hélène Jourdan) que publient, pour sa sortie, les éditions Flammarion. On ne peut dire mieux que lui, c'est pourquoi on le cite. Ce film, d'ailleurs, n'a pas de résumé, pas, mais retenons qu'il s'agit d'histoires vraies qui concernent l'enfance. Dans ce qu'il est écrit ensemble François Truffaut et sa fidèle collaboratrice Suzanne Schiffmann, rien n'évoque la scénarisation de fiction romanesque, qui fait semblant de ressembler à la vie pour mieux la dénaturer. Comme à l'époque des Mistons et des Quatre Cents coups, ses premiers films, dont l'enfance était le thème et la préoccupation, François Truffaut reste, à quarante-quatre ans, le jeune cinéaste qui refusait la tradition de la « qualité française ». C'est vrai du scénario, c'est vrai de la forme cinématographique.

L'Argent de poche, Truffaut voulait l'appeler La Peau dure, ce qui aurait répondu à la Peau douce, son film (méconnu) de 1964 sur la fragilité des adultes.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 25.)

**LOUIS XI** 300.000 personnes ont lu le « Louis XI » de Kenda! tous les Français liront l'Histoire de la France de Miquel.

**HISTOIRE DE LA FRANCE**

une histoire vivante pour tous les Français

A partir du lundi 22 mars, à 0 heure, le nouveau numéro d'appel téléphonique du journal

Le Monde

devient : 246-72-23

## ASIE

### Chine

**L'annulation du traité soviéto-égyptien de coopération est saluée en termes dithyrambiques par « le Quotidien du peuple »**

De notre correspondant

Pékin. — La presse chinoise applaudit bruyamment à la décision du Caire d'annuler le traité soviéto-égyptien de coopération et d'amitié. Pour souligner l'importance de l'événement, le Quotidien du peuple lui consacre, vendredi 19 mars, le premier commentaire de politique internationale qu'il ait publié en première page depuis de nombreux mois. L'auteur, anonyme, de ce commentaire, dresse un panégyrique de l'« héroïque » peuple égyptien et un réquisitoire contre les « crimes réactionnaires » commis par l'U.R.S.S. contre l'Egypte depuis vingt ans. Tout en faisant l'éloge du président Sadate, il rappelle que Nasser, déjà, « avait condamné avec indignation les revendications soviétiques en les qualifiant d'impérialistes ». Mais le Quotidien du peuple met surtout l'accent sur l'aspect éducatif de l'expérience égyptienne. Le peuple égyptien, écrit-il, a appris à connaître « le vrai visage du social-impérialisme soviétique ». Il offre « un bon exemple pour tous les peuples qui se dressent contre la main-mise et l'impérialisme soviétique et

pour la défense de leur indépendance nationale ». « C'est à l'usage, poursuit-il, que l'on apprend à reconnaître les vrais amis des pays ». Faut-il grandir les « conséquences » d'une décision dont Moscou a déjà dit que l'Egypte devrait porter les responsabilités ? En fait de conséquences, estime le quotidien du peuple, il ne s'agit pas de « représailles » décidées par le Kremlin. Mais, affirme le journal, « les faits ont démontré que, si les peuples s'unissent dans la lutte, ils ne doivent pas avoir peur du tyran de papier qu'est l'Union soviétique ». Nous sommes persuadés que le peuple égyptien, soutenu par les peuples arabes et les peuples du monde entier, déjouera les complots et les troubles fomentés par l'U.R.S.S. ».

A l'heure où la diplomatie soviétique rampe des succès en Afrique et dans le Sud-Est asiatique, Pékin est naturellement enclin à donner une valeur exceptionnelle à l'exemple égyptien. Des pays comme l'Angola sont mis en garde contre ce qui les attend s'ils se tiennent trop aux « paroles intelligentes » des Soviétiques et se laissent prendre à la nature « perfide » du social-impérialisme. Sont implicitement mis en garde par la même occasion des régimes asiatiques d'orientation socialiste — y compris le Laos, dont le premier ministre a signé jeudi à Pékin un accord de coopération avec la République populaire — qui inclinent un peu trop, au goût des Chinois, à s'appuyer sur l'aide de l'U.R.S.S. (1).

Il est vrai que l'analyse du Quotidien du peuple « reste un peu sommaire en ce qui concerne l'Egypte. Elle serait plus convaincante si le rôle de la diplomatie américaine dans l'évolution récente du régime du Caire n'avait pas été entièrement ignoré ».

ALAIN JACOB.

### Laos

● LE CHEF DU GOUVERNEMENT LAOTIEN, M. KAYSONE PHOMVICHANE, se rendra prochainement à Moscou en visite officielle. Le premier ministre, qui fait actuellement un voyage de plus d'une semaine en Chine, repartira, peu de temps après son retour au Laos, pour l'Union soviétique. Il avait déjà effectué le mois dernier une visite de quinze jours dans la capitale soviétique. — (A.F.P.)

### Philippines

● L'ASSOCIATION DES SUPPLÉMENTAIRES MAJEURS DES PHILIPPINES (c'est-à-dire des provinciaux des différentes congrégations) a accusé, jeudi 18 mars, le gouvernement de chercher à intimider les missionnaires étrangers en réduisant la durée de leurs visas et en réclamant des renseignements sur les activités politiques de leurs communautés. Le 24 janvier, deux prêtres italiens, accusés d'avoir soutenu des ouvriers en grève, ont été expulsés en vertu d'un décret présidentiel interdisant toute immigration étrangère dans les activités syndicales. — (A.F.P.)

## EUROPE

### Suisse

**Le référendum sur la participation dans l'entreprise divise profondément l'opinion**

De notre correspondant

Berne. — Les citoyens suisses sont appelés aux urnes le dimanche 21 mars pour se prononcer sur l'introduction de la notion des travailleurs dans la Constitution fédérale. Le vaste débat qui a agité l'opinion a eu pour origine « l'initiative populaire » lancée en 1971 par des syndicalistes ouvriers. En quelques mois, ils ont réuni plus de cent soixante mille signatures, soit nettement plus que le minimum requis de cinquante mille pour demander que la participation devienne un droit reconnu par la Constitution. Leur projet de loi se contente de donner quelques orientations et laisse une grande liberté d'interprétation au législateur. « La Confédération, stipule-t-il, a le droit de légiférer sur la participation des travailleurs et de leurs organisations aux décisions prises dans les entreprises et les administrations ». En cette période de récession, les licenciements et les réductions d'horaires sont autant d'exemples qui viennent renforcer les arguments des syndicalistes.

### Le « modèle allemand »

Selon ces derniers, le droit à la participation devrait s'appliquer à tous les travailleurs, y compris les fonctionnaires. Ils réclament aussi qu'il soit progressivement instauré à tous les niveaux dans l'entreprise et les conseils d'administration. La cogestion concernerait principalement les entreprises de plus de cinq cents employés, les syndicats rappelant à ce propos que 3 % des firmes

suisses occupent à elles seules la moitié des travailleurs du pays. Les adversaires du projet de loi lui reprochent de s'inspirer de modèles étrangers, notamment de la cogestion allemande, et de menacer à long terme la libre entreprise. Ils font savoir que, depuis quarante ans, les conventions collectives ont assuré, à la Suisse la « paix du travail », et que la proposition syndicale risque de remettre cet équilibre en question. Ils redoutent surtout de voir s'agiter des représentants des organisations syndicales dans les conseils d'administration.

Sous l'impulsion des partis « bourgeois », les chambres fédérales ont élaboré un contre-projet qui sera également soumis dimanche à l'appréciation du peuple et des cantons. Plus réticent, ce texte stipule : « La Confédération a le droit de légiférer sur une participation des travailleurs qui sauvegarde les possibilités de décision et la gestion économique de l'entreprise. Seuls les travailleurs employés dans l'exploitation peuvent exercer les droits de participation ».

Les syndicats violent dans ce contre-projet « une manœuvre destinée à mener un contre-projet qui sera également soumis dimanche à l'appréciation du peuple et des cantons. Plus réticent, ce texte stipule : « La Confédération a le droit de légiférer sur une participation des travailleurs qui sauvegarde les possibilités de décision et la gestion économique de l'entreprise. Seuls les travailleurs employés dans l'exploitation peuvent exercer les droits de participation ».

**L'Assemblée constituante du canton du Jura sera élue le 21 mars**

De notre correspondant

Berne. — Une nouvelle étape vers la création du canton du Jura sera franchie le dimanche 21 mars, lorsque les trois districts francophones qui ont décidé de se détacher du canton de Berne éliront leur Assemblée constituante. Celle-ci se réunira au mois d'avril et pourra avoir rédigé le projet de Constitution avant la fin de l'année. Lorsque les jurassiens auront ratifié leur charte, le canton du Jura devra approuver l'entrée de ce vingt-troisième canton dans la Confédération. C'est la première fois dans l'histoire suisse que l'on assiste à une telle procédure.

Cinq cent vingt-neuf candidats représentant onze formations politiques ont été élus membres de l'Assemblée. Cette pléthore de candidats — un électeur sur soixante-dix en moyenne — témoigne de la volonté de participation des jurassiens. La voie étant ouverte, les clivages politiques traditionnels n'ont pas tardé à se manifester. Le Rassemblement jurassien aurait souhaité maintenir l'unité des formations qui se sont battues à ses côtés pour l'autonomie des districts francophones, mais chaque parti a préféré reprendre sa liberté d'action.

### La tension persiste

Les dirigeants autonomistes font donc acte de candidature sur les listes des partis démocrate-chrétiens, socialistes, chrétiens sociaux ou radicaux libéraux. La seule formation ouvertement antiséparatiste est l'Union démocratique du centre, principal parti du canton de Berne : son audience est cependant limitée et les autonomistes seront certainement majoritaires à la Constituante. Ils estiment déjà qu'une nou-

velle affaire jurassienne » a pris naissance le 16 mars 1976 lorsque, selon des modalités qu'ils contestent, les trois districts francophones du Jura ont décidé de demeurer dans le canton de Berne. Depuis lors, les autonomistes se plaignent de subir des brimades dans le sud, et la tension persiste entre les deux communautés.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

### Grande-Bretagne

**M. Denis Healey est aussi candidat à la succession de M. Wilson**

De notre correspondant

Londres. — Après bien des hésitations, le chancelier de l'Échiquier, M. Healey, a décidé à la pression de ses amis, de venir à son tour se présenter à la succession de M. Wilson.

Le nombre des partisans dans la course s'élève désormais à six. La décision de M. Healey laisse penser que les tractations courrives dans les couloirs entre les divers champions de la droite et du centre n'ont pas eu plus de succès que les efforts de la gauche pour concentrer ses voix sur un seul candidat.

L'autre fait nouveau de la journée du jeudi 18 mars est le bruit que certains amis de M. Benn ont fait courtiser dans les couloirs de Westminster l'actuel ministre de l'Énergie, qui brandit très haut le drapeau de la gauche travailliste, refusant de rester au gouvernement si M. Callaghan — chan-

Madrid (A.F.P.). — Le conseil des ministres espagnol a franchi jeudi 18 mars un nouveau pas vers l'établissement des partis politiques en proposant la modification d'une série d'articles du code pénal destinés à réprimer toute association politique étrangère à l'idéologie franquiste.

### LE PRINCE CHARLES-HUGHES DE BOURBON-PARME EST REFOURÉ À MADRID

Madrid (A.F.P.). — Le prince Charles-Hughes de Bourbon-Parme s'est vu intimer, jeudi 18 mars, l'ordre de quitter l'Espagne, a indiqué le secrétaire général du parti carliste, M. J. Zavala. Le prince, chef du parti carliste, et époux de la princesse Irène des Pays-Bas, était arrivé en fin d'après-midi à l'aéroport de Barajas, venant de Paris, pour assister, semble-t-il, au congrès du parti, qui s'ouvre samedi prochain. Le prince de Bourbon-Parme venait gouverner pour la première fois depuis son expulsion du territoire espagnol, en 1963, sur l'ordre du ministre de l'Intérieur d'alors, le général Camillo Alonso Vega.

### LE GÉNÉRAL VEGA RODRIGUEZ EST NOMMÉ COMMANDANT DE LA 1<sup>re</sup> RÉGION MILITAIRE

Madrid (A.F.P.). — Deux militaires réputés libéraux, les généraux José Vega Rodriguez et Manuel Gutierrez Melado, ont été nommés, jeudi 18 mars, par le conseil des ministres espagnol à des postes importants. Le premier, ancien chef de la garde civile et actuellement commandant de la VII<sup>e</sup> région militaire (Valladolid), devient commandant de la I<sup>re</sup> région militaire (Madrid) ; le second, gouverneur militaire de Ceuta, a été nommé gouverneur de la VII<sup>e</sup> région militaire. D'autres nominations ont été annoncées : celle du général Francisco Coloma Gallego, considéré comme conservateur, à la tête de la IV<sup>e</sup> région militaire ; celle du général Felipe Galera comme chef d'état-major de l'Armée, et celle du général Angel Sefiane comme chef de la III<sup>e</sup> région aérienne.

Dans un projet de loi qui sera soumis aux Cortes pour approbation, le premier gouvernement de la monarchie a accepté de fait l'existence des partis politiques, tout en établissant une série de restrictions destinées à empêcher l'accès à la légalité du parti communiste, des extrémistes ainsi que des séparatistes.

La nouvelle rédaction de l'article du code pénal qui définit les associations illégales mentionne celles « qui préconisent la subversion violente, la destruction de l'ordre juridique ou l'instauration d'un régime totalitaire ». Sont également considérées comme illicites les associations qui « par un moyen quelconque, prétendent attenter à l'unité, à la souveraineté, à l'indépendance ou à la sécurité de la patrie ».

Dans le même ordre d'idées, et comme la presse l'avait laissé entendre, les limitations à la propagation des idées, qu'examinent aussi les Cortes, seront la même ordre que celles concernant les associations. Le porte-parole du gouvernement, le ministre de l'Information, M. Martín Gaitano, a insisté devant les journalistes sur le fait que ces propositions de réforme représentent les garanties de l'actuelle Constitution sur les libertés d'association et d'expression et suivent la même voie que le projet de loi sur les associations politiques que le gouvernement a envoyé aux Cortes.

Le projet de loi qui ouvrira les portes du pays aux partis politiques. Ses lignes principales prévoient que les associations politiques dépendront des tribunaux ordinaires, alors qu'avant elles étaient responsables devant le conseil national du Mouvement. Les associations devront principalement respecter l'unité, la souveraineté et l'intégrité du pays et ne permettre ni la subversion violente ni la constitution de groupes dont l'objectif serait l'instauration d'une dictature. Le gouvernement a également modifié un article du code pénal en y ajoutant un paragraphe prévoyant des sanctions contre ceux qui, agissant comme « des piquets de grève, essayent d'empêcher le libre exercice du droit au travail ». Pour le ministre, toutes ces propositions réforment, dans le courant déjà « défini par le président Carlos Arias Navarro de construire une démocratie sous l'empire de la loi ».

● Avec l'accord des autorités locales, quelque quatre cents journalistes ont défilé, pour la première fois depuis quarante ans, dans les rues de Barcelone, le jeudi 18 mars, pour réclamer la liberté d'expression et l'amnistie en faveur des détenus politiques. Escortés par des policiers, les journalistes ont scandé « Amnistie » et « Liberté d'expression » en se rendant au siège de la délégation à l'information et au tourisme, où ils ont remis une pétition réclamant également le respect du secret professionnel et la liberté de l'information.

● Le comité de solidarité avec les peuples d'Espagne proteste contre la mesure prise par le ministre de l'Intérieur, prononçant l'annulation du Front anti-fasciste patriotique en France. Après avoir constaté que ce « mouvement spécifiquement espagnol n'a jamais constitué un danger quelconque pour le gouvernement français et n'a jamais troublé l'ordre public », le comité considère qu'il s'agit d'une mesure antidémocratique qui porte atteinte à la liberté d'expression et « démontre la connivence que le gouvernement français porte au gouvernement franquiste de Juan Carlos ».

### COLLECTION LAURENCE PENOUD

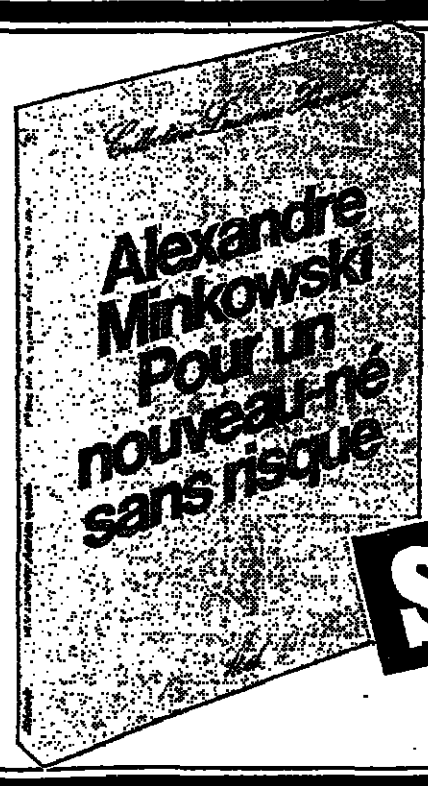
Rémy Gauthier les sauveurs

### COLLECTION MEDICINE OUVERTE

Professeur P. Passouant le sommeil, un tiers de notre vie

Professeur Pierre Vellas les chances du troisième âge

Docteur R. Aron Brunetière la beauté et la médecine



STOCK



Golin Mac Kenzie Ronald Biggs, l'homme du train postal

Artemova, Rahr, Slavinsky condamnés à la folie

R. et S. Massie pas à pas

A PARAÎTRE :

A. Janbert, D. Antonel, L. Kovalson les complots de la C. I. A. manipulations et assassinats

FRANT LE 20<sup>E</sup>

Reservations

صلى الله عليه وسلم



## EUROPE

### Italie

#### LE CONGRÈS DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

##### M. Zaccagnini souhaite des consultations régulières avec l'opposition

Rome. — Le léger redressement de la lire, le jeudi 18 mars, a donné un ton moins dramatique au XIII<sup>e</sup> congrès de la démocratie chrétienne, qui s'ouvrait dans la soirée au Palais des sports de Rome. Dans son rapport introductif, M. Benigno Zaccagnini, secrétaire du parti, a proposé d'ouvrir un nouveau chapitre. Par une réforme interne, mais aussi par une modification des rapports avec les autres forces politiques : accord avec les socialistes sur des bases nouvelles et mise en place d'une « confrontation » avec les communistes, appelée à remplacer l'ancienne « contraposition » — qu'aucun mot français ne peut traduire exactement.

« C'est le discours sérieux d'un homme conscient de la gravité de la crise, et qui ne veut pas masquer par la rhétorique la responsabilité de son parti. » Qui juge ainsi l'allocution de M. Zaccagnini ? Son principal collaborateur ? Non : M. Gian Carlo Pajetta, chef de la délégation du P.C. au congrès. Pourtant, M. Zaccagnini a refusé, une fois de plus, le « compromis historique ». M. Pajetta lui-même le regrette, en soulignant l'« embarras » et les « arguments peu convaincants ».

#### De notre correspondant

« C'est du secrétaire de la démocratie chrétienne. Mais les communistes ont tout lieu d'être satisfaits de ce discours ouvert, modéré, qui leur reconnaît un statut de grande force populaire, indispensable pour assurer l'intérêt commun. Ils ont noté, avec attention, que si M. Zaccagnini souhaitait une entente étroite avec le parti socialiste qui maintiendrait le P.C. dans l'opposition, il ne rejetait pas la récente proposition de M. Ugo La Malfa, président du parti républicain.

#### Une « coresponsabilité » du P.C.

Cette proposition domine désormais le débat politique. Elle peut s'annoncer ainsi : compte tenu de la gravité de la crise, toutes les forces démocratiques doivent se consulter et chercher une réponse commune. Il ne s'agit pas de faire entrer des communistes au gouvernement — et c'est pourquoi la démocratie chrétienne est séduite par la proposition — mais d'inaugurer des consultations intenses, régulières, entre le gouvernement

et l'opposition. Tout le monde y gagnerait : le parti communiste qui, malgré ses professions de foi, n'est peut-être pas très chaud pour recevoir des portefeuilles ministériels — à supposer qu'on les lui offre — en une période de crise aussi aiguë, et la démocratie chrétienne qui, pour résoudre cette crise, ne peut plus se passer d'un appui bienveillant du P.C. Les Américains eux-mêmes, opposés à l'entrée d'un seul communiste au gouvernement, n'y trouveraient rien à redire.

La proposition de M. La Malfa est soigneusement vague pour enchanter les communistes, les socialistes et une partie des démocrates chrétiens. Ceux-ci — personnellement par le tandem Moro-Zaccagnini — sont en train de lui donner une réponse aussi vague. C'est ainsi, de manière inappreciable, que les choses avancent en Italie.

Autrement dit, à défaut d'un cabinet d'union nationale, dont la démocratie chrétienne ne veut pas — même s'il n'a qu'une durée limitée, comme le proposent certains socialistes — on s'engage vers une sorte de « coresponsabilité » du P.C. Elle existe déjà dans les faits, mais on pourrait l'accentuer et, d'une certaine manière, l'officialiser.

Encore faudrait-il que le congrès démocrate-chrétien donne le feu vert à cette expérience. L'ovation qu'a reçue M. Zaccagnini pendant son discours semblait trop belle pour être entièrement vraie. En voyant tous ces délégués se lever pour applaudir la condamnation de tant de pratiques encore en vigueur dans le parti — fausses cartes, pots-de-vin, inamovibilité des notables — on se demandait : où étaient passés les fraudeurs, les corrompus et les notables qui occupent les postes depuis si longtemps.

#### Un auditoire plus jeune

« Il est nécessaire, a dit M. Zaccagnini, que la conduite morale des hommes du parti soit soumise à de sévères contrôles qui ont manqué jusqu'à présent (...) dans toute la structure de la République. » Si de mauvaises pratiques doivent être corrigées, c'est de l'ordre de notre parti, on procède, a-t-on félicité, mais aussi avec la plus grande attention, pour avoir la certitude de ne pas commettre d'injustices. Et, plus loin : « Il faut, que parmi nous inscrites, l'utilisation de l'argent comme moyen de propagande soit vite dénoncée et interdite. » Sans cela, nous n'atteindrons pas le parti et nous ne serons pas dignes de servir la République. »

Le débat ouvert vendredi va sans doute remettre un certain nombre de choses à leur place. On entendra tous les leaders traditionnels. Plusieurs ne partagent pas les idées de M. Zaccagnini, même s'ils se sont parfois résignés à la reconstruction, mais ils devront compter avec un congrès plus jeune et plus vivant que prévu. Quand le secrétaire de la D.C. a réclamé des contrôles sévères sur la conduite morale de certains hommes politiques, des délégués se sont mis à crier et des noms ont été cités. C'est beaucoup de militants de base, une sorte de « ras le bol » semble prévaloir. Ils sont convaincus que ce congrès est celui de la dernière chance : si la démocratie chrétienne ne se transforme pas aujourd'hui, rien n'assure qu'elle sera encore en mesure d'occuper la première place demain.

ROBERT SOLÉ

### Allemagne fédérale

#### La « crise polonaise » pourrait favoriser des reclassements politiques

##### De notre correspondant

Bonn. — M. Egon Bahr, planificateur de l'Ostpolitik, donnant raison à M. Franz-Josef Strauss, pourfendeur de cette même politique, et ce à propos des accords avec la Pologne, voilà qui n'est pas banal. L'actuel ministre de la coopération a, en effet, estimé le mercredi 17 mars, que la déclaration de M. Genscher, ministre polonais des affaires étrangères, ainsi que la lettre de son collègue allemand, M. Genscher (libéral), avaient entraîné le vote positif de la démocratie chrétienne au Bundestag, n'avaient aucun « caractère contraignant » en droit international. C'est l'argument de M. Strauss.

M. Bahr s'est fait durement rappeler à l'ordre par M. Genscher, qui a demandé, sous l'« intérêt national », que l'on mette fin, une fois pour toutes, à la discussion. Le chancelier Schmidt lui-même considère qu'il ne faut pas minimiser l'importance de l'échange de lettres. La démocratie chrétienne a vivement réagi par la voix de M. Stoltenberg, ministre du Travail, qui a déclaré que le président du Bundestag, Helmut Kohl, n'était pas « le parti qui dit tou-

jours non » et qu'ils étaient en mesure de former une coalition avec les libéraux. Pour les sociaux-démocrates, en revanche, l'objectif reste de creuser le fossé entre les libéraux et les chrétiens-démocrates pour assurer, après les élections du 3 octobre, la survie de la coalition libérale-socialiste, sans laquelle ils ne pourraient rester au pouvoir. Le S.P.D. tente depuis le vote du Bundestag de contester son succès à la démocratie chrétienne, en expliquant que l'on ne peut changer une virgule au texte des accords. C'est le sens de l'intervention de M. Bahr : les Polonais n'ont rien dit de plus que ce qui était déjà dans le texte signé à Varsovie. Ce qui est exact. Mais il n'en est pas moins vrai que par son entêtement la démocratie chrétienne a obtenu, grâce à M. Genscher des élections, ce qu'elle ne peut présenter, elle, aux électeurs comme un succès. En revanche, les sociaux-démocrates ont bien du mal à expliquer leur attitude. Et la « crise polonaise » pourrait bien favoriser des reclassements politiques importants.

DANIEL VERNET.

## DIPLOMATIE

#### La visite du roi du Maroc en France est ajournée

##### Une décision de Rabat ou de Paris ?

La visite que le roi Hassan du Maroc devait faire à Paris, du 7 au 9 avril, va être ajournée. Une dépêche de l'A.P. diffusée en fin d'après-midi, jeudi 18 mars, faisait savoir de Paris, se référant à une « bonne source », que « le roi Hassan II a décidé de reporter dans son pays, au moins pour le moment, la visite qu'il avait promise à Paris ». Cette décision a été prise, poursuivait la dépêche, par le roi lui-même, « en accord avec les autorités françaises ».

Selon nos informations, cette nouvelle provient d'une haute personnalité du palais de l'Élysée, choisie, puisqu'elle est annoncée à Paris comme une décision du roi Hassan, alors que ce dernier n'est pas fait état et qu'aucun communiqué officiel n'a été publié. Bien au contraire, les responsables marocains présents à Paris, dont l'ambassadeur et le ministre des finances, M. Ben Slimane, actuellement en visite en France, ont tenu pendant toute la journée de jeudi des propos indiquant que la visite du souverain aurait bien lieu à la date prévue. Ce vendredi seulement, on admet, du côté marocain, que « des discussions

étaient en cours sur l'éventualité d'un report ».

On notera, d'autre part, que la tension entre l'Algérie et le Maroc, plutôt en baisse ces derniers temps, ne paraissait pas de nature à retenu le roi Hassan de faire un bref voyage à l'étranger, et un séjour en France aurait, au contraire, conforté sa position aux yeux de son adversaire algérien. Si un « soudai d'équilibre » est invoqué par certains, il est beaucoup plus le fait de la partie

française, qui a pu juger préférable de ne pas envenimer davantage ses relations avec Alger. Ce sont ces nouvelles puisque la tension très vive qui opposait, en janvier, l'Algérie et le Maroc, n'avait pas empêché M. Ahmed Ousmane, chef du gouvernement marocain, de faire une visite à Paris à cette époque. Apparemment, le roi du Maroc a décidé de s'accommoder du changement. Mais n'a-t-on pas cherché, à Paris, à lui faire quelques peu la main ? — M. T.

#### LA VISITE DE M. SAUVAGNARGUES A LONDRES

##### Les Britanniques veulent que les Neuf coordonnent la lutte contre le chômage

##### De notre correspondant

Londres. — Depuis que M. Sauvagnargues est ministre des affaires étrangères, il n'était pas encore venu à Londres. Il a reparté cette fois-ci le 18 mars. Mais il est resté moins de deux heures dans la capitale britannique, le 19 mars, le matin, il avait pris part au conseil des ministres à l'Élysée, et que son départ de Londres a eu lieu tout de suite après le dîner offert par M. Callaghan.

Le but de cette rapide visite était, avant tout, de préparer le conseil européen qui doit se tenir à Luxembourg les 1<sup>er</sup> et 2 avril. Sur ce point, le ministre français a reconnu, après ses entretiens au Foreign Office et à Downing Street, que des problèmes subsistent, notamment en ce qui concerne les élections directes du Parlement européen. Il a indiqué à la presse que, si le principe de telles élections n'est pas contesté, bien des débats étaient encore nécessaires pour aboutir à un accord sur les modalités.

L'échéance de 1978 sera-t-elle respectée ? Une telle question ne se poserait, selon M. Sauvagnargues, que si les échanges de vues entre les partenaires de la Communauté devaient aboutir à un échec, ce que personne n'envisage à l'heure actuelle. Le prochain conseil européen ne sera d'ailleurs pas nécessairement décisif. Toutefois, devant la presse londonienne, M. Sauvagnargues a souligné que la tâche d'élaborer les explications européennes à une proposition de 150 kilomètres. Ce traité avait été conclu en juillet 1974 par M. Brejnev et M. Wilson, et avait été discuté pour la mise au point d'un second pacte concernant les explosions nucléaires pacifiques.

sham et Wilson, que la même volonté européenne se manifeste du côté britannique et du côté français. Les derniers développements en Afrique australe ont conduit à un échange de vues sur les propositions de la démission de l'Est et l'Ouest. Il ressort des propos de M. Sauvagnargues que, si personne ne fait très confiance au Kremlin, ses interlocuteurs londoniens sont tombés d'accord avec lui pour discerner « quelques signes favorables » à l'horizon diplomatique. Pour l'instant, en tout cas, il est permis de croire, selon le ministre français, que les Occidentaux ne sont plus seuls à penser que « le concept de détente ne peut pas supporter indéfiniment des remises en cause locales ».

M. Callaghan n'a pas manqué cette occasion de soulever son thème politique favori : qui est aussi un thème électoral : le secrétaire au Foreign Office voudrait que la Communauté entame une lutte coordonnée contre le chômage. Les Neuf vont étudier plus à fond le moyen de coopérer dans ce domaine. Mais, comme l'indique M. Sauvagnargues, si une action concertée contre le chômage peut être très utile, il ne faudrait pas s'abandonner à l'illusion que les mécanismes communautaires peuvent à eux seuls résoudre ce grave problème.

La visite officielle que le président français doit faire en Angleterre le 21 et 22 mars, est de juin a été très brièvement évoquée. Les Britanniques ont souligné l'importance qu'ils attachent à cette manifestation d'amitié entre les deux pays.

JEAN WETZ.

### M. DE CAROLIS

#### un catholique fier d'être de « droite »

Milan. — « Je suis un homme de droite. Dans une démocratie chrétienne où tous le monde s'affirme progressiste, cet aveu trahit au moins par la franchise. » Le mot, remarquez, ne m'intéresse pas beaucoup. Disons que je suis enclin à conserver l'ordre politique existant. M. Massimo De Carolis, chef du groupe démocrate chrétien à la municipalité de Milan, n'a pourtant rien d'un notable rassé : mince, élégant, cet avocat fait à peine quarante ans. Le visage surmonté de cheveux courts est celui d'un adolescent hostile aux demi-mesures.

Tous les jours, il se fait reproduire ses photos en mai 1975 : il était sur un lit d'hôpital après qu'un commando de « brigades rouges » eût fait irruption dans son bureau, ligoté les employés et tiré des coups de feu.

Aux élections municipales en juin 1975, Milan est devenu une ville « rouge », une de plus : la démocratie chrétienne est dans l'opposition. Cette cure ne paraît pas l'effrayer. M. De Carolis. « Sans doute parce la formule la plus évangélique que nous conservons le pouvoir au niveau national. La démocratie chrétienne ne peut en même temps gouverner et se rénover. »

Se renouvelle-t-elle vraiment ? Cela a commencé, mais nous n'avons guère de temps. Après les prochaines législatives, le pays risque de devenir ingouvernable. La démocratie chrétienne ne perd pas forcément des voix ; elle pourrait même retrouver son niveau de 1972. Cependant les attaques des socialistes, le climat général du pays, risquent de l'empêcher de gouverner. « Alors ? » Alors nous pourrions avoir plusieurs mois de chaos politique et à la fin les communistes prendraient l'avantage de manière définitive.

Favorable à la rénovation de son parti — lequel, dit-il, a accumulé trop de contradictions depuis des années — M. De Carolis ne soutient pas pour autant

l'entreprise du nouveau secrétaire général, M. Zaccagnini. Au fond, c'est un glorieux d'Esting que M. De Carolis soutiendrait pour la démocratie chrétienne. Il pense, l'avocat trouvé en la personne de M. Arnaldo Forlani, ministre de la défense. Certes M. Forlani est lui-même un provincial, mais « avec une plus grande sensibilité ». Il se démarque d'une classe dirigeante « qui ne lit pas, ne voyage pas et ne connaît pas de langues étrangères ».

A Milan, M. De Carolis attribue son propre succès à la justice de l'objectif qu'il s'est fixé. « Les gens qui votent pour moi ne font pas de politique ; c'est la majorité silencieuse. » Ils ne sont pas prêts à descendre dans la rue. « Dans la rue, les communistes seront toujours plus nombreux que nous. »

Ne s'adresse-t-il pas lui-même au public, qui en d'autre temps a fait applaudir Mussolini ? « Peut-être. Mais on peut indiquer à ces électeurs des objectifs démocratiques au lieu de les laisser basculer vers le fascisme. »

Contrairement à plusieurs dirigeants de son parti, M. De Carolis est convaincu « qu'il n'y a pas de place pour la démocratie chrétienne à gauche ». Elle doit devenir ce qu'elle est en réalité : une force conservatrice et moderne. Et catholique ? « Moins catholique. M. Zaccagnini nous attire trop dans cette direction. » L'ancien démocrate chrétien veut bien reconnaître que les communistes sont sincères. « Mais le jour où ils auront le pouvoir, la pression de leur base sera trop forte et s'inscrira dans le sens d'une restriction des libertés. » Ce jour-là, que fera M. De Carolis ? « Si le P.C. arrive au gouvernement, moi je m'en vais. En Amérique. » Nous autorise-t-il à faire état de cette détermination ? « Je n'ai rien à cacher. » Une pause, puis : « Franchement, vous pourriez vivre, vous, dans un pays communiste ? » — R. S.

# FRANTEL WILSON TOULOUSE

## LE 20<sup>e</sup> HOTEL FRANTEL.

frantel

Réservation centrale Paris 828.88.00 Tél. 200.726 Des hôtels au cœur des villes.

# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### Le sénateur Frank Church se porte candidat à l'investiture démocrate

Le sénateur démocrate Frank Church a fait officiellement acte de candidature à l'investiture de la convention démocrate de New York, jeudi 18 mars, dans sa ville natale d'Idaho City. Il descend ainsi dans l'arène au moment où le « peloton » des aspirants démocrates s'élargit et commence à se réduire. Des « partisans » du début, quatre, MM. Shapp, Harris, Shriver, et le sénateur Birch Bayh, sans déclarer définitivement forfait, ont mis leur campagne en sommeil. La « course » est loin d'être terminée puisque sur les mille cinq cents cinq mandats de délégués qui constitueront

la majorité à la convention, environ quatre cents seulement ont été attribués dans les semaines précédentes. Le sénateur Church a publié une déclaration d'intentions dans laquelle il déclare que le gouvernement américain de ces dernières années a été livré à un « leadership de faiblesse et de peur ». Il s'est écrié contre le pardon accordé par le président Ford à M. Nixon et a qualifié de « crimes contre l'humanité » les abus de pouvoir des services spéciaux américains dévoilés par la commission d'enquête qu'il préside.

### Un modéré devenu procureur

Avenant, suave, sérieux, il reste au sénateur Frank Church, qui vient juste de dépasser la cinquantaine, il est né le 25 juillet 1924, — quelque chose de l'élevé modèle qui se distingue de bonne heure sur les bancs du lycée de Boise, capitale du petit Etat de l'Idaho (moins d'un million d'habitants). Il excellait aux « redactions » et brillait aux tournois d'éloquence interscolaires.

Adolescent, il suit docilement le droit chemin. En 1941, il décroche un prix de l'American Legion pour son éloge de l'« American Way of Life ». Ses parents, qui tiennent boutique d'articles de sports, et son terrain concurrentiel à en faire un républicain d'instinct et un patriote de stricte observance. Son frère aîné parvient à un grade élevé dans les « marines ». A peine terminée son premier semestre à Stanford University, il s'engage dans l'armée. Il servira comme officier de renseignements sur le continent asiatique. Démobilisé, il reprend ses études et après une licence en droit obtenue en 1950, il entre au barreau de l'Idaho.

Dans l'interval, son mariage, au printemps 1947, avec Jean Bethine Clark marque un tournant dans son évolution. Les Clark sont une des rares « grandes familles » démocrates de l'Etat. Le beau-père de Frank Church occupe les fonctions prestigieuses de juge fédéral. Il a été gouverneur de l'Etat, comme un autre Clark. Un troisième fut sénateur au Congrès. Socialement, c'est une ascension pour le jeune marié. Politiquement, implique-t-elle une conversion ? Frank Church s'en défend à juste titre, sans nier pour autant l'influence qu'il recut de cet entourage d'adoption, assez différent de celui de ses premières années.

En tout cas, c'est sous l'étendard démocrate qu'il tête très tôt de la politique. Un échec aux législatives de l'Etat en 1952 ne le rebute pas. Quatre ans plus tard, la chance lui sourit pour de bon. En février 1956, il s'inscrit aux « primaires » démocrates qui doivent désigner l'opposant au sénateur républicain sortant,

Herman Welker, ultra-conservateur et soutien de son trop fameux collègue Joseph McCarthy. Aux « primaires », Frank Church devança de peu son rival, Glen Taylor, ancien sénateur et candidat à la vice-présidence en 1948, sur le « ticket » progressiste d'Henry Wallace. En revanche, au scrutin de novembre, il bat à plates coutures H. Welker, qui se représentait.

Il est donc seulement trentetris ans quand il entre au Sénat des Etats-Unis — un enfant par rapport à la moyenne d'âge de cet organe de « Salons » (l'expression consacrée par l'usage washingtonien) à qui jeunesse et innovation sont également suspectes. Frank Church n'a donc pas intérêt à se faire remarquer trop tôt : la prudence le lui recommande tout autant que la tradition. S'il veut être réélu, et il le sera sans interruption — ce qui confère au Sénat l'avantage capital de l'ancienneté (« seniority »), il doit de tout avantager, — il convient de s'occuper en priorité de la prospérité de ses électeurs.

Etat complexe, l'Idaho, où abondent plaines, montagnes et forêts, a besoin à la fois de développer et de protéger ses ressources naturelles, minières et forestières. Frank Church se fait le champion de grands travaux publics d'irrigation et de construction de barrages. Bien que le seringa soit la fleur emblématique de l'Etat, c'est la pomme de terre — longue et ferme — qui l'impose aujourd'hui à l'imaginaire de millions d'Américains. Le sénateur n'est pas pour rien dans cette promotion. Mais ces succès locaux reculent de lui pendant longtemps qu'il ne s'éloigne pas trop de la « ligne générale » de la Maison Blanche, distributrice de la monnaie fédérale.

C'est la guerre du Vietnam qui l'arrachera aux limbes. Sa patience et ses capacités lui ont valu un siège à la commission des affaires étrangères, dont le président est M. William Fulbright. Il y élargit son horizon au point qu'en avril 1966, le sénateur de l'Arkansas lui confie une mission d'information en Europe

sur l'avenir de l'OTAN (à Paris, il sera reçu par le général de Gaulle et par Georges Pompidou).

Son heure de gloire sonne avec l'intervention américaine au Cambodge. De concert avec le sénateur Sherman Cooper, il fait adopter l'« amendement Church-Cooper » à la loi sur l'aide à l'étranger, qui menace de couper les vivres aux forces américaines qui ne seraient pas évacuées, comme promis par M. Nixon, à la date du 31 juin. L'effet pratique de cette mesure, diluée par de multiples réserves et que les circonstances déborderaient, resta à peu près nul, à l'inverse de son retentissement psychologique, qui fut considérable. Il classa le sénateur Church parmi les « grandes consciences » du Sénat.

Il acquit définitivement sa « dimension nationale », quand, en sa qualité de membre éminent (n° 2) de la majorité démocrate de la commission des affaires étrangères — de plus « libéraux » que lui, MM. Fulbright, Wayne Morse, ayant été entre-temps éliminés par le verdict des urnes, — il fait voter la création de deux commissions d'enquête « ad hoc » dont il assumera la présidence : l'une sur les compagnies multinationales et leurs intrigues politiques et financières hors des Etats-Unis, l'autre sur les activités de la C.I.A. Chacune produisit son contingent de révélations qui ébranlèrent l'opinion publique et mirent en vedette le sénateur-procureur qui les étala devant les médias.

Le rôle de justicier est-il suffisant pour ouvrir à M. Church les portes de la Maison Blanche ? On ne saurait oublier l'expérience du sénateur Estes Kefauver, moins célèbre, il est vrai, qui, rendu célèbre par son « avoir dénoncé et prouvé la collusion de certains milieux politiques et du « milieu » tout court, et malgré la vague de popularité qu'il porta ce pourfendeur de dragons, fut écarté de la « nomination » par la convention démocrate de 1952.

ALAIN CLÉMENT.

## Mexique

### CANDIDAT OFFICIEL A LA PRÉSIDENTENCE

### M. Lopez Portillo souhaite accroître l'intégration des marginaux

Le principal parti d'opposition, le PAN (Parti d'action nationale) a décidé de ne pas présenter de candidat à la prochaine élection présidentielle de juillet. Le candidat gouvernemental n'aura donc pas d'opposant. En 1970,

le candidat du PAN avait obtenu 14 % des suffrages exprimés. Cette année, le Parti socialiste populaire et le Parti authentique de la révolution mexicaine ont décidé de soutenir le candidat officiel.

Mexico. — « L'essentiel est le respect de la Constitution, et je crois dans le gouvernement des lois. Un homme d'Etat doit connaître la réalité nationale et administrative, l'histoire de son pays et les grands courants idéologiques mondiaux. » C'est la conception de M. José Lopez Portillo, correspondant à la réputation de « gestionnaire » du candidat officiel du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) à l'élection présidentielle du 4 juin prochain. Le successeur désigné du président Echeverría se défend pourtant d'être un technocrate : « Ancien professeur de sciences politiques, dit-il, je me considère avant tout comme un humaniste. »

Depuis octobre dernier, il a entrepris une vaste tournée électorale qui, pendant près de huit mois, le conduira dans toutes les régions du pays. Ancien ministre des finances du président Echeverría, son choix avait d'abord suscité quelques remous dans le parti gouvernemental. Mais les rangs se sont rapidement resserrés autour de M. Lopez Portillo, et maintenant la puissante machine du PRI marche à plein régime en sa faveur.

M. Lopez Portillo nous a accordé un entretien dans l'autobus spécialement aménagé pour ses déplacements. Agé de cinquante-cinq ans, le regard vif et l'élocution aisée, le candidat du PRI se livre à peine la tension imposée par le rythme soutenu de quarante à dix-huit heures de travail par jour.

Cette campagne, dit-il, a pour moi une triple objectif : information, responsabilité et patience. Il ne faut pas oublier qu'à côté de zones très développées, nous avons encore des communautés indiennes archaïques. L'une de nos préoccupations est de mieux les intégrer. Mais cela pose des problèmes graves. Il s'agit de dépasser ces millions de Mexicains vivant encore à l'écart, dans les montagnes, loin de tout. Nous cherchons à les amener à la civilisation, notamment en ouvrant des routes. Nous

### De notre envoyé spécial

devons affronter les réalités de ces communautés et les aider à se développer, sans oublier de sauvegarder leurs valeurs culturelles. » Quels seront vos objectifs prioritaires ? — Les problèmes cruciaux des prochaines années seront l'urbanisation et l'énergie. Il s'agit donc d'orienter les investissements vers ces secteurs, mais sans négliger l'éducation qui est un premier effort de justice sociale. C'est en construisant plus d'écoles et en donnant une meilleure éducation aux paysans que l'on pourra mieux les intégrer.

Comment comptez-vous affronter la question des « marginaux » des villes ? Par exemple à Mexico ? — C'est un problème de fond. Il est lié à la propriété de la terre qu'à la planification nationale de l'emploi. Chaque zone du pays a ses problèmes spécifiques, qu'il s'agisse des problèmes sociaux, de l'hygiène ou de l'école. Il faut tenir compte de ces différences avant d'entreprendre quelque chose. Ainsi, près de 30 % de la population de la capitale vit dans des bidonvilles, où la croissance démographique atteint 7 %, alors que dans l'ensemble du pays elle est de 3,5 %. L'accroissement de la population vers Mexico, mais aussi vers les Guadalupe, au début du siècle, la population vivait pour 80 % dans les campagnes et pour 20 % dans les zones urbaines. A la fin du siècle, cette proportion sera inversée. C'est pourquoi nous devons prendre les mesures adéquates.

Vous semblez très critique à l'égard de la réalité mexicaine ? — C'est que nous sommes à une époque où nous ne pouvons plus nous contenter de promesses. Si nous voulons survivre, nous devons promouvoir la justice sociale. Je propose un système de planification rationnelle d'urgence.

## Canada

### « L'affaire des juges » met M. Trudeau en difficulté

De notre correspondant

Québec. — Malgré sa confortable majorité aux Communes, le gouvernement de M. Pierre-Elliott Trudeau n'en est pas moins secoué par un mini-scandale judiciaire qui a déjà provoqué la démission d'un ministre, le mardi 18 mars, et qui pourrait entraîner d'autres.

Le ministre de la consommation, M. André Gauthier, est redevenu simple député, avec l'approbation de M. Trudeau, qui souhaite la fin de la controverse. Accusé d'outrage au tribunal en décembre dernier, et reconnu coupable en janvier, M. Gauthier n'est pas lui-même convaincu d'entrave à la justice, mais il a reconnu avoir demandé à l'un de ses collègues, le ministre des travaux publics, M. Charles Drury, de s'enquérir auprès du juge chargé d'entendre sa cause des possibilités de mettre fin à l'affaire en présentant des excuses. (En décembre dernier, M. Gauthier avait qualifié de « honneurs » un jugement de la Cour suprême du Québec qui relaxait, après seize mois de procès, trois sociétés sœurs soupçonnées de « collusion » en matière de prix et de concurrence.

M. Drury devait acquiescer à la demande de M. Gauthier, geste dont il s'est entièrement repenti par suite et qu'il a voulu réparer en offrant sa démission que M. Trudeau a refusée. Le parti néo-démocrate et le parti conservateur ont réclamé sans succès l'ouverture d'une « enquête publique et complète » sur ce qu'il est désormais convenu d'appeler l'« affaire des juges ».

C'est un juge de la Cour suprême du Québec, M. Kenneth MacKay, celui même que M. Gauthier avait « outragé » — qui a créé le scandale en laissant publier dans un quotidien de Toronto sa propre correspondance avec le ministre fédéral de la Justice, auprès duquel il se plaignait, en février dernier, des interventions de certains ministres. M. MacKay accusait trois ministres de ne pas respecter la séparation de l'exécutif et du judiciaire, dans des affaires dont l'une datait de sept ans déjà. Dans son rapport au gouvernement fédéral, le président de la Cour suprême du Québec devait, cette semaine, qualifier la démarche de M. Drury de « grave et inconvenante ».

M. Trudeau fait face à une opposition houleuse qui lui reproche de ne pas tenir la balance égale en acceptant la démission d'un de ses ministres et en refusant celle d'un autre. M. Trudeau reste toutefois solidaire des membres de son parti dans les deux cas. S'il se résigne au départ de M. Gauthier, c'est que celui-ci a « de bonnes raisons » : il ne veut pas gêner son ministère par ses déboires avec la justice. Mais M. Drury était de « bonne foi » et ses longs états de service « militent en faveur du pardon gouvernemental ».

Les conseillers juridiques de M. Trudeau lui ont indiqué au surplus qu'aucune véritable illégalité n'a été commise et c'est pourquoi le président refuse l'ouverture d'une enquête. Pour plusieurs quotidiens francophones du Québec, toute cette affaire — qui ne met sur la sellette que des ministres représentant des circonscriptions du Québec — est interprétée comme une manifestation supplémentaire des « sentiments » du Canada anglais, à l'égard du « french power » incarné par M. Trudeau à Ottawa.

LISE BISSONNETTE.

**GRIFFSOLDE DEGRIFFE**  
**LES GRANDS**  
**DU PRET-A-PORTER**

BOUTIQUE POUR ELLE  
1, rue de la plaine (nation)  
BOUTIQUE POUR LUI  
3, rue de la plaine (nation)

les boutiques  
**Griffsolde**

**PANORAZUR**  
**RESIDENCES DE PRESTIGE**

GRASSE CÔTE D'AZUR / CANNES à 15 minutes  
VUE MER PANORAMIQUE PLEIN SUD - PISCINE - TENNIS

Chauffage électrique intégré, individuel  
isolation thermique et phonique sérieuses  
Tous commerces à 150 mètres / Cuisines et salles de bains aménagées

**PRIX NETS NON REVISABLES / CAUTION BANCAIRE**  
LIVRAISON ETE 1977  
visites - renseignements - ventes - documentation gratuite à demande au:  
Constructeur promoteur 6, Av. de Latre-de-Tassigny. Poste 22  
**Roger BAS** GRASSE Tél. (93) 36.40.76

## Uruguay

### UN TÉMOIGNAGE SUR LA TORTURE RECUEILLI PAR AMNESTY INTERNATIONAL

Amnesty International a lancé le mois dernier une campagne mondiale d'information sur la condition des détenus en Uruguay et les tortures qu'ils subissent. Elle vient de rendre publique deux photographies de personnes soumises à la torture. L'une des deux prisonniers, un est maintenant à cheval sur une barre de fer, les jambes pendantes, selon une méthode que les tortionnaires appellent « le cheval ». L'autre est suspendu par les poignets à une barre métallique au cours d'un supplice surnommé « le drap ». L'un et l'autre ont le visage recouvert d'une cagoule.

Ces documents ont été communiqués à Amnesty International par un officier uruguayen, qui a assisté aux séances d'interrogatoire. « Si j'ai pris, écrit cet officier, la résolution pour moi très importante de rédiger cette lettre (celle qui accompagne les photographies), c'est pour un seul et unique motif : le dégoût que j'éprouve pour tout ce à quoi j'ai eu le malheur d'assister et, pire encore, dans lequel j'ai pu participer. Tout ce qui pour moi était fondamental, ma famille, ma carrière à laquelle j'ai donné les meilleures années de ma vie, mon pays, s'est transformé et a changé de sens en raison d'une réputation croissante et intolérable de présence de tels faits. Les forces armées uruguayennes torturent et maltraitent systématiquement les détenus pour motifs politiques ou syndicaux ».

**LE MONDE**  
**diplomatique**

NUMERO DE MARS

**LA STRATEGIE AMERICAINE DANS LE GOLFE**  
(Michael Klare)

**DÉFENSE ET ILLUSTRATION DE L'OCCIDENT**  
(Claude Bourdet)

LE NUMERO 5 1976  
5, rue des Italiens  
75237 Paris Cedex 09

Publication mensuelle du Monde  
En vente partout.

**des idées pour annoncer votre**

**Mariage**

vos faire-part personnalisés par un studio de création parisien  
des propositions raffinées, émanant des meilleurs graphistes conféreront à votre mariage l'importance que vous lui souhaitez, en évitant l'impersonnalité de la présentation conventionnelle

une possibilité nouvelle et unique

nouveau style également  
**cartes de visite papier à lettres naissances**

vente en exclusivité dans les magasins agréés

**PARIS**  
4<sup>e</sup> BIV (rue) rayon papeterie  
5<sup>e</sup> LA REVERIE 4 carrefour de l'Odéon  
7<sup>e</sup> PAPUSSE 48 boulevard de la Chapelle  
8<sup>e</sup> PAPUSSE 48 boulevard de la Chapelle  
9<sup>e</sup> DRUGSTORE PUBLICS étoile  
DUPRE 141 fg st Honoré  
10<sup>e</sup> DRUGSTORE OPERA  
GALERIES LAFAYETTE rayon pap.  
11<sup>e</sup> BRASSERIE APPEL 20 boulevard  
13<sup>e</sup> centre com. MONTMARTRE  
14<sup>e</sup> GAL. LAFAYETTE Montmartre  
16<sup>e</sup> ALAMARTINE 18 rue de la pompe  
INNO PASSY 53 rue de passy  
Papeterie MOZART 19 av. Mozart  
17<sup>e</sup> PANDOC 57 bd gouvion st-cyr

**REGION PARISIENNE**  
78 EYSEE2 librairie du DRUGWEST  
ORFÈVRE, la carte, ART DEVIVRE  
PARLY2, librairie du DRUGWEST  
VELIZY2, librairie du DRUGWEST  
VELIZY2, librairie du DRUGWEST  
91 APPAJO, pap. LEMONNIER  
EVRY2, pap. LEMONNIER  
92 NEUILLY, carrefour 1, 102 av. de la  
NEUILLY, carrefour 1, 102 av. de la  
LA DEFENSE, librairie du DRUGWEST  
93 ROSNY2, librairie du DRUGWEST  
94 CRETEIL, SOLEIL, lib. et drugwest  
95 CERGY3, fontaines, librairie

**AUTRES DÉPARTEMENTS**  
sur demande: personnel tppz75020paris

صلى الله عليه وسلم



## PROCHE-ORIENT

## AFRIQUE

### Liban

#### Tribune internationale La vingt-cinquième heure

par BASSEM EL-JISR (\*)

QUE faut-il encore pour constater que le Liban de 1943 est mort ? Que faut-il de plus aux politiciens qui l'ont élevé, puis détruit, de leurs propres mains, pour cesser leur danse macabre ? Que faut-il de plus à ceux qui ont engraissé le pays pour mieux le trahir, à ceux qui ont fait de Dieu un agent immobilier ou un bureau de placement au service des faibles de leurs communautés, à ceux qui ont transformé la République en agence de location de services au plus offrant des pays arabes ou étrangers ? Que faut-il de plus pour ne plus s'occuper de ces lambeaux qui pendent sur le corps inerte du Liban, et qu'on appelle — triste nostalgie — les droits des communautés ou l'équilibre confessionnel ?

Que faut-il de plus pour convaincre les jeunes générations, fascinées ou désintéressées, pour faire comprendre à la majorité silencieuse réfugiée dans le désespoir, que le salut ne peut venir ni des « beys », ni des « cheikhs », ni de telle ou telle capitale, proche ou lointaine ?

Que faut-il encore pour ouvrir grands les yeux ? Pour arrêter ce glissement effrayant vers la désintégration totale ? Oui ! Le Liban de 1943 est mort ! Plus on s'obstine à vouloir le ressusciter dans sa forme originale — et avec ses péchés originaux, plus on s'enfonce dans l'absurde, plus on constate la vanité de l'effort. Résignons-nous donc, non à enterrer nos espoirs, mais à accepter ce que nous avons refusé jusqu'à maintenant, c'est-à-dire d'être adultes et responsables, tous ensemble, de notre sort.

Ceux qui disent « Liban » et pensent chrétien, et ceux qui parlent d'arabisme et pensent musulman, doivent réaliser que l'un ne peut être un vrai Libanais sans être un patriote libanais ; il suffit de voir où le chauvinisme libanais et l'irredentisme arabiste nous ont conduits, pour constater que seul un libanisme non confessionnel, démocratique et humanitaire, avec un arabisme humain, laïc et libéré des séquelles de l'impérialisme et du sous-développement, peuvent justifier une nouvelle foi dans un devenir libanais.

Trois vérités doivent servir de point de départ pour toute réflexion positive :

1) L'Etat ne fonctionnera pas avant l'élection d'un nouveau président de la République ; non que l'élection doive amener un homme miracle ou faire se lever sur le Liban une aube nouvelle, mais simplement parce que tout restera immobilisé jusqu'à cette date.

2) 1976 peut être une année cruciale pour le problème palestinien. Tant que ce problème n'aura pas trouvé un début de solution, les Palestiniens ne déposeront pas les armes, et le Liban, par conséquent, vivra dans le tourment ; il serait insensé de penser pouvoir échapper aux complications révolutionnaires du monde arabe quand on est collé à Israël, et plus insensé encore de croire à notre droit de choisir dans le destin arabe, commun, uniquement les « pétrodollars », les touristes et le travail.

3) Nous sommes bien loin avec la Syrie de la lune de miel qui suivit l'indépendance des deux pays, mais nous sommes plus loin encore des querelles économiques qui échauffèrent leurs relations dans les années 50 ; la présence syrienne au fil des partis du pouvoir libanais, c'est un problème qui dépasse le Liban et les querelles intestines de ses communautés. Tant que subsistent les séquelles de 1967, l'Etat libanais est un élément vital de la stratégie de la Syrie. Celle-ci ne peut permettre ni aux organisations d'extrême gauche, ni à celles d'extrême droite, ni à Washington, ni même à Moscou, ni à plus forte raison à Bagdad ou à toute autre capitale arabe, de transformer le Liban en terrain de manœuvres contre son régime, sa sécurité ou son unité.

En 1943, Riad Solh définissait le sens de l'indépendance libanaise en ces termes : « Nous ne voulons plus que le Liban demeure une base de colonialisme ni une route par où passe le colonialisme vers les pays arabes ». Les Libanais, tous les Libanais, ont oublié cette phrase. La Syrie s'est chargée malgré elle et malgré eux de la leur rappeler en un moment où ils étaient devenus des militants volontaires ou incriminés, au service d'intérêts arabes et étrangers, qui se livraient bataille sur leur territoire.

La présence syrienne est provisoire, mais ne démontre-t-elle pas notre incapacité à nous entendre, à faire passer l'intérêt libanais avant des intérêts qui ne le sont pas ? Quelle preuve avons nous donnée de notre maturité politique, de notre patriotisme, du respect de notre souveraineté, qui puisse convaincre la Syrie que le feu allumé par ses ennemis ou ses adversaires au Liban ne risque pas de s'étendre à son territoire ?

Le pays est trop près de la désintégration pour qu'on puisse applaudir aux manœuvres de nos politiciens. Musulmans et chrétiens, gauche et droite, combattants et citoyens passibles, il nous faut tourner la page, celle de 1943, celle de notre duplicité, celle de notre cupidité, celle — surtout — de notre inconscience politique.

Le pays n'est peut-être pas tout à fait prêt à adopter une vraie démocratie, une justice sociale réelle et la laïcité. Mais nous, pas, en attendant, de le ramener encore en arrière, de le désintégrer encore plus. Cessons de nous nourrir d'illusions. Toisons-nous au moins, à défaut de pouvoir découvrir la solution. Respectons nos milliers de morts, pour le plupart innocents, victimes de la plus primitive des sauvageries, qui tue sans savoir qui ni pourquoi.

Les mots sont malheureusement impuissants devant les canons, surtout d'ils nourrissent ceux qui les alimentent, et toute la sagesse du monde ne peut arrêter le processus de l'évolution. Reste le témoignage de ceux qui n'ont cessé, depuis des années, d'avertir les Libanais, de leur dire : que faut-il de plus pour vous préserver, à défaut d'éviter, de ne pas vous suicider ? Que faut-il faire pour vous sauver malgré vous ?

Le spectacle qu'offrent le Liban et les Libanais après douze mois de guerre fratricide désolent tout l'univers. On nous plaint, mais on nous en veut aussi, car on ne pardonne pas à ceux qui jettent par la fenêtre un bonheurs envité par tous.

Nous ne sommes certes pas entièrement responsables de tous les maux qui nous ont accablés, mais il ne fait malheureusement pas de doute que nous sommes tous responsables de leur aggravation, de leur transformation en catastrophe nationale.

Est-il trop tard ? Ou bien savons-nous, dans un dernier sursaut de conscience, dans un dernier réveil de l'instinct de conservation, arrêter les agissements de notre existence nationale, avant la vingt-cinquième heure ?

(\*) Avocat à la cour de Beyrouth, secrétaire général adjoint du parti démocratique libanais.

### Iran

#### PLUS DE TROIS CENTS DETENUS SONT GRACIÉS PAR LE CHAH

Téhéran (A.F.P.). — Le chah d'Iran a gracié trois cents cinq prisonniers, à l'occasion des fêtes du nouvel an iranien, a-t-on annoncé jeudi 18 mars, de source officielle. Ces prisonniers qui seront libérés samedi, avaient été condamnés par des tribunaux militaires, pour « divers délits », dont la nature n'est pas précisée. Il est néanmoins probable qu'un certain nombre de prisonniers « politiques » figurait parmi les graciés, soulignent les observateurs.

La précédente amnistie remontait à décembre dernier, lorsque le chah avait gracié trois cents prisonniers, condamnés par des tribunaux militaires, à l'occasion de l'anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme.

Le nombre des prisonniers politiques en Iran n'est pas connu exactement ; cependant il a été estimé par des observateurs britanniques à au moins vingt-cinq mille, et la Tribune internationale publiée dans « le monde » du 30 janvier.

#### L'avion qui devait transporter à Damas le chef du gouvernement est atteint par une roquette sur l'aérodrome de Beyrouth

Une roquette a atteint, ce vendredi matin 19 mars, l'avion militaire syrien qui devait transporter à Damas une délégation libanaise comprenant MM. Rachid Karamé, chef du gouvernement, Kamil El Assaad, président du Parlement, et Saïb Salam, ancien premier ministre et leader de la communauté sunnite. Les premières informations avaient laissé croire, par erreur, qu'une explosion s'était produite à bord.

Tous les passagers ont pu sortir indemnes de l'appareil et se réfugier dans le salon d'honneur de l'aéroport. L'avion a été aussitôt noyé sous la neige carbonisée par les services de sécurité. Cet incident retardera vraisemblablement les négociations qui se déroulent actuellement à Damas en vue de trouver une solution à la crise suscitée par le refus du président Frangé de quitter le pouvoir.

#### Les accrochages font chaque jour des dizaines de tués

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Le gouvernement syrien s'étant opposé à une démission forcée du président Frangé, qui risquait de provoquer une reprise générale des combats, la situation au Liban est de plus en plus tendue. Cependant, les morts se comptent chaque jour par dizaines. Pour la seule journée du 18 mars, il y a eu à Beyrouth et dans la région quarante-deux tués, et quarante-trois blessés, selon une estimation officielle. Il ne s'agit que d'accrochages, de tirs d'intimidation, d'intermittents, mais ceux-ci sont particulièrement violents : ils se font à l'arme lourde, mitrailleuses, roquettes et mortiers de gros calibre.

Les deux camps qui s'affrontent se sont renforcés depuis le cessez-le-feu de janvier. Le pillage des casernes et l'engagement d'unités de l'armée de part et d'autre se sont soldés par un important renfort en matériel ; des blindés sont aujourd'hui utilisés ; c'est le cas, parfois, dans le secteur des grands hôtels, Beyrouth, et surtout dans le nord du pays, entre Tripoli et Zghorta, la ville d'où le président Frangé est originaire. En outre, on entend en ce 18 mars des affrontements meurtriers. Aux arbores de Baabda, où est situé le palais présidentiel, des effectifs considérables se sont regroupés pour le défendre ou pour l'attaquer. Sur les pentes de la montagne qui domine la vallée, des batteries de canons de campagne de 155 sont en place de chaque côté, près de Beit-Mari et de Broumana, et aux abords d'Aley, sur l'autre versant. Les discussions politiques, que les Syriens voudraient voir conclues par une démission de M. Frangé « en douceur », après désignation d'un successeur dont l'élection serait soumise au référendum, — peuvent traîner en longueur.

### Egypte

#### AU COURS DE SA VISITE EN FRANCE

#### Le ministre de la guerre étudiera les modalités d'une coopération militaire avec Paris

Le séjour officiel en France, qui commence ce vendredi 19 mars, du vice-premier ministre égyptien et ministre de la guerre, le général Abdel Gahni Gammassi, précède de quinze jours environ le court passage à Paris, à sa demande, du président Sadate qui, entre une visite officielle en République fédérale d'Allemagne et en Italie, séjournera à Paris du samedi 3 au lundi 5 avril. Mais le voyage du ministre égyptien de la guerre succède, aussi, de moins d'une semaine, à la visite officielle en France, du dimanche 7 au samedi 13 mars, du commandant en chef de l'armée de l'air égyptienne.

Au centre de tous ces voyages et discussions, l'aide militaire que la France s'est engagée, en principe, à apporter à l'Egypte. Il s'agit, en premier temps, de livrer à l'armée de l'air égyptienne des avions Mirage F-1, des hélicoptères, radars et missiles, dont elle estime avoir un besoin urgent, et dans une seconde étape, d'installer des usines aéronautiques militaires sur le sol égyptien. Les difficultés que l'Egypte éprouve actuellement à se ravitailler auprès de son ancien fournisseur principal, l'Union soviétique, et l'impossibilité dans laquelle se trouvent les Etats-Unis, pour des raisons politiques, de prendre le relais de Moscou, donnent à penser aux industriels français qu'ils sont des mieux placés.

Le programme du séjour en France du général Gammassi, tel qu'il est connu à ce jour, témoigne assez bien de l'intérêt des militaires égyptiens pour certaines catégories d'armements de conception française. Le ministre de la guerre égyptien assistera, notamment, à Montreuil (Seine-Maritime) à un exercice d'interarmes ; il visitera les installations nucléaires du plateau d'Albion, en Haute-Provence, et le centre d'essais de missiles, dans les Landes. Surtout, il se fera présenter, le mercredi 24 mars, au sol et en vol, les avions Mirage F-1, Alpha-Jet, Jaguar et Transall ; le lendemain, il assistera à une présentation d'hélicoptères dans les usines de la SNIA, à Marignane.

La France a notamment livré, l'an dernier, à l'Egypte des hélicoptères d'attaque Gazelle avec des missiles anti-chars. Le principe est acquis de la fourniture de cent-vingt à cent cinquante bi-réacteurs Alpha-Jet d'aspect tactique et d'entraînement, ainsi que de quatre à cinq mille intercepteurs Mirage F-1 de défense aérienne. Mais les discussions continuent sur les modalités de financement et les délais de livraison. La SNIA, la SNCMA et la SNECMA étudient, de leur côté, la possibilité d'installer des réacteurs français. A leur remplacement des réacteurs soviétiques, et des canons de 105 millimètres. Parallèlement, l'Egypte négocie avec d'autres pays occidentaux,

### Maroc

#### Rabat consacrera en 1976 quelque 600 millions de francs à l'équipement du Sahara occidental

De notre correspondant

Casablanca. — « Le développement des provinces sahariennes ne peut être fait que par les Sahraouis et avec leur participation pleine et complète », a déclaré, jeudi 18 mars, le secrétaire d'Etat au plan, M. Taïeb Bencheikh, au cours d'un dîner-débat organisé à Casablanca par la Jeune Chambre économique.

Pour la première fois, un responsable gouvernemental a exposé en public le plan de développement envisagé pour les nouvelles provinces marocaines. Il comporte des urgences : le développement de l'infrastructure routière, sanitaire et scolaire, entre autres, et, au niveau de l'équipement, un ensemble d'interventions immédiates dont le coût atteindra en 1976 de 500 à 600 millions de dirhams (1) convertis par des dotations budgétaires. En contrepartie, le revenu des phosphates sahariens ne sera que de 400 à 500 millions de dirhams.

« L'action », a déclaré M. Bencheikh, doit également se développer selon un programme à moyen terme et un autre à long terme. Il s'agit de promouvoir une industrialisation à partir de la fabrication d'engrais phosphatés, de l'extension du port d'El Aloun, de la création d'un autre port entre cette localité et Dakhla (en zone mauritanienne), et de la

mise en place de moyens destinés à faire bénéficier les Sahraouis des ressources de la pêche qu'exploitent actuellement les flottilles espagnoles des îles Canaries. L'implantation d'industries de conserves de poisson est également étudiée.

Le littoral atlantique offre aussi des attraits touristiques que des chaînes hôtelières entendent exploiter pour une clientèle avide de dépassement. D'autres actions sont envisagées : dessalement de l'eau saumâtre et de l'eau de mer ; accroissement de la production agricole et augmentation du cheptel avec des races de bovins spécialement adaptées au climat saharien. L'ambition du programme de développement reste tempérée par le souci de ne pas aggraver les actuelles tendances inflationnistes. Le développement sera donc progressif, et accompagné de la formation prioritaire de cadres sahariens. Les investissements publics joueront un rôle d'entraînement et laisseront un large champ aux investissements privés — marocains et étrangers — en faveur desquels les codes sectoriels d'investissement pourraient apporter des avantages complémentaires.

LOUIS GRAVIER.

(1) 1 dirham = 1,10 franc environ.

#### Inquiétude sur le sort de plusieurs détenus politiques

Les comités de lutte contre la répression au Maroc (1) ont publié un communiqué affirmant qu'une centaine d'arrestations ont eu lieu en janvier et en février à Casablanca, Rabat, Tanger, Fès et Tétouan, touchant en majorité des lycéens, des étudiants et des enseignants. Ils signalent également la « disparition partielle, inquiétante » de deux détenus politiques, MM. Abdellatif Zeroual et Hocine El Manoussi. Ils évoquent enfin la détérioration des conditions de détention, « la police ayant désormais le contrôle de fait sur l'administration des prisons ».

Des enseignants français signalent d'autre part la disparition, depuis le 13 janvier, d'un assistant d'espagnol à la faculté des lettres de Rabat, M. Orlin Bouisset. Rabat, et d'un autre enseignant marocain, M. Said Benjeloun. Quelques deux cent universitaires français ont signé une pétition réclamant la libération de M. Bouisset-Rabat ou la divulgation des motifs d'inculpation retenus contre lui.

Enfin, M. Alain Martinet, avocat au barreau de Paris, vient de rendre publiques les conclusions d'une mission qu'il a effectuée au Maroc du 11 au 15 janvier pour le compte de la Fédération internationale des droits de l'homme. Il examine particulièrement dans ce document la situation des vingt-six militants « frontistes » (marxistes-léninistes) arrêtés à la fin de l'année 1974 et présentés au juge d'instruction en janvier 1976, après plus d'une année de

« garde à vue ». Il évoque également le sort des « oubliés » (militants de l'Union socialiste des forces populaires, membres du Syndicat national des lycéens notamment), qui attendent d'être jugés depuis 1973. Il mentionne de son côté le cas de M. Abdelatif Zeroual et Hocine El Manoussi. Le premier, professeur, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par contumace au procès de Casablanca, en septembre 1973, a été arrêté par la police au début du mois de novembre 1974. Le second, militant de l'Union marocaine du travail et de l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.), a été condamné à mort par contumace au procès de Marrakech, alors qu'il vivait en exil. Il a disparu en novembre 1974, à l'école de Tunis, alors qu'il se rendait de Tripoli à Bruxelles. « On avait appris, le 17 juillet 1975, dit M. Martinet, qu'il s'était échappé d'une « nuit de garde à vue » appartenant à la police marocaine, où il était détenu. » Il aurait été repris quelques jours plus tard. Aucune information officielle n'a été donnée sur son sort par les autorités marocaines.

● M. Jean de Lipkowsky ministre de la coopération, se rendra, le samedi 20 mars, à Brazzaville, dans le cadre de ses prises de contact avec les gouvernements africains. Le ministre quittera la capitale congolaise lundi, pour Lomé (Togo), où débutera mardi la deuxième phase des négociations pour la révision des accords de coopération franco-togolais.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Algérie

LES TROIS CENT CINQUANTE OUVRIERS de la firme Innovare-Africa, proche d'Alger, propriété de M. Khelreddine, l'un des signataires de l'« Appel au peuple algérien » de l'été 1975 (12 mars), sont depuis mardi 16 mars en « grève politique limitée ». Ils dénoncent, dans une motion, « les agissements réactionnaires du patron et de ses acolytes, valets de l'impérialisme », et demandent « des sanctions exemplaires contre tous les éléments portant atteinte à la révolution socialiste et à son approfondissement ». Enfin, ils réclament « la prise en charge de l'unité par le collectif des travailleurs ».

L'agence Algérie-Presse-Service (A.P.S.) écrit que cette grève « entre dans le cadre d'un approfondissement de la révolution socialiste... » (Corresp.)

#### Malaisie

M. BEN IDRIS, MINISTRE PRINCIPAL DE L'ETAT DE SELANGOR, a été exclu de l'Organisation nationale des Malaisie unis (UMNO) parti au pouvoir. M. Ben Idris, qui est aussi le chef du mouvement de jeunesse de l'UMNO, est accusé de corruption, et son procès doit s'ouvrir le 21 avril. Il devra quitter son poste dans le gouvernement local. La situation est calme à Kuala Lumpur, mais la police a mis en place d'importantes forces de sécurité, les partisans de

M. Ben Idris ayant décidé, selon certaines rumeurs, de manifester pour le soutien.

#### Pays-Bas

LE PREMIER MINISTRE, M. Den Uyl, a confirmé, jeudi 18 mars, qu'il ne soutiendrait pas la demande de construction de matériel ferroviaire, la Werkspoor, avait versé des commissions de plus de 30 millions de florins (environ 50 millions de francs) pour enlever un gros contrat en Argentine en 1961. M. Den Uyl, qui répondait à un député socialiste, n'a pas précisé quels avaient été les bénéficiaires de ces versements, mais il a indiqué que ceux-ci avaient été effectués avec l'autorisation de la Banque centrale et du gouvernement néerlandais. M. Martinus Holtrop, qui était gouverneur de la Banque centrale des Pays-Bas à l'époque, est l'un des trois membres de la commission créée le mois dernier par M. Den Uyl pour enquêter sur les pots-de-vin que le prince Bernhard aurait reçu de la compagnie américaine Lockheed. — (Reuter.)

#### Togo

LE TOGO a annoncé, le mardi 16 mars, qu'il reconnaissait la République sahraoui créée par le Front Polisario. Le Togo est le neuvième pays à prendre cette décision, après Madagascar, le Burundi, l'Algérie, le Bénin (ex-Dahomey), l'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau et la Corée du Nord. — (A.F.P.)

## AFRIQUE

### Il y a vingt ans, la Tunisie accédait à l'indépendance

(Suite de la première page.)

S'il poursuivait cet objectif depuis trente ans avec beaucoup de ténacité et non moins d'habileté, Habib Bourguiba n'aurait pas pour autant à n'importe quelle indépendance : il souhaitait l'obtenir à son heure, dans la clarté, dans l'unité avec la France.

Il admettait, certes, que le discours de Carthage, fut-il un « événement historique » n'était qu'une « simple étape sur la voie

de la souveraineté complète ». Et près d'un an plus tard, avant même la signature des conventions du 3 juin 1955, qui organisaient l'autonomie interne, il prenait soin de réaffirmer que « l'indépendance restait l'objectif suprême ». Mais il devait avouer quelques années plus tard : « Je pensais que l'autonomie durerait beaucoup plus longtemps... » (1). Le gouvernement d'Edgar Faure, successeur de P. Mendès France, n'en doutait pas non plus, qui avait méticuleusement pesé les textes sur l'autonomie.

#### Le précédent marocain

Conçue pour durer, celle-ci ne tarda pas à sombrer, sur deux échecs : en Tunisie, les attaques des adversaires des conventions, partisans du « tout, tout de suite », entraînés par Salah Ben Youssef, le grand rival de Bourguiba, et encouragés par la Ligue arabe, se faisaient de plus en plus vives, et menaçaient l'unité, déjà ébranlée, du mouvement nationaliste. Et surtout, en novembre 1955, la France accordait au Maroc —

sans transition ni autre restriction que cette vague formule d'« indépendance » due à l'imagination d'Edgar Faure — une indépendance qui deviendra effective le 2 mars suivant.

Dès lors, Bourguiba n'a plus qu'une solution : la fuite en avant. Il s'estime floué, ressent comme une injustice, presque une trahison, le traitement privilégié accordé aux Marocains. Les conven-

tions de juin 1955 sont mises en sommeil. Les rapports se tendent dangereusement entre Tunis et Paris. Bourguiba déclare à Roger Seydoux, haut commissaire à Tunis, qui s'efforce, patiemment, de maintenir le contact et de s'accrocher aux textes de juin 1955 : « Il ne faudrait quand même pas que la Tunisie soit pénalisée parce qu'elle a été la première à négocier avec Paris ! » (Il réclame même « plus » que le Maroc.) Pierre Mendès France admettra lui-même par la suite qu'il ne pouvait être question de refuser (à la Tunisie) ce que le Maroc se voyait reconnaître (2).

#### « Les conventions ne valent plus rien »

Le 7 février 1956, feignant d'avoir obtenu l'aval de Guy Mollet, qui vient de rencontrer Bourguiba, le pas dans une déclaration au Monde qui fait l'effet d'une douche froide dans les milieux politiques à Paris : « Les conventions sont dépassées... La Tunisie ne dispose d'une armée et d'une diplomatie. Elle aura un ministre de la défense et un ministre des affaires étrangères. La décision est acquise... » Trois jours plus tard, le bey de Tunis baisse un peu le ton : il demande l'ouverture de négociations, mais en insistant sur l'indépendance.

Devant la surenchère tunisienne, le gouvernement même,

sans guerre y croire, un combat d'arrière-garde. Christian Finesse, au début du mois, est assez réservé. Il propose d'amender les conventions de 1955, voire de les compléter, mais refuse de les remettre en question. En revanche, Alain Savary, secrétaire d'Etat aux affaires marocaines et tunisiennes, pousse nettement à la conciliation. Le plus réservé est, de loin, Guy Mollet.

Selon Roger Seydoux, qui y assistait, la première rencontre du président du conseil avec Habib Bourguiba — auquel il donnait curieusement du « cher camarade » — a été particulièrement orageuse. Le président du Destour, qui n'attendait discuter des relations futures qu'après avoir obtenu l'indépendance sans restriction, eut le sentiment qu'on voulait lui reprendre d'une main ce qu'on lui avait accordé de l'autre. « Alors, lui demanda Guy Mollet, pour vous, les conventions ne valent plus rien ? » « Non », répondit Bourguiba au chef du gouvernement interrogé, elles ne valent plus rien ! »

Cette grave équivoque sur le contenu et la portée de l'indépendance se retrouvera dans le protocole du 20 mars, un modèle d'ambiguïté, dont les interprétations divergentes alimenteront longtemps la discorde entre les deux capitales : pour Bourguiba, l'indépendance totale est « un fait acquis », et rien ne s'oppose à ce que son pays se dote immédiatement d'une armée et d'une diplomatie. Pour Paris, le protocole du

20 mars n'est, en quelque sorte, qu'une déclaration de principe, et l'indépendance ne saurait devenir effective avant que les deux pays aient codifié leur « interdépendance », étant entendu que le Parlement français devra auparavant abroger le traité du Bardo de 1881.

Ce dialogue de sourds se poursuivra pendant des semaines. Bourguiba s'en irrite : « On est indépendant ou on ne l'est pas, lance-t-il le 11 mai. Une indépendance dont les prérogatives ne peuvent s'exercer que sous condition est une dépendance camouflée. »

Si cette controverse confuse sur les modalités de l'indépendance tunisienne domine le premier semestre de 1956, avant de déboucher sur de nouveaux accords, Habib Bourguiba, en regagnant Tunis, le protocole du 20 mars en poche, se prépare déjà à livrer, selon son expression, de « nouvelles batailles » : les Français dominent toujours les principaux secteurs de l'économie, et surtout, l'armée française continue d'occuper certaines zones, notamment la base de Bizerte, Paris étant d'autant plus résolu à l'y maintenir que Bourguiba multiplie les déclara-

tions de solidarité avec les nationalistes algériens.

« Dans l'avis qui le ramenait à Tunis, rapporte Jean Rous (3), il ne parlait que de l'Algérie. L'euphorie de juin 1955 avait fait place à l'inquiétude... » Le leader tunisien pressentait que son pays, l'indépendance à peine acquise, allait subir durement les contre-coups de la guerre qui s'insensiblement à ses frontières. « Nous sommes à la veille d'une effrayante épreuve de force », prédisait-il trois jours après la signature du protocole du 20 mars.

Toute son action consistera alors à préserver jalousement et à consolider une indépendance chèrement acquise, tout en s'efforçant de concilier l'inconciliable : le soutien, de plus en plus net, aux Algériens en guerre, et la recherche, dans l'intervalle des crises, de ce qu'il appelait déjà à l'époque une « coopération sincère et fructueuse » avec la France.

PHILIPPE HERREMANN.

(1) Cinq hommes et la France, de Jean Lacouture, Le Seuil.  
(2) Lettre postface à la Politique de Carthage, de Simone Gros, Plon.  
(3) Bourguiba, de Jean Rous, Ed. John Didier.

#### 50 CHAINES HI-FI COMPACTES

Choisissez la vôtre... à un prix super compact

B et O  
SONY  
BRAUN



PIONEER  
SABA  
TOSHIBA

Bloc 2 x 20 W avec radio stéréo et tourne-disques

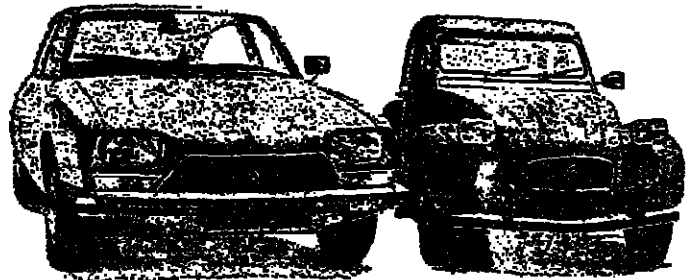
ILLEL COMPACT CENTER

143, avenue Félix-Faure - 75015 PARIS - Tél. : 532.90.86



DEPUIS LE 8 MARS,  
AVEC ECOPLAN\*76, VOUS POUVEZ  
DISPOSER D'UNE CITROËN NEUVE  
AVEC SEULEMENT UN MOIS DE  
LOYER D'AVANCE.

\*Location longue durée. Marque déposée.



**COUPON-REPONSE 76**

à retourner à :  
CITROËN ECOPLAN - 75747 Paris Cedex 15.  
Je désire des informations  
complémentaires sur ECOPLAN.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

CITROËN TOTAL

CITROËN

**LOCATION TEST**

Avant d'acheter  
votre caméra essayez les  
**CHINON SONORES**

PRIX LOCATION DEDUCTIBLE EN CAS D'ACHAT

**La Maison du Cinéma Amateur**

DES PRIX COMME  
PARTOUT, DE LA  
TECHNIQUE COMME  
NULLE PART

57 rue La Fayette  
75002 PARIS  
Tél. 578.47.05  
caméra

**MONDIAL MOQUETTE**

LE PLUS GRAND SOLDEUR  
DE MOQUETTE DE PARIS

**LE CHOIX LE STOCK**

MOQUETTE BOUCHEE

OFFRE SPECIALE  
du 19 au 24 Mars

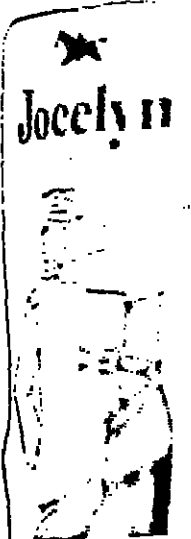
GRANDE LARGEUR STOCK LIMITE

**12** F/m<sup>2</sup>

ET TOUJOURS, LES PRIX, LA QUALITE

SAINT-DENIS : 73, rue de la République Tél. : 820.92.93	MAISON-ALFORT : 128, rue Jean-Jaurès - R.N. 5 Tél. : 368.44.70
BAGNOLET : 161-163, av. Pasteur - 5 <sup>me</sup> arr. des Lilas Tél. : 859.16.48	SARCELLES : 29, av. Division Leclerc - R.N. 16 Tél. : 990.00.77
BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni Tél. : 605.45.12	PARIS 13 <sup>e</sup> : 40 quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz Tél. : 531.72.58
COIGNIERES (N. 10), près Trappes : route du Pont-d'Aulneau Tél. : 461.70.12	PARIS 13 <sup>e</sup> : 90, bd Jourdan 50 m. Porte d'Orléans Tél. : 539.36.62
FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses, Pres gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44	PARIS 18 <sup>e</sup> : 144, pl. de La Villette, M <sup>re</sup> Colonel-Fabien et J.-Jaurès Tél. : 203.00.79

**PARIS 18<sup>e</sup> 114 rue DAMREMONT**  
Tél. : 606.05.73



**A LOUER**

Immeuble  
**TOLBIAC**

pour industrie, commerce, entrepôts, bureaux, etc.

7 étages  
toute eau  
Cuisines  
dégagements  
Parkings  
Lignes

SANS PAS DE VOIES  
300 F le m<sup>2</sup> en 1<sup>er</sup> étage  
100 à 150 F en 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages  
parking 150 F le m<sup>2</sup>

Tél. : 583.95.7  
ou : 359.68.9

**FONCIERE DES CHAMPS-ELYSEES**

14, avenue des Champs-Élysées  
75008 Paris  
Tél. : 583.95.70

مركز الامم المتحدة



## AFRIQUE

### Les déclarations du président Senghor

(Suite de la première page.)

— Quelle est la position sénégalaise à l'égard de l'intervention cubaine en Angola ? Partageons le point de vue de M. Mognihan, qui considère les Cubains comme les « Gurkhas de l'Union soviétique » ?

— M. Mognihan est connu pour ses formules à l'emporte-pièce. Je n'aime pas son style, qui manque de nuances et donc de vérité. Et puis, au Sénégal, notre politique ne repose pas sur l'honneur, c'est-à-dire sur les nerfs, mais sur des principes.

Je dirai que Cuba ne nous intéresse pas en tant que tel. Nous avons toujours considéré la guerre civile en Angola comme un problème moins politique que culturel. D'une façon générale, il ne s'agit pas, pour nous autres Afri-

cains, de choisir telle ou telle idéologie, mais l'indépendance à l'égard de tous les blocs, qui seule nous permettra de choisir librement notre idéologie et si celle-ci est d'origine extra-africaine, de la repenser en africains et pour les Africains.

— C'est pourquoi nous avons condamné en son temps l'intervention cubaine, en même temps que les interventions sud-africaines et soviétiques, en nous référant à l'article 3 de la charte de l'O.U.A., qui fonde l'action de notre organisation sur l'aficanité de la démocratie et le non-alignement à l'égard de « tous les blocs » ; en d'autres termes, il s'agit, quand il y a un conflit entre parties africaines à l'intérieur d'une nation ou entre deux États africains voisins, de trouver entre Africains une solution africaine à un problème africain.

envers la République Sud-Africaine résulte de notre fidélité aux deux déclarations faites par l'O.U.A. en la matière : à Lusaka et à Mogadiscio. La déclaration de Lusaka dit que les Sud-Africains blancs ont les mêmes droits que les autres citoyens africains. Celle de Mogadiscio invite les États africains à combattre l'apartheid.

— En conformité avec ces résolutions, la politique constante du Sénégal a été, d'une part, d'appliquer strictement les sanctions votées par l'O.U.A. et l'ONU — l'Afrique du Sud était notre plus gros client en phosphates — et d'autre part, de favoriser le dialogue, notamment entre la République Sud-Africaine et les États membres de l'O.U.A. mais entre les différentes communautés ethniques de la République Sud-Africaine : les Blancs, les Nègro-Africains, les Indiens et les Métis. C'est pour aider à ce dialogue que j'avais en son temps écrit à M. Vorster pour lui demander la libération de tous les prisonniers politiques et la permission pour une délégation de magistrats sénégalais de mener auprès de toutes les communautés ethniques une enquête au cours de laquelle l'opinion de chaque communauté aurait été précisée.

— M. Vorster n'a pas répondu favorablement à nos lettres. On m'a fait d'autres propositions arrivées après la proclamation de l'indépendance de l'Angola. On sait quelle a été dans la guerre civile angolaise l'attitude de la République Sud-Africaine et que celle-ci a été unanimement condamnée. Il reste que les deux communautés de Lusaka et de Mogadiscio me semblent toujours valables.

— Vous avez autorisé le gouvernement provisoire de Papouasie - Nouvelle - Guinée occidentale à installer une mission au Sénégal (le Monde du 17 mars). Avez-vous aidé ce « gouvernement » à obtenir d'être représenté à la prochaine conférence des pays non alignés à Colombo et le soutenir diplomatiquement ? Quelle est la raison de votre intérêt pour ce mouvement ?

— Nous avons agi avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée occidentale comme nous avions, en son temps, agi avec les Palestiniens en les aidant à fonder un « État national ». Les Papous diffèrent des Indonésiens par la race et par la culture. Les Papous sont des Noirs tandis que les Indonésiens sont un mélange de Noirs et de Jaunes. Encore que les langues et les cultures des uns et des autres se rattachent à la civilisation malayo-polynésienne, elles sont différentes.

— La raison essentielle de notre attitude, ici comme ailleurs, est que le Sénégal, depuis son indépendance, a soutenu tous les mouvements d'identification et d'abord la négritude, c'est-à-dire le droit pour les Noirs d'exprimer dans un État indépendant la renaissance et le développement de leurs valeurs de civilisation.

Propos recueillis par PHILIPPE DEGRAENE.

#### L'attitude soviétique

— Que pensez-vous de l'attitude soviétique à l'égard de l'intervention cubaine en Angola, Congo, Mozambique, Namibie ?

— L'intervention soviétique en Angola n'est pas plus justifiable que le serait une intervention américaine. Les droits d'une nation ne se mesurent pas à sa puissance, mais au fait qu'elle est une nation.

— La présence soviétique à Conakry, Mogadiscio ou Mayotte, pose un autre problème. Dans le cadre de la coopération bilatérale, n'importe quel État peut demander l'assistance technique d'un autre État. C'est ainsi que nous avons une assistance technique française dans le domaine militaire. Je crois cependant dangereux pour la paix mondiale qu'un

État en cours de développement accorde une base à un État développé, car autant il y a de bases de part le monde, autant il y a de risques d'une troisième guerre mondiale. C'est la raison pour laquelle, en son temps, en accord avec la France, nous avons transformé la base française de Dakar en quelques simples « facilités ».

— Avez-vous l'intention de prendre une initiative personnelle de nature à relancer le dialogue entre Pretoria et l'Afrique noire ou estimez-vous que ce dialogue n'a plus de raison d'être ?

— Nous avons, à plusieurs reprises, défini très nettement la position sénégalaise. Nous regrettons qu'on n'ait pas voulu nous entendre. En effet, notre attitude

#### Le problème du Sahara occidental

— Quelle est la position du gouvernement sénégalais dans le litige du Sahara occidental ?

— L'attitude du gouvernement sénégalais a toujours été en cas de différend et bien sûr de conflit entre des États africains, de ne pas jeter de l'huile sur le feu, mais de préconiser le dialogue pour aboutir à un compromis dynamique.

— Dans le cas du Sahara occidental nous avons, très tôt, suggéré entre les trois États des « négociations globales » qui auraient permis de régler toutes les questions en litige, mais surtout d'organiser, notamment dans le domaine économique, une coopération dynamique. Malheureusement nous n'avons pas encore été entendus. Nous ne nous sommes pas découragés pour cela et nous continuons d'agir dans le même sens. Récemment encore j'ai envoyé un message auprès de plusieurs chefs d'État arabes pour leur demander leur médiation car, en l'état actuel des choses, c'est encore la Ligue arabe qui

est l'organisme le mieux placé. Il s'agit en définitive d'une négociation dans le cadre des deux résolutions de l'ONU complémentaires dans ces cas encore et prises en application de l'avis de la Cour de Justice Internationale de La Haye.

— C'est la même attitude que nous avons prise dans l'affaire de Djibouti, où le Sénégal a été choisi par l'O.U.A. pour faire partie de la commission d'enquête. Je ne vous le cache pas, l'année 1976 risque d'être d'actualité, voire tragique pour l'Afrique, puisque nous avons pris la mauvaise habitude, quand il y a un conflit entre deux parties ou deux États africains, de ne pas d'engager le dialogue, mais d'appeler une puissance et de préférence une super-puissance extra-africaine pour régler le différend par les armes, « qu'on ne se servira de l'épée », comme le dit l'Evangile.

— Une conférence des ministres des affaires étrangères arabes et africains se tiendra en avril. Quels résultats concrets espérez-vous retirer de cette rencontre ? La solidarité arabo-africaine existe-t-elle réellement ?

— Nous attendons beaucoup de cette rencontre qui doit être le premier pas dans la voie d'une solidarité arabo-africaine organisée. Je reconnais que cette solidarité n'existe pas encore réellement mais seulement son fondement, ce qui est essentiel.

— En effet, toutes sortes de liens — géographiques, ethniques et culturels — poussent à la solidarité arabo-africaine. Ce n'est pas par hasard si, dans les armées de l'Érythrée, les « Éthiopiens occidentaux », c'est-à-dire les Nègro-Africains et les Arabes, étaient partie de la même armée. Cependant, nous pensons au Sénégal que le fondement le plus solide doit être la fondation culturelle et il l'est effectivement. C'est la raison pour laquelle, à partir de cette année, dans les sections littéraires de nos enseignements moyen et secondaire (A. 2 et A. 3), les élèves sénégalais devront choisir obligatoirement une langue classique (grec ou arabe). Vous me direz que nous allons à contre-courant de l'évolution française. Je vous l'ai dit, nous entendons

**Jocelyn**  
PARIS



134 bd St-Germain Paris 6°-033.44.10  
78/78 ch.-d'Épées (Lacépède) 6°-223.35.33  
5 rue du Cherche-Midi 6°-548.75.47

13<sup>e</sup> arrondissement de Paris  
Métro Tolbiac

### A LOUER

immeuble  
**TOLBIAC**

pour industries, ateliers,  
entrepôts, commerçants

7 étages, 2 ascenseurs, 3 monte-charge,  
locaux de 50 m<sup>2</sup> à 1.200 m<sup>2</sup>  
Quais de déchargement directement  
desservis par les monte-charge  
Parkings en sous-sol avec ascenseur,  
lignes téléphoniques préfinancées

**SANS PAS DE PORTE**  
300 F le m<sup>2</sup> en étage  
100 à 150 F le m<sup>2</sup> en sous-sol  
parking 150 F par mois

Visite sur place lundi, mercredi,  
vendredi après-midi et sur rendez-vous

**Tél. : 583.95.73**  
**ou : 359.68.96**

**FONCIERE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
S.A. Capital 24 000 000 F  
144 avenue des Champs-Élysées  
75008 Paris tél. : 359.68.96

**PRIX DE GROS**

**Comptoir du Chocolat et des Alcools**

Attention actuellement  
MISE EN VENTE  
DE GRANDS VINS  
Bordeaux, Bourgognes

PARIS SPECIAL  
SAUVANT HAUTEUR  
Réglementez la pour l'avis  
choisir et commander  
dans la semaine

103, rue de Turenne - PARIS 5<sup>e</sup>  
Tél. 277.58.28  
Ouvert du mardi au samedi

il ne vous reste plus que

# 10 JOURS

DU SAMEDI 20 MARS  
AU MERCREDI 31 MARS

pour réaliser  
**L'AFFAIRE FOURRURE**  
de votre vie

# SOLDES

## FOURRURES DU NORD

MANTEAUX	SOLDE	MANTEAUX	SOLDE
Vison pastel	11250 F 8750 F	Astrakan	4350 F 2850 F
Vison ..	8250 F 6350 F	plumes peaux	1850 F 1350 F
Vison saphir	9750 F 6750 F	Patte Astrakan	5250 F 3750 F
Vison pearl	11750 F 8450 F	Ragondin	3850 F 2750 F
et tourmaline	11250 F 8750 F	Weasel	3450 F 2650 F
Vison ranch	10450 F 6850 F	Murmel lustré	2850 F 2150 F
Vison ..	4650 F 3750 F	Opossum	2750 F 1850 F
Queue de Vison	3650 F 2450 F	Opossum	1850 F 1450 F
Vison morceaux	2250 F 1650 F	Flanc de Marmotte	1350 F 950 F
ranch, saphir, dark	4650 F 3750 F	Mouton doré	980 F 720 F
Astrakan Swakara	5850 F 4750 F	Lapin fantaisie	
Renard bleu			

**QUE DES AFFAIRES EXTRAORDINAIRES**  
en VISON Black Diamond, Blackgama, Saga,  
Emba - ZIBELINE - CHINCHILLA - CASTOR, etc, etc

**Nos SOLDES bénéficient de notre GARANTIE TOTALE**

SERVICE APRÈS-VENTE  
REPRISE EN COMPTE DE VOS FOURRURES  
ACTUELLES AU PLUS HAUT COURS.  
LES PLUS LARGES FACILITÉS DE PAIEMENT

**LAFAYETTE PASSY**  
115 à 119 R. Lafayette | 100 Av. Paul Doumer  
PARIS 10<sup>e</sup> | (Angle rue de la Pompe)  
près Gare du Nord | PARIS 16<sup>e</sup> métro: Muetta

Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h  
sans interruption, sauf Dimanche

# POLITIQUE

LE DÉJEUNER DU PREMIER SECRÉTAIRE DU P.S. A L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS

## M. Chirac se déclare « choqué »

Depuis les élections cantonales, l'U.D.R. réoc d'en dénouer avec les socialistes. Ses dirigeants ne cachent plus que les tentatives présidentielles visant à attirer une partie des élus et de l'électorat du P.S. constituent, selon eux, une grave erreur. Il faut à tout prix faire reculer la formation de M. Mitterrand.

M. Chirac, président du groupe républicain à l'Assemblée nationale, a déclaré à l'ambassadeur des États-Unis, M. Kenneth Rush, qu'il était « choqué » par les tentatives de rapprochement des socialistes et de l'U.D.R. pour la présidence de la République. M. Chirac a souligné que les dirigeants de l'U.D.R. ne devaient pas oublier que les élections cantonales ont été gagnées grâce à l'appui des socialistes.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a déclaré à l'ambassadeur des États-Unis, M. Kenneth Rush, qu'il était « choqué » par les tentatives de rapprochement des socialistes et de l'U.D.R. pour la présidence de la République. M. Mitterrand a souligné que les dirigeants de l'U.D.R. ne devaient pas oublier que les élections cantonales ont été gagnées grâce à l'appui des socialistes.

M. Roger Chénou, président du groupe républicain à l'Assemblée nationale, a déclaré à l'ambassadeur des États-Unis, M. Kenneth Rush, qu'il était « choqué » par les tentatives de rapprochement des socialistes et de l'U.D.R. pour la présidence de la République. M. Chénou a souligné que les dirigeants de l'U.D.R. ne devaient pas oublier que les élections cantonales ont été gagnées grâce à l'appui des socialistes.

M. Jacques Chirac, président du groupe républicain à l'Assemblée nationale, a déclaré à l'ambassadeur des États-Unis, M. Kenneth Rush, qu'il était « choqué » par les tentatives de rapprochement des socialistes et de l'U.D.R. pour la présidence de la République. M. Chirac a souligné que les dirigeants de l'U.D.R. ne devaient pas oublier que les élections cantonales ont été gagnées grâce à l'appui des socialistes.

M. Chirac, qui ne connaît pas encore la déclaration de M. Chirac, a précisé qu'il était naturel que les diplomates étrangers représentant des pays importants reçoivent à leur table des hommes politiques français.

M. Mitterrand estime que le premier ministre « perd la tête ».

Le premier secrétaire du parti socialiste, à la sortie de l'ambassade des États-Unis, a répondu au premier ministre : « M. Jacques Chirac n'est pas le détenteur de l'honneur de la France, et nous en avons une plus haute conception que lui ».

Certains dirigeants américains, y compris le président des États-Unis, ont fait des déclarations parfaitement déplacées sur la vie politique intérieure française, et nous avons eu l'occasion de le relever et de condamner ce type d'ingérence.

De retour au siège de sa formation, M. François Mitterrand a ajouté : « M. Chirac perd la tête. Les résultats des élections cantonales l'ont visiblement égaré. Charbonnier est maître chez soi. La France doit conduire sa politique. Je l'ai dit aux Américains, comme je l'ai dit aux autres. Je soutiendrais que le gouvernement s'inspire davantage de cette règle d'or. Le P.S. accorde trop peu de crédit à la dignité de M. Chirac pour se sentir offensé par des propos coléreux et vulgaires ».

M. MARCHAIS : je ne me sens pas concerné.

M. Georges Marchais, pour sa part, indique, jeudi en fin d'après-midi, au cours d'un débat organisé à l'occasion de la publication par les Éditions sociales du livre de Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique du P.C.F., Femmes : quelle libération ?

« Je pourrais dire que je ne me sens pas concerné par la visite de François Mitterrand à l'ambassade des États-Unis, compte tenu du fait qu'il est impensable que l'ancien ministre ne se rende pas compte de la situation de la France. Mais le premier ministre ne me semble pas qualifié pour donner des leçons sur ces questions. Lorsque le général Haig, et après lui le secrétaire d'État Henry Kissinger, et tous dernièrement le président Gerald Ford, sont intervenus d'une manière insolente dans les affaires françaises en prétendant contester la participation des communistes au gouvernement, nous avons été les premiers, et pendant longtemps les seuls, à

que le gouvernement de M. Chirac. Il a, en effet, fallu douze jours à M. Sauvagnargues pour rejeter toute ingérence dans les affaires intérieures françaises.

Le déjeuner organisé par l'ambassadeur des États-Unis, M. Kenneth Rush, avait d'ailleurs pour objectif de corriger ce que les formules du général Haig et de M. Kissinger et Ford avaient d'excessif, en rappelant aux dirigeants socialistes que les États-Unis sont en campagne électorale et que les propos de leurs dirigeants visent surtout leur propre opinion publique, à nous nous tenons par l'isolement. Ou bien les propos de M. Chirac s'expliquent, eux aussi, par le climat électoral ou bien le premier ministre n'entend pas s'en tenir aux déclarations de M. Sauvagnargues et envisage une réplique plus sèche à l'égard des Américains. Demanderai-je, par exemple, au président de la République d'annuler le voyage officiel qu'il doit effectuer du 17 au 20 mai aux États-Unis ?

M. Chénou, président du groupe républicain à l'Assemblée nationale, qu'il est pourtant impossible de suspecter de tendresse à l'égard du premier secrétaire du P.S., a néanmoins admis implicitement que l'argument de M. Chirac était sans valeur, puisqu'il a approuvé M. Mitterrand d'avoir répondu favorablement à l'invitation de M. Rush. — T. P.



(Dessin de KONK.)

## M. EDGAR FAURE : une entrevue tout à fait normale.

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a déclaré vendredi 19 mars au micro d'Europe 1 : « Deux choses sont certaines : la première, c'est qu'il est tout à fait normal que des hommes d'État français, de la majorité ou de l'opposition, aient déjeuné chez un ambassadeur ; la seconde, c'est qu'il est tout à fait normal que M. Mitterrand n'aille pas déjeuner chez le président de la République ».

## APRÈS LES ÉLECTIONS CANTONALES

### La ventilation politique des présidences des conseils généraux

#### MÉTROPOLE

L'installation avec laquelle le ministère de l'Intérieur ventile les étiquettes politiques, les regroupements, les désignations ou amalgames auxquels il procède rend quelque peu suspectes ses statistiques électorales et provoque toujours mises au point et protestations.

Après le premier tour des cantonales, les radicaux valaisiens s'étaient plaints, à juste titre, d'être « noyés » dans la rubrique confuse des « divers gauche ». Jeudi 18 mars, c'était le tour du bureau politique de la fédération des réformateurs, qui revendiquait allégrement trois cent quinze conseillers généraux sur les mille huit cent un élus métropolitains, et affirmait avoir recueilli plus de 15 % des suffrages exprimés.

	Sortants	Sièges perdus	Sièges conservés	Sièges acquis	Total	Gains et pertes
P.C.	1	—	1	2	3	+ 2
P.S.	18	2	17	10	27	+ 9
Rad. G.	7	1	6	4	10	+ 3
Div. G.	2	—	2	—	2	0
Cent. G.	1	—	1	1	2	+ 1
Soc. Ind.	2	1	1	—	1	— 1
M.D.S.F.	1	—	1	—	1	0
Mod.	2	1	1	—	1	— 1
Rad.	7	4	3	1	4	— 3
Cent. dém.	10	4	6	—	6	— 4
C.D.P.	6	3	3	—	3	— 3
Cent. rép.	1	1	—	—	—	— 1
U.D.R.	10	3	7	4	11	+ 1
R.I.	16	1	15	1	16	0
C.N.I.P.	3	1	2	—	2	— 1
Ind.	2	2	—	—	0	— 2
Mod. maj.	6	1	5	1	6	0
TOTAL	95	—	71	24	95	—

#### DANS LES DOM

GUAYANE. — M. Ho A Chuck, mod. maj., est réélu par 11 voix et 5 bulletins blancs.

MARTINIQUE. — M. Emile Maurice, U.D.R., est réélu par 23 voix contre 1 à M. Gratiot, P.C., 10 bulletins blancs et 2 abstentions.

(Publié)

PAPETERIE ITALIENNE très spécialisée dans la production d'étiquettes en carton tendu pour machines automatiques.

REPRÉSENTANTS TRÈS INTRODUITS. Ecrire à ITAL PRESS s.r.l., Via Andrea Doria, 1 - 20127 MILANO (Milano) Italie.

### M. DARLET (Cent. dém.) : le risque d'une troisième erreur de la majorité.

M. Jean-Marie Darlet, député de la Manche, vice-président du Centre démocrate, parlant de M. Le Canuet, écrit dans son éditorial de Démocratie moderne (numéro du 18 mars) : « Voilà le gouvernement et sa majorité précipités : les absents ont toujours tort. En se refusant à « politiser » les élections cantonales comme le faisait à tort et à travers l'opposition, ils ont laissé libre carrière à une union de la gauche qui a su faire intensément et habilement sa propagande, offrir partout un choix entre socialistes et communistes au premier tour, présenter aussi des candidats dont le succès était un attrait supplémentaire ».

Après la double erreur de la dépolitisation et de l'abus de la candidature unique, pousse la majorité à se compromettre une troisième fois en laissant à la gauche le terrain qui lui était fatal. Certains sont en effet tentés, semble-t-il, de tirer de l'événement une étrange leçon : à les entendre, c'est de la politique de réforme que viendrait tout le mal. (...) C'est dans ce sens qu'il faut poursuivre, à la fois parce que les Français en ont besoin, et parce que, si l'on braillait l'élan vers la démocratie sociale, on ferait évidemment le jeu d'une opposition qui sait monter à l'assaut des places, mais qui n'a pas, à ce jour, convaincu les Français qu'elle serait apte à les occuper ».

### LES TRANSFERTS DE VOIX A GAUCHE

Dans l'Unité, hebdomadaire du parti socialiste, M. Claude Estier, membre du secrétariat national du P.S., revient sur les griefs du P.C.F. qui s'était plaint après le second tour des élections cantonales, du manque de discipline et d'esprit unitaire de l'électorat socialiste. Il écrit notamment : « Nous comprenons mal que le parti communiste prenne prétexte de quelques situations locales qui l'ont privé d'une quinzaine de sièges pour engager une querelle subalterne contre les dirigeants du P.S. alors que tous les observateurs sont d'accord pour souligner que jamais les reports de voix de l'électorat socialiste n'étaient aussi bien faits vers les candidats communistes. Ce qui a d'ailleurs permis à plusieurs dizaines de ceux-ci d'être élus dimanche alors qu'ils n'étaient pas donnés en ballottage favorable. L'aurait-il dressé la liste des cantons où des voix communistes ont manqué, parfois en nombre important, aux candidats socialistes ? ».

Si l'est vrai que la progression du parti socialiste en voix en sièges — a été la plus forte elle ne s'est faite en aucune façon au détriment du parti communiste : qui a désormais plus de conseillers généraux qu'il n'en espérait. Les partis de gauche ont gagné ensemble. C'est ensemble qu'ils ont battu la droite et c'est ensemble qu'ils doivent poursuivre la bataille contre un pouvoir qui sort sérieusement ébranlé d'une épreuve dont il avait sous-estimé les conséquences ».

#### PRÉCISIONS

NIEVRE. — M. Jacques Huguier, Des Etages est député socialiste de la seconde circonscription de ce département et non de la Vienne comme nous l'avons écrit par erreur dans notre numéro daté du 19 mars.

SOMME. — Les quinze élus de l'opposition présents (sur seize) ont refusé de participer au vote pour l'élection du bureau en signe de protestation contre le refus de M. Max Lejeune, M.D.S.F., réélu à la présidence, de leur accorder la représentation proportionnelle. Celui-ci leur avait offert un siège de vice-président et un siège de secrétaire, avec ce commentaire : « Ceux qui votent les impôts offrent deux postes à ceux qui ne les votent pas ».

Lors du vote de réélection de M. Max Lejeune il y a eu non pas trois abstentions mais deux absents qui étaient MM. Bignon (U.D.R.), Mascoube (U.D.R.) et Gremetz (P.C.).

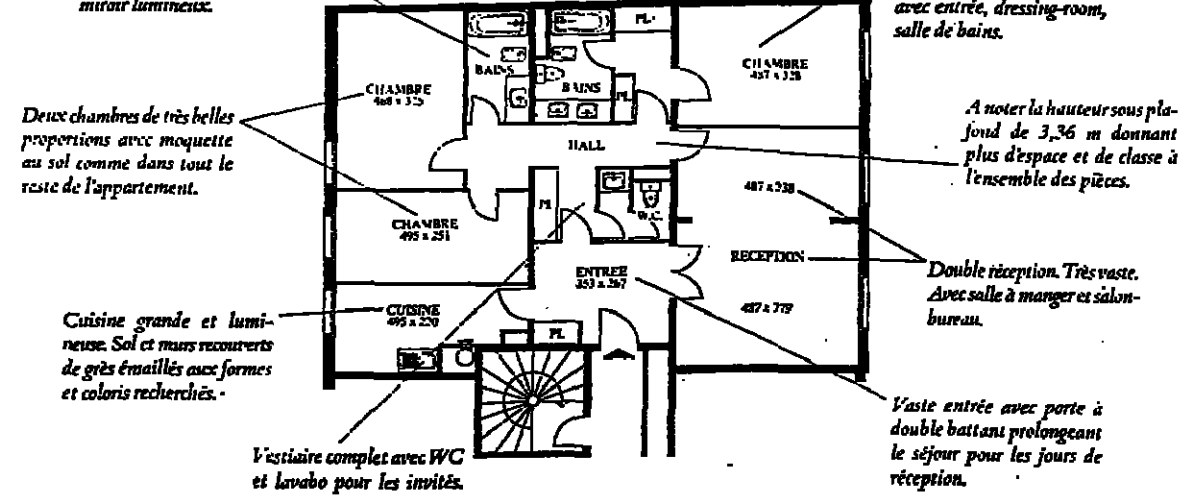
HAUTE-VIENNE. — Le conseil général a adopté, par 30 voix et 5 abstentions, une motion présentée par le groupe socialiste et souhaitant le départ du gouvernement. Le préfet, M. Lambert, avait quitté la salle, suivi par deux conseillers de la majorité, MM. Serrais et Clisson. La motion demandait au gouvernement de « tirer les conséquences logiques de son échec généralisé en se retirant pour céder la place à la majorité nouvelle à laquelle le pays vient d'apporter sa confiance ».

SEINE-ET-MARNE. — Le conseil général, présidé par M. Etienne Dailly, radical, maire de Nemours, vice-président du Sénat, est ainsi composé : 5 P.C., 9 P.S., 2 radicaux de gauche, 1 radical, 1 socialiste indépendant (M. André Fiat, à La Ferté-Gaucher), 1 centriste (M. Seramy, à Fontainebleau), 3 U.D.R., 1 C.N.I. (M. Deramaix, à Lortre-le-Poignon) et 12 mandataires favorables à la majorité présidentielle. Un siège est vacant, en raison du décès récent de M. Brun, sénateur apparenté au groupe U.D.R.

## Le Marais Bondeville. Regardez bien ce 5 pièces, il le mérite.

Regardez ce plan d'un 5 pièces. Le plan d'un appartement qui se termine actuellement au Marais Bondeville. D'un appartement unique. Comme tous les autres appartements du Marais Bondeville. Exceptionnel prend ici son véritable sens : qualité, prestations, équipements, architecture, construction, tout est à même de satisfaire l'acquéreur le plus difficile. Au Marais Bondeville.

Fiers de construire au cœur de Paris l'un des plus prestigieux immeubles de la capitale, les créateurs du Marais Bondeville vous attendent sur place. Venez examiner avec eux les autres plans.



Le Marais Bondeville du studio au 7 pièces duplex. Prix définitifs et non révisables.



Venez de l'appartement modèle tous les jours sauf mardi. 4, rue des Hautrelles 75003 Paris - 272.94.91 (G) 210000 4, rue de Miroisville 75008 Paris - 265.51.84

صكنا من الامم



## POLITIQUE

### M. CHINAUD : il convient de s'opposer à la démagogie de la réforme.

M. Roger Chénard, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale, député de Paris, a affirmé, jeudi matin 18 mars, au cours d'une conférence de presse, que l'action de réforme doit se poursuivre mais qu'il convient de s'opposer à la démagogie de la réforme.

Après avoir souligné que les projets gouvernementaux, qui seront présentés au moment où ils seront mis, correspondent aux besoins de la société, il a ajouté : « Nous ne céderons pas aux écarts de ceux qui souhaitent une société marxiste. Ce n'est pas leur politique que nous voulons faire, mais la nôtre. Quant aux idées, de nombreux exemples nous le prouvent : nous le verrons dans l'application d'un certain bon sens ». M. Chénard a approuvé la déclaration de M. Chirac (le Monde du 18 mars) qui reproche à certains leaders de la majorité d'avoir, par leurs réactions au P.S., accru le crédit de celui-ci.

M. Chénard a répondu négativement à M. Godehard qui s'est prononcé dans une déclaration à France-Soir du 17 mars, pour la convocation par le premier ministre d'une convention de la majorité. Le député U.D.R. de Loire-Atlantique estime : « Cette convention ne saurait être un congrès d'unification, elle devrait être beaucoup plus qu'un "show". Soigneusement préparée, elle pourrait être une démonstration d'unité, une rencontre d'hommes qui s'ignorent trop, le moyen, enfin, de définir non pas des programmes, mais une charte de la démocratie représentative. Sous la V<sup>e</sup> République, cette cohésion a toujours été assurée par le premier ministre ». M. Chénard a répondu : « Les Français ne jugent pas les choses sur la qualité d'une organisation mais sur la qualité d'une politique ». Le député de Paris a ajouté que les républicains indépendants prendraient bientôt position officiellement sur l'organisation de la majorité présidentielle.

Le président du groupe des républicains indépendants s'est ensuite félicité de l'entrée de M. Pierre Juillet au cabinet de Chirac.

Enfin, il a proposé des réserves de certains gaullistes à l'égard de l'Europe. Il a noté : « Il est toujours y avoir une voix qui s'élève ; elle n'empêchera pas d'atteindre le résultat ».

### Un dirigeant tchécoslovaque dénonce l'« extrême danger du révisionnisme » au sein des P.C.

Prague (A.F.P., Reuters). — Une attaque particulièrement violente contre les « révisionnistes », qui « cherchent des compromis sur les questions de principe », a été lancée par le parti communiste tchécoslovaque, la dictature du prolétariat et l'unité des principes fondamentaux de l'édification et de l'activité d'un parti marxiste-léniniste, a été récemment lancée à Ostrava par M. Josef Kempny, membre du comité central du parti communiste tchécoslovaque.

M. Kempny — qui parlait au cours d'une conférence régionale du P.C. — dont les propos sont rapportés par le quotidien du parti pour la Moravie du Nord Nová Soudobá, repartit jeudi 18 mars, a déclaré notamment : « Nous devons nous rendre compte de l'extrême danger du révisionnisme et de l'activité trépassée de ceux qui se présentent comme marxistes et qui sont en réalité dirigés par les centres de diversion idéologique de l'impérialisme. (...) »

La révision du marxisme-

### Le P.C.F. répond à M. Souslov

#### M. MARCHAIS : l'internationalisme prolétarien devrait être réciproque.

Au cours d'un débat jeudi 18 mars, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a répondu à une question sur les déclarations de M. Souslov. M. Souslov, membre du bureau politique du P.C. de l'Union soviétique, a affirmé que « tout ce que les opportunistes font passer pour des variantes régionales ou nationales du marxisme n'a rien de commun avec la théorie révolutionnaire et porte atteinte à la classe ouvrière » (le Monde du 19 mars).

M. Marchais a répliqué : « La société socialiste aux couleurs de la France est une évidence. La société socialiste que nous construisons ne saurait être ni russe, ni cubaine, ni chinoise : elle sera française. Sur la question de l'internationalisme prolétarien, selon M. Souslov, certains sont tentés de renouer, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré : « Je ne me sens pas du tout concerné. Le mouvement communiste international n'a pas une large part son importance de la solidarité. Je crois avoir dit deux fois que l'internationalisme prolétarien devait être réciproque ».

## Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres le 18 mars, au palais de l'Élysée. Au terme de la réunion, le communiqué suivant a été publié :

● LA RÉFORME DE L'ADOPTION. — Le conseil a adopté un projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption. Ce projet (voir page 10) complète la loi du 11 juillet 1958 qui instaure un plus juste équilibre entre les intérêts de l'enfant, les droits de sa famille et le sang et ceux des adoptants. Le nouveau projet de loi a pour objet de faciliter et de développer l'adoption afin de mieux sauvegarder les intérêts de l'enfant en prenant en considération ses besoins affectifs.

Les dispositions essentielles du projet concernent l'élargissement des conditions dans lesquelles les tribunaux de grande instance peuvent déclarer qu'un enfant est abandonné par sa famille : la période pendant laquelle le juge peut apprécier le désistement des parents est réduite à l'année précédant la demande d'adoption ; le désistement manifesté des parents pour résulter de l'absence de relations indispensables au maintien des liens affectifs entre l'enfant et ses parents ; la simple intention, non suivie d'effet, exprimée par les parents d'assumer l'entretien et l'éducation de l'enfant ne pourra suffire à motiver le rejet de la demande d'adoption.

Les autres modifications proposées permettent l'adoption dans deux situations où elle est actuellement prohibée, sans dispense du chef de l'État : lorsque l'adoptant a des descendants légitimes et lorsque la différence d'âge entre l'adoptant et l'adopté est inférieure au minimum légal de dix ou quinze ans, selon les cas.

Enfin, en cas de décès de l'un des deux époux ayant adopté un enfant et si le conjoint survivant se remarie, l'adoption pourra être proposée à la demande du nouveau conjoint.

### ● L'EUROPE : UN TOUR DE TABLE

Le conseil des ministres a procédé à un examen approfondi des problèmes posés par l'évolution des institutions européennes. Tous les ministres ont été invités à participer à cette discussion. Le président de la République a déclaré : « Quelles que soient les difficultés, la France continuera d'apporter sa contribution à l'effort d'organisation politique de l'Europe ».

Avant ce tour de table, M. Jean Sauzet, ministre des affaires étrangères, a fait état, notamment, des conclusions du groupe de réflexion qui s'est réuni à cette occasion. Le président de la République a déclaré : « Quelles que soient les difficultés, la France continuera d'apporter sa contribution à l'effort d'organisation politique de l'Europe ».

Le conseil des ministres a procédé à un examen approfondi des problèmes posés par l'évolution des institutions européennes. Tous les ministres ont été invités à participer à cette discussion. Le président de la République a déclaré : « Quelles que soient les difficultés, la France continuera d'apporter sa contribution à l'effort d'organisation politique de l'Europe ».

Le conseil des ministres du 18 mars a décidé la dissolution du conseil municipal de la commune de Mallemaison (Alpes-de-Haute-Provence).

● Le groupe socialiste et des radicaux de gauche de l'Assemblée nationale explique qu'en raison de l'insuffisance des moyens mis à la disposition des services fiscaux de l'État, de nombreuses erreurs ont été constatées. L'augmentation de la taxe d'habitation sur 1976 étant très souvent excessive. Les parlementaires proposent donc que les valeurs locatives de 1976 soient maintenues au niveau de celles de 1975 et que les autres tranches d'augmentation soient réparties sur deux ans. « Ce surcoût, ajoutent-ils, serait mis à profit pour revaloriser, pendant l'année 1976, les évaluations faites ».

Le même groupe a déposé sur le bureau de l'Assemblée, à la demande de ses parlementaires des régions viticoles, une proposition de loi tendant à instituer une commission parlementaire d'enquête sur le fonctionnement et les problèmes du marché du vin.

### Du 19 juin au 14 juillet

#### DES JOURNÉES NATIONALES DES ARMÉES AURONT LIEU A PARIS ET EN PROVINCE

Du 19 juin au 14 juillet prochain, le ministère de la défense a prévu d'organiser, à Paris et dans plusieurs villes de province, une série de manifestations publiques destinées, selon le général de brigade Bourge, qui en a été chargé, « à mieux informer les Français sur leurs armées, l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air, la gendarmerie, la délégation ministérielle pour l'armement et la brigade des sapeurs-pompiers de Paris participeront à ces différentes manifestations ».

Pour l'essentiel, le parc des Tuileries, à Paris, servira, du 2 au 10 juillet, de cadre à un spectacle d'armes et de deux cents véhicules militaires et deux cents véhicules militaires, des exercices rythmiques de gymnastique et des démonstrations de remontages d'armes seront présentés. Dix musiques, soit six cents exécutants seront présentes.

L'armée de l'air, le service d'organisation, le 22 juin à Evreux et le 4 juillet à Caen, un meeting aérien. L'armée de terre a prévu de faire « nomenclature », du 19 au 21 juillet, dans la région d'Albi, l'équivalent d'une de ses brigades mécanisées et, dans la région de Grenoble, une brigade alpine fera des démonstrations en montagne. Enfin, la marine nationale organise, le 11 juillet, devant Nice, une revue navale que présidera le chef de l'État et à laquelle doivent participer trente-cinq navires de guerre et quarante avions.

Ce projet de journées nationales des armées avait été lancé, à l'origine, du temps de M. Jacques Soufflet occupant le poste de ministre de la défense. M. Yvon Bourges a repris à son compte ce projet, qui sera l'occasion, a encore précisé le ministre, de faire passer au grand public les connaissances et les compétences de la défense.

Le conseil des ministres du 18 mars a décidé la dissolution du conseil municipal de la commune de Mallemaison (Alpes-de-Haute-Provence).

Le conseil des ministres du 18 mars a décidé la dissolution du conseil municipal de la commune de Mallemaison (Alpes-de-Haute-Provence).

Le conseil des ministres du 18 mars a décidé la dissolution du conseil municipal de la commune de Mallemaison (Alpes-de-Haute-Provence).

Le conseil des ministres du 18 mars a décidé la dissolution du conseil municipal de la commune de Mallemaison (Alpes-de-Haute-Provence).

Le conseil des ministres du 18 mars a décidé la dissolution du conseil municipal de la commune de Mallemaison (Alpes-de-Haute-Provence).

Le conseil des ministres du 18 mars a décidé la dissolution du conseil municipal de la commune de Mallemaison (Alpes-de-Haute-Provence).

Le conseil des ministres du 18 mars a décidé la dissolution du conseil municipal de la commune de Mallemaison (Alpes-de-Haute-Provence).

Le conseil des ministres du 18 mars a décidé la dissolution du conseil municipal de la commune de Mallemaison (Alpes-de-Haute-Provence).

Le conseil des ministres du 18 mars a décidé la dissolution du conseil municipal de la commune de Mallemaison (Alpes-de-Haute-Provence).

Le conseil des ministres du 18 mars a décidé la dissolution du conseil municipal de la commune de Mallemaison (Alpes-de-Haute-Provence).

### Les généraux Vanbreemersch, Le Borgne, Villetorte et l'amiral Lannuzel reçoivent leur quatrième étoile

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du jeudi 18 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● TERRRE. — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée les généraux de division Claude Vanbreemersch et Guy Le Borgne.

[Né le 3 janvier 1921 à Paris, saint-cyrien, le général Vanbreemersch est, depuis juin 1975, le chef d'état-major particulier de la présidence de la République.]

[Né le 6 janvier 1920 à Rennes, le général Le Borgne a été nommé, en décembre dernier, commandant de la V<sup>e</sup> région militaire et gouverneur militaire de Lyon. Au cours de l'été prochain, la V<sup>e</sup> région militaire de Lyon et la VII<sup>e</sup> région militaire de Marseille seront fusionnées. Le général Le Borgne sera nommé, à la fin de l'été, à la tête de la région.]

Est promu général de division le général de brigade Langlois ; le général de brigade, le colonel Fourreau.

Est admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation sur sa demande, le général de division Manessier.

● AIR. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne Villetorte.

[Né le 2 décembre 1920, à Arcachon,

le général Edmond Villetorte a notamment contribué à mettre au point le premier système d'armes stratégiques : le Mirage-IV, doté d'une arme nucléaire de 30 kilotonnes. Depuis octobre 1974, il commande le transport aérien militaire.]

● MARINE. — Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre le vice-amiral Jean Lannuzel.

[Né le 2 décembre 1921 à Brest et ancien élève de Navale, le vice-amiral d'escadre Lannuzel, après avoir notamment commandé le frigate-torpilleur Suffren et l'escadre de la Méditerranée, est actuellement sous-chef d'état-major des armées. Le nom du vice-amiral d'escadre Lannuzel est souvent prononcé pour sa succession, en juillet, de l'amiral Albert Joffre-Noulet, au poste de chef d'état-major de la marine nationale.]

Sont promus : contre-amiral, le capitaine de vaisseau Métyer ; commissaire général de deuxième classe, le commissaire en chef de première classe Guédon.

Est mis à la disposition du directeur central du Commissariat de la marine, le commissaire général de deuxième classe Guédon ; est admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande, le contre-amiral Borgis.

● GENDARMERIE. — Est promu, dans la deuxième section (réserve), général de brigade, le colonel Bouhard.

### AVANT LE PROCHAIN CONSEIL DE DÉFENSE

#### Un Livre blanc pourrait expliciter les objectifs du nouveau plan d'équipement militaire

Le chef de l'État présidera le conseil de défense le mardi 23 mars à l'Élysée pour examiner les grandes lignes du prochain plan d'équipement militaire et de la défense. Ces engagements doivent prendre la relève des trois précédentes lois de programmes quinquennales conçues depuis 1960 et très irrégulièrement exécutées en raison de la priorité longtemps donnée aux dépenses militaires au détriment de l'armement classique des unités.

Ce document, qui n'est pas définitivement établi, sera soumis à l'approbation du Parlement lors de la session de la fin de l'été, probablement à la fin du mois de mai prochain. Il devrait se présenter sous la forme d'un Livre blanc expliquant les objectifs de défense du gouvernement et accompagné d'une programmation, plus ou moins précise, sur les moyens militaires à prévoir pour remplir ces missions ainsi définies. La délégation ministérielle pour l'armement et les états-majors ont contribué à préparer ce document, tandis que le Centre de prospective et d'évaluation assure la synthèse des travaux pour le compte du ministère de la défense.

A la différence des trois textes qui l'ont précédés, la nouvelle programmation ne sera plus quinquennale, c'est-à-dire qu'elle prend la forme d'un plan « glissant », comme le qualifient les spécialistes, au sein duquel les trois premières années d'application concernent des engagements financiers et industriels impératifs avec un échéancier de dépenses par programmes retenus. Ces trois premières années font partie d'un ensemble de prévisions étalées sur six ans avec des « projections » d'engagements,

pour reprendre l'expression des experts, qui fixent le nombre des matériels militaires à commander. Chaque année, à l'occasion du vote par le Parlement du budget de la défense, ces engagements de dépenses sont réexaminés, ainsi que les objectifs définis.

Une telle formule, plus souple que la précédente, devrait permettre, selon ses partisans, de mieux gérer des choix possibles entre différentes catégories d'armements selon la priorité politique et militaire dont elles bénéficient. Seront ainsi constitués des « noyaux durs » de la programmation qui se rapportent à des systèmes d'armes principaux dont il ne serait pas question d'interrompre la réalisation, mais dont le coût ou les difficultés techniques de mise au point seraient contrôlés, chaque année, avec le vote du budget militaire. A côté de ces « noyaux durs », d'autres programmes d'armements seraient planifiés de façon seulement indicative et menés à bien en fonction des crédits disponibles une fois fixées les dépenses relatives aux « noyaux durs ». Les délais de réalisation des programmes secondaires pourraient donc varier.

Les adversaires d'une telle programmation font observer qu'elle permet au gouvernement de moins se sentir lié par des engagements « glissants » que par un plan d'équipement quinquennal, comme les trois lois de programmes précédentes. Le document préparé par les services officiels n'est pas contraignant, et il peut être remis en cause en cours d'application, surtout si les engagements financiers du gouvernement se révèlent moins précis que dans le passé. Cependant, on peut noter que les trois plans précédents n'ont pas davantage été respectés, essentiellement parce que la sous-estimation, dès le début, des hausses économiques et des frais d'industrialisation a obligé à réduire les commandes.

M. Valéry Giscard d'Estaing a donné l'assurance, lors de précédents conseils de défense (le Monde du 20 janvier), que la part des crédits militaires dans les dépenses publiques devrait, en principe, s'accroître et passer de 17 % actuellement à environ 20 % du budget de l'État entre 1980 et 1982. C'est dans cette perspective que le ministère de la défense a entrepris les premières études de la nouvelle programmation soumise au conseil du 23 mars.

Le document gouvernemental tient compte, enfin, de certaines hypothèses sur le volume des effectifs nécessaires, notamment dans l'armée de terre. Déjà le budget de 1976 n'a enregistré aucune création d'emplois, mais des transformations de postes pour diminuer les états-majors ou les services et accroître le personnel d'entretien des unités. A plus long terme, les effectifs de l'armée de terre pourraient diminuer et passer de 330 000 environ, actuellement, à l'ordre de 315 000.

● Une réunion du P.S.U. perturbée à Saint-Etienne. — Une douzaine de jeunes gens armés de manches de pioche, casques et le visage masqué par des foulards ont roué de coups une quarantaine de membres ou de sympathisants du P.S.U. qui participaient à une réunion, jeudi 18 mars, à la Bourse du travail de Saint-Etienne. Trois blessés ont été transportés à l'hôpital. La réunion avait pour thème : « L'armée et les comités de soldats » et l'agression a été revendiquée par un « Groupe d'intervention nationaliste ».

# FORD ESCORT 6CV.

EXCLUSIVITÉ FORD :  
17 530 F.\*



La petite Ford Escort est la seule 6 CV qui vous offre d'origine :

- Ceintures de sécurité à enrouleurs
- Dégivrage de la lunette arrière
- Freins assistés à double circuit...

et 17 autres éléments de sécurité-robustesse SANS SUPPLÉMENT DE PRIX, et en plus une

**GARANTIE TOTALE DOUBLÉE, PIÈCES ET MAIN-D'ŒUVRE, 1 AN KILOMÉTRAGE ILLIMITÉ.**

Moteurs : 5 CV, 6 CV, 7 CV, 7 CV GT, 9 CV. Modèles : coupé 2 portes, berline 4 portes, break. Versions : Spécial, Luxe, GL, Ghia, Sport. Boîte automatique "Bordeaux" en option sur 7 et 9 CV. Allez vite essayer la Ford Escort : 4 petits mètres, 5 grandes places, chez votre concessionnaire Ford.

Légitime robustesse et sécurité

\* transport et préparation. Prix TTC au 31/1/76

## ÉDUCATION

### Libres opinions

#### S. O. S. universités

par PAUL-GEORGES DALLEY (\*)

COLE de la vie, centre culturel, matrice de la recherche, approche de la profession, l'université est tout cela à la fois, ou elle n'est rien ! Or c'est ce rien qui est devenu l'objet de quelques-uns.

Depuis 1968, ils fulminaient dans leur coin, les allées rognées, la crève au cœur : ils n'osaient l'avouer, mais à chaque tension on les voyait agiter le hochet qui devait régler sa situation. Dès juin 1971, ils réussissaient à l'instaurer pour les études médicales : le *numerus clausus* à la fin de la première année. En juin 1975, ils franchissent une nouvelle étape : la représentation étudiante est élargie par l'amendement Sourdille dans les conseils d'université.

Où, la sélection, cette castration, c'était leur ambition.

Ils furent tenaces : ils ont gagné, puisque Alice Saunier-Séité, le nouveau secrétaire d'Etat aux universités, la préconise avec la mise en place de « filières rigides », très sélectives, mais débouchant sur une profession assurée.

Ils ont gagné dans le domaine de la participation. Anéantis dans les conseils d'université, elle va l'être dans les conseils universitaires. En effet, Alice Saunier-Séité, en préconisant la mise en place d'une « solution nationale » parce que « l'aide sociale dépasse de beaucoup le strict domaine universitaire », élimine, d'un coup léger, la seule expérience de cession étudiante et ne toute spoliation aux étudiants.

Mieux, elle n'a toute spécificité à son propre département ministériel dans la mesure où elle régleme les décisions sur celles des autres ministères : de l'industrie pour la recherche, de la fonction publique pour les enseignants, de l'éducation pour la formation des maîtres, de la santé pour les études médicales, du travail pour les I.U.T., etc. A quel est donc un secrétariat d'Etat autonome aux universités ? Il y a là un problème politique grave ! En tout cas une originalité : l'autolimitation.

Que dire que de la pluridisciplinarité, l'un des piliers de la loi d'orientation ? La politique qui se dessine la rend impossible. Lisez les articles 8, 9 et 10 de l'arrêté sur le deuxième cycle ! Lisez le texte sur le DEUG ! Lisez le texte sur le DESS ! Et interrogez-vous, ensuite, sur la possibilité d'une éducation permanente, continue, en alternance, ou sur les recyclages et les réorientations.

L'idéologie de certains, la réaction impulsive pour d'autres, le refus d'affronter l'obstacle pour les derniers tout craignent un crime : celui de l'université.

Jamais la tentation totalitaire n'a été aussi présente ! Et puis qu'on y est, pourquoi ne pas nommer les présidents d'universités ? Ils sont élus aujourd'hui ! Pourquoi ne pas supprimer l'autonomie universitaire ? Il y a tant de « gaspillage » ! Pourquoi ne pas supprimer la sécurité sociale étudiante... et la mutualité étudiante, seule expérience vécue d'autogestion étudiante ?

Va-t-on appliquer cette sentence imbécile à l'université, « le tur pour lui apprendre à vivre » ? Certes le problème sera résolu... et définitivement : un mort ne parle ni ne bouge. Les conservateurs de tout acabit pourront se réjouir... quelque temps, car les martyrs font école !

Est-ce cela dont la France a besoin ? Est-ce cela l'ambition d'une société libérale avancée pour sa jeunesse ?

(\*) Membre de la conférence consultative des associations d'étudiants (F.N.E.F.).

### L'agitation universitaire contre la réforme du deuxième cycle

#### Plusieurs milliers d'étudiants ont défilé à Paris

L'agitation étudiante contre la réforme du second cycle universitaire a été marquée, jeudi 18 mars, par un rassemblement à l'université de Nanterre (Paris-X), suivi d'un défilé de plusieurs milliers de personnes de la gare Saint-Lazare au secrétariat d'Etat aux universités. Ces

deux manifestations ont rassemblé des étudiants de Paris et de province, à l'appel de la « coordination nationale des comités de grève et de lutte » contre cette réforme. A la fin de la manifestation parisienne, des heurts ont eu lieu entre les forces de police et certains manifestants. De nombreuses vitrines ont

d'autre part été brisées rue de Rennes et dans le quartier Montparnasse.

D'autre part, le cabinet du préfet de police de Paris indique que six membres du service d'ordre ont été contusionnés et qu'aucune interpellation n'a été effectuée.

louse et Tours. Des lycéens parisiens, tels ceux du lycée Balzac, étaient joints à eux. Les militants des deux UNEF, regroupés sous leurs propres banderoles, fermaient la marche.

Les cortèges proprement dits étaient précédés d'une masse fluctuante de badauds et de jeunes gens « enorgueillis » que les étudiants du service d'ordre de la manifestation ont invités sans succès, à plusieurs reprises, à se mettre en fin de cortège. C'est vraisemblablement à ces jeunes gens qu'il faut attribuer le bris d'un certain nombre de vitrines sur le parcours de la manifestation, notamment rue de Rennes et dans le quartier Montparnasse.

Le service d'ordre de la manifestation est parvenu à empêcher tout contact entre les manifestants et les forces de police qui gardaient le bâtiment du secrétariat d'Etat jusqu'à ce que la dispersion soit proclamée, vers 20 h. 30. Le cortège a une centaine de mètres de longueur, était détourné par le service d'ordre étudiant vers la rue de Valenciennes, et de nombreux étudiants choisissaient alors de rentrer chez eux. D'autres, beaucoup moins nombreux, refusaient l'ordre de dispersion donné par les organisateurs de la manifestation et continuaient à avancer.

Des premiers heurts se sont produits entre ces derniers et les forces de police, qui ont fait usage de grenades lacrymogènes, à l'angle de la rue de Valenciennes et de la rue Cambronne. Certains manifestants se réfugiaient dans des portes cochères ou dans les étages des immeubles, tandis que des policiers, montés à deux sur des motos, faisaient la chasse aux fuyards. Un peu plus tard, des scènes identiques se déroulaient dans les rues avoisinantes. Les derniers manifestants quittaient le quartier entre 21 h. 30 et 22 heures.

Environ cinq mille étudiants, venus des universités parisiennes, mais aussi de province, notamment de Toulouse, Marseille, Rennes, Amiens, se sont réunis le jeudi 18 mars à l'université de Nanterre (Paris-X) pour discuter d'une plate-forme unitaire, à l'appel de la « coordination nationale des comités de grève et de lutte ».

divergences ont [...] surgi, d'une part, entre des militants de la Ligue communiste révolutionnaire et de l'UNEF (ex-Renouveau) ; d'autre part, entre l'UNEF-Unité syndicale et le reste des étudiants grévistes.

continuer le mouvement à la rentrée. Continuer, mais sous quelle forme ? Les grévistes ne sont pas parvenus à le décider, sauf ceux d'Amiens, qui ont annoncé l'occupation de leur université pendant les vacances. En revanche, ils ont invité les étudiants à se réunir en assemblée et à discuter des plates-formes d'action dans leurs U.E.R. Une date a été avancée : le 10 avril — pour une coordination nationale des universités en grève, qui pourrait avoir lieu à Amiens.

#### De Saint-Lazare à la rue Dufot

A 17 heures, joyeux, s'interpellant, chantant l'*Internationale*, les étudiants ont envahi le métro-express pour participer au défilé organisé à Paris, de la gare Saint-Lazare au secrétariat d'Etat aux universités (19').

Parti à 17 h. 30, le cortège qui comptait alors plus de dix mille personnes a descendu l'avenue de l'Opéra et franchi la Seine à la hauteur des guichets du Louvre. Les manifestants ont atteint les abords immédiats du secrétariat d'Etat, installé dans l'immeuble moderne de la rue Dufot, peu avant 20 heures.

Les étudiants du comité de grève de l'université de Nanterre (Paris-X) étaient en tête, ainsi qu'un certain nombre de militants de la Ligue communiste révolutionnaire. Une camionnette munie de haut-parleurs diffusait des slogans hostiles à la réforme du second cycle. La plupart des étudiants étaient regroupés selon leur université d'origine. On pouvait, ainsi, reconnaître les étudiants venus des universités de province, notamment celles d'Amiens, Lyon, Grenoble, Tou-



(Dessin de PLANTU.)

quel de la « coordination nationale des comités de grève et de lutte ».

Deux points d'accord se sont dégagés cependant : l'opposition aux « manœuvres de main-mise de l'UNEF-Unité syndicale sur le mouvement », et la nécessité de

### La rentrée et après ?

Que se passera-t-il à la rentrée d'après ? Les grèves reprendront-elles dans les universités ? C'est la question que tout le monde se pose aujourd'hui, des étudiants au secrétaire d'Etat aux universités. Les dernières manifestations n'apportent aucune réponse : les quelques heurts avec la police ont suffi pour enrayer l'attention sur le problème universitaire, mais non pour donner un deuxième souffle au mouvement.

Depuis une semaine, dans beaucoup d'établissements, les grèves s'essouffent, même lorsqu'elles durent : les universités se vident et ce sont des « assemblées générales » de trois cents personnes qui tiennent la poursuite du mouvement, ne faisant souvent qu'entériner le départ de la plupart de leurs camarades. Pourtant les tentatives de reprises des cours ont peu de succès, et à la lassitude des grévistes s'ajoutent des réactions de nervosité devant toute tentative de rappel à l'ordre — impatience des autorités civiles ou universitaires, menaces de ne pas décerner les diplômes ou de ne pas admettre aucun aménagement des examens — ou en cas de heurts avec les policiers.

Cette année, il n'est pas exclu que des grèves reprennent ou naissent après les vacances de printemps. De nouvelles universités, ou de nouvelles unités d'enseignement et de recherche, jusqu'à présent restées à l'écart du mouvement pourraient prendre le relais. Il a suffi que Mme Saunier-Séité, secrétaire d'Etat aux universités, annonce que tout se calmerait avec les vacances pour que des étudiants rennaient envisagent de continuer d'occuper des bâtiments universitaires. Si l'organisation des examens paraît trop sévère, il n'est pas impossible que certains tentent — jouant le tout pour le tout — de bloquer les enseignants ou de boycotter les épreuves. Nul ne peut actuellement le prévoir. Les responsables des comités de grève et les militants des différents groupes de gauche et d'extrême gauche ont pris rendez-vous pour une nouvelle « coordination nationale » le 10 avril, mais c'est seulement pour un constat : ils ignorent eux-mêmes ce que peut se passer à la rentrée.

Mais la partie n'est pas gagnée non plus pour le secrétariat d'Etat. Les « 5 % de grévistes » — chiffre en fait bien inférieur à la réalité, — ont réussi en bien des endroits à bloquer non seulement le fonctionnement normal des universités, mais à retarder la procédure prévue pour l'application de la réforme du deuxième cycle. Les grèves ont apporté de l'eau au moulin des enseignants syndicalistes qui condamnent celle-ci. Aujourd'hui, il se trouve peu d'universitaires pour la défendre et de présidents d'université pour s'opposer aux vœux des enseignants de leur établissement.

Sans doute les motions condamnant l'arrêté du 22 janvier sur le deuxième cycle universitaire votées par une vingtaine de conseils d'université, n'engagent-elles pas à grand-chose. Elles expriment surtout une réaction de méfiance à l'égard d'une autorité de tutelle dont on n'attend plus rien de bon, ou une collection de rébus qui recouvrent parfois des motivations purement conservatrices. Mais une dizaine de conseils au moins ont pris davantage de risques en décidant de ne pas adresser de demandes d'habilitation au secrétariat d'Etat. De son côté, le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) a lancé un mot d'ordre de « grève administrative » (c'est-à-dire qu'il invite les enseignants à ne pas transmettre les notes d'examen ou de contrôle continu à l'administration) pour obtenir à la fois l'abrogation de l'arrêté, la titularisation des assistants en droit, sciences économiques et humaines et le maintien en poste des vacataires de l'enseignement supérieur.

#### Un climat d'insatisfaction

C'est que la discussion sur la réforme se place dans un climat d'aigreur et d'insatisfaction provoqué notamment par la dégradation des crédits des universités (notamment en matière de recherche), des interventions tatillonnes ou arbitraires des autorités de tutelle, et un sentiment général d'exclusion, chez les étudiants, de la crise de confiance à l'égard de l'administration coïncide aussi avec la montée de

l'opposition politique dans l'université comme à l'extérieur : de nombreux conseils d'université ont glissé à gauche, de façon plus ou moins sensible.

C'est pourquoi Mme Saunier-Séité s'est efforcée, jeudi, de rassurer les présidents, comme elle l'avait fait la veille pour les associations d'étudiants. Elle leur a indiqué que des amendements et des aménagements seraient possibles pour la mise en œuvre de la réforme. Cette promesse a peut-être été entendue un peu le climat. Mais l'annonce d'un nouveau compromis — officieux — avec M. René Haby, ministre de l'éducation, sur la formation des maîtres y a sans doute contribué davantage. Si la « formation professionnelle » sur le terrain, « doit rester placée, comme pour les expériences menées actuellement avec trois universités, sous la responsabilité du recteur, les universités obtiendraient en échange quelques avantages : des centres de formation des maîtres, et une continuité de la formation initiale et continue des futurs professeurs » (brevette) — aussi bien que des certificats seraient créés dans toutes les académies. Succès modéré sans doute, car la conférence des présidents reste obérée en deux camps pratiquement égaux : ceux qui espèrent utiliser la réforme du deuxième cycle, à condition d'avoir davantage de part à sa mise en œuvre, et ceux qui n'attendent que de nouveaux maîtres.

Il est possible que le calme revienne dans les universités au troisième trimestre, justifiant ainsi les pronostics du secrétaire d'Etat : les étudiants, après avoir manifesté leur mécontentement, retourneront au « bachotage » comme les années précédentes, et les enseignants, après avoir exprimé leur solidarité avec eux et leur opposition à la réforme, retomberont dans la routine et la morosité. Mais des problèmes fondamentaux ne seront pas réglés. Le secrétaire d'Etat peut tenter, à l'intérieur du système universitaire, de rétablir une certaine équilibre. Mais elle ne peut réduire la crise économique qui empêche de dispenser les étudiants ce qui rend élitiste le « professionnalisme » des enseignants.

GUY HERZLICH.

#### VIOLENCE INCONTROLÉE

En marge de la manifestation étudiante du jeudi 18 mars, des incidents ont été provoqués par des éléments incontrôlés. Il est difficile d'évaluer le nombre de ces « casseurs » et de préciser leur origine, mais il apparaît généralement qu'ils étaient étrangers à la manifestation proprement dite. Certains, moins habiles ou moins rapides que d'autres à briser une vitrine ou à se saisir de menus objets dans une vitrine déjà brisée, ont d'ailleurs été pris à partie, parfois brutalement, par les organisations étudiantes de la manifestation.

Les premiers incidents ont eu lieu vers 18 h. 30, rue de Rivoli, à proximité du Palais-Royal, où des barrières métalliques ont été jetées par un petit groupe de jeunes gens sur des voitures immobilisées.

Deux gardiens de la paix ont été agressés près des Guichets du Louvre par des jeunes gens brandissant des drapeaux noirs, mais sont parvenus à se dégager. Ce sont les vitrines des magasins de vêtements et de chaussures de la rue de Rennes et du centre commercial Montparnasse qui ont le plus souffert, plusieurs d'entre elles étant brisées à coups de pierres ou de bâtons. Les places de la FNAC et du Monoprix voisin ont été saccagées. Plusieurs agences bancaires du quartier, notamment celles de la Société générale, du Crédit industriel et commercial et de la Banque nationale de Paris, ont vu leurs vitrines brisées.

#### L'UNEF PROTESTE CONTRE « L'INSTALLATION D'UN NUMERUS CLAUSUS SUPPLEMENTAIRE EN MEDECINE »

« Au vu du manque important de médecins dans notre pays, aucun numerus clausus ne peut se justifier », estime, dans un communiqué, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-Provence). L'UNEF proteste notamment contre les projets de mise en place d'un « nouveau numerus clausus » à l'entrée de la première année de médecine, préconisée par la conférence des doyens des facultés de médecine récemment réunies à Nancy (le Monde du 17 mars). Cette organisation s'élève également contre les projets du secrétariat d'Etat aux universités visant à donner aux présidents d'université les moyens de refuser l'inscription aux étudiants leur paraissant avoir des aptitudes ou des connaissances insuffisantes. « Un tel numerus clausus, affirme l'UNEF, ne peut qu'aggraver la situation sociale qui frappe particulièrement les facultés de médecine et réserver l'accès de celles-ci à une élite. »

### Hi-fi : le sorcier de la rue de la Pompe

L'année dernière il inaugurait son magasin de la rue de la Pompe. Au milieu du scepticisme des amateurs qui voyaient mal ce technicien « inspiré » dans la peau d'un commerçant. Aujourd'hui Philippe Taieb se demande en effet si ce n'était pas la plus grosse erreur qu'il ait jamais commise. Car il n'a plus une seule minute à lui.

Qu'il est loin le temps où cet ingénieur-artisan, électronicien et mélomane, installait en dilettante des chaînes hyper-sophistiquées chez telle artiste ou tel médecin de ses amis. Désormais on vient le consulter de partout. Et chacun, amateur ou professionnel, lui expose en détail son problème.

Car Philippe Taieb ne fait pas de prêt-à-porter. Chaque installation qu'il livre, « clés en mains », est une réalisation unique, conçue, installée, essayée, mise au point et peaufinée chez son utilisateur, dans les conditions réelles où ce dernier l'écouterait.

Résultat : les clients de Philippe Taieb ont l'impression d'entendre leurs vieux disques pour la première

fois, découvrant dans les sillons familiers des beautés endormies qu'ils ne soupçonnaient pas. Un sorcier, Philippe Taieb ? On l'a dit. L'aise vient plutôt d'être comme un chef d'orchestre, essayant de tirer le maximum de chaque instrument, c'est-à-dire de chaque maillon de la chaîne.

Et quels maillons ! Ce sont, par exemple, les enceintes JBL 4350, le nouvel ampli SAE 2x300 watts, l'incomparable platine Empire... Mais on trouve aussi chez Philippe Taieb, à côté de ces « monstres », des appareils plus modestes et non moins remarquables, comme le nouvel ampli Quad 2x100 watts, à 2500 F.

Sans parler de la dernière création de cet infatigable chercheur : un ampli spécialement conçu pour la voiture et qui, pour la première fois, offre à l'automobiliste des performances comparables à celles des meilleurs appareils d'appartement.

Philippe Taieb, conseil en haute-fidélité, 145 rue de la Pompe, 75016 Paris. Téléphone : 553.58.46.

**Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2240 F ?**  
(et même 1990 F à partir du 1<sup>er</sup> mai 76)

voire Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme complet Camino des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris, tél. 755.77.90/380.55.58

(\*) comprenant transport Paris/Bahamas et retour, hôtel 1 semaine et transferts.

**Cette année, les Bahamas!**



## MÉDECINE

### Le rapport de la commission santé du VII<sup>e</sup> Plan

Un triple appel en faveur d'une prévention globale, d'une maîtrise des dépenses et d'une participation directe des assurés

Le président de la commission de la santé et de l'assurance-maladie pour le VII<sup>e</sup> Plan, le professeur Jean-Pierre Etienne, a présenté et commenté, jeudi 18 mars, le rapport général de sa commission. Ce texte comporte une série de recommandations.

Le grand mérite du rapport est de proposer une politique de prévention et d'éducation sanitaire qui, au-delà des dépistages et des soins précoques, devrait reposer sur une autre organisation de la vie tant au domicile qu'à l'école et à l'usine mais n'ose pas réclamer franchement, comme le demandait la C.G.T. et la

C.F.D.T., un changement profond des conditions de travail. Le courage des rapporteurs est de proposer la gratuité de certains soins pour les plus défavorisés et d'admettre qu'en dépit d'une maîtrise nécessaire des dépenses de santé celles-ci « continueront à croître plus vite que la production intérieure » et qu'en 1980 l'assurance-maladie connaîtra à nouveau « un déficit notable » (1). En conséquence, « les Français devront d'une façon ou d'une autre payer le prix de la santé ». Cette prise de position a provoqué une mise en garde du C.N.F.F., reproduite en fin de document.

résumation ne comportant pas de paiements à l'acte ».

Les médicaments font enfin l'objet de propositions déjà anciennes telles que la révision de la fixation de leur prix, la réglementation de la publicité, mais aussi de suggestions nouvelles : suppression du remboursement par la Sécurité sociale des produits anti-asthéniques dits « de renfort » et limitation modérée du remboursement d'autres produits pharmaceutiques en fonction de leur prix et de leur efficacité thérapeutique.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Aucun chiffre n'a été publié en raison notamment des différences parfois importantes de prévisions qui ont été faites par plusieurs services officiels. Selon les estimations les plus faibles, un déficit d'au moins 10 milliards de francs est attendu en 1980 pour l'assurance-maladie.

(2) En ce qui concerne les médicaments hospitaliers, la commission propose d'abandonner le mécanisme des honoraires et d'intégrer la rémunération des médecins des hôpitaux publics dans le prix de la journée.

## SCIENCES

### La France dispute à la Grande-Bretagne le marché japonais du retraitement des combustibles nucléaires

Les représentants de la France, qui dispute à la Grande-Bretagne une partie du marché japonais du retraitement des combustibles nucléaires irradiés, ont avec les représentants britanniques à Tokyo poursuivi les discussions, d'ici quelques jours.

L'enjeu est d'importance : le Japon a besoin, d'ici à 1985-1988, de faire retraiter environ 4 000 tonnes de combustibles irradiés. Le coût de cette opération avoisinera 400 millions de

livres sterling (environ 3,5 milliards de francs). La France, qui ne s'était pas intéressée primitivement à cette transaction, désire aujourd'hui obtenir une part de ce marché, peut-être la moitié. Le Commissariat à l'énergie atomique français (C.E.A.) a entamé des discussions difficiles avec la société britannique semi-publique de retraitement, la British Nuclear Fuels Ltd, et les négociations vont maintenant continuer à Tokyo.

Après avoir lancé un très ambitieux programme de centrales nucléaires, le Japon a pris du retard et a dû réduire de moitié ses ambitions. Il lui faudra cependant approvisionner en uranium des centrales d'une capacité totale de 16 000 mégawatts en 1980 et assurer le retraitement des combustibles irradiés, comme le veut la loi japonaise. Le Japon a prévu d'acheter de l'uranium enrichi à tous les pays susceptibles d'en vendre, les Etats-Unis, l'Union soviétique et l'Europe. Pour le retraitement, il est entré en relation il y a deux ans avec la British Nuclear Fuels Ltd (B.N.F.L.), qui gère l'usine de Windscale.

D'ici à 1985, en effet, les centrales japonaises auront brûlé 8 000 tonnes de combustibles. La petite usine de retraitement que la France a vendue au Japon et qui doit entrer en service cette année à Tokai-Mura n'a qu'une capacité de 200 tonnes par an (soit 2 000 tonnes en dix ans). Le Japon devra donc faire retraiter les 4 000 tonnes restantes à l'étranger.

L'usine de Windscale, d'une capacité de 1 500 tonnes par an, a retraité environ 18 000 tonnes de combustibles ces vingt dernières années, dont 700 tonnes de combustibles étrangers. La quasi totalité des combustibles retraités

provenaient des réacteurs à uranium naturel de type Magnox, réacteurs de type britannique, sauf environ 100 tonnes provenant des réacteurs à uranium enrichi de type américain. Après un incident de contamination en 1973 pendant le retraitement des combustibles de type américain, l'usine reprend son activité.

Comme elle va maintenant retraiter en priorité les combustibles des réacteurs Magnox qui se sont accumulés depuis deux ans, les Britanniques ont décidé de construire une nouvelle usine d'une capacité de 1 000 tonnes par an pour retraiter ultérieurement les combustibles à uranium enrichi de leurs futures centrales A.G.R. et des centrales étrangères de type américain. Cette décision, prise il y a deux ans entraînera une dépense de 300 millions de livres environ (2,7 milliards de francs environ).

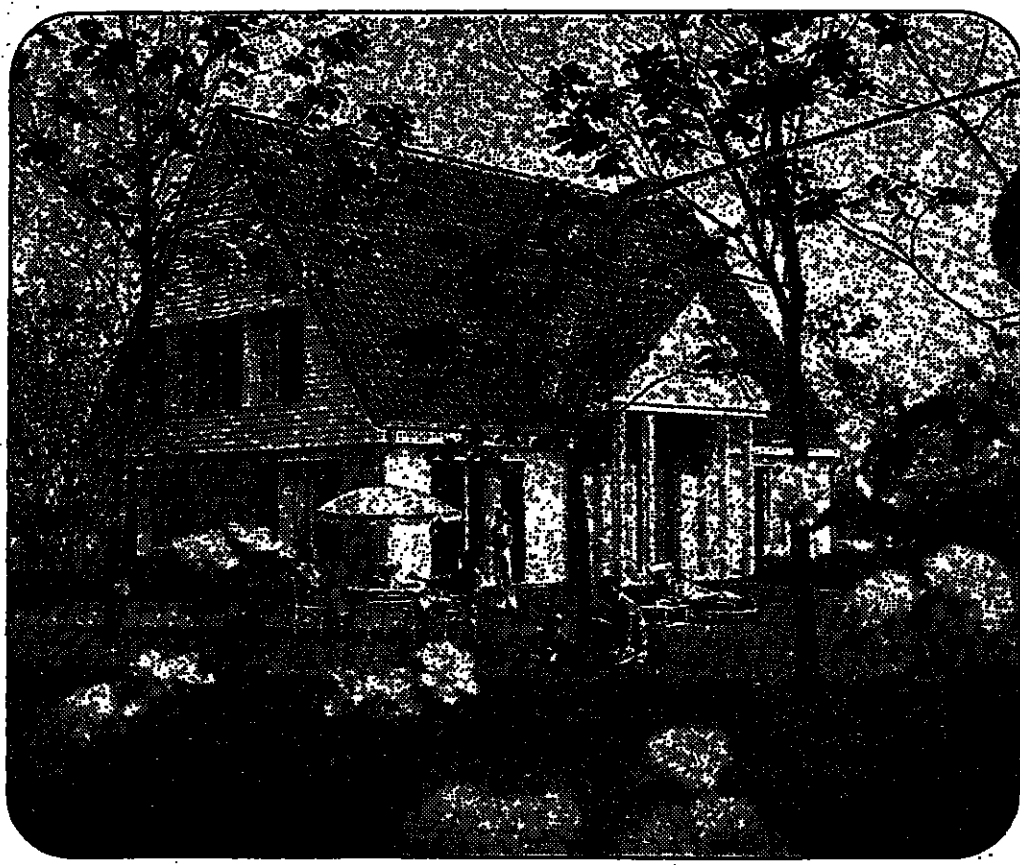
Les négociations avec le Japon ont commencé à point nommé pour permettre à ce projet de se réaliser.

On comprend que le désir français, qui s'est manifesté récemment, de vouloir partager par moitié ce contrat de retraitement n'a guère enthousiasmé les Britanniques. Le C.E.A. semble avoir argué d'un accord conclu en 1971 entre les sociétés françaises, britanniques et allemandes de retraitement qui se faisaient alors une

concurrence acharnée en pratiquant des prix de retraitement ne couvrant même pas les frais de fonctionnement des usines et qui toutes trois voulaient construire de nouvelles usines en même temps. Pour éviter une surecapacité de retraitement, les trois pays s'étaient mis d'accord pour étaler la construction de leurs nouvelles usines : la transformation de l'usine française de La Hague, qui devait retraiter les combustibles américains ne devait intervenir qu'en 1978 et l'usine allemande ne démarrer qu'en 1980.

L'usine de La Hague, qui a été transformée, a commencé ses essais et doit entrer en service cette année, avec une capacité de retraitement qui doit progressivement atteindre 800 tonnes par an vers 1979-1980. A cette date, les besoins de retraitement des centrales françaises n'atteindront encore que 300 tonnes environ et ils ne satureront l'usine de La Hague que vers 1984. La France est donc disposée à retraiter du combustible étranger, allemand, suisse et japonais. En revanche, la nouvelle usine de Windscale ne démarrera qu'en 1984-1985, comme la future usine allemande. Ce calendrier, combiné aux accords de 1971, explique que la C.E.A. espère aujourd'hui convaincre le Japon et la Grande-Bretagne d'assurer une partie des besoins de retraitement des centrales nippones. — D.V.

## Les maisons de Chevy2... une question de prestige



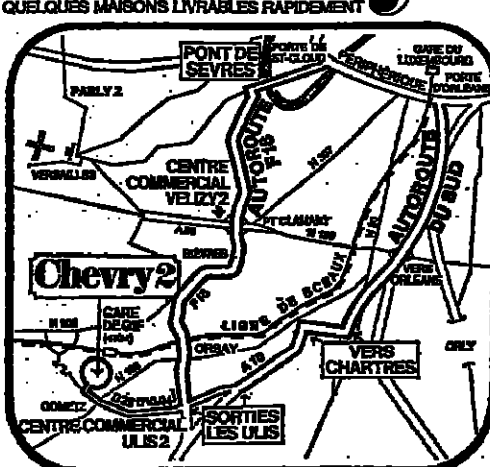
Vivre dans une grande maison, autour du golf\* de Chevy 2, c'est une belle occasion de prendre ses distances avec Paris.

\*Seuls les joueurs paieront un droit d'entrée.

10 modèles de maisons vendues à prix fermes et définitifs, terrain compris.

au bord de la vallée de Chevresse  
**Chevy2**  
QUELQUES MAISONS LIVRABLES RAPIDEMENT

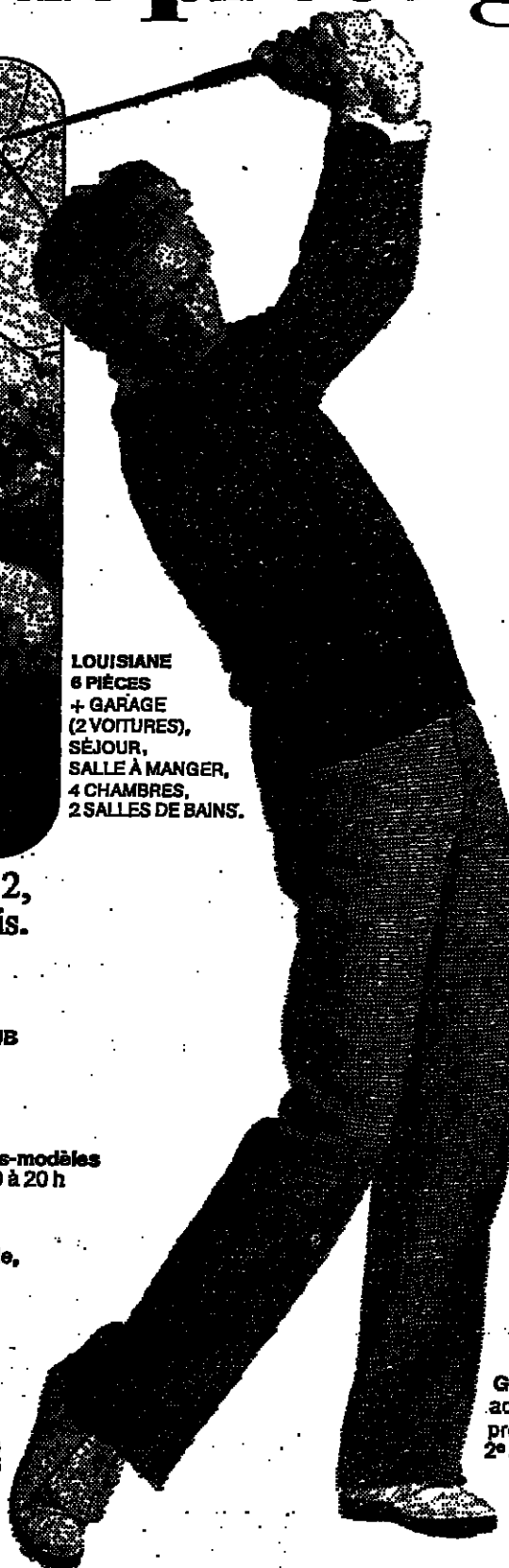
COUNTRY-CLUB  
PISCINE  
TENNIS  
COLLEGE



Visitez les maisons-modèles tous les jours de 10 à 20 h

Renseignements :  
CPH,  
Chemin de Belleville, 91190 Gif.  
Tél. : 592.12.12 et 012.12.12

Accès rapide et facile par le métro et 2 autoroutes  
Par le Pont de Sèvres ou l'autoroute du Sud direction Chartres, sortie les Ulis et prendre la D35 (vers Chartres par RN168)



LOUISIANE  
6 PIÈCES  
+ GARAGE  
(2 VOITURES),  
SÉJOUR,  
SALLE À MANGER,  
4 CHAMBRES,  
2 SALLES DE BAINS.

Golf 9 trous :  
achèvement  
prévu  
2<sup>e</sup> semestre 76

CHRISTIAN CHASSIN

### La polémique entre le SAMU et S.O.S.-Médecins après la mort d'un enfant

Après notre article sur la polémique entre le SAMU-94 et S.O.S.-Médecins, qui a suivi la mort d'un enfant à Ivry-sur-Seine (le Monde du 11 février), le docteur Yves Sarfati, gérant de S.O.S.-Médecins, le docteur Alain Krier et la famille de l'enfant nous prient de publier la mise au point suivante :

A un moment où les informations les plus diverses sur les circonstances de la mort du petit Didier, décédé à Ivry-sur-Seine dans la nuit du dimanche 9 au lundi 9 février, ont cessé d'occuper la première place de l'actualité, il a paru nécessaire à la famille, au docteur Krier et à S.O.S.-Médecins de procéder à une mise au point commune.

Pour ce qui concerne les faits il doit donc être précisé que la famille a appelé le standard de S.O.S.-Médecins vers 0 h. 40 en signalant que l'enfant présentait une fièvre élevée et en demandant qu'un médecin vienne le visiter. Cet appel a été transmis au docteur Krier à 0 h. 41. Vers 0 h. 51, soit dix minutes plus tard, le docteur Krier est arrivé au domicile des parents.

L'état alarmant de l'enfant a conduit le docteur Krier à entreprendre les premiers soins et à téléphoner vers 0 h. 58 au standard de S.O.S.-Médecins pour lui demander d'appeler le SAMU par sa ligne directe : vers 1 h. 03 le SAMU 94 a rappelé le médecin au domicile des parents pour obtenir des précisions.

Vers 1 h. 06 l'enfant est décédé malgré les injections et soins qui lui avaient été prodigués, et sa réanimation n'a pu être obtenue en dépit des massages cardiaques et de la ventilation assistée immédiatement pratiqués par le docteur Krier.

Lorsque le SAMU 94 est arrivé vers 1 h. 20, le jeune Didier était donc décédé depuis une quinzaine de minutes, ainsi que le docteur Krier, descendu à la porte de l'immeuble pour accueillir le SAMU 94, l'a précisé au personnel de l'ambulance de ce service. Postérieurement au départ du SAMU, le docteur Krier a rédigé le constat de décès et est resté un moment auprès de la famille. Ces circonstances sont aussi malheureuses qu'elles sont simples.

Il est nécessaire de dire que la compétence et le sang-froid du docteur Krier n'ont jamais été contestés par la famille témoin de son action et que la mort du petit Didier, qui tient à un processus irréversiblement engagé au moment de l'intervention du docteur Krier, s'est produite en dépit de la rapidité de la réaction de S.O.S.-Médecins et des soins appropriés du docteur Krier.

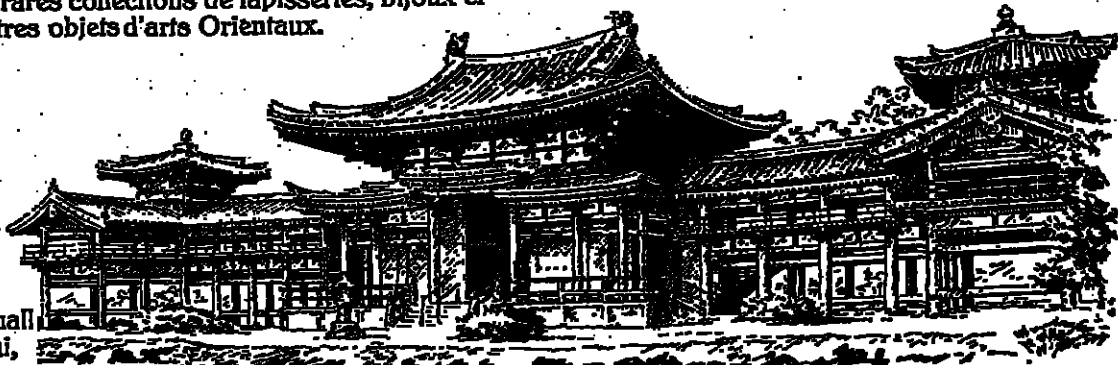


#### Sacramento et la ruée vers l'or.

Tout commença en 1848 quand James Marshall découvrit une pépite dans une rivière. Aujourd'hui, il reste des villes fantômes. Visitez Coloma, tout près de Sacramento.

#### Le Temple Chinois.

Les Chinois, eux aussi ont pris part à la conquête de l'Ouest. Ils ont laissé à Oroville un temple magnifique qui contient aujourd'hui de rares collections de tapisseries, bijoux et autres objets d'arts Orientaux.

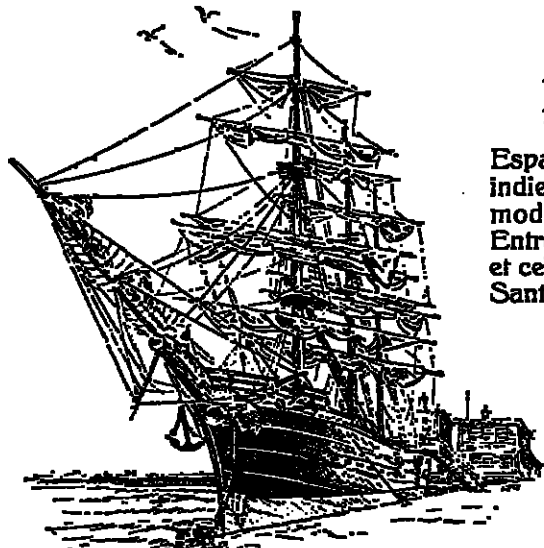


## Partez pour la Californie. Arrivez pour la conquête de l'Ouest.



#### San Francisco.

Fondée il y a 200 ans, par des Mexicains, c'est aujourd'hui une des villes les plus attrayantes des U.S.A. où les gratte-ciel voisinent avec des villas fleuries. Pour la gastronomie il y a des restaurants de poissons très réputés et les meilleurs "chinois" d'Occident.



#### San Diego.

A deux pas du Mexique, ce port abrite le plus ancien navire encore à flot, le Star of India. Ne manquez pas le zoo, très célèbre aux Etats-Unis.

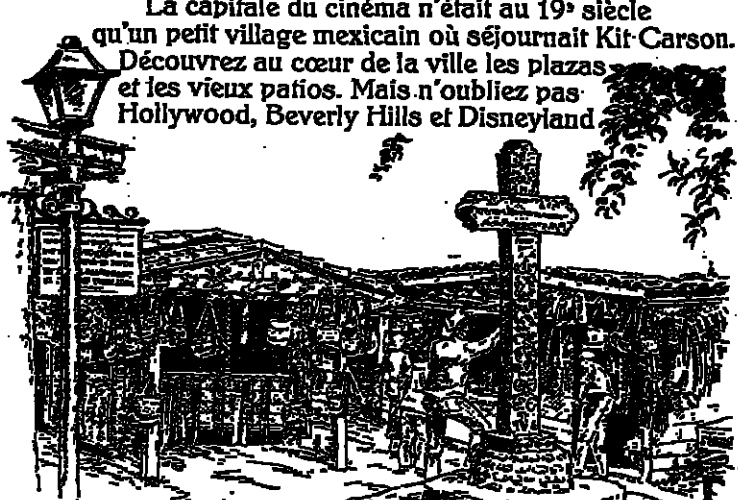
#### Les Missions.

Etablies au 18<sup>e</sup> siècle par les Espagnols pour convertir les indiens au christianisme, ce sont des modèles d'architecture mexicaine. Entre autres, la Mission Dolores et celles de San Luis Obispo, Santa Barbara et Carmel.



#### Le pueblo de Los Angeles.

La capitale du cinéma n'était au 19<sup>e</sup> siècle qu'un petit village mexicain où séjournait Kit Carson. Découvrez au cœur de la ville les plazas et les vieux patios. Mais n'oubliez pas Hollywood, Beverly Hills et Disneyland.



La Californie, ce n'est pas seulement Hollywood et le Golden Gate Bridge. On y trouve un peu partout un immense héritage historique et culturel laissé par les milliers d'émigrants qui sont venus

autrefois de toutes les parties du monde. Comment organiser votre voyage ? Dans tous les cas, même si vous désirez partir individuellement, vous avez intérêt à vous adresser à une agence de voyages. C'est le seul moyen d'obtenir des réductions ou des tarifs spéciaux pour les

hôtels ou les transports. Il y a en France 60 agences particulièrement qualifiées pour vous renseigner sur les 106 différentes formules de voyage aux U.S.A. et sur les événements du bicentenaire. Elles sont signalées par l'emblème Centre

de Renseignements Touristiques U.S.A. De l'autre côté de l'Atlantique, 1976 est une année passionnante. Profitez-en. Cette année, venez vivre deux siècles aux Etats-Unis.



Envoyez ce bon à Publi-Trans BI : place de la Vierge-aux-Loups, 91160 Longjumeau, pour recevoir gratuitement la brochure Vacances U.S.A. avec la liste des Centres de Renseignements Touristiques U.S.A. (ils sont signalés par l'emblème ci-contre).

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_



**14 jours en séjour libre en Californie  
au départ de Paris, à partir de 3.240 F.\***

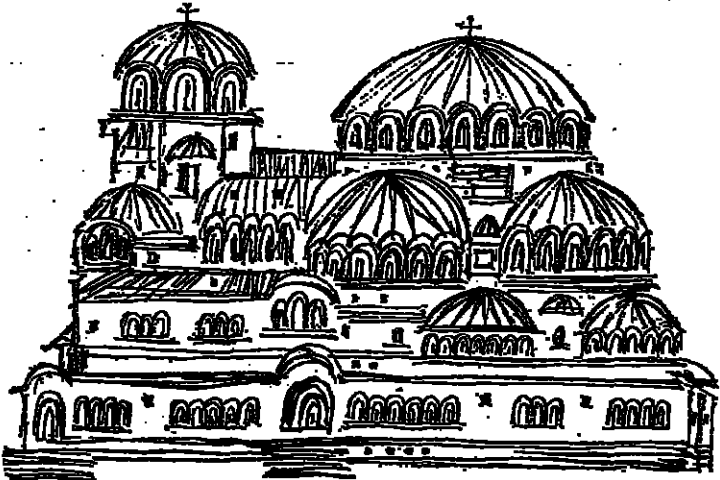
\*Demandez les programmes de Camino à votre agence de voyages.

صلى الله عليه وسلم



# Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

## SOFIA, CAPITALE DU MIDI DE L'EST



**S** elle partage avec bien d'autres villes de l'Europe centrale un goût très prononcé (qui étonnera toujours, et agréablement du reste, les ignorants que nous sommes dans l'art de colorer les façades de nos plus beaux édifices) pour le jaune — du pâle au franchement safrané, l'ocre et même le rose bonbon, Sofia, pourtant, se distingue d'elles pour être l'une des rares capitales du Vieux Continent qui n'ait pas choisi pour faire ses premiers pas les rivages d'un fleuve.

Et elle est, de surcroît, probablement la seule aussi à présenter dans son histoire un « blanc » de cinq cents ans. Car, du jour de 1382 où s'abat sur elle, comme un flet de plomb, l'implacable poigne des Turcs à celui du 4 janvier 1878, qui verra le général Gourko y entrer en libérateur à la tête des armées du tsar Alexandre II, au terme de longs mois de dure combat, le reste du monde n'entend plus parler d'elle.

La voilà enfermée dans sa peine, perdue dans les tourbillons de neige de ses interminables hivers, devenue même insensible aux fastes du printemps bulgare qui couvre le pays de roses, muette, et oubliée au point qu'elle va perdre jusqu'à son nom : les rares voyageurs qui sont passés par là la nomment tantôt *Serdica*, comme le faisaient les légions romaines, tantôt l'appellent déjà de son nom actuel, qu'elle tiendrait de la sainte patronne de son église la plus fameuse — même si le muzeum en a chassé les papes, — sainte Sofia, sainte Sophie.

Il est vrai qu'à l'époque elle n'est pas encore la capitale de cette Bulgarie où se succèdent sans grand répit les souverains, presque toujours sanglants, des Thraces, les premiers à s'être établis sur les rives du Pont-Euxin, des Celtes, de la Rome conquérante et occupante, puis de tous les Barbares.

Elle devra attendre la neuvième et dixième siècles et le règne de Siméon le Grand pour atteindre un apogée que Byzance s'apprête à envier, car elle l'achève le jour ottoman, un demi-millénaire jalonné de quelques huit cents révoltes, fomentées toutes par les *hajduks*, maquisards d'un autre âge, dont le Vercors se nomme *Stara-Planina*, générations ininterrompues de francs-tireurs, partisans résistants d'héroïsme et d'opiniâtreté réapparaissant pourtant lettre morte face aux sabres des janissaires.

### La première hirondelle

Première dans Sofia, sous un ciel gris, d'où s'échappent parfois comme des contes de fées, d'après de neige, « l'hiver n'en a plus pour longtemps, vous voyez, il manque de forces... » Et le 1<sup>er</sup> mars a sonné le début de sa déroute : toutes les jeunes filles, toutes les femmes, bien des enfants et quelques hommes ont arboré ce jour-là, comme le veut la tradition, la *marinica*, les deux petits pompons, l'un blanc, l'un rouge, qui symbolisent la santé et le bonheur et que l'on doit s'empresser de faire disparaître, en l'enferrant au pied d'un arbre, ou en le glissant dans une fente

de son écorce, s'il est d'avis de la saison.

Avenues larges, bordées souvent de jardins qui alignent leurs premiers bourgeois sous le givre, tramways, trolleybus. Et monuments : le penchant affirmé des Européens de l'est pour la commémoration systématique de tous les faits historiques d'importance se manifeste partout ici, où le bronze s'exprime à chaque carrefour, chaque jardin et chaque parc, chaque perspective, dans sa manière la plus réaliste.

Soldats soviétiques au milieu des rues, la capote raide de boue gelée, partisans et paysannes venus à la rencontre de leurs libérateurs, géométriques donateurs à qui la ville doit son université, poètes, hommes de science, moines-frères — Cyrille et Méthode — à qui revient l'invention de l'alphabet auquel le premier a légué son nom : tout le monde est passé à la postérité, via l'atelier des sculpteurs, les *crusades* des fontaines qui n'ont jamais failli sur la taille, l'ampleur et le poids de leurs compositions.

Ce même goût — « pute » conviendrait mieux — pour l'histoire se retrouve, et dans sa version la plus impressionnante, au musée de la *marinica* bâti en six jours et six nuits (le temps nécessaire à l'émbarquer et à le rapatrier depuis Moscou où il est mort en 1940), où dans sa chaise de cristal repose Georges Dimitrov, premier grand homme des temps socialistes du pays, cadavre de dire plutôt que de chair, qui gardent des *hajduks* en dolman rouge à brandebourg, culotte bleue et bottes noires, impavides sous la toque piquée d'une longue plume de faisan.

L'insurrection, c'était il y a juste cent ans, en avril 1876. La Bulgarie, celle du moins que nous connaissons, légée dans deux ans son premier cantenaire. Comment Sofia, si jeune (puisque, mise à part quelques monuments sans âge, tout y compte rarement plus de cent ans d'existence) comment sait-elle porter, comme un loup sur son visage adolescent — un siècle, pour une ville, c'est si peu ! — cet air de maturité, sinon de vieillesse, si achevé que jamais la supercherie ne transparaît ? Laissons de côté les rares édifices qui se réfèrent à l'époque stalinienne, tel le siège du P.C. bulgare, dont la flèche singe, avec plus de modestie dans son élan, les pires excès de la « maison-mère » de Moscou, et les grands quartiers récents d'habitation qui ciment la cité de toutes parts, et où, d'ailleurs, fleurissent quelques très bons exemples d'urbanisme contemporain, et bornons-nous, le choix restant de toute façon limité, aux grands bâtiments officiels et aux vrais vestiges anciens.

Le Palais jaune, par exemple, où le petit Siméon II devint roi en 1943, à l'âge de six ans, et qui abrite aujourd'hui sous un même toit la galerie nationale des beaux-arts et le musée d'ethnographie. Ou encore, l'étonnant établissement thermal, qui enchâsserait un cinéaste par ses panneaux de céramique très fin de siècle dernier, ses boiserie bruyantes et sa crasse d'époque. Ou le quartier qui borde la mosquée de *Banya Bachi*, encore ouverte, dit-on, au culte musulman, mais apparemment peu courue par les mahométans, et les Halles qui leur font face.

On gardera pour la bonne bouche la cathédrale Alexandre-Nevski, bâtie en 1882 — encore un exemple achevé de la fausse vieillesse — par l'architecte russe Pomorancev à la demande des Bulgares, qui voulaient manifester de la sorte leur reconnaissance envers le peuple libérateur. Néobyzantine sous ses coupoles d'or, vaste et riche de fresques intéressantes, elle vaut bien plus par sa crypte, où l'on a aménagé un incomparable musée de l'icône (dont les plus belles pièces sont actuellement exposées à Paris), que par ses voûtes. Avec un peu de chance, on y entendra résonner ces chœurs de basses sans accompagnement instrumental aucun dont l'église orthodoxe démont le secret.

Et si la ville, au bout du compte, déçoit un peu ceux qui attendent peut-être toujours trop de chaque chose et ne savent se contenter de découvrir une atmosphère, une ambiance plutôt qu'un épais catalogue de curiosités archéologiques, ils auront encore la ressource de gagner la montagne Vitocha, cette pyramide escarpée dont les *Sofites* tirent tant de fierté, probablement parce qu'elle culmine à plus de 2 000 mètres à moins de 20 kilomètres du centre de leur ville. Ou les environs, riches en monastères, en villages, comme *Koprivchitsa*, plus facile d'accès que de prononciation, dont les vieilles maisons de bois et de plâtre, classées pour la plupart, font un véritable musée de l'architecture mi-urbaine mi-bourgeoise des siècles derniers, où l'influence turque se lit à chaque arcature, transparent dans chaque divan et derrière chaque moucharabieh.

### La passion des Turcs

Cette influence (qui n'a de comparable que celle qu'exerçaient les Arabes sur l'Espagne) se retrouve encore dans la cuisine. Il faut s'efforcer de lui systématiquement les restaurants « classiques » des grands hôtels et tenter de trouver refuge dans les rares (trop rares) établissements servant des mets du cru. Mais, hélas ! Ici comme ailleurs on n'appréhendera que rarement à l'orchestre que la direction de toute maison « comme il faut » se croit absolument obligée de faire se produire à l'heure du dîner. A toute chose, pourtant, malheur est bon : pour cause de stricts règlements syndicaux, de faibles salaires ou d'usages locaux, peu importe, les artistes observent de très longues pauses entre deux morceaux, ce qui permet aux convives de recouvrer momentanément l'usage normal de la parole. A table, on constatera que les Turcs ont laissé après eux aux Bulgares leur passion pour le peivron, l'aïl, la tomate, les épices colorées et la viande grillée en brochette (ou hachée avant d'être grillée), les pâtisseries lourdement farcies de miel et d'amandes et le café épais.

Sofia le temps d'un week-end, à deux heures et demi de vol de Paris, ou Sofia ville-étape sur le chemin de la mer Noire et de ses plages allongées au soleil ?

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

\* Office du tourisme bulgare : 45, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 261-50-51.

## SAVOIR VIVRE

**C'**EST les vacances... Ou, du moins, la générale avant la première. Revoir connu : trois millions de Français sur les routes, les rails ou les pistes ; des bouillons dès ce vendredi et sans doute durant tout le week-end. Comme d'habitude ce sont les enfants, en congé du 20 mars au 5 avril, qui donnent le branle. Les parents suivent de près ou de force.

Gros succès pour la montagne et la campagne française ; mais de très nombreuses réservations aussi pour l'étranger. Nous sommes complets et depuis plusieurs semaines, disent les agences, sauf évidemment pour les destinations trop chères ou celles sur lesquelles planent encore des incertitudes politiques. La crise économique qui se prolonge, les dernières mésaventures du franc et de plusieurs monnaies européennes ne paraissent pas avoir entamé l'appétit de déplacement de nos compatriotes qui, au total, et sur le plan monétaire, ne sont pas les plus mal lotis.

Is seront donc à pied d'œuvre le 28 mars pour apprécier les avantages de la nouvelle heure d'été. Et les vertus de l'« étallement ».

Termes affreux, trop rabâchés récemment et qui désignent mal ce qu'en d'autres temps on aurait appelé les chemins du savoir-vivre. Ni seul ni en troupeau, mais en bonne compagnie, à l'orée des canicules de l'été, dans les jours les plus longs, bien accueillis, pas amochés... La qualité des vacances, c'est comme la qualité de la vie : elle ne fait pas bon ménage avec les encombrements et les exaspérations ; elle se mesure à ce difficile équilibre entre ce que le visiteur peut attendre et ce que son hôte peut lui donner.

On a dit, après les rapports et les discours de ces dernières semaines, que les Français, au fond, ne désiraient pas « étaler leurs congés ». Et si, à l'occasion du remue-ménage de Pâques, ils découvraient que les grandes vacances ne sont pas forcément les vraies vacances ? Et si quelque part quelqu'un, quelqu'un de responsable, songeait à les aider à ne pas être déçus ? Un ministre, dit-on, est chargé de cela...

## Voyages spéciaux

Pour l'été et l'automne, voici 4 voyages qui sortent de l'ordinaire. En Haute Colombie, c'est la découverte de la Serra Nevada de Santa Maria, aux flancs recouverts de toutes les variétés de forêts tropicales. Puis ce sont les paysages de western de la Guajira, désert aride baigné d'une mer d'émeraude. Au Ladakh, nous vous proposons de visiter les colobes lamasseries tibétaines, sur les sommets vertigineux du Karakorum. Les îles « peuplées d'oiseaux du Salsoum » et les affluents sauvages et préservés de la Casamance vous seront accessibles grâce à notre très beau Ketch de 20 mètres. A l'automne enfin nous irons à la rencontre des grandes caravanes de l'Asiat qui traversent le Tadjikistan. Prix de 6 100 à 7 800 FF. Durée de 13 à 19 jours.

**EXPLORATOR**  
18, place de la Madeleine  
75002 Paris - Tél. 265.68.24  
Documentation sur demande

## Une escapade au soleil avec les « dissipés » du troisième âge

**P**OUR attendre Tiskroums, village trolédyte de l'est tunisien, il faut quitter la voiture et monter une pente rude. Quelques jeunes touristes se sont arrêtés les premiers, suant et soufflant. C'est normal. Ils sont jeunes, mais, les serants

de près, un groupe du troisième âge escalade, bon pied bon oeil, papotant et pointant ses cannes vers le sommet, l'oreille tendue aux explications haletantes du guide. On plaisante, on rit, on oublie tout : l'âge et la solitude. Ils étaient cent quatre-vingt-

quatre à s'être inscrits pour un séjour organisé par le comité d'action sociale et culturelle du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, sous la direction d'un homme de leur âge, le maire adjoint, M. Jacques Patois. En quinze jours, ils ont visité Tunis, Sfax, Kairouan, Gabès, Matmata, Enfidaville...

On les a transportés du nord au sud de la Tunisie, ils ont excursionné à plus de 300 kilomètres à la ronde, ils ont accompli à travers les vallées et campagnes d'interminables marches et chaque soir on les a ramassés à Soussa, leur base arrière. Cent quatre-vingt-quatre personnes parties avec les petites misères de l'âge et qui ont retrouvé, à pied d'œuvre, des forces de vingt ans.

« C'est incroyable, constate un médecin qui séjourne là, rien ne peut les arrêter. A leur âge, ils devraient manger très peu le soir, eh bien ! Ils dévorent. Ils dansent jusqu'à l'aube. C'est à croire que la vraie maladie de la vieillesse, c'est l'ennui ! »

« Nous n'avions pas vécu, monsieur, avoue une femme. Nous étions de petits commerçants. A présent, c'est merveilleux ce que nous sommes en train de faire. »

« J'aimerais que le séjour se prolonge. Ici on est heureux », dit un ancien conducteur de métro.

**Une main sur le cœur**  
Les femmes surtout sont animées d'une force inattendue ; elles ne sont jamais rassasiées. Tous les jours, elles se battront pour obtenir dans les cars des excursions les meilleures places. L'an dernier, une dame de quarante ans mourut de sa rage de vivre, de sa rage de vivre, de sa rage de vivre. Elles sont restées à la maison ; elles ont

élévé les enfants, et cette liberté toute neuve les envire un peu. Il n'est pas rare que dans les pullmans du retour, quand le voyage a été un vrai déplacement, une vraie récompense, elles chantent ces chansons grivoises qu'elles avaient dans l'innocence, pudiquement, depuis toujours, refoulées. Tant il est vrai qu'à tout âge l'amour garde ses droits.

Les maris, plus vieux, plus fatigués, plus blasés — il leur est arrivé de quitter le foyer, de voyager un peu, — suivent à pas lents le sillage de leurs compagnes, s'appuyant de temps en temps à une colonne ou à un pilier, une main sur le cœur. Ce n'est donc pas tout à fait la vraie jeunesse retrouvée ; le troisième âge fait un peu comme si. Pas de temps à perdre. « Je reviendrai l'an prochain », dit le digne du groupe avec un imperceptible sourire de défi. Personne n'en doute ou plutôt, pour l'instant,

avec le soleil et son excitation, personne ne veut en douter. On aura bien le temps de se reposer, d'y penser. Jouissons de l'instant.

A table, c'est la fête. On repaît aujourd'hui monnaie de la table du troisième arrondissement avec tous les honneurs qu'on lui doit. En chœur, on a chanté : « Allah, Allah y a baba ! » On a fait tinter les verres avec les fourchettes. Une danseuse, venue pour l'occasion, a trôné les hommes et couvert leurs visages de ses volées vaporeuses. On a bien bu.

Puis ils sont allés en promenade digestive, coiffés de chechias touristiques, dans les souks de Soussa, où ils ont marchandé comme de vieux renards et où ils se sont laissés apitoyer par les enfants misérables.

CHRISTIAN COLOMBANI.  
(Lire la suite page 18.)

Venez connaître la vraie ITALIE



L'art de l'hospitalité au pays de l'art

Mer, Montagnes, Lacs, Folklore

Manifestations artistiques - Mode - Des sports pour chaque saison - Gastronomie et vins de qualité - Diversité des climats des Alpes à la Sicile - Stations thermales réputées - Les meilleurs hôtels à tous les prix - Villages touristiques dans de beaux sites - 1.250 campings - Prix de 6.000 kilomètres d'autoroutes, excellent réseau routier et ferroviaire - Avions et bateaux pour le monde entier - Bonne d'essence à prix réduit - Cartes d'achats pour musées d'art - Mille attractions dans la tradition d'une civilisation antique, dans l'élan chaleureux de son peuple.

**RENSEIGNEMENTS :**  
R.N.I.T. (Offices National Italien de Tourisme)  
23, rue de la Paix - 75002 PARIS - 075-50-64, 075-50-54  
14, avenue de Verdun - 95000 ST-DENIS - 877-581

## INDE

AVEC LES AMIS DE L'ORIENT  
PRINTEMPS  
DANS LES HIMALAYAS

DU 10 AVRIL AU 29 AVRIL  
DARJEELING, KALIMPONG, LES VALLEES DU KULU, DE KANGRA ET DU KASHMIR, CHANDIGARH, AMRITSAR  
accompagné par une conférencière spécialiste de l'Asie  
Inscriptions : dernier délai 25 mars  
Renseignements et accueil : 19, av. d'Alsace, tous les après-midi de 14 h. 30 à 18 h. 30 (sauf samedi de 10 h. à 12 h.). Tél. 722-64-55.

**SENEGAL 16 jours 2955F**

Grèce 15 j. 1.485 F, Israël 28 j. 1.450 F, Turquie 8 j. 1.095 F, Inde-Népal 19 j. 5.145 F, Indonésie 27 j. 4.950 F, Afghanistan 22 j. 3.750 F, Egypte 19 j. 2.905 F, Kenya 17 j. 3.900 F.

à Marrakech, Yougoslavie, Bulgarie, Pérou-Bolivie, U.S.A., Scandinavie, Thaïlande, etc.  
Prix comprenant : voyage par avion de ligne régulière, séjour en hôtel ou centre de vacances, les circuits découverts. (\*) voyage et une semaine de location voiture.  
Vols à tarifs réduits pour étudiants et jeunes.

**payscope international**  
6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02  
veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 75"  
nom \_\_\_\_\_  
adresse \_\_\_\_\_  
ville \_\_\_\_\_ code postal \_\_\_\_\_  
des prix pour aller plus loin plus longtemps





EN MARAIS  
NDE

EN MARAIS

Les marchands de sable réveillent l'Essonne

« LES voilà, ces coteaux, ces bruyères fleuries et ces pas argentés sur le sable mouillé... » En 1951, Alfred de Musset était à cent lieues de se douter que ce sable qui étouffait les pas de George Sand dans le parc du château d'Angerville-la-Rivière (Loiret) deviendrait, cent trente-quatre ans plus tard, l'objet d'une querelle entre un industriel et la commune voisine de Boulancourt (Seine-et-Marne). Une carrière de sable industriel pourra-t-elle s'y étendre sans dommages irréversibles pour le site, les bois et les champs ?

Le conseil municipal et l'Association pour la sauvegarde de Boulancourt et de la haute vallée de l'Essonne ont déposé des recours devant la juridiction administrative contre un arrêté préfectoral du 20 novembre 1974. Celui-ci autorise la société Samin (Société d'exploitation des sables et minéraux), filiale de la société Saint-Gobain-Industries, à poursuivre sur 100 hectares appartenant en partie à la commune de Boulancourt, l'exploitation d'une carrière de sable industriel ouverte en 1952 sur le territoire de la commune de Buthiers.

Les opposants dénoncent l'atteinte irréversible à la qualité de l'environnement et du paysage qui ne manquerait pas d'en résulter. Ils mettent en avant le plan directeur d'urbanisme intercommunal n° 61 qui classe ce territoire en zone réservée à l'activité agricole. Vingt-neuf hectares d'espaces boisés disparaîtraient sur le plateau qui domine la vallée de l'Essonne. L'extraction du sable atteindrait, selon les constatations, 5 millions de tonnes par an et entraînerait de nombreuses nuisances : tir de mines, pous-

siers, bruits des engins et va-et-vient des camions, à 200 ou 300 mètres des maisons de Boulancourt.

M. Jean-Jacques Chabanaud, président de l'association de défense, résume ainsi l'opinion de ses troupes : « Tout à concourir à préserver les intérêts des exploitants de la carrière en sacrifiant les conditions de vie des habitants de ce pays et en annihilant un site admirable, cœur de cette haute vallée de l'Essonne qui jouit, partout ailleurs en Seine-et-Marne, de mesures de protection renforcées. »

« Allez chercher votre sable ailleurs », demandent à la société Samin le conseil municipal et l'association. M. Chabanaud ajoute : « Le même gisement s'étend sur de vastes étendues du bassin parisien. Ce qui a entraîné le choix de cette carrière, c'est le croisement d'une voie ferrée déclassée et d'une rupture de pente. A cause de cet intérêt mercantile, tout un monde paisible et serein va basculer dans l'enfer mécanique. »

Cette apocalypse n'est pas pour demain, à en croire M. Jean Lalau, président-directeur général de la Samin : « L'arrêté préfectoral ne fait que régulariser notre exploitation en fonction du code minier de 1970. D'ailleurs, selon lui, cette carrière ne sera pas aussi importante que le redoutent certains : « Les 100 hectares représentent la superficie d'un gisement qui nous assure l'industrialisation d'exploiter en vingt ans. Nous n'augmenterons pas pour autant notre production annuelle, qui s'élève à 250 000 tonnes. Nous n'utiliserons qu'un hectare par an. » Et cette carrière sera un modèle du genre : « Au fur et à

mesure que le trou avance, nous le combions avec des terres stériles que nous recouvrons de terre végétale. A ce jour, nous avons enlevé un millier d'arbres, mais nous avons replanté, sous le contrôle de la direction départementale de l'agriculture, neuf mille hêtres, érables, pins sylvestres et pins d'Austriche. Notre trou n'excède jamais 2 à 3 hectares. Pour limiter les nuisances, nous utilisons, deux fois par an, des tirés de mines électriques ou des mines qui font long feu ; nos engins sont munis de silencieux améliorés. »

Pourquoi avoir choisi les communes de Buthiers et de Boulancourt ? « Si le sable de construction se trouve partout, le sable industriel utilisé en verrerie est concentré en Seine-et-Marne, dans l'Oise et l'Aisne. De plus, nous devons exploiter les gisements situés le plus près possible de nos usines. Celui de Buthiers-Boulancourt répond à cette nécessité. »

« C'est la mode... »

Qui connaît les sablières qui muettent les vallées de la Seine, de la Marne ou de l'Eure ne peut manquer d'être impressionné par celle de Buthiers-Boulancourt. Celle-ci se dissimule sur un plateau, derrière un rideau d'arbres. Certes, la carrière dévore les champs, mais elle se comble en même temps qu'elle avance. Pour l'instant, la société Samin semble tenir parole, et des grillages tiennent les jeunes arbres replantés à l'abri des lapins. L'usine de traitement n'émet aucun bruit. M. Maurice Veillard, maire de Boulancourt, critique par les défenseurs de l'environnement qui ont pour se modérer, estime que les tirés de mines ne sont pas tellement gênants : « Il y a vingt ans, dit-il, on aurait dit : « Ça travaille là-haut. » Aujourd'hui, on dirait : « C'est la mode. »

L'intransigence du conseil municipal et de l'association de défense de Boulancourt est de bon augure. Elle a déjà contraint la société Samin à faire mieux que respecter ses obligations à l'égard de l'environnement. Cependant, une opposition absolue à l'extension de la carrière sur le territoire de Boulancourt risque de se révéler vaine. Quel agriculteur résiste-t-il lorsqu'on lui offre d'acheter sa terre au double du prix de l'hectare labourable ?

ALAIN FAUJAS.

Les silences bruissants de la Dombes

C'EST avant tout la rencontre de la terre et de l'eau, mais une rencontre diffuse, incertaine, où aucun des éléments n'admet de perdre la préséance. Monde aquatique et terrien en même temps, que lie l'infini parallèle du ciel. La végétation retranscrit en surface cette lutte d'hégémonie souterraine. Roseaux penchés, herbes effilées, renoncules couvrant par plaques faiblement, dormantes des étendues liquides, soudain fendues par un canard en livrée noire et bec rouge prenant son essor. Les contours se mélangent ; où commencent les champs, où finissent-ils ?

La Dombes, ce sont plus de 10 000 hectares d'étangs, de mares, de lacs ramifiés secrètement, sauvages, immenses ou minuscules : Grand-Brieux, Chassagne, étang des Vayres. Le paysage connaît des hétéroclites, passe du solide au fluide en ménageant des transitions qui deviennent paradis pour la flore et la faune. Un silence fait de mille bruits discrets de la nature ajoute à la beauté originelle. Mosaïque indéfinissable, mystérieuse le matin quand le soleil déchire à peine les écharpes du brouillard. A moins de 50 kilomètres de Lyon, une région qui sans partage ni concession a gardé son style de vie.

Au troisième siècle, les paysans de la Terre Dombes aménageaient les curvettes du relief, la pêche et la culture sont les ressources fondamentales de cette principauté féodale qui, jusqu'en 1762, vivra dans l'indépendance du pouvoir central. Pour tenter de remédier aux ennemis de l'humidité permanente, et enrichir les vastes zones marécageuses, Napoléon III fait appel aux moines trapistes, qui savent comment drainer le sol. Leur connaissance justifie leur réputation : bientôt les fièvres paludéennes disparaissent. Tout en brique rose, l'abbaye Notre-Dame-des-Dombes, élevée au cœur des quelque mille étangs, date de cette époque.

Tout près de là, sur la nationale 83, qui conduit à Bourg-en-Bresse, Villars retentit des cris des deux mille oiseaux qu'abrite le parc ornithologique, où l'on a

dénombré trois cents espèces différentes, certaines familières, d'autres moins, vivant en amitié parfaite dans les quarante-cinq vallées. Poules d'eau, flamants roses, pélicans, cygnes blancs, mais aussi canards souchets, grèbes huppés, foulques macroules, butors blongios, tant de noms évoquant les richesses du patrimoine national, et un exotisme multicolore, plailleur, aérion. La réserve est une des plus fournies d'Europe : ailes déployées, râles, dravets, queues et cols composent entre les bacs, les pattes et les serres des arcs-en-ciel fugitifs où ne manque pas l'indigo. Ramages et plumages rivalisent...

leur — le nom ne cherche à avoir aucune prétention. — Monthieux, d'autres moins, vivant en amitié parfaite dans les quarante-cinq vallées. Poules d'eau, flamants roses, pélicans, cygnes blancs, mais aussi canards souchets, grèbes huppés, foulques macroules, butors blongios, tant de noms évoquant les richesses du patrimoine national, et un exotisme multicolore, plailleur, aérion. La réserve est une des plus fournies d'Europe : ailes déployées, râles, dravets, queues et cols composent entre les bacs, les pattes et les serres des arcs-en-ciel fugitifs où ne manque pas l'indigo. Ramages et plumages rivalisent...

Les étangs se prolongent loin vers le nord, en direction de la plaine de Bresse. Saint-Paul-de-Varax, Saint-Maurice, Condissiat, villages désormais tranquilles et qui commencent dans le passé les fastes de l'histoire. A en juger par les dires des habitants, l'oubli dont on les entoure fait leur bonheur. Le labeur est dur, la terre difficilement généreuse : pourtant c'est de bon cœur qu'ils offrent leurs spécialités gastronomiques, gibiers d'eau, carpes farcies, tartes débordantes de crème.

Un seul souhait : que la Dombes ne soit pas trop vite tentée par les joies souvent fallacieuses du grand tourisme. Les campagnes solitaires ont leur charme...

DOMINIQUE VERGNON.

● Précision. — Dans l'article intitulé « La Savoie ne gâchera plus ses paysages », (Le Monde du 13 mars), deux sommes ont été par erreur citées en anciens francs : la route de Champagny à La Plagne aurait coûté 3 millions de francs (et non 300) et le téléski a coûté 1,3 million de francs (et non 130).

**TOURISME HOTELS RECOMMANDES**

**Campagne**

**ST-PARDOUX-LA-CROISILLE**

19320 (Corrèze)  
HOTEL BEAU SITE — Cure d'air  
Etang, piscine chauffée, dépliant.

07520 LA LOUVESSE (Ardèche)  
HOTEL BEAU SITE — N.N. et except.  
Confort. Quai T. Paris. 14-22 T.T.C.  
Dépliant. Tél. (75) 34-01-11 et 15.

**Province**

**BORDEAUX**

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX  
N.N. App. calmes. 49 à 78 F T.T.C.  
Centre d'affaires et spectacles  
2 places de taxi. Bordaux  
Garage gratuit — Tél. 52-64-03 à 05.

**Angleterre**

**VICTORIA (Londres)**

HAMILTON HOUSE HOTEL  
Bed and Breakfast à partir de 55 F  
et pension complète 90 F par per-  
sonne, 60 Warwick Way SW 1.

**Espagne**

**CALELLA-BARCELONA**

HOTEL FRAGATA. A 300 mètres de la  
plage. Habitations con. bain.

**Suisse**

**AROSA (Grisons)**

HOTEL VALSANA — Première classe.  
Cours de tennis. Piscine plein air  
et piscine couverte.

**MORIGINS**

CHALET A LOUER  
Tout confort — Tél. 1941/23/41 31

**Châteaux - Hôtels indépendants**

**Val de Loire**

45140 ORLEANS (Loiret)  
AUBERGE DE LA MONTESPAN —  
Tél. (38) 82-12-07

41120 OUCHAMPS (Loire-et-Cher)  
RELAIS DES LANDES —  
Tél. (38) 79-03-61

37400 AMBOISE (Indre-et-Loire)  
CHATEAU DE PRAY —  
Tél. (47) 57-23-67

37500 CHINON (Indre-et-Loire)  
HOTELLERIE GARGANTUA —  
Tél. (4) 221 7113

**Normandie**

61230 GACE (Orne)  
HOTELLERIE LES CHAMPS —  
Tél. (34) 35-31-45

**Bretagne**

56410 ERDEVEN (Morbihan)  
CHATEAU DE KERAVON —  
Tél. (97) 52-34-14

**En Israël, la banlieue c'est le désert**

CIRCUIT DES DESERTS  
8 jours (Négev, Sinaï, Sainte-Catherine) en command-car.  
Apartir de... 2600 F  
(Lc. 702 A)

RENSEIGNEMENTS  
votre agence de voyages ou  
OFFICE NATIONAL ISRAËLITE DE TOURISME  
Paris 21, 14, rue de la Paix, Tél. 26.12.17

LYONNE ARABISME  
D'ISRAËL  
Paris 9, 24, bd des Capucines  
Tél. 26.12.17 et 26.12.18  
Quatre-Champes, 100, bd des Capucines  
Tél. 26.12.17 et 26.12.18  
Avenue Giscard d'Estaing, 41, La Chapelle.

**AIR FRANCE**

L'été dernier, 200.000 clients satisfaits.  
93 critiques : c'est peu.  
C'est assez pour nous donner envie  
de faire mieux.

**HAVAS VOYAGES**

Proche de vous pour réussir vos vacances.

26, avenue de l'Opéra 75001 PARIS-073.56.41 et plus de 200 agences à Paris, banlieue et province.

**GRAND PRIX DES GUIDES TOURISTIQUES 76**

Sénégal-Mali  
Mauritanie-Niger

HATIER

Tourisme

VÉCU

# Regrets d'Égypte

P OUR avoir tout récemment connu une expérience si agréable, si enrichissante, nous publions bien volontiers ci-dessous le récit que nous fait un lecteur au retour d'un voyage « touristique et culturel » en Égypte.

L'affaire de voyageurs de toutes origines qui connaît actuellement ce pays en plein « boom » touristique, explique en partie cela, mais n'excuse pas pour autant la désorganisation, voire l'arrogance, avec laquelle certains hôteliers traitent les candidats aux séjours au pays de Toutankhamon. Les correspondants locaux

d'agences françaises ne parviennent pas non plus toujours à apaiser les difficultés.

La chose de l'organisation du voyage réclame donc prudence, et mieux vaut savoir avant de s'embarquer pour le périple que l'un des sept piliers de l'Égypte touristique d'aujourd'hui est ce que les spécialistes appellent le « surbooking », c'est-à-dire la location simultanée sous plusieurs noms des chambres d'hôtel. Le plus offrant emporte le droit de dormir, mais pas forcément dans les conditions de confort que le montant du contrat signé avant le départ laissait espérer. — C. L.

## UNE NUIT SUR LE TAPIS

M René Maquer, de Paris, nous adresse la lettre suivante, relatant les mésaventures survenues à un groupe de touristes en Égypte au début de cette année :

Décoller du Bourget à destination de l'Égypte à 18 heures pour un court voyage de quatre heures et se trouver encore à 2 h. 30 du matin dans un hall d'hôtel, dans la longue attente d'une chambre, dénote déjà un manque d'organisation pour le moins surprenant. De plus, les chambres n'étaient pas chauffées, et pendant les deux nuits passées dans cet hôtel glacé baptisé de « catégorie supérieure », il a fallu se passer d'eau chaude et se contenter de W.-C. bouchés dont personne ne s'est inquiété, malgré plusieurs réclamations.

Le 30 décembre, on rejoint Assouan en seize heures de train dans des cabines puantes et dégoûtantes. Tout ce temps pour arriver à l'hôtel Kalabsha le 31 décembre, à 11 h. 30, sans pouvoir disposer d'une chambre. Le soir du 31 décembre (quel réveillon !), faute de chambre, les voyageurs qui ne trouvent pas de fauteuil essayent de dormir sur les tapis du hall glacé de l'hôtel.

Fourbus, éreintés, les voyageurs n'ont même plus la force de réclamer. Ainsi, la journée à Assouan est une journée complètement perdue, puisqu'on nous prometait des chambres toutes les demi-heures. De ce fait, cette attente à l'hôtel empêche le groupe d'effectuer les excursions prévues, à savoir : visite de l'île Elephantine, du Jardin botanique, du musée de l'Agha Khan, et promenade en felouque. De plus, le temps libre prévu à Assouan ne peut être respecté, et les touristes ne peuvent découvrir la ville et le site.

Bien plus, à 2 heures du matin, réveil des participants, départ pour Louxor : une heure d'attente pour réunir huit taxis qui entassent qua-

rante-huit personnes (l'hôte égyptienne déconseille ce transport, la nuit sur des routes peu sûres : elle restera à Assouan avec un couple français qui refuse ce genre de locomotion). Des chambres doivent nous attendre à Louxor, mais ce n'est qu'à 14 heures qu'elles nous sont attribuées. Pour calmer les esprits, on annonce dans la journée qu'on séjournera un jour de plus. Tant pis, une des excursions prévues au départ d'Assouan se fera au départ de Louxor ! Retour en arrière pour Kom-Ombo et Edfou. Le guide rassure tout le monde : nous aurons un autocar tout neuf. C'est vrai, mais il n'y a pas de micro, et seules les personnes des premiers rangs peuvent entendre les commentaires du guide. Retour à Louxor, et, après les visites prévues, de nouveaux douze heures dans des wagons douteux pour Le Caire, où nous arrivons vers 10 heures. A 14 heures, bon nombre de voyageurs n'ont pas encore leur chambre !

L'après-midi, on dispose d'une heure et demie pour la promenade dans le site, car à 18 h. 30 il faut partir pour le « Son et Lumière » en français au pied des pyramides. On reprend place dans l'autocar, mais, arrivée devant les tombeaux, les braves touristes n'ont plus qu'à gémir, car, ce soir-là, il n'y a pas de « Son et Lumière » ! Qu'à cela ne tienne ! Nous aurons « l'Égypte des regrets », c'est-à-dire un « dîner d'adieu » sur le bateau Omar-Kheyyam, avec petit spectacle. Mais le bateau ne peut nous recevoir... On se contentera d'un autre restaurant au bord du Nil, où nous arrivons vers 22 heures. La danseuse du ventre de service qu'on a réussi à découvrir quelque part fera ses trois danses, et à minuit, sans regret, les voyageurs n'auront qu'une bête : retrouver une chambre, même non chauffée, même mal entretenue, comme ce fut le cas tout au long du périple, pour se remettre de leurs émotions avant leur retour sur Paris ardemment souhaité.

Pour notre part, ma femme et moi sommes que voyageurs dans de telles conditions (2 500 francs par personne) est parfaitement inadmissible.

## VACANCES 76 EN TUNISIE

# mais que se passe-t-il à TABARKA?

Imaginez le soleil, la mer, un petit village de pêcheurs, un hôtel de classe... Jusque là, rien de bien extraordinaire. Ajoutez-y le charme indéniable de la Tunisie, la beauté de l'arrière-pays et le talent d'une équipe de professionnels qui ont, pour vous, créé une formule joyeuse et originale et vous saurez pourquoi, il se passe quelque chose à Tabarka.



Un hôtel club les pieds dans l'eau, à 1 km du plus célèbre village tunisien. Chaque minute de vos vacances doit être réussie, l'équipe de Tabarka Club a tout prévu pour que vous viviez pleinement votre imprévu... le confort d'un grand hôtel, l'animation d'un village, le charme d'une petite communauté d'amis. Le site : un petit village de pêcheurs à 150 km de Tunis, sur la côte de corail, un golf, une plage nue et, à l'horizon, les monts de Kroumirie. L'hôtel club « El Moriane » : tous les avantages d'un confort exceptionnel, d'une architecture et d'un accueil de classe.

Une formule originale. Un séjour à Tabarka comprend : - la pension complète. Les activités sportives, la voile, la plongée\*, le tennis, le mini golf et aussi le ski nautique\*, l'équitation\* et le vélo.

\* Plongée avec scaphandre, ski nautique, et équitation en option.

Si vous désirez tout savoir sur ce qui se passe à Tabarka Club, retournez ça bon à découper après l'avoir rempli et vous recevrez gratuitement notre poster client tout en couleurs : « Vacances à Tabarka Club ».

TOURISME INTERCONTINENTAL 7, bd Haussmann, 75003 PARIS Tél : 770.11.57 - 824.71.77

Renseignements et inscriptions au bureau du Club et dans toutes les agences en France et en Belgique. Avec la collaboration de l'Office National du tourisme Tunisien

## 3/10/17 avril : Départs des premières 'Croisières-Découverte' Paquet en Méditerranée.

Serez-vous à bord d'«Azur»?

Croisière Azurée : Toulon/St-Je/Palme/Grèce/Capri/Toulon. 6 jours : 1 350 à 3 200 F.



Un style de croisière «détaché» : à bord d'Azur, le nouveau paquebot Paquet, un seul mot d'ordre : «fais ce que veux!». Et il y a de quoi faire ! Sports, jeux, danse, piscine, solarium, cinéma, night-club. Aux escales : visites commentées, pique-niques, balades à vélo, shopping.

Prenez le large avec Paquet ! Renseignements et documentation : toutes agences de voyages.

## Après le drame de La Mongie IL Y A D'AUTRES AVALANCHES...

APRÈS la catastrophe de La Mongie du 15 février dernier, nombreuses ont été les personnes, et notamment dans la région, qui se sont interrogées sur les raisons pour lesquelles une avalanche peut être aussi meurtrière dans une station de ski (sept morts et de nombreux blessés). La presse a publié une série de prises de position de personnalités, de spécialistes, qui se sont fait l'écho des questions posées par la population. Ils ont rappelé les dangers que présente la montagne en hiver ; ils ont critiqué l'insuffisance des moyens de secours ; ils ont dénoncé la souveraineté absolue de l'argent sur nos loisirs en montagne au détriment de notre sécurité et de nos vies mêmes. Ces réflexions nous ont paru intéressantes et nous ont amené, aujourd'hui où l'on ne parle déjà plus de cette affaire, à poser les problèmes de fond que depuis un certain temps déjà la SEPANSO a analysés : l'information des skieurs sur les dangers de la montagne et les raisons pour lesquelles cette information n'est pas faite.

« Skis Pyrénées... Skis défilés à X... station de la sécurité ». On nous distille les stations paradisiaques, sans problèmes ; on nous abreuve de douces certitudes de confort ; on nous persuade de l'absence de dangers ; les chefs de stations sont là pour veiller sur notre sécurité. Tel est le message publicitaire ! La réalité est tout autre. La montagne reste la montagne, même dans une station et ses dangers, connus et prévisibles, demeurent. Le problème de l'information devrait être essentiel. Or quel est son vrai visage ?

Information traquée Quel skieur sait qu'il existe des cartes d'avalanches ? Établies sous l'égide de l'ANENA (Association nationale pour l'étude de la neige et des avalanches), ces cartes sont distribuées dans les mairies et peuvent se trouver sur le bureau d'un chef de station ; mais, loin d'être affichées, elles sont cachées comme une maladie honteuse. En réalité, leurs destinataires sont tristes sur le volet : outre les mairies, l'É.D.F., l'O.N.P., les préfets... comptent parmi leurs rares observateurs. Le public peut être admis à les consulter. Mais il ignore ! Ces cartes peuvent être vues, mais non reproduites et emportées. C'est interdit par le règlement. Pourquoi ?

Et le bulletin météo ? « Nous avons la responsabilité du risque d'avalanche », explique M. Meyer, directeur du centre de Saint-Martin-d'Hères, « et à nos des-

responsables de la sécurité ». En effet, il y a deux bulletins météo, celui des responsables, qui peuvent être au courant des risques d'avalanche, et celui du grand public, qui en est une version téléphonique édulcorée. Les stations sont libres de diffuser ou pas le bulletin officiel. Pourquoi ne pas considérer les gens comme des adultes et les renseigner clairement ? Le 15 février, le bulletin officiel, qui prévoyait des risques d'avalanches dans les Pyrénées, comme

sions concernant l'ouverture ou la fermeture des pistes. Le 15 février était le jour d'arrivée en masse des Parisiens à La Mongie ; ce n'était pas le moment pour les profiteurs d'éprouver cette manne en leur présentant le spectre des avalanches. C'est pourquoi la station est restée ouverte ce jour-là et qu'une demi-journée de ski n'a été accordée que huit jours après, les vacances terminées ! On le voit bien, c'est essentiellement les spéculateurs et le

## POINTS

1° dit après la catastrophe le maître de l'équipement, a-t-il été diffusé à La Mongie ?

Cette information traquée a pour but de ne pas effrayer la clientèle. Les stations sont faites pour attirer le plus de gens possible, pour leur faire dépenser leur argent. Elles doivent permettre de rentabiliser les capitaux qui ont été investis dans la montagne. Les stations de ski sont des industries dont le but unique est le profit capitaliste. En effet, quels sont les principaux intérêts qui y sont mis en jeu ?

● Location et vente des équipements (spéculation immobilière particulièrement féroce).

● Exploitation intensive des remontées mécaniques : ceux qui les construisent (Fomagalaki et Montaz-Mautino) et ceux qui les exploitent (collectivités locales ou autres).

● Commerces des équipements de ski (Rossignol et Salomon font 23 et 12 milliards d'anciens francs de chiffre d'affaires, sans parler de l'industrie des chaussures et des vêtements spéciaux...).

● Enrichissement de la montagne par tous les gadgets de la société de consommation et des loisirs de luxe.

● Utilisation du ski comme sport de compétition, rentable pour le prestige international.

Le capitalisme a vu dans l'exploitation des champs de neige une possibilité de nouvelles sources de profits réalisables sur nos loisirs. Ce sont ces marchands de neige qui dictent leur loi et qui imposent, par l'intermédiaire d'un chef de station prisonnier de l'engrenage où il s'est mis, leurs déci-

P. LAQUES, secrétaire de la commission Montagne de la SEPANSO-Bigorre (Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la montagne dans le Sud-Ouest).

## POUR PASSER DES JOURS HEUREUX

# l'idée c'est jersey

Les heures passent bien vite dans ce petit Etat indépendant et joyeux (20 km sur 10 km, 75 000 habitants) ancré à 20 km des côtes de Normandie. Dépaysement total, tranquillité, douceur de vivre : voilà pour l'ambiance. Ensoleillement remarquable, fleurs à profusion, immenses plages de sable fin, hautes falaises couvertes de bruyères, campagne ravissante, petits ports de pêche, une capitale, Saint-Hélier, extrêmement vivante : voilà pour le cadre. Les distractions sont innombrables et le shopping «free of taxes» vous fera rêver : pulis en cashmere, shetland, parfums, disques, tabac, argentier... Dans cette oasis de paix et de beauté, les hôtels de très grande classe (dîner dansant habillé) voisinent avec de charmantes petites pensions. Jersey vous attend dès demain. Tout y est doux : la nature, les gens... et les prix. Bon voyage !

Pour recevoir une documentation en couleur, avec la possibilité de retourner ce coupon à l'Office National du Tourisme, Service France BIA 4, rue de la Seine 75008 PARIS

Avec B.I.A. Jersey est à 70 minutes de Paris-Orly Sud. Réservations 066.40.00. Plaquons vols par semaine. Consultez votre Agence de Voyages.

NOM \_\_\_\_\_ ADRESSE \_\_\_\_\_

صلى الله عليه وسلم



سكنات الامل



Tourisme

Une réponse au secrétaire d'État

## LES VACANCES OUBLIÉES

« Le terme de « tourisme social » me semble recouvrir une notion à la fois péjorative et dépassée. Je lui préfère, à n'en pas douter, celui de « loisirs pour tous ». L'idée même de ségrégation est intolérable... La rede de Villenanche-sur-Mer n'est pas faite pour le tourisme de masse... »

Voilà, n'est-il pas vrai, une grande cohérence dans les déclarations récentes du nouveau secrétaire d'État au tourisme ? Nous ne reviendrons pas sur l'historique et les péripéties

et les campings de Saint-Aygul, de Tournan-en-Brie, de Valmont, les villages de vacances de Villenanche-sur-Mer, du Mont-Dore, d'Olonne, des Sables-d'Olonne.

Tourisme et Travail ne se contente pas de construire et de gérer : il analyse la situation, recherche les causes des difficultés et obstacles, exprime ses critiques et formule les propositions qui lui apparaissent les plus conformes à l'intérêt général. Est-ce pour cela qu'il est l'objet d'attaques de plus en plus vives ? Est-ce pour cela qu'il s'est vu

peuple et de la nation. C'est elle qui inspire le saccage de nos sites avec ces constructions en bordure du littoral, qui sont un véritable défi aux beautés naturelles et aux sites, mais aussi à la sensibilité et à la dignité humaines. C'est elle qui permet aux ministres de bavarder sur le plan camping, sur la création de cent cinquante mille places par an. Mais pour créer un tel nombre de places, les crédits d'État pour 1976 ne permettant une aide de l'État que de 70 F par place !

Toutes les associations de tourisme sans but lucratif, adhérentes à l'Union nationale des associations de tourisme (UNAT), ont signé une déclaration pour une politique sociale du tourisme et des vacances - qui condamne les orientations et dénonce l'insuffisance des moyens de l'État en faveur du tourisme social. Il faut briser ce front commun. On attaque l'association qui apparaît comme l'opposant le plus résolu. On donne des facilités, des faveurs à certains. On tente d'en utiliser d'autres comme caution sociale. On multiplie les contraintes fiscales et les limitations au droit d'expression et d'information des associations pour favoriser le secteur commercial. Il s'agit d'une attaque contre la liberté d'association, contre le fait associatif, expression de haute tradition démocratique dans notre pays. Et c'est bien cela aussi qui est en cause : la liberté et la démocratie.

### Ségrégations

Et pourtant, l'an dernier, on a trié la catastrophe en de nombreuses régions. Ce n'est pas ainsi que l'on facilitera l'accroissement du nombre de Français partant en vacances ni l'accueil d'un plus grand nombre d'étrangers dans notre pays. La multiplication des moyens d'accueil accessibles aux familles françaises et étrangères aux ressources modestes permettrait non seulement de répondre à un besoin social qui s'aggrave profondément, mais aussi de vivifier l'économie du pays et des régions.

Il faudrait pour cela :

● Conserver l'essentiel des crédits publics à des investissements sociaux :

● Permettre la mise en service du chevron-vacances avec contribution patronale et dégrèvement fiscal ;

● Développer une politique d'aménagement touristique du territoire en faveur du plus grand nombre, qui prenne en compte tout à la fois les besoins des vacanciers et ceux de la population de la région d'accueil en équipements collectifs ;

● Refuser la ségrégation qui consiste à réserver les sites privilégiés aux fortunés et à refouler le tourisme social dans les régions estimées moins rentables. Cela ne signifie nullement que nous considérons qu'il y ait incompatibilité entre tourisme social et tourisme de haut standing. Il y a au contraire une complémentarité nécessaire économique et sociale.

Mais cela est-il compatible avec la nature profonde de ce régime dont on constate les pratiques autoritaires, ségrégationnistes, antisociales ?

### Contraintes

C'est pourquoi Tourisme et Travail, qui regroupe quatre cent sept mille adhérents individuels et trois mille quatre-vingt-cinq comités d'entreprises adhérents collectifs, entend poursuivre ses interventions malgré les attaques accentuées et les discriminations dont il est l'objet. Ces derniers jours, dans deux importantes entreprises, la direction a refusé l'entrée dans les locaux du comité d'entreprise au responsable de Tourisme et Travail, invité par les élus, pour examiner le développement des activités sociales au profit des travailleurs. Les deux comités sont adhérents à Tourisme et Travail.

En fait, nous assistons à une vaste entreprise tendant à la mise au pas du tourisme social et à sa récupération en vue de l'intégrer dans le circuit du tourisme de profit et pour payer dans une plus grande mesure le rôle de la politique du pouvoir.

**LE ROY**  
carte V

### VOYAGE CULTUREL

#### ROME-CAZCHIA-ASSISE-FLORENCE-PISE

De l'Antiquité à la Renaissance  
Du 21 au 30 mai 1976  
avec Mme Marie-France PAULIN,  
diplômée de l'Ecole du Louvre,  
chargée de mission  
des musées nationaux.

Renseignements et inscriptions à :  
PROFES ET CIVILISATIONS  
5, av. de l'Opéra - 75001 PARIS  
Tél. 200-31-66 - L. d'ÉTAT 309 A.

### EN GASCOGNE

LES PAYS VERTS DE FRANCE  
(label de qualité, l'authenticité)  
acceptation dans une  
chaîne locale d'accueil et de  
loisirs propre à chaque pays.

De MAI à OCTOBRE  
FORFAIT VACANCES

en hôtel de campagne, gîte,  
chambre d'hôte ou camping, y  
compris libre accès à tous loisirs  
et restaurants du pays vers choisis.  
LARGES POSSIBILITÉS en MAI,  
JUN, SEPTEMBRE et OCTOBRE.  
REDUCTION de 10 à 20 %.

Renseignements réservations :  
COMITÉ DÉPARTEMENTAL  
DE TOURISME DU GERS  
S.P. 69 - 32002 AUCH  
Tél. (05) 65-57-42

## POINTS DE VUE

de la bataille pour l'aménagement de la Citadelle de Villenanche-sur-Mer par la municipalité, quarante-six comités d'entreprise et Tourisme et Travail. Nous nous bornerons à rappeler que nous avons constamment, d'une part, tenu compte de l'expression de la volonté de la population locale et des collectivités engagées et, d'autre part, sollicité tous les départements ministériels intéressés (affaires culturelles, qualité de la vie, équipement, tourisme, premier ministre, monuments historiques) pour la tenue de « tables rondes » et ébauche de travail réunissant toutes les plus hautes compétences en tous domaines concernés. Mais les oppositions à l'aménagement par Tourisme et Travail de la Citadelle de Villenanche sont un symbole — le symbole d'une politique. Et ceux, nombreux, qui estiment que « tourisme » et « politique » sont deux notions étrangères devraient y regarder de plus près.

### Attaques

Il y a la petite politique, celle qui utilise les trafics d'influence, les mesquineries, les discriminations, les positions privilégiées pour des intérêts privés, etc. C'est ce que dénonce un rapport de la Cour des comptes qui met en évidence les opérations de spéculation foncière et immobilière en des régions d'aménagement touristique privilégiées et avec l'utilisation des fonds publics. C'est ce qui se passe avec l'accumulation des discriminations à l'égard de Tourisme et Travail, qui, devenu la première association de tourisme social de notre pays, voit tous ses projets se heurter aux refus ou aux tracasseries administratives de la part des pouvoirs publics. Pour ne s'en tenir qu'à une simple énumération de projets et de réalisations récents, citons les parcs de loisirs

refuser de participer à l'émission des « Dossiers de l'écran » sur l'industrie des vacances ?

Cependant, les dix plans qui viennent de s'écouler sont caractéristiques d'une politique, celle de la recherche du profit maximum, celle de l'interpénétration des groupes industriels et bancaires et de l'appareil de l'État, en matière de tourisme aussi. Pas un seul de ces plans — et la septième en préparation pas davantage — n'a placé, parmi ses priorités, le tourisme et les vacances des Français. Tous ont été comme axe essentiel la création, la promotion du « produit France », de haut standing, destiné à être vendu à l'étranger, auprès d'une clientèle à haut revenu et fortes devises.

Les moyens de cette politique consistent en l'affectation de la quasi-totalité des crédits publics consacrés au tourisme pour des « opérations destinées à faire fructifier les investissements privés », selon les termes mêmes d'un rapport général du commissariat au Plan.

Cela s'est traduit, entre autres, à Paris, par le fait que, depuis vingt ans, on n'a construit que des hôtels trois et quatre étoiles et pas un seul deux étoiles. Cela s'est traduit par l'aménagement de stations de montagne de haut standing au détriment d'un large aménagement des champs de neige à partir des villages montagnards existants. Les grandes opérations d'aménagement du Languedoc-Roussillon, de l'Aquitaine, de la Corse, sont autant de scandales, de gaspillages des fonds publics, au profit de promoteurs et de groupes financiers privés français et étrangers.

### Saccages

Leur échec n'a d'ailleurs nullement effacé les groupes bancaires qui ont investi, ni les grands entrepreneurs qui ont construit et équipé. Ceux-ci ont réalisé les profits escomptés. La crise a frappé à d'autres niveaux. On constate d'ailleurs que les régions choisies pour les aménagements touristiques sont celles dont les conséquences néfastes de la politique des pouvoirs publics ont engendré l'exode rural et le dépeuplement économique. Le tourisme est alors présenté comme le sauveur.

C'est ainsi que se développe l'opération tourisme rural ou « tourisme vert », prenant appui sur l'idéologie du besoin de retour à la nature, aux sources de la vie. Il s'agit de créer des illusions et d'utiliser à très bon compte un capital dévalorisé, terrains, bâtiments de ferme, de groupes scolaires, etc., ainsi qu'une main-d'œuvre à bon marché, puisque ce sont les paysans eux-mêmes qui, souvent, effectuent les travaux d'équipement de gîtes ruraux et communaux. L'État se décharge ainsi de ses responsabilités en les transférant sur les victimes de sa politique. Une telle politique est parfaitement contraire aux intérêts du

## Vous pensez faire construire une piscine ATTENTION !

- où placer une piscine ?
- quelles dimensions ?
- quel volume ? - quelle forme ?
- quel est le procédé de fabrication le mieux adapté à mon problème ?
- quel système de filtration ?
- quels délais ?
- quels prix ?
- quel crédit ?
- quelles garanties ?

ASSUREZ-VOUS QUE VOUS MAÎTRISEZ BIEN VOTRE ACHAT  
Jean-Luc Buisson, Piscinier-Conseil, vous propose une consultation, sans aucun engagement de votre part, où il répondra à vos questions et vous fera bénéficier de ses dix années d'expérience.  
Téléphonez-lui pour un r.d.v. ou envoyez votre carte de visite, il vous contactera.

Jean-Luc Buisson  
Piscinier-Conseil  
Olympic-piscines  
4, rue Pivots  
92800 Futeaux  
TEL. 772.58.31

## NOS PRIX-CHARTERS : JUSQU'A 70% DE RÉDUCTION SUR VOTRE BILLET D'AVION

GRÈCE	790 F	MEXIQUE	1950 F
TUNISIE	820 F	PÉROU	2200 F
USA	1050 F	INDE	2400 F

le point 85

Vois Aller-Retour

Voyages 85 / COR. LIC. A 728  
85 bd saint michel paris 5  
tel. 325.10.76, 033.05.80



## ACHILLE LAURO ET ANGELINA LAURO PARTENT EN CROISIÈRE.

14 jours en Méditerranée, 8 escales  
GENES - NAPLES - ALEXANDRIE - PORT-SAÏD - BEYROUTH - HAÏFA - ISTANBUL - LE PIRE - CAPRI - GENES.

1 départ par semaine du 27 mars au 9 octobre 1976.  
LES PRIX : 14 jours de 2900 F à 6590 F

ACHILLE LAURO ET ANGELINA LAURO, les deux plus belles unités de la FLOTTA LAURO, sont des navires qui savent recevoir : piscines, cinéma, théâtre, bars, salons, night-club, gastronomie, animations, vous feront vivre un rêve. Toutes cabines avec service privé, air conditionné à bord. Achille et Angelina Lauro 24.000 Tonnes.



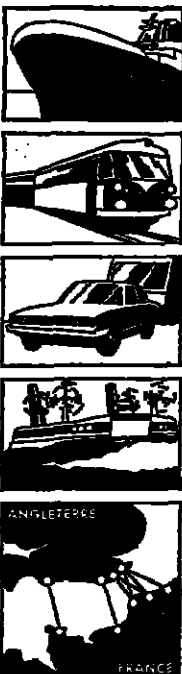
Pour recevoir notre brochure ou vous inscrire, adressez-vous à votre agent de voyages habituel ou retournez le coupon-réponse à l'agent général C.I.T. 5, bd des Capucines 75002 Paris. Tél. 073 40 85.

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement de ma part votre brochure "Grande Croisière en Méditerranée Orientale".

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_

Pour l'Angleterre...

# traversez la Manche "à la carte."



Avec Sealink et Seaspeed vous avez le plus grand choix de moyens, d'itinéraires et de tarifs.

- Choix entre deux moyens de traversée, le car-ferry (la détente) ou l'aéroglossier (la vitesse).
- Choix entre plusieurs itinéraires au départ de Dunkerque, Calais, Boulogne, Dieppe et, l'été, Cherbourg.
- Choix entre plusieurs moyens de déplacement, votre voiture (votre caravane ou votre moto) ou le train, ou encore le train et votre voiture avec les Trains Autos-Couchettes Motorail.
- Choix entre plusieurs tarifs avantageux : excursion, mini-tour, billets Paris-Londres train + bateau, train + aéroglossier.

Pour traverser la Manche "à la carte", demandez la brochure 76 dans les gares et les agences de voyages.

CAR-FERRIES  
**Sealink**  
AÉROGLOSSEURS  
**Seaspeed**

6 LIGNES  
TOUTE L'ANNÉE.  
7 LIGNES EN ÉTÉ.

Pour recevoir la brochure Sealink-Seaspeed 1976, envoyez ce coupon à Air Transport, 4, rue de Surène - 75008 Paris.

**SNCF**

## prenez la mer pour rejoindre le soleil dans son royaume: le Maroc

### Cap sur Casablanca

Marseille-Palma-Ibiza-Málaga-Casablanca-  
Tanger-Málaga-Ibiza-Marseille.  
6 jours, 14 départs entre mars et octobre.  
Prix : de 1 200 à 2 700 F.  
Programme complet de Croisières  
de Séjours, Circuits  
et Libre-Tourisme au Maroc

**CROISIÈRES  
PAQUET**  
MASSALA

Renseignements et réservations dans toutes les Agences de Voyages ou aux Croisières Paquet, PARIS  
5 bd Malesherbes 75008. Tél. 266.57.59 - MARSEILLE 70 rue de la République 13002. Tél. 91.91.21.

### Club de Val-d'Isère

## IMAGES ET CONNAISSANCE de la MONTAGNE

A la découverte du monde  
alpin. Sa faune, son avifaune,  
sa flore, ses traditions pas-  
torales, ses alpinistes et ses  
bergers transhumants.

### SAFARIS PHOTOS DE LA VANOISE

10 à 15 sorties par jour en libre choix des participants.

Des guides montagnards, écologistes, botanistes, ethnologistes,  
ornithologues, professeur de photo. — Initiation alpine et raids  
avec guides de montagne. — Quatre refuges privés dans la  
Vanoise et dans le Grand-Paradis.

Laboratoire noir et blanc (initiation et perfectionnement).

Projections quotidiennes commentées de diapositives et de films.

Prêt gratuit de matériel photo et optique (jumelles).

Affûts et chasses photographiques.

Du 20 JUIN au 15 SEPTEMBRE

6 jours tout compris : 900 F

Renseignements et inscriptions :

IMAGES ET CONNAISSANCE DE LA MONTAGNE

B.P. 47 - 73150 VAL-D'ISÈRE - Tél. (79) 06-00-03

## Tourisme

### AVEC LES « DISSIPÉS » DU 3<sup>e</sup> AGE

(Suite de la page 13.)

Ces grands-pères et ces  
grandes-mères souriants se sont  
enfondrés dans la ville, emportés  
dans une nuée de petits Tunisiens.  
Le troisième âge ne fait pas sou-  
vent de politique, mais il sait bien  
ce qu'a d'intolérable la mendicité.  
Le soir, enfin, ils sont rentrés  
exténués, prêts à repartir le lende-  
main, non sans avoir auparavant  
leur bonne séance de gymnastique.  
Ils ont gardé la faculté de s'en-  
thousiasmer, de s'émerveiller,  
même si, théoriquement, il n'en  
ont plus l'âge.

#### La rage de tout voir

Les organisateurs le savent.  
Rien n'est laissé au hasard. Avant  
de partir, il est demandé à cha-  
cun un certificat médical, et dans  
le groupe, des infirmières sont là  
pour rassurer les voyageurs et,  
éventuellement, leur venir en aide.

Si, dans l'ensemble, les anciens  
ont plutôt tendance à trouver les  
hôtels confortables et la cuisine  
bonne, ils n'ont pas les mêmes  
exigences que les jeunes, ni le  
même rythme de vie. « Nous ne  
sommes pas encore très habitués  
à ce genre de clients », reconnaît  
volontiers le directeur général de  
l'Hôtel El Hana Beach, où séjourne  
le groupe du troisième âge ardon-  
nais. Ils restent à l'hôtel  
davantage le soir, ce qui entraîne  
une suroccupation des salles. Nous  
devons d'ailleurs part faire un effort  
sur la nourriture, qui ne doit pas  
être trop salée. Il nous faut pro-

poser, par exemple, davantage de  
pâtisseries. »

Il faut aussi faire sentir aux  
personnes âgées qu'elles sont des  
touristes comme les autres, même  
et surtout si leur voyage a été  
payé par le bureau d'aide sociale  
ou par leur caisse de retraite. Et  
reconnaissons que les Tunisiens,  
très attachés à la famille, res-  
pectueux des anciens, savent  
accueillir au mieux ces touristes  
d'un autre âge.

Au spectacle d'un homme de  
plus de soixante-cinq ans qui  
se met soudain à danser la danse  
du ventre, les jeunes serveurs  
savent esquiver un sourire bien-  
veillant. On supporte mieux ici  
qu'ailleurs les dissolutions du troi-  
sième âge.

Celles-ci peuvent sembler déri-  
soires et vaines. Mais cet enthou-  
siasme, cette rage de tout voir,  
peuvent cacher un malin avertisse-  
ment contre une vie trop creuse et  
quotidienne. Au retour, l'an der-  
nier, une petite dame, vaillante  
jusqu'à la fin, a laissé tomber sa valise  
au beau milieu de la piste : elle  
ne pouvait la porter un mètre de  
plus, c'était soudain devenu  
trop lourd. Comme la solitude  
retrouvée.

CHRISTIAN COLOMBANI.

\* Montmartre-Voyages (10-11, rue  
Notre-Dame-de-Lorette, 75009 Paris,  
tél. 285-38-32) organise des séjours  
à l'intention des personnes du troi-  
sième âge en Tunisie, aux Baléares,  
en Thaïlande, en Grèce, aux Can-  
aries, etc. (Catalogue sur demande.)

### LE « SOCIAL » LUI COUTE TROP CHER

## V.V.F. rectifie le tir

C'ÉTAIT en 1963, l'année de  
ses débuts. Avant sa politi-  
que de base sur celle que  
pratique déjà à l'époque les  
Maison Familiales de vacances.  
L'association Villages-vacances-  
famille (V.V.F.), qui totalisait  
alors 4 000 lits, avait choisi de  
proposer aux familles des tarifs  
modulés en fonction des revenus  
de chacune d'entre elles. Ainsi,  
quatre catégories de barèmes  
étaient déterminées, le premier,  
dit « T 1 », intéressait les sala-  
riés non imposés ou ayant à  
payer moins de 300 francs par  
an d'impôts sur le revenu, le der-  
nier ouvert à toutes les catégo-  
ries de contribuables.

Aujourd'hui, V.V.F., qui détent  
à elle seule, avec ses 45 000 lits,  
environ 60 % du potentiel fran-  
çais de « lits sociaux », se voit  
contrainte de changer son fusil  
d'épaule. Contre toute attente,  
on a enregistré, l'an dernier, un  
tel accroissement des candidats  
de catégorie T 1 — 50 %, contre  
environ 35 % tout au long des  
étés précédents — que le jeu est  
faussé et que cette nouvelle répa-  
rtition des proportions (jusqu'à  
aujourd'hui, les « riches » compen-  
saient par leurs versements le

manque à gagner imputable aux  
« pauvres ») a conduit V.V.F. à  
réviser de A à Z ses principes  
de gestion.

Face à ces difficultés, qu'au-  
cune prévision ni étude de mar-  
ché n'avait supputées, son  
conseil d'administration a décidé  
que, désormais, les villages en  
pension complète ne proposeraient  
plus que deux tarifs, le T.A. (familles non imposées ou  
payant moins de 1 500 francs  
d'impôts par an), et le T.B. ou-  
vert à toutes les autres. Pour ce  
qui concerne les gîtes, un seul  
et unique tarif sera désormais  
adopté, qui consentira cependant  
des réductions pouvant aller jus-  
qu'à 40 % en basse saison.

« Les mesures prises, a indiqué  
à ses associés M. André Guignard,  
directeur général de l'association,  
permettront à V.V.F. de mieux  
dominer ses recettes, et sa gestion.  
Nous sommes conscients que l'uni-  
fication des tarifs entraînera des  
difficultés pour un certain nom-  
bre de familles : il appartient  
donc à tous de promouvoir une  
aide à la personne permettant à  
tous de partir en vacances... »  
J.-M. D.-S.

### CLIN D'ŒIL

## SANS LES AUTRES

UN petit livre jeune, vendu aux États-Unis à deux millions d'exem-  
plaires en six semaines, vient enfin de parvenir aux Français.  
C'est le titre Comment être bien dans sa peau, deux psycho-  
analystes, Milder, Newman et Bernard Berkowitz, qui soignent outre-  
Atlantique les dépressions nerveuses délaissées et exorcisent les  
phantasmes des millénaires, entendant nous révéler en cent vingt pages  
les conditions nécessaires pour accéder aux vertus pures du bonheur.

Ce duo de spécialistes, interviewé par une dame, professeur  
de philosophie à l'université Columbia, Mrs. Jean Owens, laquelle  
joue ici le rôle de l'auguste intellectuel, ne propose pas de recettes  
comme dans un livre de cuisine. Il suggère seulement des orien-  
tations psychologiques de nature à permettre aux hommes et aux  
femmes de modifier leur comportement vis-à-vis d'eux-mêmes.

Leur méditation-dialogue aboutit à une sorte de « méthode Coué »  
révisée, grâce à laquelle, à force de se répéter qu'on est intelligent,  
généreux, loyal et capable de grandes choses, on parvient à le devenir  
et à durer le pion aux autres.

D'après Milder et Bernard, l'homme n'a pas de meilleur ami que  
lui-même. L'égoïsme, que d'aucuns considèrent comme un défaut,  
devient donc une qualité.

Pourtant de là, il convient pour être bien dans sa peau de penser  
d'abord à soi-même, de ne pas trop s'attarder à regretter les mauvaises  
actions qu'on a pu commettre, de s'appliquer à faire « mousser » les  
réussites obtenues. Aussi, les enfants ne devraient pas être particulière-  
ment reconnaissants à leurs parents pour les sacrifices que ceux-ci ont  
consentis. S'ils le sont, ce n'est pas par amour, mais par négation  
d'eux-mêmes ! « L'auto-négation est la pire forme de la complaisance,  
disent les psychanalystes, gardez-vous donc d'y tomber ! »

De la même façon, il convient de ne pas se « faire avaler » par  
l'homme ou la femme qu'on aime, afin de garder son moi hors de  
l'atteinte de l'autre, sans trop se soucier du chagrin ou de la frustration  
que peut causer l'existence de cette part réservataire.

Il convient de s'écouter plutôt que d'écouter les autres, de se  
suffire à soi-même, de ne pas se laisser influencer par les autres, de se  
avoir résister, d'être son chemin sans regarder ni à droite ni à gauche.  
Quand l'État est en jeu, qu'on ne se laisse pas influencer, une telle doctrine  
aurait passé pour être celle de l'égoïsme primaire.

Aujourd'hui, ce serait plutôt celle de la liberté reconquise dans un  
monde où la solidarité nous est imposée. Ainsi, en éliminant les prob-  
lèmes, en sautant à pieds joints par-dessus les difficultés, en évitant  
indifférent à tout ce qui n'est pas son moi, au risque de piétiner le moi  
des autres, on trouverait le bonheur et l'on se sentirait bien dans sa  
peau ? On peut en douter, et ces psychanalystes-là, purs produits d'une  
société de compétition qui laisse les petits indiens mourir de faim  
et les nantis jouir insolamment de richesses souvent mal acquises,  
reviennent à la psychologie des cavernes, tempérée par la loi de la  
jungle chère à Rudyard Kipling.

A prôner l'impérialisme individuel, ne craignent-ils pas de fabriquer  
une race d'orgueilleux, rustauds et agressifs, niant les réalités de la vie  
collective, se proclamant grande parce que perchés sur leur petitesse  
comme le coq sur son tas de fumier ? Que l'homme soit un loup pour  
l'homme, personne n'en doute, mais est-il utile de convier ceux qui de  
vieux et honorables sentiments retiendraient encore de faire usage de  
leurs dents à s'en servir, en leur faisant croire qu'ils trouveront le  
bonheur dans l'égoïsme intégral ?

Car les égoïsmes, fatalement, s'opposent, ce qui aboutit à la  
bégaiement, aux coups bas, au triomphe de la force sur le droit par des  
moyens psychologiques contestables.

Souvenez-vous de cet homme à petites moustaches qui voulait faire  
de ses compatriotes une race de seigneurs, propres à dominer tous les  
autres humains !

C'est un comportement semblable au plan individuel que nous  
suggèrent d'adopter Bernard Berkowitz et Milder Newman. Leur psycho-  
logie simpliste leur a fait oublier qu'on est toujours « l'autre » des  
autres, et que la vieille galère sur laquelle nous sommes embarqués  
coulera, comme le vaisseau fantôme, en engloutissant tout son monde.

La bouée qu'ils nous jettent ne vaut rien !

MAURICE DENUZIERE.

\* Éditions Le Hameau, 127 pages.

### LES PLANTES FONT LE PRINTEMPS

Venez au Pavillon de La Défense, du 3 au 11 avril, de 10 h. à 19 h.,  
acheter vos fleurs préférées, la plante qui ornera votre balcon ou votre  
jardin, et recevoir gratuitement des conseils de plantation.  
PARKING EXPOSITIONS ou R.E.R.

# La compagnie qui connaît l'Afrique du Sud (SAA) choisit l'avion qui plaît aux passagers (le 747 B)

Dès le 2 avril prochain, les liaisons régulières  
Paris-Johannesbourg de South African Airways seront toutes  
réalisées en Superjets Boeing 747 B.

Tous les passagers de SAA pourront ainsi profiter de la  
fiabilité, du confort et de la rapidité de ce luxueux  
quadriréacteur.

Et ils bénéficieront pleinement des services exclusifs  
de SAA, "Gold Medallion" en classe économie et "Blue Diamond"  
en première classe, services à l'image de la traditionnelle  
hospitalité sud-africaine, avec projection de films, musique  
stéréophonique, délicieux repas, sélection de grands crus  
français et sud-africains.

Si vous devez vous rendre en Afrique du Sud, souvenez-vous que

chaque vendredi et chaque dimanche à 21 h 20, un 747 B de SAA  
décollera d'Orly-Sud pour vous conduire à Johannesburg, avec  
une seule escale, dans les meilleures conditions. Et SAA vous  
offre 18 vols par semaine au départ des principales villes  
d'Europe.

Et n'oubliez pas que SAA, c'est également un réseau intérieur  
couvrant toute l'Afrique Australe, ainsi qu'un important choix  
de circuits individuels et de séjours à forfait.

Pour un voyage d'affaires ou d'agrément, comme pour  
l'expédition de votre fret, faites confiance à SAA.

Personne ne connaît l'Afrique du Sud  
aussi bien que South African Airways.

\* Moyennant un léger supplément.

**SAA**

South African Airways  
Vous êtes chez vous

12 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS - TEL. 261.57.87  
49 RUE DU PRÉSIDENT-ED-HEFFROT 69002 LYON - TEL. 37.85.80

مكتبة الامم المتحدة





Plaisirs de la table

LES « BIBLES » SONT ARRIVÉES

KLÉBER : la couronne de « l'Archestrat »

J'ai dit, le Kléber a donné son coq rouge couronné, consécration suprême, ses « trois étoiles » à l'Archestrat. (84, rue de Varenne (7<sup>e</sup>)).

Marmittes couronnées : la Belle Époque de Châteaufort (78), l'Auberge de Châteaufort (35), la Truite à Huégon (28), l'Auberge de France à Lannion (22), le Vieux-Port au Lavandou (83), chez Rose à Lyon, le Caribou à Marseille, le France-Mercier à Montmorillon (86), la chère Bonne Table de Gisèle Berger à Cléber, une de mes découvertes d'il y a trois ans. Ainsi qu'à Paris le Dodin-Bouffant de J. Manière, Chez Casimir (6, rue de Belzunce-10<sup>e</sup> - tél. 878-32-53), dont j'ai dit tout le bien que j'en pensais à plusieurs reprises et enfin le Bernardin (35, quai de la Tourneville-5<sup>e</sup> - tél. 633-38-42) dont le Michelin fait également cas et où je fus, au début, bien déçu. On me dit que la cuisine a changé. Il faudrait aussi que l'hôte change grandement sinon je laisserais ce Bernardin aux snobs.

Un nombre considérable de nouvelles maisons (trois cent quatre-vingt-trois) avec deux cent quarante-cinq supprimées et cent une déclassées. Il serait trop long de les énumérer mais il semble que l'Ouest et singulièrement la Bretagne aient été méthodiquement explorés par les inspecteurs du Kléber.

Nouvelles maisons à Paris. Chez Honoré (7, rue de la Roquette-1<sup>re</sup> - tél. 331-33-30), la Cité des Champs (38, rue Cuvier-des-Petits-Champs-1<sup>re</sup> - tél. 361-36-34) et la Cibolette (94, rue Saint-Honoré-1<sup>re</sup> - tél. 336-00-02) aux Halles, la Petite Cour (7, rue Mabilon-6<sup>e</sup> - tél. 336-52-26), le Mare Nostrum de Denis (que Michelin boude comme il boude sa première maison), le Pallard (38, bd des Italiens-9<sup>e</sup> - tél. 824-49-61), Julien (16, Faubourg Saint-Denis-10<sup>e</sup> - tél. 770-12-08), la Grenette du Saint Amour (209, bd Raspail-14<sup>e</sup> - tél. 336-50-81) prônée également par Michelin et l'Auto-Journal, cette unanimité m'inquiète ! le Café Français de l'hôtel P.L.M. Saint-Jacques on se demande pourquoi, la Barrière de Vaugirard on se le demande encore plus mais, en passant, notons que Michelin a inscrit la Barrière Poqueux alors qu'il refuse de mettre la première

des Barrières de Claude Vergé, la Barrière de Cléber, qui est incontestablement la seule valable tant pour la cuisine que pour l'accueil, Victor (31, bd Victor-18<sup>e</sup> - tél. 828-11-83), la Route du Beaujolais (17, rue de Lourmel-15<sup>e</sup> - tél. 579-31-63) une de mes découvertes et le champion de l'équation qualité = prix, Baumann et ses choucroutes, av. des Ternes, les Semardes (3, rue Stenlein-18<sup>e</sup> - tél. 806-37-05). J'en ai parlé ici à ses débuts disant qu'on était loin des moissons. Il semble que je me sois trompé.

Venons-en au challenge de l'Académie Kléber-Colombes, renforcée de mes confrères Jacques-Louis Delpey et Paul de Montaignac. Le thème en était

MICHELIN : soixante étoiles s'éteignent

COMME tous les hommes arrivés, Michelin a mis de l'eau dans son vin de la colère, et on lui reproche un conservatisme certain. Pourtant, si ses dix-sept « trois étoiles » ne changent pas, si seulement sont promus trois « deux étoiles » (Hostellerie Lenoir à Avillers-la-Forêt (08), la Gare à Digoin (71) et la Côte Saint Jacques à Joigny (88)), contre cinq « deux étoiles » rétrogradées (dont à Paris, et cela fera couler beaucoup d'encre, le Drouant-Gaillon), on peut reconnaître à l'ancêtre des guides quelque chose comme un bouleversement étoilé. Une quarantaine de nouveaux, mais aussi, disséminés dans toute la France (et même en Suisse, notamment le Bémur, de Genève, dont j'ai dit ici, il y a peu, la médiocrité effrayante), plus de soixante étoiles retirées.

J'ai entendu à la radio un responsable du guide en conclure qu'il y avait « baisse de la qualité culinaire ». Ne pourrait-on pas plutôt dire que depuis des lustres Michelin avait été, vis-à-vis de ses favoris, en proie au laxisme le plus inquiétant ? Enfin, voilà qui est réparé et voyons plutôt du côté des promus.

En province, je salue l'étoile du Grand Saint Pierre à Doullers (59) et celle du Yachtman de La Rochelle. En banlieue celles de la Belle Époque de Châteaufort, de la Poularde de Bondan, de la Toque Blanche des Mennais.

Et à Paris je salue l'étoile de la Brastière (54, rue Cardinet, 17<sup>e</sup>, tél. 824-40-37), où je fus dîner quelques jours plus tôt et sur

simple : les restaurants de cuisiniers et cuisinières conservateurs des traditions gourmandes des terroirs. Il semble que quelques académiciens n'aient rien compris, en votant, par exemple, pour l'Auberge de Noyes où la cuisine, pour être intéressante, n'est nullement typiquement provençale (comme chez Brun, à Marseille, par exemple !). Le classement a donc couronné justement André Daguin (le Mappotel de France, place de la Libération à Anchi, tél. 05-00-45). Mais il me plaît et m'enchantait que viennent ensuite deux cuisiniers : Léa Bidault (La Voûte, 11, place Gourju tél. 42.01.33, à Lyon) et Mme Benoit (le Soubise, à Soubise, tél. 99.31.18, près de Rochefort-sur-Mer).

Précisons que sur demande la direction du guide Kléber vous donnera des renseignements complets sur les maisons équipées pour les séminaires. C'est la mode !

laquelle je reviendrai, celle des Champs d'Or (22, rue du Champ-de-Mars, 7<sup>e</sup>, tél. 551-52-69) au décor neut et de bonne venue et à la cuisine intelligente (accords parfaits et études des poissons et des légumes).

Quant à celle du Ty Coz de la rue Saint-Georges (n° 35, tél. 878-32-53, 9<sup>e</sup>), elle peut étonner. Voilà une maison où la cuisine est la même depuis quinze ans, et Michelin la découvre seulement (elle ne figurait même pas au guide l'an dernier !).

Parmi les restaurants cités à Paris, du bon et du meilleur avec Gérard (4, rue du Mail, 2<sup>e</sup>, tél. 236-93-77), le Copenhague (142, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>, tél. 336-20-11), dont les gourmets savent qu'il est l'un des meilleurs, les basses de cuisine étrangère, chez tante Madeleine (11, rue Dupin, 6<sup>e</sup>, tél. 232-84-56), une de mes découvertes de 1974, une cuisine de femme inventive et subtile ; Julien (16, rue du Faubourg-Saint-Denis, 10<sup>e</sup>, tél. 770-12-08) au décor Belle Époque et au bon rapport qualité-prix ; Chez Baumann, enfin (84, avenue des Ternes, 17<sup>e</sup>, tél. 330-16-68), dont on peut regretter que le numéro de l'avenue ne soit pas même indiqué, non plus qu'il est le temple des choucroutes, ce qui alors ne veut plus rien dire.

En parcourant rapidement les arondissements, le gourmet parisien ne peut pas ne point s'étonner de voir, dans le 1<sup>er</sup>, que le Bistrot d'Hubert est oublié et que le Mercure Galant en est au même point qu'un vulgaire Del-

monico (c'est là que l'étoile de Drouant aurait du venir se poser, et, pendant qu'on y était, l'autre serait venue chez Hubert !). Dans le 4<sup>e</sup>, le Monde des Chénobres (rue Saint-Louis-en-Tile) est inconnu mais la Chamaille, voisine, figure, qui ne peut être comparée. Dans le 5<sup>e</sup>, le Petit Navire complèterait heureusement la rue des Fossés-Saint-Bernard. Dans le 7<sup>e</sup>, le Quai d'Orsay, cette maison où le rapport qualité-prix respecté n'empêche nullement la recherche du meilleur produit et la cuisine intelligente des légumes, reste inconnu pour les inspecteurs du guide. Dans le 15<sup>e</sup>, le Restaurant du Marché est oublié ; mais on a laissé passer le Mérimos, bien insignifiant.

Enfin, mais faut-il le répéter une année de plus : ni Pointraire, l'admirable cuisinier de la rue de Villiers, à Levallois (numéro 46, tél. : 797-44-77), ni Jacques Manière, avec son Pactole et son Dodin Bouffant (dont les viviers sont en train de révolutionner la présentation des fruits de mer au restaurant), ne sont au Michelin. Ils refusent du monde, néanmoins et heureusement. Cela fait un peu songer aux exclusives du M. de Charlys, sur la fin de sa vie. Personne n'en tenait plus compte. Mais la rançonne est vraiment mauvaise conseillère.

LA REYNIERE.  
F.-S. Deux maisons de champagne grandes marques sinon grand vin, ont, avec la permission du Kléber, envoyé, à tous les promus, un téligramme de félicitations. Publié, ça ne peut être que bien. Mais, surtout, on peut se demander comment elles ont pu laisser passer le Kléber ? Et le ou les journalistes qui se sont ainsi mis à leur service ont-ils bien eu l'idée de la promotion. C'est du moins l'opinion de M. Jean Bidet, directeur du Kléber, qui n'est jure de n'être pas « sursés » l'an prochain.

\* Guide Kléber 76, prix 39 F.  
\* Guide Michelin, 1976, prix 30 F.

MIETTES

● A champagne ersatz, prix assez... On a décerné un prix Sablani de l'Humour, l'autre midi. Personne n'a appelé le mot de Cumonsky pour tant bien d'actualité : « On ne champagneise que la Champagne ».

● Un très excellent ouvrage pour les chasseurs : « Chasses de tous jours », de R. Raynal (éditions de l'Orléans à Bordeaux). J'y relève ce classement du gibier par Noël de Fermeux, à la fin du siècle dernier : bécasse 19/20 — grive 18/20 — perdreau 17/20 — alouette et caille 17/20 — chevreuil 16/20 — sarcelle 16/20 — canard sauvage 15/20, etc. le garenne en sauce occupant la dernière place avec 10/20. Est-ce l'avis de tous ?

Rive gauche

**LE PETIT ZINC**  
FRUITS DE MER, POISSONS FRAIS, VINS DE FRANCE  
**LE FURSTENBERG**  
André FURSTENBERG et son fils « Roger FURSTENBERG » à la direction. 25, rue de Buci - Paris 6<sup>e</sup>  
**Le Müniche**  
HUITRES COQUILLES DÉLICATES  
25, rue de Buci - Paris 6<sup>e</sup>

Rive droite

**LELO**  
Son banc d'huitres  
770.13.59  
63, Rue du Fg. St. Denis F/D

**TERMINUS NORD**  
824.48.72

SON BANC D'HUITRES

23, rue de Dunkerque  
face Gare du Nord  
tous les jours

**Julien**  
16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10<sup>e</sup>  
Réservation 770 12 06  
tous les jours jusqu'à 1 h 30, fermé le dimanche

**CHEZ HONORÉ**  
DEJEUNERS, DINERS  
cuisine française  
1, rue du Roule - Tél. 330.32.00, 330.34.04

**Dessirier**  
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR  
9, place Pereire, Paris 17<sup>e</sup> - 754-74-14  
13, rue du 8-Mai-1945 (16<sup>e</sup>) - 236-94-56 et 94-51

**Anx armes de Colmar**  
SA CHOUCROUTE COLMARIAINE  
SON JARRET DE PORC FUMÉ  
SES PLATS DU JOUR, de 9 à 14 F

**ALLO ALMA 2000**  
**MARE NOSTRUM**  
LA NOUVELLE FORMULE DE DENIS  
DANS UN CADRE ÉLEGANT, UNE CUISINE ORIGINALE  
DEJEUNERS - DINERS - SOUPERS de 8 à 12 F  
SALONS POUR PETITES ET GRANDES RÉCEPTIONS  
128, rue La Boétie (Ch.-Élysées) - Park. 49, rue Ponthieu

GRAND VIN DE BORDEAUX  
CHATEAU DE BARBE BLANCHE  
LUSSAC SAINT-ÉMILION  
C. J. BARBE

**TROIS VINGT SOUS**  
LES PROVINCES DE FRANCE  
A LA CARTE  
et une des meilleures viandes de Paris dans un cadre très agréable  
72, r. des Gravilliers (2<sup>e</sup>) (P. dim.)  
Ndi et de 19 h à 24 h - 272-68-21

**A L'ÉTOILE**  
(Parting sans problème)  
11, av. de la Grande-Armée - 727-13-21  
TERRASSE COUVERTE AVEC  
VUE SUR ARC DE TRIOMPHE  
LE RUDE Jusqu'à minuit - MENU 25 F

**Un Restaurant à la hauteur.**  
Déjeunés, dîners, soupers, tous Paris à vos pieds, au "Ciel de Paris", le restaurant du 56<sup>e</sup> étage de la tour Montparnasse.  
Paris 14<sup>e</sup> - Tél. 538.52.35

**MARIUS et JANETTE**  
sera fermé  
du 21 au 29 mars inclus  
REOUVERTURE LE 30 MARS  
4, av. George-V - ELY. 71-78, BAL. 84-37  
**KIATOU**  
CHAMPAGNES & LONG DRINKS  
BORDEAUX GRANDS CRUS  
Maison fondée en 1924  
SIÈGE : 44, rue du Bac - 222-37-08  
SUCCESSION : 5, rue de la Bonifiance (angle Marbeuf) - Tél. : 225-79-36

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES

AUX ARMES DE COLMAR, 13, rue du 8-Mai-1945, 206-34-50  
F.L.O. 63, fg Saint-Denis, PRO. 13-39  
Jusq. 2 h. du mat. Fois gras frais.  
TERMINUS NORD, 23, rue de Dunkerque, 124-46-72 Choucroute spéciale : 12 F  
L'ALSACE AUX HALLES, 16, rue Coquillière (1<sup>re</sup>), 236-74-24  
CHEZ RANST, 2, place du 18-Juin-1940 (6<sup>e</sup>), 548-05-42  
AUBERGE DE RIQUERIE, 12, rue du Fg-Montmartre (9<sup>e</sup>), 770-82-38

AUVERGNATES

ARTOIS, ISIDORE ROUZEROL, 13, r. d'Artois, 8<sup>e</sup>, 235-01-10, P/dim.

BASQUES

TAVERNE BASQUE, 43, r. Ch.-Midi (9<sup>e</sup>), 222-31-07 Menu spécial Torro 33 F. Fermé lundi.

BRETONNES

LA COTRIADE, 5, rue de la Lune, 233-57-08 F. dim et dim. Fois gras de la Bretagne. On part jusqu'à 22 h 30  
CROIFERIE SAINT-ONNE, Repas, crêpes et galettes, 24, rue J.-J. Rousseau (1<sup>re</sup>), 206-50-01  
LES 2 TY COZ vous attendent : Jacqueline, 33, rue St-Georges (9<sup>e</sup>), 770-12-08 Fermé dim. et lundi  
Marie-Françoise, 333, rue de Vaugirard (15<sup>e</sup>), 828-42-89 Arrivages dir. de Bretagne.

CORSE

L'AJACCIESE, 3, r. Laugier (17<sup>e</sup>), 824-01-71. Ouv. 7e la nuit. F. dim.

FRANÇAISE TRADITIONNELLE

TABLE DU ROY, 10, cité d'Antin, 225-32-30 Cadre d'une buvette  
LE VAL COURCELLE, 907-32-23, Déj. d'aff. Récept. Séminaires dans cadre magnifique. MENU 35 F. +

carte. A 100 m station Courcelles près Giv'eur-Yvette. F. dim. soir et lundi soir.

LE CHATELAIN, 4, r. de l'Arcade-8<sup>e</sup>, 265-59-13 Jaz. Faisan aux fourneaux

ILE DE LA REUNION

ISLE BOUBON, 18, r. St-Sauv. 255-61-44. Rix cari. Bouillie Réunion. Fermé lundi.

LYONNAISES

LA FOUX, 2, r. Clément (9<sup>e</sup>). Fermé dim. 328-77-88. Alex aux fourneaux.

LANDAISES

LA CLEF DES CHAMPS, 261-36-34, 33, rue de Croix-des-Petits-Champs. Son poulet de canard. Out. Lij.

LE TROU GASCON, 40, rue Taine (13<sup>e</sup>), 344-94-25. Direct du terroir.

LORRAINES

LE BOCK LORRAIN, 27, bd Magenta, 208-17-28 Salons de 10 à 120 couverts

NORMANDES

MANOIR NORMAND, 77, bd Courcelles. CAR 28-97. F. dim. L'apéro 10h15. Jaz. de bois. Grilles.

RELAIS NORMAND, 32 bis, r. Ornel, 606-92-57. Menu 28 F. serv. compt.

SARLADAISES

LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 523-23-62. Cassoulet. 30 F. Coeff. 30 F.

TOULOUSAINES

AUX CAPITOULS, 10, r. Villebois-Mareuil, 380-25-44. Cassoulet 25 F.

TOURANGELLES

PETIT RICKE, 25, rue Le Peletier, 770-55-30. De 8 à 4 couverts.

COCHONNAISES

Une magnifique assemblée... 12 F. A LA COCHONNAISE, 21, r. Harp, (9<sup>e</sup>), 633-96-01. Cadre du 13<sup>e</sup> siècle.

GRILADES

LE WESTERN STEAK, 60, rue P.-Charron. Self de très grand stan-

dine où vous pouvez inviter votre P.-D.G. Menu à 22.80 F.T.C.

GIBIERS

LE PETIT CHAMP DE MARS, 11, rue Augereau (7<sup>e</sup>) - 551-03-81.

VEGETARIENNES

AQUARIUS, 54, r. Ste-Croix-Bretonne, 387-46-71. Menu 15 F. spéc. carte

CEUFS ET VOLAILLES

L'ORFÈVRE ET LA POULE - NOVOTEL, Porte de Bagnolet, 630-50-10 20 recettes d'œufs. Foisin au pot et volailles fermières. 55 F. vin, café et service compris.

FRUITS DE MER ET POISSONS

CANTIER, 72, av. de Suffren, 724-90-34. Réouvert. après 22h. d'œuf marin unique à Paris.

LE MURAT, 1-18. Murat, 288-32-17. Huitres, Coquilles, Poissons, Oignons.

P. FLEGAT (ex-Westphalie), 8, av. P.-Rochereau, ELY. 91-30. Nouveau cadre 1960.

LES 2 TY COZ vous attendent : Jacqueline, 33, rue St-Georges (9<sup>e</sup>), 770-12-08 Fermé dim et lundi

Marie-Françoise, 333, rue de Vaugirard (15<sup>e</sup>), 828-42-89 Arrivages dir. de Bretagne.

LA MERIE MICHEL, 2, r. Rempaquin, 324-59-30. Huitres blanches nantaises.

LE PADLARD, 38, bd des Italiens, 624-40-61. T.L.J. Huitres et poissons.

AUBERGE DU CLOU, 30, av. Trudaine, 578-22-68. Spécialités du Sud.

CHEZ MAURICE, 2, r. de Salomon, 190-91-30. PRO. 21-30. Depuis 45 ans. Sa bouillabaisse : 28 F.

LE NAPOLEON, G.P. Baumann, présente sa choucroute au poisson ainsi que ses spés. de mer. T.L.J. 27-09-30, 33, avenue de Friedland.

LA ROTONDE, 12, chaus. Montreuil, 358-30-48. Huit. Coquill. Fois.

BOUQUIN, 35, bd du Temple, 772-27-94. Par. J.-M. Neveu, chef cuis.

LA BONNE TABLE, 42, rue Frantz, 824-74-91. 12 spés. F. dim. d. Park.

DESSIRIER le spécialiste de l'Hubert, 9, pl. Pereire, 754-74-14. Coquillages et crustacés. Les préparations de poissons du jour.

ALGÉRIENNES

ALI BABA, 15, rue A.-Chadriès, 533-61-17. Couscous de 15 à 25 F.

ARMÉNIENNES

LA CAPADOCIE, 3, r. Marivaux-3<sup>e</sup>, 743-43-65. P./lundi. Chant. musique.

BRESILIENNES

GUY, 6, r. Mabilon (9<sup>e</sup>), 033-67-61. Maison fondée en 1970.

VIA BRASIL, 10, rue du Départ (15<sup>e</sup>), 338-66-01. Cuisine tropicale. Déjeuners. Dîners servis jusqu'à 1 h. du matin.

CHINOISES

FLOTOUE, 9, bd du Montparnasse, 553-61-15. Cuisine de Shanghai.

ESPAGNOLES

EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-32-97. - Jusqu'à 100 couverts.

INDIENNES

MARAJAR, 72, bd St-Germain, (9<sup>e</sup>), 033-36-07. Menu 18 et 28 F.

JAPONAISES

OSAKA, 183, r. St-Honoré, 280-66-01. Sushis, sashimi et Tempura.

LOUISIANAISES

LA LOUISIANE, 178, r. Montmartre, 238-59-58. Le seul typique New-Orleans.

MAROCAINES

AISSA FILS, 2, r. Ste-Benoît, 549-07-22. T.L.J. de Couscous. Fassila.

PORTUGAISES

RIKATEJO, P. Flegat, 20, F. menu 370-41-02. Dîners Spéc. Guir.

RUSSES

TARASS BOULBA, 14, r. Thiers, P. 236-27-28. Menu chant Menu 55. 65

SLAVES ET YIDDISH

JO GOLDENBERG, 7, r. d. Bogiera, 233-55-01. Spécialités slaves. T.L.J. adresses nouvelles. Jusqu. 2 h. mat.

TUNISIENNES

LE MALOUF, 9, rue de la Bastille, 272-33-46. Méchoui 21, Couscous 14, Paila 15. Brochettes 16. Dans un cadre élégant et confortable. Salons de 6 à 40 couverts.

VIETNAMIENNES

LE NEM, 67, rue Bannequin (17<sup>e</sup>), 768-54-41. Spéc. broch. Viet. Din. aux chandeliers.

ROSES DES PRES, 54, r. de Seine.

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

LE BOCK LORRAIN, 27, bd Magenta, 208-17-28 Spécialités lorraines.

HOTEL CLARIDGE, 74, Ch.-Élysées, 369-53-01. Banquets jusqu. 250 couv. Réceptions de 15 à 600 personnes.

EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-32-97 - Jusqu'à 100 couverts.

LES BAUSSEMAN-OPERA, 2, rue Talbott, 524-52-78 et 81-94. De 4 à 300 couverts.

LE RUDE, 11, av. Grande-Armée, 727-13-21. Salons jusqu'à 40 couverts.

SALON DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 225-44-30. Banquets 300 personnes. Cocktails 600 personnes.

R. FLEGAT (ex-Westphalie), 8, av. P.-Rochereau, ELY. 91-30. De 4 à 30 couverts.

RUC SAINT-LAZARE, 2, rue de la Pépinière 525-66-70. Huitres. Poissons. Sém. Salons 10 à 50 couverts.

LE COQ DE LA MAISON BLANCHE, 21, bd 3-Juin, 51-Oran, CXL. 61-23. Salons de 10 à 110 couverts.

LE MALOUF, 9, rue de la Bastille, 272-33-46. Planchers de 6 à 40 couv. Cadre élégant et confortable. Spécialités tunisiennes. Tous les jours.

Ouvert après Minuit

GUY, 6, rue Mabilon, ODE. 87-61. Brétilles, Feljouds, Churrascos.

FLO, 63, r. Faubourg-Saint-Denis, PRO. 13-39. Ferm

## Jardinage

# Les seigneurs du bulbe

C'EST le plus sérieusement du monde que le comédien Louis de Funès préside aux destinées de la Société française des amateurs de dahlias. Et l'on comprend que cette fleur à l'étrange destin — ne fut-elle pas initialement introduite et cultivée dans un but exclusivement alimentaire ? — puisse susciter une grande passion. Car, en moins de deux siècles, le dahlia, mis à la mode par l'impératrice Joséphine, a su se rendre indispensable au jardin où rien ne peut remplacer en fin d'été et à l'automne la gamme somptueuse de ses formes (pompons, cactus, à collettes, marguerites, à fleur de pivoine ou d'anémone...) et de ses couleurs.

Depuis quelques années, des travaux scientifiques très élaborés ont permis de donner un sang neuf au dahlia. Une sélection génétique sévère et des techniques de laboratoire souvent complexes lui ont apporté une meilleure résistance aux maladies et, surtout, aux virus qui lui voulaient une passion bien suspecte ; et le dahlia n'aime pas les virus qui marbrent son feuillage, lui donnent un aspect malin et diminuent grandement l'éclat de sa floraison. Aujourd'hui, les plants proposés aux jardiniers sont heureusement sains et particulièrement florifères.

Même si les gèles ne sont pas totalement passées, il est possible de mettre en évidence (on dit : « mettre en végétation ») les tubercules de dahlia. Il suffit d'une caissette remplie de terreau

légère ou de tourbe que l'on maintiendra humide et à exposition chaude et lumineuse. En quelques semaines, racines et jeunes pousses se développeront, et vers la mi-avril on pourra sans crainte planter en place au jardin. Car il est temps en cette seconde quinzaine de mars de penser au dahlia comme à toutes les fleurs qui naissent en été à partir de tubercules, cornues, bulbes ou oignons. Avec le dahlia, ceux grands seigneurs se partageant le maraîché : le glaïeul et le lis. Le premier est peut-être un peu délaissé par la mode actuelle, mais permet de créer dans les massifs de jolies taches de couleur, et c'est en outre une excellente fleur à couper. Quant au second, c'est incontestablement et sans jeu de mots une fleur pleine de noblesse, raffinée, aristocratique. Les variétés hybrides obtenues ces dernières années par le grand sélectionneur Jan van de Graaf ne peuvent que conforter ce jugement. Elles constituent des nouveautés remarquables tant pour leur élégance que pour leur facilité de culture et de résistance aux maladies.

### En signe de bienvenue

Une potée de lis dans un joli récipient de terre cuite garni de cinq ou sept bulbes est un décor plein de raffinement que l'on pourra placer en signe de bienvenue à l'intention des visiteurs de l'été devant le seuil de la maison. Il est même possible de choisir des variétés délicatement parfumées.

Que ce soit en pleine terre ou en pot, les lis aiment un lieu frais, sans humidité excessive (un bon drainage est capital), ensoleillé ou à ombre légère. La

plantation s'effectue à une profondeur de trois fois la grosseur du bulbe, sauf pour le lis blanc (*Lilium candidum*), qui ne demande qu'une couverture de terre de 3 à 5 centimètres.

À côté de ces trois bulbeuses, dont le nom est connu de tous les jardiniers, même néophytes, il existe plusieurs dizaines d'oligoneux à fleurs qui ont leur place au jardin. Un peu de curiosité et d'originalité n'ont jamais nui aux plates-bandes, seraient-elles même ordonnées avec une grande rigueur.

L'œuf d'âne, que l'on plantera fin avril, aime la chaleur et le soleil ; il porte en septembre, sur des tiges de 60 à 80 centimètres, un groupe de cinq à six fleurs blanches à cœur central pourpre. L'agapanthe, en ombelle, bleue ou blanche, est, en plein soleil, l'une des très belles fleurs de l'été ; elle fleurit par un lit de feuilles ou de paille, sa souche restera en place plusieurs années, donnant des floraisons toujours plus abondantes. Elle s'accommode à merveille de la plantation en bac. La *blettia* est une orchidée terrestre de culture très facile, qui donne en juin des hampes de 20 à 40 centimètres, portant six à dix fleurs roses aussi originales que décoratives. La *crinum* est un très gros bulbe qui produit, sur une tige de 1 mètre, une profusion de fleurs roses en juillet-août ; il aime (comme l'agapanthe) à laquelle il peut être associé) une exposition ensoleillée.

Le crocosmia, qui fleurit en fin d'été en épis de quinze à vingt grandes fleurs évasées de couleur orangé, se cultive comme le glaïeul. Le *gloriosa*, plante africaine, est une grimpante

dont les feuilles sont curieusement terminées par des vrilles s'enroulant à la manière des pois autour de fils et treillages ; sa fleur rouge ou orange est d'une grande beauté et peut faire penser à celles de certaines orchidées. L'*ilicoma* est une grande fleur blanche en ombelle, qui convient en pleine terre, comme en pot, où la variété *Pestalis* Zwanzburg donne des résultats spectaculaires. La *factaria* du Cap (*Gallanthus candidus*) a le grand avantage d'être parfumée ; sa hampe de fleurs blanches, qui peut atteindre 1 mètre, est fort décorative en juillet et août. La *néris* devrait être dans tous les jardins, car sa floraison rose en automne est pleine de délicatesse et semble un peu anachronique au milieu des bruyères et des familles mortes ; c'est en outre une fleur à couper d'une longévité exceptionnelle.

Pour terminer cette liste bien loin d'être exhaustive, mais qui, cependant, peut constituer un choix, citons encore la *cololra*, dont les ombelles de huit à dix fleurs corailées à étamines jaunes d'or ne risquent pas de passer inaperçues en fin d'été.

MICHELLE LAMONTAGNE.

### OU SE PROCURER

DES BULBES D'ÉTÉ ? Jacques Biant, 4850 Saint-Sébastien-d'Arnaud, tél. (01) 84-30-34 ; R. Chedanne, 185, rue de Létourneux, 45000 Angers, tél. (01) 87-37-03 ; J. de Quella, 4800 Orléans Cedex, tél. (33) 0-42-42 ; F. Despailles, 75, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris, tél. 023-23-86.

(Ces établissements sont devenus en quelques années les meilleurs spécialistes des bulbes et aussi des plantes originales ou peu communes.)

## Hippisme

# Le passé revient chez Boussac et s'en va chez l'Aga Khan

SI une arrivée faisait le printemps, M. Marcel Boussac pourrait croire revenu le plus beau temps de sa carrière : ses deux représentants, *Willas* et *Kano*, ont pris les deux premières places du prix Lagrange. Le premier nommé n'avait, jusque-là, couru qu'une fois, au mois de septembre, à Fontainebleau ; le second, gagnant notamment du Critérium de Saint-Cloud, s'était à plusieurs reprises mis en vedette au cours de la dernière campagne, à l'issue de laquelle les handicapeurs avaient classé cinquième de l'Optional. Avant la course, l'habitué entre les deux n'était pas permis : *Kano* devait dominer, de dix livres au moins, son coéquipier, ainsi d'ailleurs que tous les concurrents. Or, que vit-on ? *Willas* s'élançait en tête, s'y maintenant en dépit de toutes les attaques, *Kano*, d'abord imperturbable, s'élevait, à la fin, à vouloir l'y rejoindre et n'y parvenant pas, se contentait de le suivre. Au passage du poteau, une longueur séparait le modeste débutant de Fontainebleau de son capitaine. Celui-ci est-il moins bon qu'on pensait et celui-là meilleur ? Roger Poincaré, pour sa part, ne remet pas en cause la hiérarchie de l'écurie. Il explique que l'objectif majeur de *Kano* est le Derby d'Epsom, le 2 juin, alors que celui de *Willas* se situe en avril-mai, à Longchamp, avec les poules de produits. Tourné vers un horizon plus éloigné, le chef de file n'a pas, encore, selon l'entraîneur, atteint le niveau de préparation qui est d'ores et déjà celui de son second, d'où la provision supérieure de ce dernier.

Sous des attitudes parfois détachées, Roger Poincaré reste un merveilleux juge de chevaux. Jockey des meilleurs qui aient foulé les pistes pendant un quart de siècle, il incline plus souvent vers les verdicts sévères que vers l'indulgence. Par conséquent, s'il assure encore, après la défaite de *Kano*, que celui-ci est son cheval de Derby, il ne fait pas de doute que le vaincu est supérieur au vainqueur.

D'autres vainqueurs : *French Scandal*, *Twig* et *Wood Green* à Saint-Cloud ; *Porto Raft* et *Chaval de Rot* à Auteuil.

*French Scandal*, de l'écurie Parrish, dispose assez aisément d'un lot de débutants bien nés. Sa victoire, cependant, ne suffira pas à masquer le retentissant échec qu'est l'importation, en France, de son père *Jim French*. Ce jeune étalon, petit-fils de *Notor* et gagnant aux États-Unis de près de 400 000 dollars, était considéré, à son arrivée en France, en 1972, comme un possible sauveur de notre élevage. De grandes écuries, notamment celle de Daniel Wildenstein, lui réservèrent leurs meilleures poulinières. Pourtant, sur ses quelques vingt-cinq premiers fils ou filles, on ne compte encore que deux vainqueurs, *French Scandal* étant le second.

Longtemps éloigné des pistes par de sérieux ennuis à une jambe, *Twig* n'avait pas craint, lors de son retour, l'an passé, de s'attaquer aux meilleurs. Modeste sur ses ambitions, il les réalise aussitôt, en s'adjugeant le prix Lavardé.

### Les grandes heures de l'écurie

Négligeable en lui-même, *Wood Green*, vainqueur du prix Fiterari, souligne la forme de l'écurie Parrish. La première quinzaine de la saison de plat avait été une quinzaine Wildenstein ; la seconde porte la marque Parrish.

*Porto Raft* poursuit une carrière sans faille, mais non sans émotions (il a failli se laisser surprendre dans les trente derniers mètres par un retour fulgurant du tandem Agnès-Négrel), en empochant les 200 000 francs du prix Murat.

*Cheval de Rot* montre, dans le prix Quémener, qu'il peut justifier son nom. Mais qu'il ne s'avise pas de changer d'aide de camp, le façon dont André Fabre lui a fait gagner la bataille, restant de maître jusqu'à l'assaut final, a été admirable. Depuis la grande purge du prix Bride-Abattue, le niveau des jockeys d'Auteuil a beaucoup baissé. Voilà au moins un nom relativement nouveau, André Fabre, à accoler à ceux de Négrel, Giffroy (actuellement blessé) et à deux ou trois autres, pour assurer un rétablissement.

Pas de rétablissement du côté de la caisse : le montant des jeux a encore été, dimanche passé, inférieur de 10 % à celui du jour correspondant de 1974. Conséquence attristante de la crise : la Société des steeple enlève de vendre son hôtel particulier du faubourg Saint-Honoré (avec jardin donnant rue d'Artois). Une première estimation est de l'ordre de 50 millions de francs, correspondant aux travaux de réfection des tribunes entrepris à Auteuil. L'hôtel avait été construit, vers 1880, par le marquis de Juigné, qui venait d'épouser une Schneider. A l'époque, la terreur des grandes familles était que les héritiers ne dilapidassent le patrimoine aux courses. Un siècle plus tard, le destin s'accomplit : l'hôtel va être sacrifié à l'hippodrome. Par la Société des steeple, dont c'est en quelque sorte la vocation, il est vrai.

Un ami est parti : Robert Muller, qui, depuis trente ans, veillait sur l'élevage des Aga Khan. Depuis longtemps en très mauvaises santé, il retrouvait des enthousiasmes de jeune homme quand il s'agissait d'évoquer le souvenir des *Charlottesville*, *Bienheim*, *Bahran*, celui, surtout, de *Mumtaz Mahal*, la « fêlée grise », lointaine fondatrice de la dynastie (hippique) des Aga Khan. Il était le survivant des grandes heures de gloire de l'écurie, celle du temps du grand-père et du père de l'actuel Aga Khan. Une page qui était déjà tournée sur les pistes, l'est aussi, définitivement, chez les hommes.

LOUIS DENIEL.

## Philatélie

N° 1425

FRANCE : « Château de Malmaison ». Pour la série touristique 1976 la première figure postale sera dédiée au château de Malmaison ; elle sera en vente générale le 12 avril.



3 F. brun, bleu, lilas et vert. Dessin et gravure de Michel Monvoisin. Impression taille-douce : Atelier du timbre de France. Vente anticipée : — Les 18 et 19 avril, de 8 h. à 12 h., par le bureau de poste temporaire installé à l'adresse suivante : Arts-Malmaison, 7, rue Nollet à Paris-Malmaison. — Obligation « premier jour ». — Le 10 avril, de 8 h. à 12 h., au bureau de poste de Bueil-Malmaison. Boîte aux lettres spéciale pour l'obliteration « premier jour ».

NOUVELLE-CALÉDONIE : « Concorde ».

Le premier vol commercial de la Concorde a été également souligné par l'émission d'un timbre à poste aérienne.



147 F. C.F.P. bleu et rouge. Dessin et gravure de Claude Andreolli. Impression taille-douce : Ateliers du Timbre de France.

POLYNÉSIE : « Concorde ».

« Paris-1976 », avec Concorde, fut marqué par l'émission d'un timbre à poste aérienne.



100 F. C.F.P. bleu et rouge. Dessin de Paul Lengellé, gravé par Georges Bittens. Impression taille-douce : Ateliers du Timbre de France.

WALLIS ET FUTUNA : « Concorde ».

A l'occasion de l'inauguration du premier vol commercial de Concorde Paris-Batavia-Rio-Batavia-Paris, un timbre à poste aérienne commémoratif a été émis.



250 F. C.F.P. bleu et rouge. La maquette a été réalisée par Paul Lengellé. Pour l'impression en taille-douce, la gravure est de Jacques Combel.

Le timbre a été imprimé dans les Ateliers du timbre de France.

● A PARIS, nos lecteurs philatélistes, en visitant le Salon des indépendants au Grand Palais, découvriront quelques œuvres exposées par Pierre Lambert, artiste et miniaturiste, auteur de quelques huit cents timbres-poste. Ouvert jusqu'au 27 avril.

ADALBERT VITALIOS.

## Jeux

N° 650

### Echecs

# PAS DE TEMPS A PERDRE

Tournoi des Hoogoven, Wilk aan Zee, 1976. Blancs : J. Smeets. Noirs : H. BOEM. Défense ouest-indienne.

1. d4 Cf3 2. e4 e6 3. Cf3 b6 4. d5 Cf6 5. Cg3 Cf8 6. f3 Cf7 7. Cg5 Cf6 8. Cg3 Cf7 9. Cg5 Cf6 10. Cg3 Cf7 11. Cg5 Cf6 12. Cg3 Cf7 13. Cg5 Cf6 14. Cg3 Cf7 15. Cg5 Cf6 16. Cg3 Cf7 17. Cg5 Cf6 18. Cg3 Cf7 19. Cg5 Cf6 20. Cg3 Cf7 21. Cg5 Cf6 22. Cg3 Cf7 23. Cg5 Cf6 24. Cg3 Cf7 25. Cg5 Cf6 26. Cg3 Cf7 27. Cg5 Cf6 28. Cg3 Cf7 29. Cg5 Cf6 30. Cg3 Cf7 31. Cg5 Cf6 32. Cg3 Cf7 33. Cg5 Cf6 34. Cg3 Cf7 35. Cg5 Cf6 36. Cg3 Cf7 37. Cg5 Cf6 38. Cg3 Cf7 39. Cg5 Cf6 40. Cg3 Cf7 41. Cg5 Cf6 42. Cg3 Cf7 43. Cg5 Cf6 44. Cg3 Cf7 45. Cg5 Cf6 46. Cg3 Cf7 47. Cg5 Cf6 48. Cg3 Cf7 49. Cg5 Cf6 50. Cg3 Cf7 51. Cg5 Cf6 52. Cg3 Cf7 53. Cg5 Cf6 54. Cg3 Cf7 55. Cg5 Cf6 56. Cg3 Cf7 57. Cg5 Cf6 58. Cg3 Cf7 59. Cg5 Cf6 60. Cg3 Cf7 61. Cg5 Cf6 62. Cg3 Cf7 63. Cg5 Cf6 64. Cg3 Cf7 65. Cg5 Cf6 66. Cg3 Cf7 67. Cg5 Cf6 68. Cg3 Cf7 69. Cg5 Cf6 70. Cg3 Cf7 71. Cg5 Cf6 72. Cg3 Cf7 73. Cg5 Cf6 74. Cg3 Cf7 75. Cg5 Cf6 76. Cg3 Cf7 77. Cg5 Cf6 78. Cg3 Cf7 79. Cg5 Cf6 80. Cg3 Cf7 81. Cg5 Cf6 82. Cg3 Cf7 83. Cg5 Cf6 84. Cg3 Cf7 85. Cg5 Cf6 86. Cg3 Cf7 87. Cg5 Cf6 88. Cg3 Cf7 89. Cg5 Cf6 90. Cg3 Cf7 91. Cg5 Cf6 92. Cg3 Cf7 93. Cg5 Cf6 94. Cg3 Cf7 95. Cg5 Cf6 96. Cg3 Cf7 97. Cg5 Cf6 98. Cg3 Cf7 99. Cg5 Cf6 100. Cg3 Cf7 101. Cg5 Cf6 102. Cg3 Cf7 103. Cg5 Cf6 104. Cg3 Cf7 105. Cg5 Cf6 106. Cg3 Cf7 107. Cg5 Cf6 108. Cg3 Cf7 109. Cg5 Cf6 110. Cg3 Cf7 111. Cg5 Cf6 112. Cg3 Cf7 113. Cg5 Cf6 114. Cg3 Cf7 115. Cg5 Cf6 116. Cg3 Cf7 117. Cg5 Cf6 118. Cg3 Cf7 119. Cg5 Cf6 120. Cg3 Cf7 121. Cg5 Cf6 122. Cg3 Cf7 123. Cg5 Cf6 124. Cg3 Cf7 125. Cg5 Cf6 126. Cg3 Cf7 127. Cg5 Cf6 128. Cg3 Cf7 129. Cg5 Cf6 130. Cg3 Cf7 131. Cg5 Cf6 132. Cg3 Cf7 133. Cg5 Cf6 134. Cg3 Cf7 135. Cg5 Cf6 136. Cg3 Cf7 137. Cg5 Cf6 138. Cg3 Cf7 139. Cg5 Cf6 140. Cg3 Cf7 141. Cg5 Cf6 142. Cg3 Cf7 143. Cg5 Cf6 144. Cg3 Cf7 145. Cg5 Cf6 146. Cg3 Cf7 147. Cg5 Cf6 148. Cg3 Cf7 149. Cg5 Cf6 150. Cg3 Cf7 151. Cg5 Cf6 152. Cg3 Cf7 153. Cg5 Cf6 154. Cg3 Cf7 155. Cg5 Cf6 156. Cg3 Cf7 157. Cg5 Cf6 158. Cg3 Cf7 159. Cg5 Cf6 160. Cg3 Cf7 161. Cg5 Cf6 162. Cg3 Cf7 163. Cg5 Cf6 164. Cg3 Cf7 165. Cg5 Cf6 166. Cg3 Cf7 167. Cg5 Cf6 168. Cg3 Cf7 169. Cg5 Cf6 170. Cg3 Cf7 171. Cg5 Cf6 172. Cg3 Cf7 173. Cg5 Cf6 174. Cg3 Cf7 175. Cg5 Cf6 176. Cg3 Cf7 177. Cg5 Cf6 178. Cg3 Cf7 179. Cg5 Cf6 180. Cg3 Cf7 181. Cg5 Cf6 182. Cg3 Cf7 183. Cg5 Cf6 184. Cg3 Cf7 185. Cg5 Cf6 186. Cg3 Cf7 187. Cg5 Cf6 188. Cg3 Cf7 189. Cg5 Cf6 190. Cg3 Cf7 191. Cg5 Cf6 192. Cg3 Cf7 193. Cg5 Cf6 194. Cg3 Cf7 195. Cg5 Cf6 196. Cg3 Cf7 197. Cg5 Cf6 198. Cg3 Cf7 199. Cg5 Cf6 200. Cg3 Cf7 201. Cg5 Cf6 202. Cg3 Cf7 203. Cg5 Cf6 204. Cg3 Cf7 205. Cg5 Cf6 206. Cg3 Cf7 207. Cg5 Cf6 208. Cg3 Cf7 209. Cg5 Cf6 210. Cg3 Cf7 211. Cg5 Cf6 212. Cg3 Cf7 213. Cg5 Cf6 214. Cg3 Cf7 215. Cg5 Cf6 216. Cg3 Cf7 217. Cg5 Cf6 218. Cg3 Cf7 219. Cg5 Cf6 220. Cg3 Cf7 221. Cg5 Cf6 222. Cg3 Cf7 223. Cg5 Cf6 224. Cg3 Cf7 225. Cg5 Cf6 226. Cg3 Cf7 227. Cg5 Cf6 228. Cg3 Cf7 229. Cg5 Cf6 230. Cg3 Cf7 231. Cg5 Cf6 232. Cg3 Cf7 233. Cg5 Cf6 234. Cg3 Cf7 235. Cg5 Cf6 236. Cg3 Cf7 237. Cg5 Cf6 238. Cg3 Cf7 239. Cg5 Cf6 240. Cg3 Cf7 241. Cg5 Cf6 242. Cg3 Cf7 243. Cg5 Cf6 244. Cg3 Cf7 245. Cg5 Cf6 246. Cg3 Cf7 247. Cg5 Cf6 248. Cg3 Cf7 249. Cg5 Cf6 250. Cg3 Cf7 251. Cg5 Cf6 252. Cg3 Cf7 253. Cg5 Cf6 254. Cg3 Cf7 255. Cg5 Cf6 256. Cg3 Cf7 257. Cg5 Cf6 258. Cg3 Cf7 259. Cg5 Cf6 260. Cg3 Cf7 261. Cg5 Cf6 262. Cg3 Cf7 263. Cg5 Cf6 264. Cg3 Cf7 265. Cg5 Cf6 266. Cg3 Cf7 267. Cg5 Cf6 268. Cg3 Cf7 269. Cg5 Cf6 270. Cg3 Cf7 271. Cg5 Cf6 272. Cg3 Cf7 273. Cg5 Cf6 274. Cg3 Cf7 275. Cg5 Cf6 276. Cg3 Cf7 277. Cg5 Cf6 278. Cg3 Cf7 279. Cg5 Cf6 280. Cg3 Cf7 281. Cg5 Cf6 282. Cg3 Cf7 283. Cg5 Cf6 284. Cg3 Cf7 285. Cg5 Cf6 286. Cg3 Cf7 287. Cg5 Cf6 288. Cg3 Cf7 289. Cg5 Cf6 290. Cg3 Cf7 291. Cg5 Cf6 292. Cg3 Cf7 293. Cg5 Cf6 294. Cg3 Cf7 295. Cg5 Cf6 296. Cg3 Cf7 297. Cg5 Cf6 298. Cg3 Cf7 299. Cg5 Cf6 300. Cg3 Cf7 301. Cg5 Cf6 302. Cg3 Cf7 303. Cg5 Cf6 304. Cg3 Cf7 305. Cg5 Cf6 306. Cg3 Cf7 307. Cg5 Cf6 308. Cg3 Cf7 309. Cg5 Cf6 310. Cg3 Cf7 311. Cg5 Cf6 312. Cg3 Cf7 313. Cg5 Cf6 314. Cg3 Cf7 315. Cg5 Cf6 316. Cg3 Cf7 317. Cg5 Cf6 318. Cg3 Cf7 319. Cg5 Cf6 320. Cg3 Cf7 321. Cg5 Cf6 322. Cg3 Cf7 323. Cg5 Cf6 324. Cg3 Cf7 325. Cg5 Cf6 326. Cg3 Cf7 327. Cg5 Cf6 328. Cg3 Cf7 329. Cg5 Cf6 330. Cg3 Cf7 331. Cg5 Cf6 332. Cg3 Cf7 333. Cg5 Cf6 334. Cg3 Cf7 335. Cg5 Cf6 336. Cg3 Cf7 337. Cg5 Cf6 338. Cg3 Cf7 339. Cg5 Cf6 340. Cg3 Cf7 341. Cg5 Cf6 342. Cg3 Cf7 343. Cg5 Cf6 344. Cg3 Cf7 345. Cg5 Cf6 346. Cg3 Cf7 347. Cg5 Cf6 348. Cg3 Cf7 349. Cg5 Cf6 350. Cg3 Cf7 351. Cg5 Cf6 352. Cg3 Cf7 353. Cg5 Cf6 354. Cg3 Cf7 355. Cg5 Cf6 356. Cg3 Cf7 357. Cg5 Cf6 358. Cg3 Cf7 359. Cg5 Cf6 360. Cg3 Cf7 361. Cg5 Cf6 362. Cg3 Cf7 363. Cg5 Cf6 364. Cg3 Cf7 365. Cg5 Cf6 366. Cg3 Cf7 367. Cg5 Cf6 368. Cg3 Cf7 369. Cg5 Cf6 370. Cg3 Cf7 371. Cg5 Cf6 372. Cg3 Cf7 373. Cg5 Cf6 374. Cg3 Cf7 375. Cg5 Cf6 376. Cg3 Cf7 377. Cg5 Cf6 378. Cg3 Cf7 379. Cg5 Cf6 380. Cg3 Cf7 381. Cg5 Cf6 382. Cg3 Cf7 383. Cg5 Cf6 384. Cg3 Cf7 385. Cg5 Cf6 386. Cg3 Cf7 387. Cg5 Cf6 388. Cg3 Cf7 389. Cg5 Cf6 390. Cg3 Cf7 391. Cg5 Cf6 392. Cg3 Cf7 393. Cg5 Cf6 394. Cg3 Cf7 395. Cg5 Cf6 396. Cg3 Cf7 397. Cg5 Cf6 398. Cg3 Cf7 399. Cg5 Cf6 400. Cg3 Cf7 401. Cg5 Cf6 402. Cg3 Cf7 403. Cg5 Cf6 404. Cg3 Cf7 405. Cg5 Cf6 406. Cg3 Cf7 407. Cg5 Cf6 408. Cg3 Cf7 409. Cg5 Cf6 410. Cg3 Cf7 411. Cg5 Cf6 412. Cg3 Cf7 413. Cg5 Cf6 414. Cg3 Cf7 415. Cg5 Cf6 416. Cg3 Cf7 417. Cg5 Cf6 418. Cg3 Cf7 419. Cg5 Cf6 420. Cg3 Cf7 421. Cg5 Cf6 422. Cg3 Cf7 423. Cg5 Cf6 424. Cg3 Cf7 425. Cg5 Cf6 426. Cg3 Cf7 427. Cg5 Cf6 428. Cg3 Cf7 429. Cg5 Cf6 430. Cg3 Cf7 431. Cg5 Cf6 432. Cg3 Cf7 433. Cg5 Cf6 434. Cg3 Cf7 435. Cg5 Cf6 436. Cg3 Cf7 437. Cg5 Cf6 438. Cg3 Cf7 439. Cg5 Cf6 440. Cg3 Cf7 441. Cg5 Cf6 442. Cg3 Cf7 443. Cg5 Cf6 444. Cg3 Cf7 445. Cg5 Cf6 446. Cg3 Cf7 447. Cg5 Cf6 448. Cg3 Cf7 449. Cg5 Cf6 450. Cg3 Cf7 451. Cg5 Cf6 452. Cg3 Cf7 453. Cg5 Cf6 454. Cg3 Cf7 455. Cg5 Cf6 456. Cg3 Cf7 457. Cg5 Cf6 458. Cg3 Cf7 459. Cg5 Cf6 460. Cg3 Cf7 461. Cg5 Cf6 462. Cg3 Cf7 463. Cg5 Cf6 464. Cg3 Cf7 465. Cg5 Cf6 466. Cg3 Cf7 467. Cg5 Cf6 468. Cg3 Cf7 469. Cg5 Cf6 470. Cg3 Cf7 471. Cg5 Cf6 472. Cg3 Cf7 473. Cg5 Cf6 474. Cg3 Cf7 475. Cg5 Cf6 476. Cg3 Cf7 477. Cg5 Cf6 478. Cg3 Cf7 479. Cg5 Cf6 480. Cg3 Cf7 481. Cg5 Cf6 482. Cg3 Cf7 483. Cg5 Cf6 484. Cg3 Cf7 485. Cg5 Cf6 486. Cg3 Cf7 487. Cg5 Cf6 488. Cg3 Cf7 489. Cg5 Cf6 490. Cg3 Cf7 491. Cg5 Cf6 492. Cg3 Cf7 493. Cg5 Cf6 494. Cg3 Cf7 495. Cg5 Cf6 496. Cg3 Cf7 497. Cg5 Cf6 498. Cg3 Cf7 499. Cg5 Cf6 500. Cg3 Cf7 501. Cg5 Cf6 502. Cg3 Cf7 503. Cg5 Cf6 504. Cg3 Cf7 505. Cg5 Cf6 506. Cg3 Cf7 507. Cg5 Cf6 508. Cg3 Cf7 509. Cg5 Cf6 510. Cg3 Cf7 511. Cg5 Cf6 512. Cg3 Cf7 513. Cg5 Cf6 514. Cg3 Cf7 515. Cg5 Cf6 516. Cg3 Cf7 517. Cg5 Cf6 518. Cg3 Cf7 519. Cg5 Cf6 520. Cg3 Cf7 521. Cg5 Cf6 522. Cg3 Cf7 523. Cg5 Cf6 524. Cg3 Cf7 525. Cg5 Cf6 526. Cg3 Cf7 527. Cg5 Cf6 528. Cg3 Cf7 529. Cg5 Cf6 530. Cg3 Cf7 531. Cg5 Cf6 532. Cg3 Cf7 533. Cg5 Cf6 534. Cg3 Cf7 535. Cg5 Cf6 536. Cg3 Cf7 537. Cg5 Cf6 538. Cg3 Cf7 539. Cg5 Cf6 540. Cg3 Cf7 541. Cg5 Cf6 542. Cg3 Cf7 543. Cg5 Cf6 544. Cg3 Cf7 545. Cg5 Cf6 546. Cg3 Cf7 547. Cg5 Cf6 548. Cg3 Cf7 549. Cg5 Cf6 550. Cg3 Cf7 551. Cg5 Cf6 552. Cg3 Cf7 553. Cg5 Cf6 554. Cg3 Cf7 555. Cg5 Cf6 556. Cg3 Cf7 557. Cg5 Cf6 558. Cg3 Cf7 559. Cg5 Cf6 560. Cg3 Cf7 561. Cg5 Cf6 562. Cg3 Cf7 563. Cg5 Cf6 564. Cg3 Cf7 565. Cg5 Cf6 566. Cg3 Cf7 567. Cg5 Cf6 568. Cg3 Cf7 569. Cg5 Cf6 570. Cg3 Cf7 571. Cg5 Cf6 572. Cg3 Cf7 573. Cg5 Cf6 574. Cg3 Cf7 575. Cg5 Cf6 576. Cg3 Cf7 577. Cg5 Cf6 578. Cg3 Cf7 579. Cg5 Cf6 580. Cg3 Cf7 581. Cg5 Cf6 582. Cg3 Cf7 583. Cg5 Cf6 584. Cg3 Cf7 585. Cg5 Cf6 586. Cg3 Cf7 587. Cg5 Cf6 588. Cg3 Cf7 589. Cg5 Cf6 590. Cg3 Cf7 591. Cg5 Cf6 592. Cg3 Cf7 593. Cg5 Cf6 594. Cg3 Cf7 595. Cg5 Cf6 596. Cg3 Cf7 597. Cg5 Cf6 598. Cg3 Cf7 599. Cg5 Cf6 600. Cg3 Cf7 601. Cg5 Cf6 602. Cg3 Cf7 603. Cg5 Cf6 604. Cg3 Cf7 605. Cg5 Cf6 606. Cg3 Cf7 607. Cg5 Cf6 608. Cg3 Cf7 609. Cg5 Cf6 610. Cg3 Cf7 611. Cg5 Cf6 612. Cg3 Cf7 613. Cg5 Cf6 614. Cg3 Cf7 615. Cg5 Cf6 616. Cg3 Cf7 617. Cg5 Cf6 618. Cg3 Cf7 619. Cg5 Cf6 620. Cg3 Cf7 621. Cg5 Cf6 622. Cg3 Cf7 623. Cg5 Cf6 624. Cg3 Cf7 625. Cg5 Cf6 626. Cg3 Cf7 627. Cg5 Cf6 628. Cg3 Cf7 629. Cg5 Cf6 630. Cg3 Cf7 631. Cg5 Cf6 632. Cg3 Cf7 633. Cg5 Cf6 634. Cg3 Cf7 635. Cg5 Cf6 636. Cg3 Cf7 637. Cg5



Mode



LA PRINTEMPS : imperméable à col officier et manches montées bas, à revers en coton et tégale, rouge, beige ou marine (235 F). Il est porté ici sur une jupe de toile droite à poches en diagonale (150 F), un tricot de coton rayé rouge et blanc (50 F) et des accessoires blancs ou rouges.

DANS LA CORBEILLE DU PRINTEMPS

« A L'ÉCOLE France » résume, pour cette saison, les thèmes de couleurs mis en vedette au cours de la présentation aux clientes titulaires d'un compte particulier (le plus souvent sous forme de « crédit tournant ») aux magasins du Printemps. Quarante-cinq modèles ont été sélectionnés par de petits industriels sous la direction de Line Arfan, styliste de prêt-à-porter du groupe, qui compte des filiales dans les centres commerciaux de la périphérie parisienne.

Les modèles, dont les tailles s'échelonnent du 38 au 44-46, sont seyants et faciles à porter. Tout y est coordonné en bleu, blanc, rouge uni ou rayé, les blouses de velours, les vestes de tricot, les chemisiers et les marinières, les jupes ou les pantalons (de 59 à 150 F) ; les tailleurs de flanelle à rayures ternies, gilets et jupes droites s'attachent en bleu et bleu (495 F).

Les harmonies vives pour le jour alternent en fin de journée avec des tenues noires et blanches, souvent traitées en « négatif-positif », surtout en robes assez droites à manches couvrant le haut du bras (de 180 F à 250 F).

Enfin, toute une série d'imperméables, cabans, vestes molles

Marchons sous la pluie...

LES types de vêtements de pluie varient avec le renouveau des tissus enduits et des synthétiques poidis plume à des prix qui permettent toutes sortes de fantaisies. Ainsi la styliste Agnès B. vient-elle de créer pour Pierre d'Alby une série de blousons et de salopettes en vinyle noir ou gris (280 F et 170 F) à la boutique Agnès B., 3, rue du Four, 75006 Paris. Misoni habille les femmes de la tête aux pieds en chemise de coton enduit finement, rayé noir, gris et violet, sur un pantalon assorti resserré par un lien à la cheville, éléments d'un « tout » qui complètent un parapluie et un sac à bandoulière à petites fleurs (600 F l'ensemble, 79, rue de Rennes).

Les matières brillantes en synthétiques enduits et légers se retrouvent partout à Paris. Franck et Fils (90, avenue Paul-Doumer) les montre en chemises amples, ceinturées ou non, à empiècements plats, aux épaules confortables, avec parfois une ligne plus fuselée à partir de la taille, mais sans excès. Ces imperméables sont surtout vendus en unis dans les couleurs nationales, et parfois en rayés, à partir de 250 F. Et une sélection de Burberrys et d'Aquascutum en popeline de coton ou en fine gabardine de laine apporte une note sportive. Enfin, Roga, spécialiste des imperméables habillés, les salue en taffetas forgall amples, à manches raglan et pli creux dans le dos, plus droits en satins

rayés bleu et blanc ou en sole d'opium noir ou rouge, destinées aux robes de mariées (du 38 au 50, autour de 795 F, selon le modèle). Les parapluies sport créés par Catherine Chaillet pour Negrat-Autun sont en coton, assez grands et bordés de motifs stylisés auto-moto à moins qu'ils ne se couvrent de parterres fleuris vifs ou de tons pastels. Chez Sauvagnat, le « D. Clic » télescopique est complètement automatique. À grands motifs fleuris ou écossais (à partir de 110 F dans les grands magasins et chez les maroquiniers.) N. M.-S.

Au masculin

L'INTERÊT porté par les couturiers à la mode masculine se traduit — nous l'avons déjà laissé entendre — dans les faits en ce début de saison par des ouvertures ou des transformations de boutiques consacrées à l'homme élégant. Le « 19 » avenue Matignon est devenu un véritable « complexe » de mode et de détente, en réunissant sous un même toit les frères Renoma et le coiffeur Desjosses, à l'angle de la rue Rabelais. Au rez-de-chaussée, trois grandes pièces, au décor bien art déco, regroupent le prêt-à-porter, les tricotés, les chemises et les accessoires ainsi que les bagages... pour emporter ses achats. Les prix des costumes oscillent entre 1 200 F en prêt-à-porter et 3 500 F en sur-mesure. Au premier étage, le service complet de soins va du sauna à la coiffure (à partir de 50 F, le brossage-coupe), sans oublier les massages faciaux et du cuir chevelu.

La clientèle ? Celle des anciens de Jeanson de Sailly qui s'habillaient dans les années 60 chez « White House », première étape des frères Renoma, qui ont gardé d'ailleurs leur point de vente de la rue de la Pompe pour les vêtements « junior ». Pierre Balmain s'installe en force dans la prestigieuse rue Saint-Honoré. Après l'inauguration de sa très belle boutique féminine au 227, à la fin de l'année dernière, le voici maintenant à l'angle de la rue Cambon, où il propose aux hommes le style luxueusement sportif qui est le sien. Il leur donne le choix ici entre des robes de chambre de cachemire, des pyjamas de soie naturelle ou des chemises en crêpe de Chine, et toute une garde-robe ordonnée de jour et de loisir : blousons d'agneau imprimés, des chemises, des tricotés et des pantalons. Et quelques quatre mille cravates qui s'harmonisent avec une variété infinie de chemises. Et même temps, au carrefour Richelieu-Drouot, nous assistons à une expérience originale avec les « Boutiques pour Lui », où cohabitent les gammes Christian Dior - Monsieur, Guy Doreuil, Yves Saint-Laurent, Francesco Smalto ainsi que les imperméables Burberrys. Là aussi, tout est réuni pour qu'un homme puisse choisir de la cravate aux chaussettes le style qui lui convient. Les prix oscillent entre 850 F, l'ensemble de sport, et 1 500 F, le costume habillé.

Maison

Lits en l'air

SYMBOLE de fantaisie au soleil, le hamac transporté dans la maison étudiante prolonge l'illusion d'un dépaysement exotique fait de ciel bleu et de palmiers. « Le Monde sauvage » propose actuellement cette autre interprétation du hamac : une nacelle à installer chez soi, pour tenir lieu de siège de repos ou de canapé suspendu. Dans un contexte de meubles en bambou, de plantes vertes et de vanneries, le hamac dépose en un instant le chaotisme de ses coteries. S'il suit se faire tout petit une fois replié, un hamac a besoin d'espace pour qu'on s'y berce à loisir. Dans un séjour peu meublé, il peut s'installer entre deux piliers, se fixer sur deux murs par des crochets, s'accrocher à une poutre. Si aucune fixation n'est possible, on peut encore le suspendre à un porte-hamac en tube d'acier (250 francs), pratique mais assez encombrant. Dans cette boutique, les hamacs viennent de Cuba, des Philippines et du Brésil, et leurs prix vont de 50 à 250 francs. Ils sont en filat : satin ou de coton, pour les plus simples, et en coton tissé à la main, blanc, écru, de couleur unie ou écossais. \* Le Monde sauvage, 88, rue Saint-Denis, 75001 Paris (expédition en province).

Une armoire dans la boîte aux lettres

LES ventes par correspondance ne représentent, en général, en France qu'une part très faible du chiffre d'affaires du commerce de détail. Cependant, la parution deux fois l'an de catalogues très bien illustrés suscite de l'intérêt aussi bien pour la mode que pour l'équipement de la maison. En ce qui concerne le mobilier, la vente par correspondance se heurte à un négocier largement représenté par des magasins en ville et des « grandes surfaces » à la périphérie des agglomérations. Toutefois, avec un style contemporain adapté aux goûts (et au budget) des jeunes ménages, et un système de livraison en aménagement, les ventes de meubles sur catalogue progressent. A cette époque de l'année, on y songe aussi pour équiper les maisons de campagne, et bientôt celles des vacances, en lits, grandes tables et meubles de jardin.

Connaître ses clients

Parmi les grands de la vente par correspondance, trois noms se détachent : La Redoute, en tête, suivie des Trois Suisses puis de Coop. Si les deux premiers ont une clientèle assez semblable (citadins, cadres moyens, etc.), le troisième pratique une formule de vente un peu différente. A La Redoute, l'organisation et la gestion d'un « client » permettent de savoir de façon précise qui achète quoi. Ce qui facilite les prévisions d'achats pour les catalogues suivants. Pour le mobilier, les acheteurs de cette société mettent au point avec les fabricants des modèles correspondant aux goûts des clients, dans une gamme de prix moyens. Actuellement, ce sont les meubles en bois clair qui sont les plus demandés, tant pour l'aménagement de jeunes ménages que pour l'équipement de résidences secondaires.

Aux Trois Suisses, s'il n'existe pas de fichier, une enquête récente a permis de cerner une clientèle de cadres moyens, de vingt-cinq à quarante-cinq ans, habitant principalement la région parisienne, l'Est et la région Rhône-Alpes. Une particularité : un catalogue spécial, « Collection maison » (en plus du catalogue général, comportant déjà du mobilier), paraît chaque année en septembre ; il est vendu 7 F, en kiosque. Un style Trois Suisses s'exprime en formes simples — bois naturel et sièges bas — à des prix convenant aux jeunes budgets.

Ce sont les sept mille magasins Coop, répartis dans tout l'Hexagone, qui sont dépositaires du

catalogue maison. Il s'agit là d'un système de « vente directe catalogue » un peu particulier. Le client va dans un magasin Coop, consulte ou achète le catalogue (7 F). C'est le gérant qui, d'après son choix, rédige le bon de commande, l'envoie au siège de la société coopérative régionale, qui, elle-même, le transmet à l'entrepôt pour livraison à domicile, en ce qui concerne le mobilier (1).

Ce « circuit humanisé » (par l'assistance du gérant ou d'une conseillère) se distingue de la classique vente par correspondance : une soixantaine de salles d'exposition, disséminées dans toute la France, permettent de voir les meubles présentés sur le catalogue avant de passer commande. S'il y figure encore pas mal de salles à manger « rustiques », une perçée vers le contemporain s'annonce avec des lits, des sièges et des tables basses de lignes épurées.

Livrés à temps

L'une des critiques formulées à l'encontre de la vente par correspondance était, jusqu'à présent, l'incertitude des délais de livraison. Interrogés sur ce point, les responsables des sociétés citées rétorquent que les trois semaines actuellement prévues représentent un délai très acceptable par rapport à celui pratiqué par le négociant traditionnel, surtout lorsqu'il s'agit de mobilier venant de l'étranger. On reconnaît, aux Trois Suisses, que le système de livraison effectuée directement par le fabricant (donc sans leur contrôle) n'exclut pas un retard ou l'omission d'une pièce. Pour leurs fournisseurs étrangers, ils constituent un stock en entrepôt avec livraison par leurs soins. Ce problème des stocks de

Le matériel de bricolage, fait l'objet d'un numéro spécial du Journal de la Maison. Pour le possesseur d'une simple caisse à outils ou celui qui rêve d'un atelier complet, notre confrère a fait le point de tout l'outillage à main existant. Un long chapitre est dédié ensuite aux matériels électriques, des blocs-moteurs et perceuses (avec croquis en coupe d'une grande clarité) aux outils spécialisés, avec un tableau des machines et de leurs performances. Pour les travaux de maçonnerie, le bricoleur voit son choix aller de la truelle à la bétonnière. Un chapitre — un peu restreint — est réservé à l'outillage et aux produits à utiliser pour la pose des revêtements de murs et de sols.

\* Le Journal de la maison, numéro hors série « Guide du bricolage ». Prix 15 F.

MÉTIER DE LA MOUFFE

La rue Moufflard et ses voisines composent un marché permanent où les primeurs cotoient viandes et volailles dans un grand mouvement de cris et de couleurs. Dans ce quartier pittoresque, Isabelle Jollet et Martine Lapassade viennent d'ouvrir, dans un ancien magasin de papeterie repeint en blanc, un atelier-boutique, où elles ont transporté leurs métiers à tisser. Tisserandes depuis plusieurs années, elles ont voulu sortir de l'isolement de leur atelier et vendre directement leur production, et provoquer de surcroît un contact — qu'elles espèrent chaleureux — avec ceux qui apprécient le travail fait à la main.

Sur un grand métier, où elles peuvent créer des pièces ayant jusqu'à 2 mètres de large, elles tissent des couvre-lits en laine mohair dont le tissage serré ne se déforme pas. Bordés de franges, ils existent en plusieurs tailles standard (910 F pour un lit de deux places) ou se font aux mesures souhaitées. Leurs couvertures de laine présentent, elles, un aspect de toile rustique.

Mais leurs recherches portent encore sur des volages (blancs et écru), tissés en coton, coton et lin ou laine et mohair pour les plus moelleux. Des tissages plus épais conviennent aux rideaux et aux sièges. Elles font aussi des tissus d'habillage destinés à des vestes et à des tailleurs. Sur les étagères, des châles et de longues écharpes de mohair aux teintes douces, des coussins multicolores (vendus 70 F pièce), des chaussons et des cravates. — J. A.

\* 7, rue de l'Arbalète, 75003 Paris. (Ou mardi au samedi, de 10 h à 19 h 30, le dimanche, de 10 h à 13 h.)

Aux quatre coins du monde, Aux pieds des plus belles filles du monde. François Villon Souliers de rêve, Pour filles de rêve.

27, Fbg Saint-Honoré - Paris 265.14.45  
57, R. Pierre Charron - 14, Av. Victor Hugo  
58, Rue Bonaparte St-Germain-des-Prés  
8, Rue Royale

peter conçoit de subtils mariages 191 Fg St Honoré

peter coutelier orfèvre créations exclusives conseils listes de mariages

191 Fg St Honoré 227.88.00 - 622.19.37





## JUSTICE

LE PROCÈS DES FAUSSES FACTURES DE L'AG.I.M. AU TRIBUNAL DE PARIS

### La difficulté de juger les absents

C'est l'une des premières affaires de fausses factures : la Direction générale des impôts en fut informée dès 1971 et porta plainte en juillet 1972. La justice n'est pas toujours rapide, surtout, comme c'est le cas, lorsque l'affaire est complexe. Il fallut attendre près de trois ans pour que celle-ci vienne à l'audience. Le nombre des inculpations (seize), la fuite à l'étranger du principal responsable (présument), l'omnipotence de deux importants groupes bancaires (la Banque de l'Indochine et la banque Worms), les quelques noms cités (la famille Prouvost, MM. Jean Chamant et Olivier Giscard d'Estaing) sont des éléments qui suffisent à expliquer le soin que M. Louis Goudre,

juge d'instruction, a mis à établir le dossier. Il reste qu'au terme de ce délai et de six audiences plénières à la onzième chambre correctionnelle, à Paris, qui présidait M. Guich, les responsabilités ne sont guère plus clairement établies qu'après les premiers mois de l'instruction. Le ministère public s'est attaché à établir une hiérarchie dans les peines qu'il requiert : le maximum (quatre ans d'emprisonnement ferme) pour M. Raymond Bonnet (en fuite), une peine d'emprisonnement, « très supérieure » aux quatre mois qu'il a déjà accomplis, pour M. Dominique Prouvost ; une peine d'emprisonnement « très importante » pour M. Jean Mézi.

L'absence de M. Bonnet, a bien entendu, été exploitée au maximum par ses complices. Les absents ont souvent tort. M. Bonnet était directeur général de l'AG.I.M. (Compagnie auxiliaire de gestion immobilière et de construction) au moment des faits (1968-1972). Cette société, dont le capital était à l'origine (1959) partagé entre la Banque de l'Indochine et la banque Worms, mais qui est devenue par la suite l'annexion pure et simple de la Banque de l'Indochine, exerçait une activité de promotion immobilière, depuis l'achat du terrain à bâtir jusqu'à la vente du terrain construit par l'intermédiaire de sociétés civiles immobilières, dont les souscripteurs étaient généralement des personnes morales dépendant de la Banque de l'Indochine. Douze opérations de « taxi » sont reprochées à l'AG.I.M. M. Bonnet était aussi administrateur et secrétaire général de la SOGECIBA-M.I.S. société de construction immobilière, dont le capital était également, à l'origine (au début des années 60), partagé entre Worms et la Banque de l'Indochine, mais qui est progressivement passée sous le seul contrôle de cette dernière.

Quatre opérations de « taxi » lui sont imputées. Une autre opération de « taxi » a enfin été réalisée par la société COGECIB, autre filiale de la Banque de l'Indochine et dont une partie du capital appartenait à la SOGECIBA. Les trois sociétés ont le même siège social. La responsabilité de M. Bonnet est établie en raison de la présence de sa signature sur quelques-uns des chèques incriminés et sur la loi de témoignages (parfois tardifs) de certains de ses complices, au premier rang desquels se tient M. Dominique Prouvost. M. Bonnet n'a été inculpé que plusieurs semaines après les autres et a eu le temps d'organiser sa fuite (mandat d'arrêt international du 25 octobre 1972).

C'est seulement après avoir été emprisonné, au mois de juillet 1972, que M. Prouvost a mis en cause M. Bonnet. M. Prouvost était directeur des études à l'AG.I.M. Il reconnaît avoir reçu, en mains propres, les espèces représentant la plupart des dix-sept chèques-taxis précités, mais affirme en avoir toujours rétrocédé le montant à son directeur. L'examen de sa balance personnelle après le paiement de l'existence de rentrées occultes, mais n'est pas non plus tout à fait probant.

A côté des opérations imputées à ces trois sociétés du groupe de la Banque de l'Indochine figure, dans la même affaire, un nombre égal d'opérations (mais pour un montant moindre) réalisées sous la responsabilité apparente de M. Jean Mézi par des sociétés immobilières plus ou moins liées au groupe Worms : la SORIM, la CODER, la société La Tourneille et la COGECIB. La SORIM était contrôlée par M. Mézi seul, mais celui-ci était administrateur de la COGECIB, société dont une partie du capital est détenue conjointement par la banque Worms, et qui est, d'autre part, étroitement liée au groupe Rueff, également dépendant de Worms. La SORIM détenait une partie du capital de la CODER, société où l'on retrouve plusieurs représentants du groupe Rueff et de la COGECIB. Depuis la fuite de la SORIM, la CODER a été remplacée par une nouvelle SORIM, contrôlée par la COGECIB.

Les liens entre ces sociétés et celles du groupe de la Banque de l'Indochine viennent notamment de ce que M. Mézi était le gérant de l'AG.I.M. lors de sa création. Il a quitté ce poste en 1968, date à laquelle la banque Worms s'est désintéressée de cette société. D'autre part, M. Mézi détenait une partie du capital de deux sociétés propres à M. Prouvost : la Société des garages et parkings Miollis et la Société franco-asiatique des matières premières. M. Prouvost, de son côté, était actionnaire de la CODER. Enfin, les deux groupes de sociétés utilisaient les mêmes « taxis ».

### LES « TAXIS »

Les « taxis » sont des personnes dont le rôle est de présenter des factures fictives concernant des services ou des marchandises imaginaires, ce qui permet aux entreprises qui prétendent avoir payé ces factures de gonfler leurs frais généraux et d'alléger d'autant le montant de leur impôt sur les sociétés.

L'entreprise fait appel à des bureaux d'études ou à des particuliers, qui présentent des factures de complaisance pour de faux « travaux d'études » (par exemple), reçoivent des chèques, de préférence non barrés, à leur ordre en règlement de ces factures et en restituent le montant après les avoir encaissés. En échange, ils reçoivent une rémunération pouvant aller jusqu'à 20 % de la facture.

en situation difficile sur le plan financier. Ceux qui étaient, en même temps, des clients des sociétés immobilières du groupe de la Banque de l'Indochine font état de la confiance sans limites qu'ils voulaient à cette institution, mais aussi du chantage qu'aurait exercé l'AG.I.M. à leur encontre en leur refusant des marchés s'ils acceptaient l'opération ou en menaçant de leur en retirer s'ils refusaient. « Devant les représentants d'une telle puissance financière, nous n'avons pu grand-chose », affirment plusieurs inculpés.

Selon certains inculpés, M. Prouvost se serait prévalu de cette puissance, dans les semaines qui ont précédé son arrestation pour exercer des pressions sur les uns ou les autres afin qu'ils se taisent. Ami d'un inspecteur des impôts, M. Prouvost était au courant de l'évolution de l'enquête. Il est allé plus loin. Il a cherché à se servir de ses liens de famille avec M. de La Martinère, alors directeur général des impôts, et de ses relations d'affaires avec M. Jean Chamant, alors ministre des transports, qui avait une petite participation dans la société des garages et parkings Miollis et a servi de conseiller juridique pour l'AG.I.M. depuis sa création.

M. Prouvost a obtenu de M. Annet de La Celle qu'il signe une lettre adressée à ces deux personnalités mettant en cause les méthodes des inspecteurs des impôts venus interroger les responsables de l'AG.I.M. Il a voulu faire signer par M. Journo une lettre analogue (dont le texte a été lu à l'audience) adressée aux mêmes, et dans laquelle l'inspecteur principal des impôts chargé de l'affaire était accusé d'employer des méthodes s'apparentant à celles de la Gestapo. Quelques jours avant d'être arrêté, M. Prouvost est allé en compagnie de M. Bonnet, voir M. Chamant pour lui demander son aide.

A la même époque, M. de La Celle, qui avait avoué, revint

Ancien dirigeant d'un mouvement contestataire

### UN MÉDECIN ALLEMAND EST DANS UN ÉTAT ALARMANT À LA PRISON DE DÜSSELDORF

(De notre correspondant.)

Bonn. — Arrêté et emprisonné après une fusillade survenue au mois de mai 1975 à Cologne dans des circonstances encore mal éclaircies, — un médecin allemand âgé de trente-trois ans, M. Karl-Heinz Roth, est aujourd'hui dans un état de santé alarmant à la prison de Düsseldorf. Ses amis accusent les autorités de la République fédérale de ne rien faire pour que M. Roth soit entouré des soins qu'exige son état.

Ancien dirigeant du mouvement étudiant contestataire, M. Roth est l'auteur de deux ouvrages politiques, le *Non-Savoir comme impuissance* et *L'autre Mouvement ouvrier*. Il exerçait sa profession à l'hôpital de Hambourg, puis à Cologne à partir de 1974. C'est dans cette dernière ville, dans la nuit du 8 au 9 mai 1975, que l'affaire Roth a commencé.

Une fusillade a éclaté sur un parking de la ville, alors que — selon la version officielle des incidents donnée par les autorités — des policiers effectuaient un contrôle de routine contre les cambriolages. Au cours de l'affrontement, un policier et un ouvrier ont été tués. M. Karl-Heinz Roth, qui se trouvait dans une automobile, a été grièvement blessé par une balle qui lui a perforé l'intestin. Bien qu'un revolver ait été retrouvé dans son véhicule, M. Roth se défend d'avoir pris part à la fusillade.

Peu après son incarcération, le médecin a demandé à être transféré dans un hôpital civil, ce qui a été refusé. Selon ses amis, M. Roth — qui a malgré de 30 kilos depuis qu'il est emprisonné — n'a jamais été entendu par le juge d'instruction, pourtant saisi du dossier de cette affaire depuis le 11 mai 1975. — D.V.

A LA COUR DE CASSATION

### La famille du général de Gaulle contre « Minute »

La cour d'appel d'Amiens devra juger dans un avenir prochain M. Jean Boizeau, directeur de l'hebdomadaire « Minute », pour injures publiques dirigées contre la mémoire du général de Gaulle. La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, dans un jugement du 21 mars 1974, et la onzième chambre de la cour d'appel, dans un arrêt du 4 juin 1975, avaient en effet prononcé la nullité de la citation lancée contre « Minute » par le contre-amiral Philippe de Gaulle — aujourd'hui vice-amiral, — à cause de deux articles publiés dans le numéro du 23 mai 1973 sous les titres : « Quel rapace ce Sosthène, le portrait de son père » et « Et maintenant, c'est Colombey les deux routeuses ».

L'arrêt de la onzième chambre de la cour vient d'être cassé par la chambre criminelle de la Cour de cassation présidée par M. Combaudieu (statuant sur rapport du conseiller Mongin, observations de M. de Chaisemartin et conclusions de M. Duvensac, avocat général), qui a décidé de renvoyer l'affaire devant la cour d'Amiens. Pour prononcer la nullité de la citation, les magistrats de la cour d'appel avaient déclaré que « les articles incriminés s'analysaient en des faits uniques » et que pour satisfaire aux prescriptions de l'article 53 de la loi du 29 juillet 1881 la partie civile aurait dû « préciser dans la citation qu'elle entendait donner à des faits uniques la double qualification d'injures publiques contre la mémoire d'un mort et d'injures publiques envers un particulier ».

La Cour suprême estime au contraire que « la citation répondait aux exigences de l'article 53 de la loi du 29 juillet 1881, sans qu'il fût nécessaire qu'elle précisât ceux des passages des articles incriminés qui étaient relevés comme injurieux envers la mémoire du général de Gaulle et ceux qui étaient tenus comme injurieux envers son fils ».

La chambre criminelle était saisie également de deux pourvois. L'un de M. Jean Boizeau, l'autre du contre-amiral Philippe de Gaulle et du général d'armée Alain de Boissieu contre un autre arrêt de la onzième chambre de la cour d'appel de Paris du 4 juin 1975.

1975. Cet arrêt avait, d'une part, déclaré nulle pour partie la citation motivée par un article paru le 20 juin 1973 dans *Minute* restant en cause tant la mémoire que la famille du général de Gaulle, et, d'autre part, condamnait M. Jean Boizeau à une amende de 4 000 F pour injures publiques envers des officiers. Le pourvoi de M. Jean Boizeau a été rejeté par la cour de cassation qui déclare : « C'est à bon droit que la cour d'appel a fait application, au présent, de l'article 33 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 29 juillet 1881 car les expressions outrageantes contenues dans les passages incriminés s'adressent à ces officiers généraux à raison de leurs fonctions et de leurs qualités ».

Le moyen soutenu à l'appui des pourvois formés par le contre-amiral Philippe de Gaulle et le général d'armée Alain de Boissieu contre l'annulation de leur citation contre *Minute* pour injures envers des particuliers et injures dirigées contre la mémoire d'un mort était le même que dans la première affaire.

La chambre criminelle l'a considéré comme fondé pour les mêmes motifs. Aussi a-t-elle cassé ce second arrêt, mais seulement en ses dispositions qui annulaient partiellement la citation.

M. Jean Boizeau est donc définitivement condamné pour injures envers les deux plaignants en tant qu'officiers, mais il devra être jugé de nouveau

### « J'ai obéi »

Le bâtonnier Lussan, qui plaidera mercredi 17 mars pour M. Prouvost, a fait témoigner la première épouse de ce dernier. Elle a déclaré, à l'audience des années 1960, époque où il vivait encore ensemble, M. Prouvost « se serait jeté par la fenêtre si la Banque de l'Indochine ne lui-même plaide sa fidélité à son employeur, qui l'a d'ailleurs repris, à sa sortie de prison, à la société SATIS ».

Le bâtonnier Lussan a déclaré qu'en tout état de cause, l'intention de frauder la fisc ne lui semblait pas démontrée. Les sociétés immobilières du groupe de la Banque de l'Indochine ont souvent besoin de constituer des « caisses noires » pour payer les « dessous de table » que réclament les occupants des immeubles quand on leur demande de céder la place. Ce seul fait peut expliquer, selon lui, les détournements de fonds opérés par l'AG.I.M.

Le jugement sera rendu le 12 avril.

OLIVIER POSTEL-VINAY.



# 2600<sup>F</sup> le m<sup>2</sup>

## à st-germain en laye

“Faites vos calculs”

et venez visiter les appartements-modèles des Gerboises, 3-4-5 pièces. Prêts PIC et PSD possibles.

Accès en venant de Paris soit par N13, soit par autoroute de l'Ouest, soit par RER et autocar.

Renseignements et vente :  
2, rue Jacques-Offenbach, Quartier du Bel-Air, 78 Saint-Germain-en-Laye. Samedi, dimanche, lundi et jours fériés : 11 h - 18 h.

Et boutique OCIL :  
55, bd Malesherbes  
75008 PARIS. 38790.20

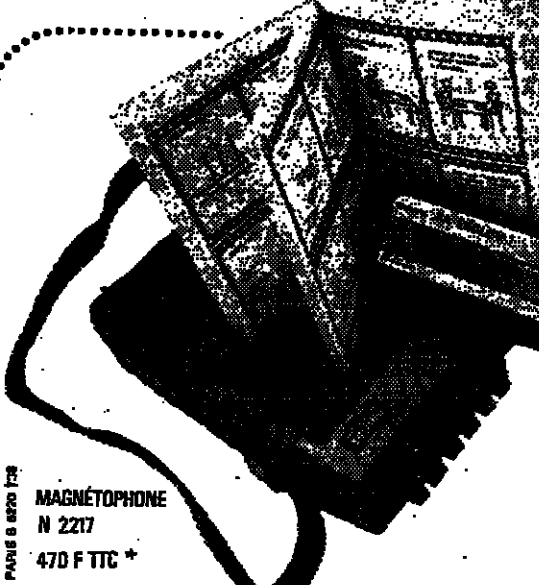
Les Gerboises

PRIX FERMES ET DEFINITIFS

Je désire  
sans engagement de ma part  
une notice « Gerboises »

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

C/AG conseil



## Apprenez une langue étrangère avec votre lecteur de cassettes

ANGLAIS, ALLEMAND, ESPAGNOL, ITALIEN, FRANÇAIS

nouveaux cours audio actifs  
méthode audio-visuelle

4 CASSETTES ET UN MANUEL

par niveau

240 F TTC \*

EN VENTE CHEZ LES DISTRIBUTEURS DE MAGNÉTOPHONES, LES DISQUEUSES ET LES LIBRAIRES SPÉCIALISÉES

Enseignement

PHILIPS

\* Prix indicatifs au 1.3.76

DIVISION ELECTRO-ACOUSTIQUE B.P. 131 - 92164 Suresnes - 772.51.80.

MAGNÉTOPHONE N 227 470 F TTC \*

1776 - 1976 BICENTENAIRE DES U.S.A.

2 voyages de 12 jours

"Au pays de George WASHINGTON"

du mercredi 5 mai au dimanche 18 mai  
ou du mercredi 30 juin au dimanche 11 juillet

PARIS - BOSTON - BUFFALO (les chutes du Niagara) - RICHMOND - WILLIAMSBURG - WASHINGTON - Parc National du Shenandoah - PHILADELPHIE (les champs de bataille de Gettysburg) - NEW-YORK

Hôtels de 1ère classe  
Tous les transferts hôtels - aéroports  
Tous transports bagages, cars de luxe air conditionné  
Véhicules et excursions guidées en FRANÇAIS

Prix PARIS-PARIS en 1/2 pension 5.850 F  
(voies régulières TWA) sont compris également assurances de garantie annulation avant départ et rapatriement.

Renseignements votre Agence de voyage

Sotratour

## JUSTICE

Aux assises de Versailles

### LA FUTE DU TÉMOIN

Le procès de Louis-Philippe Morrachini et Jacques Schaal — deux malfruits accusés d'avoir tué le 21 février 1972 au Pecq (Yvelines), un inspecteur commercial âgé de trente-sept ans, M. Michel Decombredet, et gravement blessé sa fiancée, Mlle Jocelyne Privat — s'est ouvert le jeudi 18 mars 1976, devant la cour d'assises de Versailles. La première journée des débats a été marquée par la défection du principal témoin à charge, M. André Ambrosio, gardien de propriété à Poissy, qui semble craindre de réitérer devant la cour les accusations graves qu'il avait formulées contre Morrachini au cours de l'enquête policière et de l'instruction.

Passant outre le certificat médical fourni par M. Ambrosio, le président de la cour d'assises avait décidé de requérir la force publique pour le contraindre à témoigner. Mais, interpellé à son domicile, M. Ambrosio est parvenu à fausser compagnie aux gendarmes et s'est enfui dans le bois de Polisy où — malgré l'aide de chiens policiers — il n'a pu être retrouvé. Lors de l'enquête, le témoin avait déclaré aux policiers qu'il avait entendu, dans un bar, Louis-Philippe Morrachini avouer qu'il tuerait Jocelyne Privat si celle-ci voulait lui échapper.

La jeune femme — une prostituée que M. Decombredet voulait arracher au milieu — avait elle aussi accusé Morrachini, son ancien protecteur, d'être le meurtrier de son fiancé. Elle projetait en effet d'épouser M. Decombredet, mais refusait de payer l'amende de 120 000 F fixée par le milieu. Mlle Jocelyne Privat n'a pas été entendue lors de la première journée de procès, au cours de laquelle les deux accusés ont formellement nié leur participation à la fusillade du 21 février 1972.

● Pour avoir tué sa fille, âgée de neuf mois à coups de poing, au cours de la nuit du 14 au 15 août 1974, dans sa chambre du sixième étage, 8, rue Caulaincourt à Paris (18<sup>e</sup>), M. André Bourdet, aide-cuisinier âgé de trente ans, a été condamné, jeudi 18 mars, à dix ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris. M. Forster, défenseur, a expliqué que son client, avait été à la fois exaspéré par la canicule sévissant à l'époque et par les cris du bébé.

A la cour d'appel de Dijon

### M. JEAN DUCLOUX EST CONdamnÉ A UN AN D'EMPRISONNEMENT AVEC SURSIS ET 10 000 F D'AMENDE.

(De notre correspondant.)

Dijon. — La cour d'appel de Dijon, le 18 mars, a réformé le jugement du tribunal de grande instance de Meaux, qui avait, le 3 décembre dernier, condamné M. Jean Ducloux, propriétaire d'un établissement renommé, le restaurant Greuze, à Tournay (Seine-et-Marne), à un an d'emprisonnement — dont quatre mois exécutoires — et huit mois avec sursis, pour fraude fiscale. La cour d'appel a condamné M. Ducloux à un an d'emprisonnement avec sursis et 10 000 francs d'amende.

C'est à propos du jugement du tribunal de Meaux que M. Philippe Maland, président du conseil général de Seine-et-Marne et ancien ministre (M.P.), avait déclaré, le 3 décembre 1974, à France-Inter, que cette décision lui paraissait « totalement extravagante ». La garde des sceaux avait alors déposé une plainte pour diffamation envers les cours et les tribunaux (« le Monde » daté 7-8 mars).

● Pour infraction à la réglementation sur l'hygiène, la vingt-quatrième chambre correctionnelle de Paris a condamné, par défaut, à deux ans d'emprisonnement et 500 000 francs d'amende, M. Mohamed Mira, en fuite, qui hébergeait à Gennevilliers (Seine-Saint-Denis) trois cent cinquante travailleurs dans vingt-huit chambres, en leur faisant payer 90 francs par mois.

● Le tribunal correctionnel du Puy a condamné M. Henri Kaepelin, ancien président du conseil d'administration des Ateliers plastiques d'Yssingeaux (Haute-Loire), à trois mois de prison avec sursis pour avoir émis des chèques sans provision d'un montant de 630 000 francs. La mère de M. Kaepelin, Mme Marie Kaepelin, président-directeur général de la société et ancien maire d'Yssingeaux, était poursuivie pour avoir émis des chèques sans provision, mais pour un montant moindre (3 300 francs). Elle a été condamnée à une peine d'amende de 800 francs.

## PRESSE

Après l'occupation du « France » par les ouvriers du Livre

### Au Havre, l'union départementale des syndicats C.G.T. organise samedi un rassemblement

Tandis que la Compagnie générale transatlantique portait plainte contre les cent quarante-cinq travailleurs du Livre occupant le France depuis le jeudi 18 mars — assimilant cette action à une violation de domicile — la Fédération nationale des syndicats maritimes C.G.T. apportait son soutien aux travailleurs du Livre, et particulièrement à ceux en grève du Parisien libéré. L'occupation du France a fourni le prétexte à la réalisation, vendredi matin 19 mars, d'une nouvelle « édition spéciale » d'un pseudo-Parisien libéré.

D'autre part, l'union départementale des syndicats C.G.T. organise samedi, à 18 heures, sur le quai devant le France, un grand rassemblement.

« Le Fédération nationale des syndicats maritimes C.G.T. », déclare un communiqué publié jeudi soir, soutient l'action des ouvriers du Livre, et particulièrement ceux du Parisien libéré, qui se battent depuis un an pour sauvegarder les activités graphiques en France et en même temps leur emploi. Leur présence sur le paquebot France est significative de l'abandon des grandes branches d'industrie sacrifiées par le pouvoir, notamment :

— Celui de la marine marchande française illustré entre autres par la situation du France.

— Celui de l'imprimerie en France, dont 60 % des travaux sont confectionnés à l'étranger, alors que le chômage sévit dans le Livre et que le rapport Leclat prévoit une aggravation de la situation par vingt mille emplois supprimés d'ici à 1980.

— Celui de la presse parisienne, qui, au travers des grands changements en cours — re-

structuration, modernisation, décentralisation, devrait être réglé par un accord professionnel garantissant l'emploi et dans lequel une solution négociée serait apportée au conflit du Parisien libéré.

Au nom de la C.G.T., M. Henri Krasucki, secrétaire de l'organisation syndicale, déclare dans le même communiqué : « Les travailleurs du Parisien libéré sur ce navire — qui évoque l'abandon des classes dirigeantes et la lutte contre les classes dirigeantes — représentent des milliers et des milliers de salariés de l'imprimerie, du papier, de la métallurgie, de la chaussure, de Rhône-Poulenc et du textile, tous ceux qui luttent contre la politique de liquidation du patronat et du gouvernement : ils défendent l'emploi et l'économie nationale ».

### Une déclaration du comité intersyndical

Le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. déclare, dans un communiqué diffusé le jeudi 18 mars, qu'il « entend par cette action dénoncer la politique d'abandon des grandes branches d'industrie sacrifiées par le pouvoir, notamment :

— Celui de la marine marchande française illustré entre autres par la situation du France.

— Celui de l'imprimerie en France, dont 60 % des travaux sont confectionnés à l'étranger, alors que le chômage sévit dans le Livre et que le rapport Leclat prévoit une aggravation de la situation par vingt mille emplois supprimés d'ici à 1980.

— Celui de la presse parisienne, qui, au travers des grands changements en cours — re-

lequel : si l'on peut évidemment descendre du France, il est impossible de remonter à bord. Une délégation du Syndicat des marins C.G.T. s'est d'ailleurs rendue à la sous-préfecture pour tenter de faire lever ces mesures de blocage. L'Union départementale des syndicats C.G.T. et l'Union locale du Havre ont appelé tous les travailleurs de la région à participer massivement au rassemblement qu'elles organisent, samedi à 18 heures, sur le quai devant le France.

● Une délégation des ouvriers du « Parisien libéré » s'est rendue mercredi 17 mars à la préfecture de la Corrèze pour y rencontrer M. Jacques Chirac qui n'a pu la recevoir.

Les délégués du personnel ont déclaré avoir demandé au premier ministre, par l'intermédiaire du directeur du cabinet du préfet de la Corrèze, de convoquer une commission tripartite composée de représentants du patronat, de la presse, du gouvernement et des syndicats pour résoudre le problème posé au sein de ce journal.

● Deux cents ouvriers des imprimeries de l'Union parisienne des syndicats patronaux de l'imprimerie, boulevard Saint-Germain, où une délégation a été reçue par M. Crespin-Leblond, secrétaire général du syndicat.

Cette manifestation, organisée par le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T., marque le point fort de la semaine d'action dans les imprimeries, du 15 au 19 mars. Elle a pour but d'obtenir, selon la C.G.T., « la revalorisation de 40 % des salaires réels, une garantie de l'emploi et l'extension des libertés syndicales ».

A terre, un simple barrage de police interdit la circulation sur

## FAITS DIVERS

APRÈS LE DÉCÈS D'UNE MALADE PAR ÉLECTROCUTION

### Le directeur du centre hospitalier de Saint-Étienne porte plainte pour vol

De notre correspondant

Saint-Étienne. — Le parquet de Saint-Étienne vient d'ouvrir une information après un accident qui s'est produit mercredi 10 mars dans un service du C.H.R.U.S.E. (Centre hospitalier régional universitaire de Saint-Étienne) et au cours duquel une

malade, Mme Marie-Louise Giberon, âgée de soixante-trois ans, demeurant à La Ricamarie (Loire), a été électrocutée sur la table d'opération. Transportée au service d'urgence et de soins intensifs, elle est morte deux jours plus tard. L'autopsie devait confirmer la présence de lésions cérébrales.

Les vérifications aussitôt entreprises ont permis de constater que l'appareillage lui-même était en parfait état de marche mais qu'une trentaine de kilos de cuivre consignant dans le sous-sol, la « terre » de l'installation alimentant l'électrocardioscopie avaient été dérobés. Le tragique accident, dont a été victime Mme Giberon, serait donc la conséquence de ce vol, le branchement accidentel d'un appareil indéterminé ayant été effectué sur le circuit au moment de l'opération, des travaux étant actuellement en cours dans le pavillon où était pratiquée l'intervention.

Le directeur de l'hôpital, M. Petitjean, qui a saisi la commission nationale des normes régissant la sécurité en milieu hospitalier, a porté plainte pour vol du cuivre. La famille de la victime, dont l'un des cinq enfants est infirmier au centre hospitalier, a également déposé plainte.

Dans une lettre adressée au directeur général du C.H.R.U.S.E. à tous les membres du conseil d'administration et à son président, M. Michel Durafour, maire de Saint-Étienne, ministre du travail, le syndicat de la santé C.F.D.T. du centre hospitalier écrit notamment : « Cet accident n'est pas un fait isolé. D'autres se sont produits, passés sous silence... Il nous a été signalé que des réclamations avaient été faites par la surveillance du service considéré à propos de signes évidents d'une rupture de contact de la masse ou pour le moins de mauvaises connexions. Apparemment aucune suite n'a été donnée à cette réclamation, dont les conséquences ne pouvaient pas échapper à ses responsables. Le syndicat C.F.D.T. vous demande de faire toute la lumière sur cet accident afin que les causes en soient recherchées, les responsabilités établies et des mesures prises pour qu'il ne se renouvelle plus. »

PAUL CHAPPEL.

## SOCIÉTÉ

### L'ÉGLISE DE SCIENTOLOGIE

A la suite de l'article « Les sectes et le scientisme » publié dans le Monde le 2 mars, Mme Colette Andrieu nous demande de publier la mise au point suivante :

L'Eglise de scientologie est établie depuis 1958 en France. Les membres de l'Eglise de scientologie travaillent dans la société et viennent suivre des cours de soir afin de mieux comprendre les autres et de prendre plus de responsabilité dans leur vie quotidienne.

Le but de toute religion n'est pas la thérapie mentale mais de rendre la personne responsable consciencieusement son niveau spirituel. Les gens deviennent et retrouvent par conséquent la paix de l'âme et sont sûrs de pouvoir aider à la construction d'un monde de paix et de sécurité.

A l'entrée de chaque église de scientologie, on peut lire : Si vous venez ici pour être guéri d'une maladie physique voyez la personne chargée des inscriptions et elle pourra vous arranger un examen médical compétent chez un médecin.


Le fondateur de l'Eglise de scientologie, M. Ron Hubbard, est docteur en philosophie. Auteur de science-fiction avant la dernière guerre, il a produit plus de trois mille conférences et quelques millions de pages sur des sujets philosophiques et religieux.

Loi de prêter un savoir total, M. Ron Hubbard demande un respect de l'homme, une compréhension amenant plus de tolérance et de sécurité dans un monde submergé par la violence.

# BENSON & HEDGES

présente

## Luxury Blend



Le reflet  
de ce que le monde  
peut offrir  
de plus raffiné

B&H From the House of Benson & Hedges.

Cinéma L'Argent de

A propos de l'Olivia

GRAND PLEUR ET MISE EN SCÈNE DU PLEUR

LE PLEUR

HAUTEFEUILLE

سكيا في الامم



# ARTS ET SPECTACLES

## Cinéma

### «L'Argent de poche», de François Truffaut

(Suite de la première page.)

On regrette un peu qu'il ait préféré finalement un titre plus anecdotique, car l'argent de poche des enfants tient la peau de la vie. Le véritable sujet, c'est bien la peau dure. Pendant que sa mère dévale les escaliers à la recherche de son porte-monnaie perdu, le petit Grégory (vingt et un mois) joue avec le chat sur le rebord de la fenêtre, bascule et tombe du neuvième étage, sous les yeux des passants pétrifiés. Mais sa chute est amortie par une nœud de trèfle. La bête se relève, sans plaie ni bosse, et constate : « Grégory a fait boum », tandis que sa mère, enfin arrivée en bas, s'évanouit. Cette scène — suspense à la Hitchcock qui finit bien — illustre la philosophie de Truffaut, exprimée par Lydie Richet, la femme de l'instituteur : « Si la même chose

était arrivée à un adulte, eh bien, il y serait resté. Les enfants sont très solides, ils se cognent contre tout, ils se cognent contre la vie, mais ils ont la grâce et puis, ils ont la peau dure aussi. »

Patrick Desmoucaux, qui a dans les douze ans, est orphelin de mère et vit avec son père infirme. Il regarde avec envie son copain Laurent Riffle, lorsque sa mère, la belle coiffeuse, cruellement inconsciente, l'embrasse devant lui. Au lieu de pleurer, Desmoucaux tombe amoureux de Mme Riffle et va jusqu'à lui offrir des roses (rouges : amour ardent). Quiproquo : « Tu remerciais bien ton papa », Patrick trouvera l'amour de son âge à la coïte.

Julien Leclou, cet ombre, air farouche sous une tignasse aile de corbeau, est un « cas social ». Sa famille, qu'on ne voit jamais, vit

dans une cabane délabrée des faubourgs. Il porte des vêtements sales et déchirés, traîne une cartable en loques. Il joue les canchans, chaparde, trafique, crouche dehors. Une visite médicale à l'école révèle que Julien est un enfant martyr, victime de deux mégères, que les gendarmes emmènent. L'école, la ville, en sont secoués.

A ce cas extrême auquel Truffaut est particulièrement sensible, et qu'il traite avec une pudeur exemplaire, s'opposent des moments souriants, détendus, avec les tours pendables des deux frères Deluca ou l'espièglerie de la petite Sylvia. Celle-ci, fille du commissaire de police, est punie, un dimanche (« les enfants s'amusent le dimanche », chante Charles Trenet), pour un caprice. Ses parents étant partis au restaurant sans elle, elle s'enferme, amuse tous les voisins de sa fenêtre sur cour, les apitoie et reçoit d'eux un panier de provisions par « pont aérien » (les frères Deluca sont dans le couloir).

Il y a une sorte de grâce aussi chez Truffaut. Il n'est jamais du pittoresque dans les farces et les mots d'enfants, dans le drame ou dans la comédie. Il filme non de petits cabots apprivoisés pour la caméra, mais de vrais enfants, garçons et filles, jusqu'aux portes de l'adolescence, en train d'inventer la vie. Ces enfants, il leur accorde la même importance qu'aux adultes, il les prend au sérieux sans s'agenouiller pour se mettre à leur hauteur. C'est sans doute pourquoi il en obtient le naturel. L'Argent de poche est un film dont on ne songe pas à classer la technique, les mouvements d'appareil, l'architecture des plans, même si Truffaut cite Hitchcock ou Lubitsch (dans un pastiche d'actualité cinématographique). C'est un film de regards attentifs sur des comportements. Le réalisme de Truffaut, fidèle à l'atmosphère de la province, est le mouvement même de la vie.

Truffaut invite les adultes à se retourner sur leur enfance, tout en montrant des enfants d'aujourd'hui dans lesquels bien des parents reconnaîtront les leurs. Adultes aux rôles privilégiés, l'instituteur Richet et l'institutrice Chantal Petit sont directement confrontés au problème de l'éducation. Leurs rôles sont égaux, ils se complètent. L'Argent de poche est un film qui ne se contente pas de montrer la vie, il la fait vivre. C'est un film qui ne se contente pas de montrer la vie, il la fait vivre. C'est un film qui ne se contente pas de montrer la vie, il la fait vivre.

mot à dire. Richet, c'est un peu lui, car un cinéaste de l'enfance c'est aussi un instituteur. Ecoutez ces phrases toutes simples mais si caractéristiques, extraites du « discours de fin d'année » : « J'ai eu une enfance pénible, enfin beaucoup moins tragique que celle de Julien, moins pénible, et je me souviens que j'étais très impatient de devenir adulte, parce que je sentais que les adultes ont tous les droits, qu'ils peuvent diriger leur vie comme ils l'entendent... »

« ... Je voulais vous dire aussi que c'est parce que je garde un mauvais souvenir de ma jeunesse, et que je n'aime pas la façon dont on s'occupe des enfants, que j'ai choisi, moi, de faire le métier que je fais : être instituteur... »

« ... Par une sorte de balance bizarre, ceux qui ont eu une jeunesse difficile sont souvent mieux armés pour affronter la vie adulte que ceux qui ont été protégés, très aimés : c'est une sorte de loi de compensation... »

L'originalité, l'audace de Truffaut, c'est d'être notre seul cinéaste sentimental. On aime que le grand prix du cinéma français 1975, qui lui a été attribué pour l'Histoire d'Adèle H., lui ait été remis officiellement le jour où l'Argent de poche commençait sa carrière sur les écrans. Car Adèle Hugo et les enfants de Thiers, la peau douce ou la peau dure, c'est le même cinéma.

JACQUES SICLIER.

★ Saint-Germain-Huchette. Concorde-Patbé, Gaumont-Lumière, les Nord-Cinéma, Fauvette, Montparnasse-Patbé, Gaumont-Concorde, Victor-Hugo, Clichy-Patbé, Gaumont-Gambetta.

■ Un concours « Triomphe d'or » est organisé pour le vingtième anniversaire du Golf Dronot. Il s'adresse aux jeunes auteurs, compositeurs et interprètes français, et aura lieu chaque vendredi soir, à 21 heures, jusqu'au 5 avril, date de la finale.

■ Un festival de la chanson française ouvert aux jeunes amateurs et aux professionnels connus ou inconnus du public aura lieu du 15 au 31 juillet 1976 à Saco (Orbès). Ce rassemblement, 767, est organisé par l'Association des écrivains et chanteurs de France, (Rue : 66, rue de la Chapelle-Pantin, 75009 Paris, 01-42-50-00-00).

## CORRESPONDANCE

### A propos de «L'Olivier»

M. P. Frouz, président de l'université de Paris-VIII Vincennes, nous écrit :

Une correspondance de lecteur en date du 10 mars met en cause l'université de Vincennes à propos de la sortie du film L'Olivier, consacré au problème palestinien. La contribution au financement de cette réalisation par l'université de Vincennes serait selon M. Wolfenstein contraire à l'esprit de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur.

Je révélerai seulement que ce film est un montage de documents souvent de première main, donc tout à fait conforme à la vocation d'une université à laquelle ont été confiées l'étude des réalités contemporaines et l'indispensable enseignement cinématographique. Au demeurant, il constitue un travail collectif et non pas une transmission autoritaire d'un savoir. Enfin et surtout, cet ensemble de matériaux très divers et fort intéressants, comme l'enquête, débouche sur une certaine vision, en l'occurrence celle de l'objectivité. Vision qui découle pour une bonne part de ces matériaux eux-mêmes, c'est-à-dire de la recherche de la vérité. La recherche débouche sur une thèse. Le mot est pourtant bien universitaire. Je crains plutôt que l'objectivité ne soit une marque pour une démarche d'un autre ordre. Celle

qui, dès avant 1848, excluait de l'enseignement des disciplines entières l'histoire et la philosophie et qui fait encore aujourd'hui, sous la plume des animateurs de l'UNIV, par exemple, condamner en ligne des matières telles que la sociologie (ou même la linguistique) sous le prétexte qu'elles incitent à la réflexion critique et sont par là séditionnelles. La vocation critique de l'université, y compris concernant les réalités les plus actuelles, est une de ses plus anciennes fiertés. Et c'est bien elle que sous la pression du mouvement de 1968 la loi d'orientation a dû évoquer, précisément dans le passage cité par M. Wolfenstein. Il y est parlé de « tolérance des opinions ». Pour que cet aspect de la loi soit applicable il faut d'abord que les opinions soient exprimées. Je crains que cette liberté accordée à condition de ne rien dire, brandie par M. Wolfenstein, ne soit qu'un triste reflet d'une politique générale pratiquée à l'égard de l'opinion ces derniers temps et qui aboutit à juste titre, les Français, l'université mutins que tout autre secteur de la nation ne saurait la tolérer.

Enfin, pour ce qui concerne le problème de l'objectivité, il n'est pas de nos universités ne saurait qu'approuver le fait que L'Olivier prenne ses distances à l'égard de l'objectivité officielle d'une puissance étrangère dont M. Wolfenstein semble faire la mesure de l'objectivité.

irrévocablement 15 dernières

Cour des Miracles - 20h15

GRAND PEUR ET MISERE DU (III<sup>e</sup> REICH)

BERTOLT BRECHT 7 SEQUENCES

CIE PHILIPPE ADRIEN MISE EN SCENE J.-C. FALL

Cour des Miracles, 23, avenue du Maine tél. : 548.85.60

Location : théâtre, F.N.A.C., agences - durée du spectacle : 1 h 15

MARIQUAN (v.o.) - PANTHEON (v.o.) - QUINTETTE (v.o.)

A.S.C. (v.o.) - GAUMONT RIVE GAUCHE (v.o.)

les "complices" de Frankenstein Junior

GENE WILDER MADELINE KAHN MARTY FELDMAN

LE FRERE

LES FILLES DE SHERLOCK HOLMES

DOM DELUISE LEO McKERN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

Produit par ROBERTA A. KORN

THEATRE DE LA BRUYERE MICHEL BOUQUET ANNIE SINIGALIA dans une comédie de RENÉ DE OBALDIA MONSIEUR KLEBS ET ROZALIE JULIETTE CARRE JACQUES ROSNY

U.G.C. ERMITAGE • REX • U.G.C. GOBELINS • ROTONDE • CAMÉO MISTRAL • MAGIC CONVENTION • CLUNY ÉCOLES • TERMINAL FOCH VERSAILLES CYRANO • PANTIN CARREFOUR • LE PERREUX PALAIS DU PARC VILLENEUVE-ST-GEORGES ARTEL • MONTREUIL MÉLÈS SAINT-GERMAIN C2L • ARGENTEUIL GAMMA • SARCELLES LES FLANADES BUREAU-ORSAIS ULIS 2 LE GRAND DESSIN ANIMÉ DE WALT DISNEY MERLIN l'enchanteur

LE MARAIS L'OLIVIER qui sont les Palestiniens

THÉÂTRE LA BRUYÈRE A partir du 23 BEN ZIMET CHANTS ET CONTES YIDDISH Tous les soirs à 20 h. 45 sauf dimanche et lundi Loc. Tél. 76-99 et agences

CRÉATION EN FRANCE LA TOUR Hugo von Hofmannsthal TH. RECAMIER 20 h. 30 548-63-51

musique plus 22 MARS, à 20 h. 30 MAISON DE RADIO-FRANCE ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE CHŒURS DE RADIO-FRANCE Direction Jvo MALEC Solistes L. DEVOS et P. HUTTENLOCHER STRAVINSKY - MESSIAEN STOCKHAUSEN

CHAILLOT THÉÂTRE NATIONAL Gemier

Marc'o Patrice Mestral le triangle frappe encore jusqu'au 27 mars Renaissance

Bernard Sobel le juif de Malte de Marlowe par le théâtre de Gennevilliers jusqu'au 10 avril 727.81.15

LES RENCONTRES DU PALAIS ROYAL 1975 - X<sup>e</sup> SAISON - 1976 BERNARD GAVOTY propose SI... "SACHA NOUS ÉTAIT CONTÉ" Soirées : LUNDIS 22, 29 mars - 12 avril à 20 h. 30 Matinées : SAMEDIS 27 mars, 10 avril - JEUDI 1<sup>er</sup> avril à 14 h. 30 par ALAIN DECAUX et JEAN PIAT. Décor André LEVASSEUR

ELTSEES POINT SHOW - MADELEINE GAUMONT - LES 3 HAUSMANN - LUXEMBOURG - GAUMONT SUB Périgord : CYRANO Versailles - ARTEL Nogent - ALPHA Argenteuil

un film pour tous un film de Hall Bartlett Jonathan Livingston Le Goeland

Jusqu'au 31 mars THÉÂTRE DE LA COMMUNE 93 - Aubervilliers LE RIRE DU FOU « Une manière de vivre et de voir, rare 101 bis... » La méthode GARRAN est scrupuleuse et moderne, elle se place résolument hors des crises dramaturgiques habituelles. » Michel COURNOT, « le Monde ». Réservation : 832-10-18.

COMPAGNIE DRAMATIQUE D'AQUITAINE Dr Raymond Faquet LES MEURTRIÈRES de Victor Holm - Création mise en scène E. Krüger BORDEAUX : 22-27 MARS ENTREPOT LAINE Tél. : 48-58-51

Châtelet, dimanche 21 mars à 18 h. Les Concerts COLONNE sous la direction de Pierre DERVAUX joueront les « Kindertotenlieder » de Mahler avec Anne COLLINS et « Don Quichotte » de R. Strauss avec René BENEDETTI, Violoncelle et Bruno PASQUET, alto.

théâtre atelier de l'épée de bois CARTOUCHE DE VINCENTS LE PLAN K D'APRÈS William Burroughs Tous les soirs à 20h.30 (jeu. dim. et lundi) Location : FNAC Boule Châtelet Montparnasse

HAUTEFEUILLE • LE SEINE • L'ENTREPOT ANNA KARINA / JOEL BION L'ASSASSIN MUSICIEN de BENOIT JACQUOT





## ARTS ET SPECTACLES

### Formes

#### De Paris et d'ailleurs

Incapacité des mots : on ne décrit pas la peinture. On en peut décrire le sujet, si sujet il y a, et mieux encore le sujet représenté si le tableau de facture très conventionnelle — la mode rétro continue à sévir — est censé figurer, dans la mesure illustrative, la toile est assurée contre tous risques, les gestes figés à jamais de personnages surpris à un point précis de la durée. On peut, devant des œuvres contemporaines, imaginer des figures, des animaux, comme les enfants dans les formes savantes des anges, ce qui fera bondir l'artiste et ceux qui demandent autre chose aux arts plastiques. On peut rêver à des amoncellements, à des moellons devant les collages d'Anna Shanon (1), à cause de certains quadrillages, lignes vives et on dirait tremblées, qui n'ont d'autre dessein que celui de renforcer la sensation des valeurs mises en contact. Non, ne cherchez nul autre ruyal agreste ou urbain qu'une (admirable) architecture mentale dans ses assemblages d'une sobriété sévère, ocres, bruns, pain brûlé, animés d'accords flavescens, purpurins, qu'un cœur bleu illumine, que des mini-réclames font tressaillir. Créatrice d'une technique très particulière depuis longtemps mise au point, Anna Shanon participe déjà à l'exposition.

Cinquante ans de collages du cubisme à nos jours de 1964. Depuis, elle n'a cessé de se produire à Paris ou en Israël. Les œuvres récentes, celles qui nous sont proposées ces jours-ci, n'ont pas déçu notre attente. A peine a-t-on poussé la porte de la galerie qui affiche Sakakura (2) qu'on respire un coup au cœur. Les pousées envahissantes du noir le plus pur tend à submerger toute la veste toile, comme victorieusement par l'éclair de masses blanches. Au fait, évoquer une lune est inexact. La clarté et l'ombre, si on peut parler d'ombre à propos d'un thème aussi lumineux, fascinent, se font mutuellement valoir. Que cette toile n'éclipse pas pour autant ses sœurs. Toutes attestent la monnaie régulière d'un peintre suivi depuis plusieurs années, dont c'est pratiquement la première exposition particulière à Paris (du moins importante). Conséquemment aux collages d'Anna Shanon, il est permis de deviner dans plus d'une des compositions de Sakakura le souvenir de l'architecture byzantine longuement contemplée à Pampas. Portiques bleus, portiques rouges en « grands formats », sans portiques de molindres dimensions, sur lesquels le ciel profond décline. Sakakura décline la formule de

l'harmonie des couleurs, du mariage du bleu de cobalt et du vert pomme, d'une palette économe, tendre ou ardente.

Ces exemples le prouvent. Paris continue à jouer son rôle de pôle attractif. Sakakura, Anna Shanon s'y sont fixés. Et aussi Virgil (Virgil Nejeric), prodigieux graveur, depuis 1968. Il y a trouvé une consécration méritée : Bibliothèque nationale, La Hune, etc. Il montre cette fois (3) les derniers livres qu'il a anguleusement illustrés, comme *Le Règne* de D. Tadjievic, pubes ardues du croisé, mais ce n'est là qu'une partie de la récente moisson. Il s'expose sous le titre de *Journal du solitaire* 1975, pas moins de trois cent soixante-cinq gravures, toutes petites, il est vrai, et rassemblées en panorama décoratif. Comme toujours, le technique ne nuit pas à l'inspiration. Au contraire. L'écrit du trait, l'expressivité de la vision mêlent l'humour et le fantasme. C'est pourquoi l'écritisme qui domine, un érotisme provocant, pas toujours transporté. Art savoureux et soigné, en général excellent quoique pour une part, l'œuvre a une préférence pour les grands dessins dans lesquels Virgil sait suggérer plus qu'il n'explique, avec une science de la mise en pages complaisante. L'un s'intitule *Pleins de lignes*. On ne saurait être plus explicite. Lignes suspendues comme une urne sévère, ou loquée, entremêlant l'objet, devenant l'objet. Le plaisir, il est pour nous.

Virgil présente également quelques peintures. Elles accusent un tel décalage avec son œuvre graphique qu'on se demande non seulement si elles sont de la même main, mais si chez cet artiste le burin ou la plume ne sont pas en avance de plusieurs longueurs sur le pinceau. Je crois avoir le droit de les trouver mauvaises.

Cette année, la Biennale internationale de céramique d'art de Vallauris ne sera plus animée par Marcel Griaud, dont il fut l'écrit et exécuté commémoratif. Ce peintre et céramiste, qui a bien d'autres titres à son actif, et tout d'abord beaucoup de talent, quinze la cité des potiers pour Chambéry. Ses amis n'ont pas voulu le laisser partir sans lui rendre un dernier hommage, en montrant un choix de ses toiles, échelonnées sur « Trente ans de peinture » (4). Ces toiles, je les connais par cœur et j'en salue la sincérité, la sensibilité, l'honnêteté — au sens du Verbe — l'humilité. Qu'il s'agisse des paysages, où l'on sent une grande admiration pour Jacques Villon (pas d'imitation), des oliviers, des portraits, des compositions où il cherche à expliciter, en symboles, voire en allégories, sa conception générale de la vie. Picasso l'estimait. Avec raison. La lumière savoyarde, plus douce, l'inspiration déformée.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Neau Stern, 25, avenue de Tourville.
- (2) Galerie Jacob, 28, rue Jacob.
- (3) Théâtre Oblique, 76, rue de la Roquette.
- (4) Atelier du Vieux-Moulin, avenue de Grasse, 95 Vallauris.

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - 14 JUILLET

**SOUS LES PAVES, LA PLAGE...**

NOUVEL OBSERVATEUR  
Peut-être le plus beau film sur un certain désarroi contemporain.  
M. GRISOLIA

SAINT-SEVERIN  
12, rue de Valenciennes 00150 01

**COMMENT YUKONG DEPLAÇA LES MONTAGNES**

HISTOIRE DE BALLON LYCEE N° 10 PEKIN  
LES ARTISANS  
L'USINE DE GÉNÉRATEURS, SHANGHAI

Vendredi, débat en présence des réalisateurs JORIS IVENS et MARCELLE LORIDAN, à 23 h 10

**TRIOMPHE**  
(sous-titré anglais)



**Emmanuelle**  
2 millions de spectateurs à Paris

BIARRITZ v.o. - TEMPLIER v.o.

CERITO FILMS présente



**Mon Dieu, comment suis-je tombée si bas...**  
un film de LUIGI COMENCINI  
avec JEAN ROCHFORD

QUINTETTE - 14 JUILLET - STUDIO PARNASSE

L'expérience de Franco BASAGLIA et Mario TOMMASINI.

**FOUS A DELIER**  
FILM DE S. AGOSTI, M. BELLOCCHIO, S. PETRAGLIA, S. RULLI

CONCORDE • GAUMONT LUXEMBOURG • ST-GERMAIN MICHETTE • MONTPARNASSE PATHE  
GAUMONT CONVENTION • CLUCCI PATHE • VICTOR HUGO • LA FAUVETTE • LES ROIS CHENAS • GAUMONT CAMBETTE  
PATHE Belle Epave • PATHE Champigny • VELOC • TRICYCLE Asnières • GAUMONT Evry  
PARLY 2 Studio • P.B. Cergy-Pontoise • ARTEL Nogent

un film de **françois truffaut**  
**L'argent de poche**



scénario de FRANÇOIS TRUFFAUT et SUZANNE SCHIFFMAN  
directeur de la photographie PIERRE-William GLENN - musique de MAURICE JAUBERT  
avec NICOLE FELIX - CHANTAL MERCIER - JEAN-FRANÇOIS STEVENNI - VIRGINIE THEVENET - TANA TORRENS  
une co-production LES FILMS DU CARROUSEL - LES PRODUCTIONS ARTISTES ASSOCIÉS  
distribués par LES ARTISTES ASSOCIÉS

### Variétés

**Tom Jones**

Qu'en dire ? Il a la voix, le physique, l'assurance triomphante et dorée des chanteurs stars d'entretenir les foules. Il peut jouer avec elles, et il en joue. Non pas à la manière d'un chat — comme Mick Jagger par exemple — mais plutôt comme un tigre, les muscles ramassés, en décharges brusques, dominatrices. Il s'adresse aux jeunes filles, celles de dix-sept ans, à coups de hanches frétilantes, de morceaux de bravoure, d'ardents bien rodés.

C. H.

\* Palais des congrès, dernière samedi 20, 21 heures.

**Jacques Debronckart**

La chanson, Jacques Debronckart sait ce que c'est : une histoire d'argent. « Mais je lui pardonne », dit-il, notamment parce qu'elle redresse le condamné

à mort ». Et tout son réclame est ainsi, entre le scepticisme et l'espoir, entre le désespoir et l'optimisme politique et moral obligé. « Un homme est debout dans sa chambre, il n'a pas trouvé de travail. Mais il a bien cent mille châteaux qui prennent le pouvoir. Et puis quelques chansons plus loin, c'est « rien, rien, rien, il ne se passera rien ».

On y croit, aux messages de Debronckart. Car ce qu'il chante, ce ne sont pas des concepts mais des situations. Qu'il évoque le petit peuple paumé du spectacle, qu'il dise sa foi en la jeunesse d'aujourd'hui, ou qu'il raconte un amour qui s'effiloche, il y a toujours quelque chose qui parle et qui passe.

Mais sentimentalisme s'abstenir. Un humour féroce vient s'interposer. — Cl. D.

\* Blanc-Manteau, 21 h. 30.

ELYSEES LINCOLN : 14H15 - 17H30 - 20H30  
QUARTIER LATIN : 12H - 15H - 18H - 20H50  
STUDIO RASPAIL : 14H10 - 17H15 - 20H30

Un Film de Andrzej WAJDA

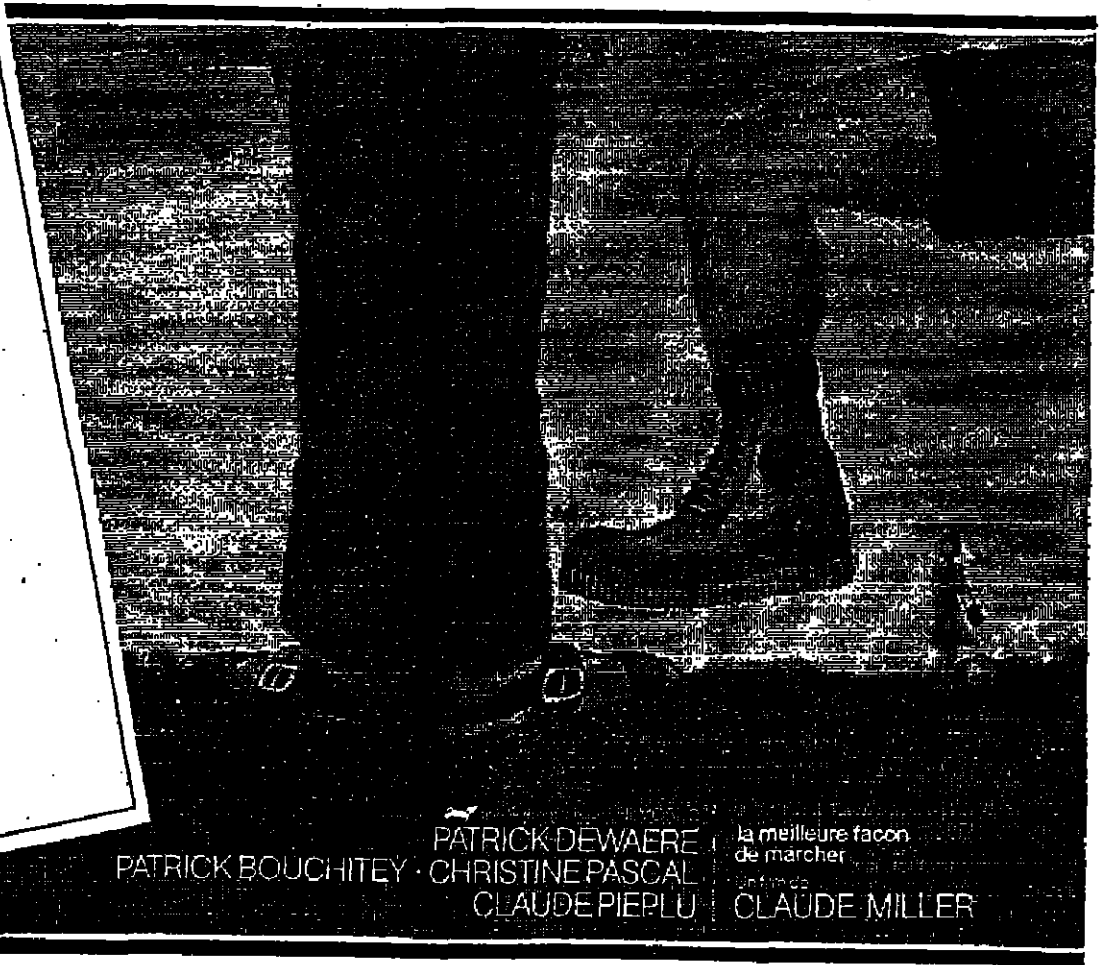
**LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE**

U.G.C. BIARRITZ — HAUTEFEUILLE — DRAGON — GAUMONT-SUD — BIENVENUE MONTPARNASSE — ROYAL HAUSSMANN — SAINT-LAZARE - PASQUIER  
CAMBRONNE — LES 3 NATION — PARLY 2 — TRICYCLE ASNIÈRES — ARTEL NOGENT — FRANÇAIS ENGHEN

on adorera,  
on se passionnera  
pour  
**“la meilleure façon de marcher”**  
c'est le film le plus juste,  
le plus ambigu,  
le plus émouvant et  
le plus drôle du moment

PARISCOP J.M. BESCOS

Interdit aux moins de 13 ans



PATRICK DEWAERE  
PATRICK BOUCHITEY • CHRISTINE PASCAL  
CLAUDE PIEPLU

la meilleure façon de marcher  
réalisé par CLAUDE MILLER







## SPORTS

### BASKET-BALL

En battant Clermont-Ferrand (58-55)

#### Le Sparta de Prague prend une option sur le titre de champion d'Europe

Le Clermont-Université Club (CUC) a été battu de trois points (68 à 65) par le Sparta de Prague, en match « aller » de la finale de la coupe d'Europe de basket féminin. Le match se disputait à Clermont, on pensait généralement que les Françaises prendraient suffisamment d'écart, ce jeudi 18 mars, pour conserver leurs chances lors de la seconde confrontation à Prague.

Cette année, le titre européen est d'autant plus convoité que l'équipe soviétique de Riga, traditionnel vainqueur, ne participe pas à la compétition, ses joueuses étant mises en réserve pour les Jeux olympiques. Le CUC, qui a déjà disputé quatre finales européennes, et le Sparta, six fois finaliste, ont tous deux l'ambition de profiter de l'occasion. L'équipe tchécoslovaque, plus compléte et techniquement supérieure, du moins au vu de sa prestation de jeudi, paraît la mieux placée pour réaliser ce rêve.

Le directeur technique national, M. Jos Jannay, responsable du CUC, n'en pense pas moins que les Clermontoises, conservent leurs chances et qu'elles devraient se reprendre à l'occasion du match « retour ». « Elles doivent être bien meilleures dans leurs tirs et, avec un peu de réussite, elles peuvent inquiéter les Tchécoslovaques qui, si ne fait pas l'oublier, sont parmi les meilleures joueuses du monde après les Soviétiques », a déclaré le directeur technique.

### FOOTBALL

Les demi-finales de la Coupe d'Europe

#### SAINT-ETIENNE S'OPPOSE A Eindhoven

Saint-Etienne rencontrera Eindhoven (Pays-Bas) en demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. Le premier match aura lieu le 21 mars à Saint-Etienne et le second le 24 avril à Eindhoven.

Les deux autres clubs de ces demi-finales sont le Bayern Munich et le Real Madrid.

**HIPPISME.** — Le gris de Saint-Pair-du-Mont, disputé jeudi 18 mars à Saint-Cloud et réservé au pari tiercé, a été remporté par Kervin, suivi de Grey-chiff et de Pétou. La combinaison gagnante est 2-9-7.

## AUTOMOBILE

### Datsun 120 A F-II : les petites routes à bon compte

F-II est une appellation qui sent bon l'asphalte des pistes de Salon-de-Provence ou de Montlhéry. Voilà la nouvelle petite Datsun n'est même pas à l'aise sur les autoroutes. Et elle craint les pavés des villes. Alors, c'est une mauvaise voiture ? Non, mais elle a son caractère.

La Datsun Cherry était déjà, nous l'avons dit (le Monde du 20 janvier), la plus européenne des automobiles japonaises : traction avant, moteur transversal, roues indépendantes. Il lui manquait le confort et l'espace pour être une « grande » voiture. Notre attente aura été vaincue : la F-II a grandi de 16 centimètres, mais les passagers à l'arrière s'y sentiront toujours à l'étroit. Et les sièges avant, bien qu'excellents et remarquablement conçus, ne parviennent pas toujours à compenser la course trop brève des amortisseurs. Le bruit est supportable mais les résonances sont sensibles sur autoroute, en régime constant. Le rayon de braquage,

déjà critiquable, s'est agrandi, tandis que la puissance (et le couple maximal) du moteur a été rognée (de 65 ch DIN, elle passe à 58 ch) : sur autoroute, par vent arrière, on peut risquer la contre-ventilation ; c'est un peu juste pour une 7 CV ! Voilà pour les défauts.

Il faut rouler sur les petites routes pour aimer cette japonaise. Sa stabilité en virage surprendra les automobilistes chauvins. Et, malgré des pneus radiaux fabriqués au Japon, elle « colle » au sol, qu'il soit sec ou mouillé. De plus, sa direction est extrêmement douce pour une traction avant.

Le moteur est fiable, c'est sa réputation. Mais sa première qualité est d'être souple et d'autoriser une conduite sans problème, même dans les épingles. Bien soignée, il permet des moyennes élevées, en sécurité. En ville, à bon compte : 7,1 litres aux 100 kilomètres de montage, à allure soutenue (8,7 litres en ville et sur

autoroute). Voilà pour les qualités.

Il faut pourtant ajouter que l'accessibilité mécanique est un agrément supplémentaire de la F-II. C'est presque une invitation au bricolage. La nouvelle Datsun devrait être livrée avec un manuel complet d'entretien et de réparation. On pourrait ainsi pallier agréablement l'éloignement des concessionnaires. Mais tout a un début. Il faut avoir l'esprit pionnier, d'autant plus qu'il y a des avantages : l'équipement est plus que complet (pare-brise feuilleté, radio, glaces teintées, peinture métallisée, etc.), sans supplément. A ce prix, la démarche vaut la peine d'être tentée.

MICHEL BERNARD.

\* 120 A F-II (7 CV), berline quatre portes : 20 900 F ; coupé : 22 800 F ; 100 A F-II (9 CV), quatre portes : 19 900 F ; deux portes : 19 600 F ; break : 21 400 F.

# Darty et la Hi-Fi.

## Nous sommes aussi intransigeants sur la marque de vos enceintes que sur celle de votre ampli.

La qualité d'une chaîne est celle de son maillon le plus faible. Chez nous, il n'y a pas de maillon faible. Nous sommes aussi intransigeants pour le choix de chacun des éléments de votre chaîne.

Nos spécialistes de la Hi-Fi ont composé pour vous des chaînes performantes en sélectionnant

les meilleurs éléments parmi les plus grandes marques. Et bien sûr, vous profitez aussi des prix Darty, garantis par le Contrat de Confiance.

Si vous trouviez la même chaîne moins chère ailleurs dans le mois suivant votre achat, nous vous remboursons la différence.

Des prix à la Darty, ça ne se copie pas : quelques exemples :

	Ampli	Platine	2 Enceintes	Éléments complémentaires			Prix Darty
Chaîne 11	Ampli-tuner KENWOOD KR 2400 2 x 16 watts AM/FM	ERA 1000 Entraînement par courroie Cellule JELCO	KJLH 701 2 voies 40 watts				2.980 F
Chaîne 12	KENWOOD KA 1400 B 2 x 15 watts Façade noire	LENCO L 65 Automatique Cellule SHURE M94	EPB. M 30 2 voies 25 watts	Tuner KENWOOD KT 1300 B AM/FM Façade noire			3.490 F
Chaîne 15	Ampli-tuner SCOTT 316 L 2 x 18 watts FM/PO/GO	SONY PS 5011 Cellule SONY Type LM	CELESTION DITON 33 3 voies 40 watts				3.950 F
Chaîne 16	Ampli-tuner PIONEER SX 636 2 x 27 watts FM/GO	LENCO L 80 Cellule M94	JB LANSING L 26 2 voies 35 watts				5.380 F
Chaîne 17	Ampli-tuner MARANTZ 4230 2 x 30 watts AM/FM - DOLBY	THORENS TD 145 Cellule SHURE M91 ED	ESS. LAB 2 2 voies 50 watts				6.650 F
Chaîne 18	SCOTT A 436 2 x 42 watts	THORENS TD 166 Cellule SHURE 75/6-S	MARTIN SUPER LABORATORY 3 voies 50 watts	Tuner T 526 L Sensibilité 1,9 µV FM/PO/GO	Platine-cassette BELTECK M 1150 changement frontal DOLBY	Casque KOSS K 6 LC avec régulateur de volume	7.450 F
Chaîne 19	Ampli-tuner PIONEER SX 939 2 x 75 watts AM/FM	LENCO L 90 Cellule M94/E	MARTIN EXORCIST 3 voies 75 watts 4 Tweeters à pavillon				8.995 F

Darty, le seul spécialiste Hi-Fi, électroménager, TV qui ose vous signer le Contrat de Confiance.

Home-Centers Darty et Réel regroupant :  
Darty, spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV  
et Réel, spécialiste en ameublement, décoration et cuisines.  
75 - PARIS 17<sup>e</sup> : 25 à 35, bd de Belleville - M<sup>o</sup> Couronne... ①  
75 - PARIS 14<sup>e</sup> : Centre Commercial Galté-Montparnasse... ②  
80, av. du Maine - Entrée directe par le M<sup>o</sup> Galté... ③  
93 - BAGNOLET : Pte de Bagnolet - M<sup>o</sup> Galté... ④  
Au pied du Navaret... ⑤  
93 - BONDY : 123 à 155, av. Gallieni - RN 3... ⑥  
95 - CERGY-PONTOISE : Centre Régional "3 fontaines"... ⑦  
92 - CHATILLON : 151, av. Marcel-Cachin - RN 306... ⑧  
93 - PIERREFITE : 102-114, av. Lénine - RN 1... ⑨  
76 - ROUEN : 47, av. de Coen... ⑩



Magasins Darty spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV.  
75 - PARIS 8<sup>e</sup> : Darty-sous-la-Madeleine. Parking place de la Madeleine... ⑪  
75 - PARIS 13<sup>e</sup> : 168, av. de Choisy - M<sup>o</sup> Pl. d'Italie... ⑫  
75 - PARIS 18<sup>e</sup> : 128, av. de St-Ouen - M<sup>o</sup> Pte de St-Ouen... ⑬  
75 - PARIS 20<sup>e</sup> : 3-5-7 av. de la Pte de Montreuil - M<sup>o</sup> Pte de Montreuil... ⑭  
78 - ORGEVAL : Centre Commercial "Art de Vivre"... ⑮  
78 - PARY 2 - Centre Commercial... ⑯  
91 - THIAIS-RUNGIS : Centre Régional de la "Belle Epine" - RN 7... ⑰  
92 - ASNIERES : Carrefour des 4 Routes - RN 309/RN 186... ⑱  
94 - CHAMBRAY : 12, av. R. Salengro - La Fourchette - RN 4... ⑲  
94 - CRETEL : Centre Régional "Cristal-Soleil"... ⑳  
69 - LYON : Centre Commercial de la Part-Dieu - 3<sup>e</sup> niveau... ㉑  
69 - LIMONEST : Route Nationale 6... ㉒

① Nocturne le Mercredi jusqu'à 21 h 30 - ② Nocturne le Mercredi jusqu'à 21 h 30 - ③ Nocturne le Jeudi jusqu'à 21 h 30 - ④ Nocturne le Mercredi, le Jeudi et le Vendredi jusqu'à 22 h 00 - ⑤ Nocturne le Vendredi jusqu'à 21 h 30 - ⑥ Nocturne le Vendredi jusqu'à 22 h 00 - ⑦ Ouvert le Dimanche matin - ⑧ Ouvert le Dimanche toute la journée - ⑨ Fermé le Dimanche - ⑩ Fermé le Lundi - ⑪ Fermé le Lundi matin - ⑫ Fermé le Mardi - ⑬ Fermé le Mercredi - ⑭ Nocturne le Mardi jusqu'à 22 h 00 - ⑮ Nocturne le Vendredi jusqu'à 21 h 00.

سلا من الامل



## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### AU CONSEIL DE PARIS

## Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la capitale est adopté

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la capitale a été adopté, le jeudi 18 mars, par le Conseil de Paris, par 58 voix (majorité présidentielle) contre 31 (groupes de gauche et jacobins). Les modifications apportées au projet de schéma directeur, dans sa version de 1972, tiennent compte des récentes directives formulées par le président de la République sur l'urbanisme parisien et des travaux des commissions spécialisées de l'assemblée municipale. C'est ainsi que dispa-

raissent officiellement du schéma les radiales de Denfert de Bagnolet et des Batignolles, l'axe Nord-Sud, la voie express rive gauche dans sa partie centrale et la liaison Italie-Nation ; l'abandon des « pôles tertiaires » autour de la gare de Lyon et de la gare de l'Est est confirmé. De grands équipements publics seront implantés aux Halles, à La Villette, sur les terrains Citroën et à Bercy. Enfin, une action sera entreprise pour mettre en valeur les berges de la Seine et les canaux parisiens.

### Coup d'envoi de la campagne municipale

Ce qui aurait dû être une séance de routine au Conseil de Paris — l'adoption du S.D.A.U. — s'est transformée en un véritable débat politique. C'est le coup d'envoi de la campagne municipale qui a été lancé le jeudi 18 mars à l'Hôtel de Ville.

Après avoir annoncé que son mouvement présenterait des candidats dans tous les secteurs de la capitale, M. René Galy-Dejean (Mouvement des démocrates, le parti de M. Michel Jobert) a critiqué le projet de schéma directeur présenté par le préfet de Paris, M. Jean Taulé. Il a notamment déclaré : « Vos propositions, M. le préfet, portent la marque de l'indécision et de l'irrésolution. Ce projet est l'image même d'une administration désemparée, indécision résultant des contradictions internes de la majorité de cette assemblée et que les artifices de plume n'arrivent pas à dissimuler : trépidation résultant d'une absence politique clairement exprimée, tant au niveau de l'Etat qu'au niveau de la ville. L'ancien conseiller technique de Georges Pompidou a ajouté : « Qu'y a-t-il de vraiment nouveau dans un document ancien et que nous connaissons tous ? Les propositions qui nous sont faites suffisent-elles pour assurer à Paris un avenir digne de la capitale d'un grand pays et donner aux Parisiens les garanties que

nous devons leur apporter dans des domaines qui dépassent largement l'aménagement des bords des canaux et la conservation des façades anciennes ? » M. Galy-Dejean a proposé que soit défini « un pacte de responsabilité » entre la ville, l'Etat et la région.

M. Bernard Rocher (U.D.R.) a répondu à l'orateur en précisant que « ses critiques s'adressaient en partie à un document ancien qu'il avait approuvé en d'autres temps ».

Pour M. Michel Férignac (P.C.) « ce schéma directeur n'est qu'un catalogue d'intentions, une compilation des directives du président de la République. Il confirme que l'on veut instaurer un urbanisme de crise ». M. Pierre Guillon (P.S.) a affirmé : « La remise en cause des grandes opérations d'urbanisme dans la capitale est dictée par un souci financier et non écologique ».

Le Conseil de Paris a refusé, d'autre part, par cinquante-neuf voix (majorité présidentielle) contre trente (groupes de gauche) de M. Louis Mollinet, conseiller de Paris, socialiste, qui invitait le préfet de Paris à modifier le projet de reconstruction des zones d'habitat collectif dans le dix-septième arrondissement. Le permis de construire délivré au mois de juillet 1975 par la préfecture de Paris a été remis en cause par

le Conseil d'Etat. Celui-ci a estimé, en effet, mercredi 17 mars, que la dérogation accordée en matière de densité était illégale.

Après la fin des Halles, y aura-t-il le trou des Batignolles ? a demandé M. Louis Mollinet. Le préfet de Paris, M. Jean Taulé, a déclaré : « Cette affaire ne pourra être vue qu'après le jugement du tribunal administratif. Si elle l'était, ce sera avec la collaboration des élus de l'arrondissement ». L'intervention de M. Pierre Guillon (P.S.) est alors intervenue pour poser la question : « Le nouveau statut de Paris prévoit la nomination, par la majorité du Conseil de Paris, de représentants d'associations de quartiers au sein des commissions d'arrondissement. Comment ce choix pourra-t-il être honnête, si l'on dit déjà qu'il y a de bonnes et de mauvaises associations ? »

Enfin, le Conseil de Paris a adopté à l'unanimité, des mesures en faveur des autobus. Elles prévoient notamment l'équipement, dans certains carrefours de la capitale, d'un système de feux tricolores donnant priorité aux autobus.

## SYNDICATS, ASSOCIATIONS ET PARTIS DE GAUCHE demandent à être associés à la nouvelle opération « Italie »

Dix-huit organisations (associations locales, syndicats et partis de gauche) du 13<sup>e</sup> arrondissement viennent de décider de réunir des états généraux pour la rénovation du secteur Italie. Elles demandent que la population de l'arrondissement soit désormais associée à la poursuite de l'opération.

Confiée par la ville au secteur privé, la rénovation des immeubles du secteur Italie commence officiellement le 14 janvier 1976, quand le Conseil de Paris se

prononce favorablement sur le plan d'urbanisme de détail de l'opération.

Le plan d'urbanisme de détail est, en effet, devenu caduc à la fin de l'année 1974 ; un plan d'occupation des sols, pour l'ensemble du secteur, doit être élaboré, le remplace. D'autre part, les promoteurs jugeant l'opération moins rentable qu'à ses débuts s'en sont progressivement désintéressés. Les exigences des propriétaires de terrains ont précipité le mouvement tout en aggravant la spéculation foncière. La

réalisation des équipements publics (écoles, écoles, espaces verts, lycées) n'a pas suivi le rythme de la construction des immeubles d'habitation. Enfin les nouvelles orientations données par le Conseil de Paris à la République ont condamné les immeubles de grande hauteur et la « densification » excessive. Actuellement vingt-huit tours ont été réalisées sur les cinquante-huit prévues ; l'ensemble de neuf mille logements sont construits ou autorisés.

seniors battus, mais ne reste-t-il pas encore un peu d'imaginaire à l'administration après qu'elle en a tant dépensé en pure perte pour les habitants dans cette malheureuse affaire d'Italie ? Et puis la concertation n'est-elle pas la doctrine officielle ?

### POINT DE VUE

## Faire intervenir les intéressés

TRISTEMENT célèbre par ses futures cinquante tours, l'opération de rénovation Italie, six ans après qu'elle a commencé, a dû être arrêtée sous la pression de l'opinion publique et de ses propres contradictions. Que faire maintenant pour résoudre le problème de l'aménagement d'un quartier qui restera traumatisé par ce qui s'est fait et par ce qui a fallu se faire.

Pour notre part, et reprenant une analyse de toujours, nous préconisons en mars 1975 l'application de quelques idées simples : une densité plus modérée, une place plus importante à la réhabilitation, une vocation conservant une taille patrimoniale, un équilibre de l'ensemble pour assurer la bonne fin. L'administration de son côté, oubliant que six années d'extravagance laissent l'aménagement du quartier sans solution, propose pour résoudre le problème d'appliquer les procédures administratives habituelles : loi ZAD, loi POS, ailleurs ZAC. Que valent pourtant ces moyens qui consistent seulement à l'inscription de contraintes, mais sans pouvoir d'incitation ?

Certes, ces projets représentent un certain nombre de nos idées et les habitants pourraient ainsi y trouver des motifs de satisfaction. Mais est-ce suffisant ?

L'absence volontaire d'une vue d'ensemble a, en effet, entraîné des contradictions. Ainsi en se fondant sur une densité intérieure et on réduit le programme d'équipements (aucun d'entre eux n'ayant d'ailleurs encore vu le jour), alors qu'il s'avère que le nombre de logements du quartier, compte tenu des logements anciens en définitive conservés, sera au moins égal à celui prévu avec les cinquante tours. Ainsi les équipements restent-ils trop spécialisés et n'ont-ils pas été réexaminés en fonction des besoins de la population d'aujourd'hui. Ainsi leur localisation a-t-elle été négligée. Ces remarques furent transmises aux élus et à l'administration avant le déb. qui eut lieu au Conseil de Paris en décembre 1975. Hélas ! celui-ci, tel qu'il a été rapporté par le Bulletin municipal officiel, n'a apporté aucune lumière nouvelle aux habitants.

par JACQUES RÉMOND (\*)

car il a été scandalusement bécoté en quelques minutes de fin de session.

Certes, les procédures suivies réservent encore des moyens d'intervention : enquête publique, pour le POS, débats sur les dossiers de ZAC. Mais d'une part on sait, et on vient de voir, que ces procédures sont souvent inadéquates à l'expression des habitants et, d'autre part, il apparaît que, la conjonction immobilière se résolvant de nouvelles vocations naissant à la rénovation ponctuelle au bon en en jeu au nombre de demandes de permis de construire déposées depuis quelques semaines. Or ces demandes risquent d'être instruites rapidement, ce qui pourrait empêcher les modifications souhaitables.

Quelles que soient les modalités des décisions parcellaires qui seront prises, il faut conserver une vue d'ensemble à l'aménagement du quartier, vue d'ensemble qui peut même s'étendre aux quartiers en transformation aux alentours. Pour y parvenir, une commission de coordination créée à cet effet devrait suivre l'instruction des permis de construire, l'avancement des projets de ZAC, la programmation et la réalisation des équipements. L'application de la politique de réhabilitation reconnue maintenant comme nécessaire. Cette commission devrait comprendre des représentants des associations locales.

Cette commission serait un exemple des structures de dialogue indispensables à une véritable participation des habitants, qui pourrait être appliquée à bien d'autres domaines : par exemple, à l'élaboration du plan de circulation de Paris, à l'amélioration du service offert par la R.A.T.P., par l'O.P.H.L.M., etc.

Certes, cette proposition sort des (\*) Président de l'Association pour le développement et l'aménagement du treizième arrondissement, B.P. 339, Paris 75014 Cedex 13.

### Lorraine

### LA RÉUNION DU CONSEIL RÉGIONAL

## L'autoroute Nancy-Dijon sera construite au cours du VII<sup>e</sup> plan

Au cours de la réunion du conseil régional de Lorraine, tenu le 19 mars, à Bar-le-Duc (Meuse), M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président de cette assemblée, a annoncé la décision du ministre de l'équipement d'inscrire la construction de l'autoroute Lorraine-Bourgogne dans les programmes prioritaires du VII<sup>e</sup> Plan.

Cette autoroute, longue de 130 kilomètres, serait à péage et relierait Toul à Langres. Son tracé exact n'est pas encore fixé ; elle pourrait être ouverte en 1982.

Cette réunion du conseil régional dans une autre ville que le chef-lieu de la région, Nancy, revêt une certaine importance dans la mesure où elle vise à attirer l'attention sur la Meuse, l'un des départements lorrains les plus défavorisés, et où elle intervient au lendemain des élections cantonales.

La poussée de gauche ne se traduit pas dans la composition politique du conseil régional. Parmi les vingt-cinq représentants des collectivités locales élus par les quatre conseils généraux réunis le mercredi 18 mars, on ne trouve aucun de ses élus. Ainsi, alors que la gauche a gagné aux cantonales 14 sièges (10 pour les socialistes, 4 pour les communistes) elle voit le nombre de ses représentants au conseil régional passer de 6 à 5 (3 P.S., 2 P.C.), alors que l'U.D.R. en compte 4 de plus. Au total, le nouveau conseil régional de 65 membres est désormais ainsi composé : U.D.R., 18 représentants (14 auparavant) ; R.I., 16 (17) ; C.D.P., 6 (7) ; Radicaux 3 (4) ; réformateurs 3 (3) ; modérés favorables à la majorité, 11 (11) ; divers gauche, 2 (3) ; P.S. 3 (4) ; P.O., 2 (2) ; sans étiquette 1.

Un certain nombre de personnalités ne siègeront plus au sein du conseil régional des Lorrains, parce que battues aux cantonales, notamment M. Jean Vilmain, C.N.I., ancien président du conseil régional et président sortant du conseil général des Vosges.

Bien que l'équilibre au sein du conseil régional n'ait guère boulevé M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, celui-ci risque cependant d'avoir pas coulé moins franches. En février dernier il avait été élu contre l'U.D.R. grâce à une coalition R.I.-centristes réformateurs ; or ce sont ces mêmes groupes qui ont été le plus touchés par la poussée de la gauche alors que l'U.D.R. a beaucoup mieux résisté et apparaît aujourd'hui psychologiquement et numériquement comme le groupe le plus important du conseil régional.

## La Meuse sur la mauvaise pente

de notre correspondant

Nancy. — La Meuse est atteinte de leucémie. Le département perd régulièrement sa population, qui au dernier recensement a chuté à 203 500 habitants. Le signal d'alarme a été tiré, déclare M. Pierre Rouvière, préfet de la Meuse. Le chiffre rouge est alarmant.

M. René Herment, sénateur (républicain indépendant d'action sociale), estime que 200 000 habitants représentent une catastrophe démographique. « Descendre en-dessous, c'est aller vers la désertification ».

En parcourant le département, l'observateur est frappé de voir comme les villes y sont peu nombreuses, si l'on excepte quelques centres, comme Verdun et Bar-le-Duc. La densité, chiffrée à 34 habitants au kilomètre carré descend à 11,5 dans les zones rurales. Les jeunes partent régulièrement, entraînant un vieillissement de la population. « Nous formons à grands frais des jeunes qui vont travailler ailleurs. Il faut absolument que nous parvenions à les retenir ici », déclare M. Jean Bernard, député socialiste.

L'image économique de la Meuse est marquée par l'absence de concentration industrielle. La majorité des petites et moyennes entreprises se trouvent disséminées autour de Bar-le-Duc et de Verdun. Aucune ne dépasse mille salariés. Victime de l'exode rural, dévastée par les guerres, la Meuse, dont l'industrie possède quelques atouts, notamment dans l'industrie de précision, n'a pas jusqu'à présent réussi à remonter le courant.

(1) Entre les deux recensements (1968 et 1975), la population de la Meuse est passée de 209 513 à 203 500 habitants. Pendant le même temps, les trois autres départements de la Lorraine voyant leur population augmenter : la Meurthe-et-Moselle passait de 705 413 à 723 587, la Moselle de 571 214 à 1 008 373, et les Vosges de 238 201 à 371 957. L'ensemble de la population de Lorraine passait de 2 274 441 habitants à 2 330 821.

Pour relancer la machine, on compte beaucoup sur l'autoroute de l'Est (A-4), qui traversera le département au sud de Verdun. « C'est notre grande chance. Elle nous reliera à Paris, à la Lorraine industrielle et à l'Allemagne. Elle peut nous apporter des industries ».

Dans cet espoir, des zones industrielles sont aménagées le long de l'axe qui mettra Verdun à deux heures de Paris.

Les Meusiens ont plaidé leur dossier en juillet 1975 lors de la venue de M. Jacques Chirac, et plus récemment auprès de M. François Essig, délégué à l'aménagement du territoire. Le remède passe par l'industrialisation entraînant la création d'emplois. Pour y parvenir les Meusiens comptent à la fois sur les pouvoirs publics et sur la région. « Nous ne pouvons pas repartir avec nos propres moyens », affirme M. Bernard. Il faut un plan spécial pour la Meuse.

Pour sortir de l'ornière, il serait nécessaire de créer cinq cents emplois industriels masculins par an. Ainsi on parviendrait, dans dix à quinze ans à une population de deux cent cinquante mille habitants.

Les responsables du département espèrent que les pouvoirs publics reverront en avril la carte des aides régionales, les zones de primes affectées à des entreprises. Ils aimeraient aussi que la région vienne au secours du « parent pauvre », qui ne tient pas à devenir l'oasis de verdure de la métropole industrielle de Lorraine.

Pour la Meuse, l'heure de la chute démographique, ou elle redressera la barre, enrayant sa chute démographique ou elle s'enlisera peu à peu, se heurtant à des difficultés quasi insurmontables.

CLAUDE LEVY.

## santé et loisirs à

# vichy

STATION OUVERTE TOUTE L'ANNÉE

Le plan d'eau de VICHY est un des éléments du cadre enchanteur de la Reine Thermale. Parcs verdoyants et ombragés, golf 18 trous, piscines, tennis, champ de courses et clubs hippiques le complètent.

Les distractions sont tout aussi variées (casinos, jeux, night-club, cinémas).

VICHY, c'est la Santé : la cure est des plus efficaces dans les affections digestives, du foie, de la vésicule biliaire, dans les maladies de la nutrition, les séquelles d'hépatites virales, les allergies d'origine digestive.

A VICHY, tout a été prévu pour votre santé, votre détente et vos loisirs.

Renseignez-vous :



Photo S.O.T.

SYNDICAT D'INITIATIVE OFFICE DE TOURISME : VICHY. tél. 98.71.94

MAISON D'AUVERGNE : 53, av. F. Roosevelt, 75008 PARIS. tél. 225.17.57

SYNDICAT NATIONAL DES ÉTABLISSEMENTS THERMAUX 10, rue Clément Marot 75008 PARIS. tél. 225.87.16

Le coût total de l'autoroute Lorraine-Bourgogne est évalué à 906 millions de francs (1975) pour le tronçon Toul-Langres, auxquels il faudra ajouter plus de 400 millions de francs pour atteindre Dijon, par un tracé commun avec l'autoroute Calais-Dijon (A 26). L'autoroute des Anglais. Les études de la construction sont confiées à une société d'économie mixte, la Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône. La rentabilité financière de cette opération étant faible au départ (environ sept mille véhicules/jour sont prévus, alors qu'il en faudrait le double), les avances consenties par l'Etat et les collectivités locales devront être importantes et atteindre environ la moitié de la dépense.

Un premier schéma de financement avait été proposé : la part de l'Etat et celle de la région auraient été chacune de l'ordre de 250 millions de francs pour le tronçon Toul-Langres. Des négociations sont en cours, qui portent sur l'ensemble du projet Nancy-Dijon, et qui visent, d'une part, à obtenir la participation financière d'autres régions concernées, comme la Bourgogne, et, d'autre part, à augmenter la part de l'Etat par rapport à celle de la Lorraine. Le recours à l'emprunt est aussi envisagé.

Pour ce qui concerne le tracé, le ministre de l'équipement s'appuie sur les services et qui devrait être soumis à l'enquête publique à l'automne : au départ du contournement de Toul (déjà relié à Nancy par autoroute), une liaison directe vers le sud passerait au centre du triangle Neufchâteau-Vittel-Mirecourt et rejoindrait Langres par Montigny-le-Roi.

Les premiers achats de terrains à l'amiable pourraient être négociés dès 1977, et les premiers travaux commenceraient en 1978. Et tout se passe bien et si tous les financements sont réalisés, l'autoroute pourrait être ouverte en 1982.











# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LA CRISE MONÉTAIRE

### Les supercheries du président

(Suite de la première page.)

L'idée était de concilier l'action anti-inflationniste des pays du « serpent », la cohérence de leurs interventions permettant de lutter contre la hausse des prix autrement que par la récession interne.

On a fait tout le contraire : la France est entrée dans le « serpent » au plus bas de la récession, les politiques déflationnistes se renforçant mutuellement et chaque pays restant seul devant la spéculation qui frappe sa monnaie.

Il était évident en juillet 1975 que, après la chute de la lire et sa sortie du « serpent », la monnaie la plus vulnérable du « serpent » était le franc, compte tenu de notre taux d'inflation. Demain, la spéculation s'attaquera avec le même succès à la monnaie jugée la plus faible, que ce soit le franc belge ou la couronne danoise. Une récession prolongée d'une monnaie, en l'absence d'autorité coopérative internationale active, est pratiquement impossible. C'est ce qu'avaient compris les opérateurs qui ont vendu à découvert des francs la semaine dernière, alors même qu'ils étaient tenus de se couvrir dans les deux jours, en se procurant des euro-francs au taux de 2 % par jour.

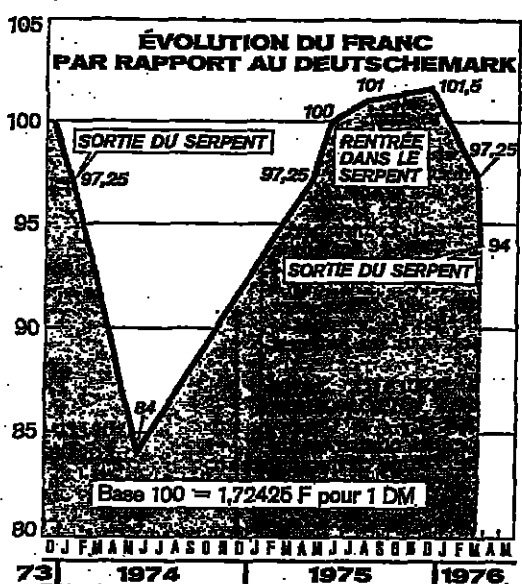
Pour assurer la viabilité du mécanisme du « serpent », il eût fallu un accord d'ensemble des pays européens sur une parité stable du dollar à l'égard des monnaies européennes ou — au minimum — sur des négociations de coopération reposant sur des implications techniques et politiques. Mais de négociation européenne, il n'y a eu pas, le président préférant le geste généreux et unilatéral de nature à impressionner favorablement le chancelier de la République fédérale. Ce coup de tête inconséquent était une supercherie, car une telle rentrée dans le « serpent » loin d'être un pas dans le sens de la coopération européenne, marquait un effacement de l'Europe.

Cet effacement devint évident à l'autonomie, lorsque la deuxième faute du président fut consommée avec l'acceptation officielle du désordre monétaire établi. Le renouveau de Rambouillet fit l'objet d'une remarquable orchestration : c'était un compromis entre les thèses américaines et françaises. Grâce à une coopération journalière des banques centrales, les « fluctuations erratiques » du cours des monnaies seraient éliminées. Ce coup diplomatique n'était qu'un battage publicitaire et mondial. Aucun engagement concret n'avait été pris, les gouver-

nours de banques centrales étaient d'ailleurs tenus au « respect du marché ». La négociation monétaire internationale était close en fait par un alignement sur les thèses américaines : parités flottantes, sous-évaluation du dollar, substitution des droits de tirage spéciaux à l'or. A Rambouillet, l'Europe n'était qu'un fauteur vide et les velléités européennes du président de la République se sont dissoutes dans l'adulisme monétaire.

Pour l'opinion dupée, l'aneurésie ne fut que de courte durée. Après de nouveaux épisodes de la crise italienne et anglaise, le franc se trouva au premier rang des monnaies menacées et ce fut la troisième faute : au lieu de prendre l'initiative, on tergiversa avant d'entendre trop tardivement la victoire de la spéculation. Dès la première attaque spéculative en janvier, qui entraîna pour ce seul mois une hémorragie de 2 milliards de

plus élevées, il est une source d'inflation intérieure par la hausse constante des prix des produits importés, et il est aussi une source d'incertitude nocive pour les exportateurs et les entreprises qui ont choisi des stratégies de développement à long terme. Elles seront tentées de fixer leur comportement en fonction des décisions velléitaires et contradictoires du gouvernement. Or la renouement à des projets ambitieux d'investissements et d'entreprises signifie une sortie plus aisée de la crise. Le pilotage à vue, qu'il soit le fait des entreprises ou du gouvernement, est incompatible avec des perspectives d'un développement équilibré, tant au niveau de la France qu'à celui de l'Europe. De façon plus diffuse et plus subtile, les Français deviennent conscients que les secousses ne sont pas seulement provoquées par des événements extérieurs, mais par les maladresses répétées de leurs gouvernements, et



francs, l'on devait tenter de négocier avec nos partenaires européens la modification du système ; certes, à chaque, un accord est aléatoire, mais aucune autre voie ne nous était offerte. La semaine, le président nous a fait une journée passée avec le chancelier Schmidt dans un mas sur la Côte d'Azur le pousse à la laissez-faire.

Les déclarations contradictoires de son ministre de l'économie, au cours de la dernière semaine, ne peuvent être considérées comme une amorce sérieuse de négociation, et la piètre spectacle de la réunion de Bruxelles de dimanche soir ne peut faire illusion : les jeux étaient faits avant l'entrée en séance. Enfin, retardant la décision de sortir du serpent jusqu'au 14 mars, sans aucune tentative sérieuse à l'échelle internationale, on a choisi la solution la plus coûteuse. Du point de vue de nos devises, puisque, après les 2 milliards de francs perdus en janvier, nous en avons repartis 4 en février et 8 en mars, dont 3 pour la seule journée du vendredi 12, gagner deux jours n'était-il pas profitable sur le plan électoral ? Du point de vue moral, récompenser la spéculation lorsqu'elle s'est généralisée est une capitulation qui constitue un précédent inquiétant pour l'avenir.

Maintenant, les Français devront supporter les dégâts. Si l'on peut espérer que le flottement fera hélier une partie des spéculateurs contraints de prendre des risques beaucoup

que, pour régler les problèmes au fond, il leur faudra changer l'équilibre, changer les méthodes et changer aussi les structures. Ce chaos monétaire est le plus grave connu depuis trente ans. Nul ne sait à quelles situations dramatiques il peut nous conduire.

En matière économique, l'ordre s'appelle planification. Il devient urgent d'en prendre les moyens.

MICHEL ROCARD.

**LE PROGRAMME FRANÇAIS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.** — En liaison avec l'action économique décidée par la C.E.E., vient d'être mis en place. M. René Lenoir, secrétaire d'Etat à l'action sociale, a précisé qu'un crédit de 11 millions de francs, pour moitié en provenance des fonds européens, a été attribué à cette expérience qui doit durer deux ans et comporter quatre projets : une action globale sur un million donné — les familles en difficulté — dans la ville de Reims ; une action ponctuelle d'aide à l'enfance et à la famille dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris ; une aide au logement des plus pauvres dans trois villes du Nord, du Nord-Pas-de-Calais et du Val-de-Marne ; un programme de scolarisation précoce dans le milieu de familles déshéritées prises en charge par l'association Aide à toute épreuve.

#### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVICES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 1/2	5 1/2	3
1 mois	5 1/2	6 1/2	3 1/4
3 mois	5 3/4	6 3/4	3 1/2
6 mois	6 1/8	6 5/8	3 3/4

### Industries mécaniques : l'activité devrait progresser très modérément en 1976

Après la crise de 1975 et malgré la reprise qui se confirme, nous ne pouvons envisager qu'une progression très modérée de la production de nos industries en 1976 », a déclaré, le 17 mars, M. Philippe Burel, président de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux.

En 1975, les industries mécaniques ont réalisé un chiffre d'affaires de 89 milliards de francs, soit en prix constant une régression de quelque 6 % par rapport à 1974. Les livraisons sur le marché intérieur ont diminué de 10 %. Par contre, les exportations ont progressé de 24 % en valeur et de 11 % en volume. Elles se sont élevées à 37 milliards de francs (40 % du chiffre d'affaires total de cette profession). La balance des échanges extérieurs des industries mécaniques est devenue très largement positive, avec un total de 12 milliards de francs. Les effectifs sont revenus à la fin de 1975 à 688 000 personnes, soit une suppression de 28 000 postes. Depuis quelques mois, on note un renouement des tendances. Si le marché intérieur s'est quelque peu rétabli, grâce notamment à la mesure de déduction fiscale

pour les investissements, les exportations s'accroissent. Cette dégradation inquiète fort les industriels du secteur, qui se demandent si la reprise de l'activité en France sera suffisante pour compenser la baisse des ventes à l'étranger.

A ce propos, M. Burel a indiqué que la mise en flottement du franc peut avoir des effets positifs pour la profession à court terme. Toutefois, a poursuivi M. Burel, « nous restons persuadés que l'expansion de nos industries ne peut se poursuivre qu'avec un franc stable et fort, en raison notamment de la longueur de nos délais de paiement ».

**EN 1976, LA PRODUCTION DE CIMENT** a baissé de 5 % en Europe occidentale. Elle a atteint 193,5 millions de tonnes. Six pays ont enregistré un accroissement de leur production : la Turquie (+ 20 %), la Grèce (+ 11 %), l'Espagne et la Norvège. La Suisse (- 36 %) et l'Autriche (- 13 %) ont enregistré la plus forte diminution. Les trois principaux producteurs de la zone, l'Allemagne fédérale, la France et l'Italie ont enregistré des baisses respectives de 11, 9 et 6 %.

**LE GROUPE MOTOECANE**, premier producteur mondial de deux-roues (environ 700 000 machines par an), a acquis une participation de 21 % dans le capital de la société Bicycletas Caloi S.A., premier fabricant brésilien de cycles. Cette prise de participation complète l'accord conclu entre les deux sociétés pour la fabrication sous licence au Brésil de cyclomoteurs Motoecane Caloi S.A. détient 40 % du marché brésilien du cycle avec une production annuelle de 370 000 bicyclettes et devrait fabriquer cette année environ 12 000 cyclomoteurs.

**RELANCE DES INVESTISSEMENTS DANS LA CHIMIE BRITANNIQUE.** — L'Association des industries chimiques de Grande-Bretagne prévoit que les dépenses consacrées à la construction d'équipements neufs s'élèveront à 2,8 milliards de livres (25 milliards de francs environ) d'ici à 1978 (inclus). Le montant de ces investissements, dont une partie servira à financer la construction d'un vapo-craqueur et d'une unité d'ammoniac, est trois fois supérieur en montant courant à celui des années 1972-1974, mais, en raison de la dépréciation monétaire, reste, en moyenne annuelle, inférieur au record atteint en 1970.

### UN BANQUIER EST NOMMÉ À LA TÊTE DE LA BRITISH STEEL CORPORATION

M. Charles Villiers, 46 ans, président de la banque d'affaires Guinness & Co., prendra en septembre prochain la direction de la British Steel Corp. (B.S.C.), entreprise nationalisée qui regroupe 80 % de la sidérurgie britannique. Il remplacera M. Monty Finton, sidérurgiste de formation, dont le mandat de trois ans ne sera pas renouvelé.

M. Finton était plusieurs fois trouvé en désaccord avec les pouvoirs publics, lorsqu'il avait, notamment, proposé des licenciements afin de réduire les pertes subies par la B.S.C., chiffrées par lui à 8 millions de livres par semaine actuellement, et à 750 millions de livres ces deux dernières années, du fait d'une limitation autoritaire de la hausse du prix de l'acier.

**INQUIETUDE DANS LE BATIMENT PARISIEN.** — La construction des industries du bâtiment en région parisienne a baissé en 1975 de 10 % par rapport à 1974 et le nombre d'heures travaillées a diminué de 8 %. L'indice de construction parisienne du bâtiment. Pour 1976, les premières estimations ne sont guère encourageantes. On prévoit une diminution de l'activité et de l'emploi du même ordre qu'en 1975.

### HONEYWELL BULL CÈDE SES ACTIVITÉS DE FABRICATION DE DISQUES MAGNÉTIQUES

La filiale allemande d'Honeywell Bull va vendre son usine de fabrication de disques magnétiques pour ordinateurs, située à Heppenheim (R.F.A.), à la firme américaine Magnetic Peripheral Inc. (M.P.I.). Cette dernière constituée il y a un peu moins d'un an d'un commun accord entre Control Data (qui détient 70 % de son capital) et Honeywell (30 %), doit regrouper les actifs de ces deux firmes dans le domaine de la conception et de la fabrication de mémoires magnétiques pour ordinateurs. M.P.I. sera le centre d'approvisionnement unique pour toutes les sociétés liées à Control Data et Honeywell. En contrepartie de la vente de l'usine d'Heppenheim, Honeywell Bull, par la suite C.I.L.-Honeywell Bull, détendra une participation symbolique dans M.P.I. (au maximum 3 % du capital).

[Cette opération, plus ou moins prévue depuis la construction de M.P.I. — c'est-à-dire avant la signature officielle des accords entre Honeywell, la C.E.E. et le gouvernement français — pose cependant un problème de fond. La C.I.L. avait développé ces dernières années ses activités de fabrication de disques, notamment pour les matériels de grande capacité. La nouvelle société C.I.L.-Honeywell Bull ne devant plus avoir, dans le cadre de la rationalisation intervenue entre Honeywell et Control Data, d'activités dans les disques magnétiques, va dans ce domaine — certes marginal en informatique — s'en remettre à la technologie américaine. — J.-M. Q.]

**LA SOCIÉTÉ JAZ**, premier fabricant français d'horlogerie de gros volume (réveils, pendules), vient d'obtenir deux contrats à l'étranger d'une valeur globale de 8,7 millions de francs. Le premier, d'un montant de 4 millions de francs, a été signé avec la firme japonaise Tokio Tokey, à qui Jaz livrera d'ici à mars 1977 un million cinq cent mille pièces d'échappements. Le second a été passé avec la firme américaine Seth-Thomas, du groupe General Time, leader aux États-Unis en matière de gros volume. Seth-Thomas a commandé à Jaz cinquante mille réveils électroniques à plus pour une valeur de 1 million de dollars (4,7 millions de francs).



### Avant de sortir ensemble, ils se sont choisis mutuellement sur un écran de télévision.

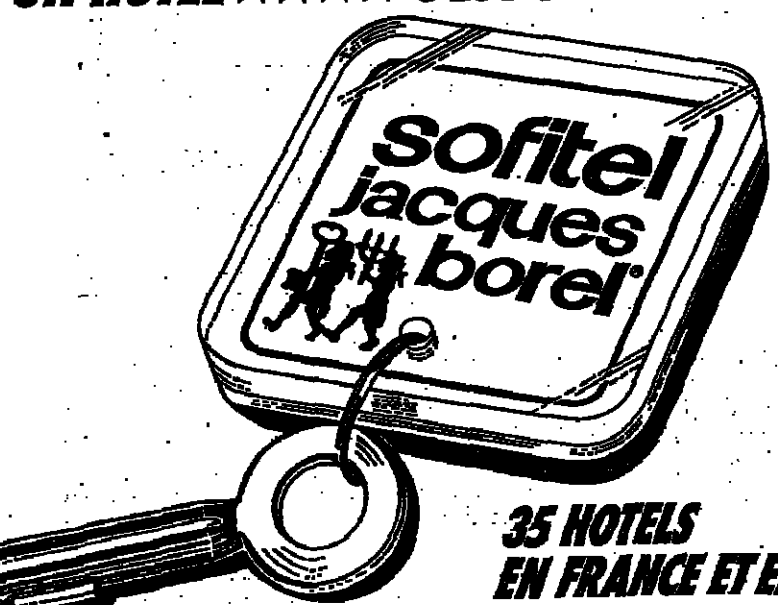
Vidéo Rencontres, c'est une méthode unique basée sur l'audio-visuel qui recherche et met en contact les personnes selon leurs affinités. Pas de « rencontres surprises » avec Vidéo Rencontres. Vous entendez et voyez les personnes sur film avant de les rencontrer. Vous pourrez donc choisir vos nouvelles relations librement, sagement et en toute connaissance de cause. Et vous serez choisis de la même manière. Si il y a accord mutuel, nous vous fournissons les numéros de téléphone ou les adresses. Notre rôle s'arrête là.

Pour tout savoir sur Vidéo Rencontres, renvoyez-nous ce bon : nous vous adresserons notre brochure.

Nom .....  
Adresse .....

**CVR** 15, rue de Rémusat - 75016 Paris  
Tél. 288.90.95/96/98

### UN HOTEL C'EST UNE ADRESSE UTILE.



BRUXELLES  
tél. (322) 720.60.50  
CANNES  
tél. (93) 99.22.75  
MULHOUSE  
tél. (89) 44.75.75  
NANCY  
tél. (28) 28.01.28  
NICE  
tél. (93) 88.69.54  
PARIS  
tél. 657.11.43  
VAL-D'ISÈRE  
tél. (79) 06.08.30

**35 HOTELS EN FRANCE ET EN BELGIQUE.**

RESERVATION CENTRALE PARIS 657.11.43 TELEX 200-432

**nouvelles frontières**  
Tour d'horizon  
propos de nouvelles  
formules de voyages

Vous avez des tas d'idées pour vos voyages et vous n'attendez que nous qu'un transport à bon marché.

Bruxelles/Montreal ... 1350F AR  
Luxembourg/Mexico ... 1980F AR  
Luxembourg/Delhi ... 2060F AR  
Luxembourg/Colombo ... 2350F AR

Ces vols sont ouverts à tous, sans aucune discrimination.

#### CIRCUITS AVENTURE

Groupe de 12 à 15 personnes avec un responsable N.F., en land-rover, à pied, à chameau ou à cheval... Forcément hors des sentiers battus.

- du 04/6 au 25/6
- du 02/7 au 22/7
- du 05/7 au 28/7
- du 28/7 au 20/8
- du 30/7 au 23/8
- du 30/8 au 22/9

« découverte de l'AFGHANISTAN »  
« Piste du Centre »  
3300 F tout compris avec transport Paris/Kabul - A/R en jet

#### NOUVELLES FRONTIÈRES

83 av. Denfert-Rochereau  
75014 PARIS  
(Tél. 322.57.51 et 633.28.91)

Nom .....  
Prénom .....  
Rue .....  
Ville .....  
Je désire recevoir la documentation sur le voyage .....  
lieu, 793 A

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## LES PROBLÈMES AGRICOLES

LE 30<sup>e</sup> CONGRÈS DE LA F.N.S.E.A.

**Le redressement de la situation de l'agriculture doit être l'un des objectifs essentiels du VII<sup>e</sup> Plan**

**déclare M. Debatisse**

M. Giscard d'Estaing devait recevoir, ce vendredi 19 mars dans l'après-midi, les membres du bureau de la Fédération des exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), dont le trentième congrès s'est achevé le 18 mars à Versailles.

La deuxième journée du congrès s'est achevée sur les discours de MM. Debatisse, président de la F.N.S.E.A., et Bonnet, ministre de l'Agriculture. « L'agriculture doit être l'un des objectifs essentiels du VII<sup>e</sup> Plan », a déclaré le président de l'organisation paysanne. Après avoir rappelé que des mesures seraient prises en septembre pour maintenir le revenu des agriculteurs, M. Bonnet a précisé : « Nous ne pourrions jouer pleinement nos chances que si nous sommes conscients de deux impératifs : celui de la qualité des produits et celui de leur compétitivité ».

Après être revenu sur les récentes tragédies qui ont endeuillé le monde agricole, M. Michel Debatisse a regretté que la loi anti-casseroles soit « de moins en moins appliquée dans son esprit et de plus en plus avec une intolérable rigueur ».

Puis, examinant la portée des décisions du conseil des ministres des Neuf, M. Debatisse a assuré : « Il est insupportable que, sans mesures compensatoires, le revenu global agricole soit en diminution en 1976 par rapport à 1975 ». Aussi, sans attendre le 23 septembre, comme l'a proposé le ministre de l'Agriculture, il a demandé que « l'affaire soit examinée dès juillet ».

En ce qui concerne « l'avenir plus lointain », le président de la Fédération a considéré que « le redressement de la situation de l'agriculture doit être l'un des objectifs essentiels du VII<sup>e</sup> Plan », car, « à l'heure où le pouvoir d'achat des entrepreneurs industriels non agricoles aura augmenté de 3,5 %, de 1970 à 1975, celui des salariés non agricoles de 3,3 % seulement ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

### Un sujet d'inquiétude : l'Europe

« L'Europe est pour nous un sujet d'inquiétude », a poursuivi M. Debatisse. Inquiétude au plan monétaire : « Il est évident que nous sommes très en retard pour maîtriser notre inflation intérieure. Il est faux que le comportement des Français change. Le gouvernement le leur a-t-il expliqué ? Quels sacrifices leur a-t-il demandés ? Fournissons-nous nous-mêmes dans le « serpent » sous une politique des revenus, des salaires et des prix ? », a demandé le président de la F.N.S.E.A., pour qui « il paraît essentiel que tout soit mis en œuvre pour consolider le franc monétaire européen sur le plan économique et monétaire ». Autre inquiétude : les projets d'élargissement de la C.E.E. qui risquent « de sacrifier les agriculteurs du Nord ».

Interrompu à plusieurs reprises par les applaudissements, M. Debatisse a été ovationné par les quelque six cents délégués. En revanche, le ministre de l'Agriculture a été écouté dans un silence froid et a conclu sur de maigres applaudissements et des atténuations. M. Christian Bonnet a conclu que le gouvernement français a

des objectifs essentiels du VII<sup>e</sup> Plan, a déclaré le président de l'organisation paysanne. Après avoir rappelé que des mesures seraient prises en septembre pour maintenir le revenu des agriculteurs, M. Bonnet a précisé : « Nous ne pourrions jouer pleinement nos chances que si nous sommes conscients de deux impératifs : celui de la qualité des produits et celui de leur compétitivité ».

Après être revenu sur les récentes tragédies qui ont endeuillé le monde agricole, M. Michel Debatisse a regretté que la loi anti-casseroles soit « de moins en moins appliquée dans son esprit et de plus en plus avec une intolérable rigueur ».

Puis, examinant la portée des décisions du conseil des ministres des Neuf, M. Debatisse a assuré : « Il est insupportable que, sans mesures compensatoires, le revenu global agricole soit en diminution en 1976 par rapport à 1975 ». Aussi, sans attendre le 23 septembre, comme l'a proposé le ministre de l'Agriculture, il a demandé que « l'affaire soit examinée dès juillet ».

En ce qui concerne « l'avenir plus lointain », le président de la Fédération a considéré que « le redressement de la situation de l'agriculture doit être l'un des objectifs essentiels du VII<sup>e</sup> Plan », car, « à l'heure où le pouvoir d'achat des entrepreneurs industriels non agricoles aura augmenté de 3,5 %, de 1970 à 1975, celui des salariés non agricoles de 3,3 % seulement ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

Pour atteindre l'objectif souhaité par les professionnels, M. Debatisse a demandé « une option délibérée pour l'expansion ».

## Faits et chiffres

● M. PAUL DEJOU, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, s'est rendu le jeudi 18 mars à Seine-et-Marne, où la population étrangère s'élève à quatre-vingt-deux mille personnes, soit 12 % des habitants du département. Des séances de travail ont eu lieu à Melun, réunissant autour de M. Dejou le préfet et les principaux fonctionnaires de la région, ainsi que des parlementaires et des maires.

Le secrétaire d'Etat a proposé aux élus du programme d'action plurisectoriel visant à développer les infrastructures déjà existantes dans le domaine de l'immigration. Actuellement, onze classes d'initiation sont ouvertes dans diverses écoles, notamment à Chelles, et une trentaine de cours de langue fonctionnent à l'usage des immigrés portugais, arabes, italiens, espagnols, yougoslaves et polonais.

● LA RETRAITE DES TRAVAILLEURS MANUELS. — Tous les syndicats rejettent la proposition du gouvernement de fixer à quarante-huit ans, puis à quarante-deux, la durée de cotisations exigible pour le droit à la retraite à soixante ans. Cette décision a été prise à l'unanimité des syndicats lors de l'examen d'un projet de décret au conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse. Les syndicats ont proposé une durée de cotisation de trente-sept ans et demi pour les hommes et de trente ans pour les femmes.

● CONFLITS SOCIAUX DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE BRITANNIQUE. — A Coventry, deux mille quatre cents ouvriers de l'usine Triumph, de British Leyland, ont cessé le travail pour des revendications salariales, ce qui a entraîné la mise au chômage technique de plus de cinq mille personnes. Dans une autre usine British Leyland, au Pays de Galles, toute la production de « Land Rovers » a dû être interrompue à la suite de grèves touchant huit usines de la région de Birmingham et de Cardiff, un millier d'ouvriers ont dû également arrêter le travail.

● LA MALAYSIA a signé et ratifié le cinquième accord international sur l'étain. Cet accord a déjà été signé, mais non ratifié, par la Grande-Bretagne, le Danemark, la France, l'Allemagne fédérale, le Japon, la Thaïlande et les Etats-Unis. La Malaisie est le premier producteur mondial d'étain.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

● Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Crédit du Nord et Union Parisienne

Dans sa séance du 17 mars 1976, le conseil d'administration du Crédit du Nord et Union Parisienne a examiné les comptes de l'exercice 1975. Au 31 décembre 1975, le total du bilan s'élève à 11.245 millions de francs et les dépôts de la clientèle, bons de caisse inclus, se montent à 14.489 millions de francs, en progression de plus de 15 % sur le chiffre correspondant du précédent exercice. Après constitution d'amortissements provisionnels, le bénéfice net s'élève à 11.831.333,33 F contre 13.892.646,33 F pour l'exercice 1974.

Le conseil a décidé en conséquence de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée pour le 5 mai 1976, la distribution d'un dividende de 5,50 F par action, augmenté de 2,50 F au titre de l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal), contre 4 F — augmenté de 2 F — d'avoir fiscal l'année dernière. Il demandera également à cette assemblée d'autoriser une émission d'obligations jusqu'à concurrence de 250 millions de francs.

Conformément à la décision de principe arrêtée par le conseil dans sa séance du 24 septembre 1975, une assemblée générale extraordinaire sera convoquée le même jour, en vue de modifier la dénomination sociale de l'établissement pour la ramener à « Crédit du Nord ».

Il est précisé, enfin, que le bilan consolidé du groupe totalise 24,2 milliards de francs. Le bénéfice consolidé ressort à 42,3 millions de francs, sur lesquels 35,7 millions reviennent au Crédit du Nord et Union Parisienne.

Extension des placements en Amérique (actuellement 35%), à l'Extrême Orient et en Australie; réduction des valeurs européennes.

Répartition proposée: 3% en titres ou 5,20 en espèces. Compte tenu du dividende intermédiaire de 7,40, le dividende total se sera de nouveau élevé à 12,60.

Pour obtenir Le Rapport Annuel 1975 vous pouvez vous adresser à ROBECO S.A. GENEVE, Boite Postale 533, Suisse, ou à ROBECO, Boite Postale 973, Rotterdam, Pays-Bas.

**La base de votre patrimoine**

**Robeco**

**1975: une bonne année pour les investissements**

Augmentation de la valeur: de Fr.F. 250, fin 1974, à Fr.F. 312, fin 1975 (Fr.F. 335 à fin février 1976).

Emission de deux millions d'actions nouvelles, portant le total des actions émises à plus de 22 millions unités.

Actifs nets actuels: Fr.F. 6,7 milliards, contre Fr.F. 4,9 milliards au début de 1975.

Extension des placements en Amérique (actuellement 35%), à l'Extrême Orient et en Australie; réduction des valeurs européennes.

Répartition proposée: 3% en titres ou 5,20 en espèces. Compte tenu du dividende intermédiaire de 7,40, le dividende total se sera de nouveau élevé à 12,60.

Pour obtenir Le Rapport Annuel 1975 vous pouvez vous adresser à ROBECO S.A. GENEVE, Boite Postale 533, Suisse, ou à ROBECO, Boite Postale 973, Rotterdam, Pays-Bas.

**La base de votre patrimoine**

**Robeco**

**1975: une bonne année pour les investissements**

Augmentation de la valeur: de Fr.F. 250, fin 1974, à Fr.F. 312, fin 1975 (Fr.F. 335 à fin février 1976).

Emission de deux millions d'actions nouvelles, portant le total des actions émises à plus de 22 millions unités.

Actifs nets actuels: Fr.F. 6,7 milliards, contre Fr.F. 4,9 milliards au début de 1975.

Extension des placements en Amérique (actuellement 35%), à l'Extrême Orient et en Australie; réduction des valeurs européennes.

Répartition proposée: 3% en titres ou 5,20 en espèces. Compte tenu du dividende intermédiaire de 7,40, le dividende total se sera de nouveau élevé à 12,60.

Pour obtenir Le Rapport Annuel 1975 vous pouvez vous adresser à ROBECO S.A. GENEVE, Boite Postale 533, Suisse, ou à ROBECO, Boite Postale 973, Rotterdam, Pays-Bas.

**La base de votre patrimoine**

**Robeco**

**1975: une bonne année pour les investissements**

Augmentation de la valeur: de Fr.F. 250, fin 1974, à Fr.F. 312, fin 1975 (Fr.F. 335 à fin février 1976).

Emission de deux millions d'actions nouvelles, portant le total des actions émises à plus de 22 millions unités.

Actifs nets actuels: Fr.F. 6,7 milliards, contre Fr.F. 4,9 milliards au début de 1975.

Extension des placements en Amérique (actuellement 35%), à l'Extrême Orient et en Australie; réduction des valeurs européennes.

Répartition proposée: 3% en titres ou 5,20 en espèces. Compte tenu du dividende intermédiaire de 7,40, le dividende total se sera de nouveau élevé à 12,60.

Pour obtenir Le Rapport Annuel 1975 vous pouvez vous adresser à ROBECO S.A. GENEVE, Boite Postale 533, Suisse, ou à ROBECO, Boite Postale 973, Rotterdam, Pays-Bas.

## EMPLOI

### FORTE BAISSE DU CHOMAGE PARTIEL EN ALLEMAGNE

(De notre correspondant.)

Bonn. — Le chômeur partiel de l'Office du travail, M. Stimp, a commenté récemment avec un léger accent d'optimisme les statistiques du chômage pour le mois de février. Pour la première fois depuis septembre dernier, le nombre des chômeurs a légèrement diminué, passant de 1.351.000 à 1.346.700, ce qui représente encore 5,9 de la population active.

Selon M. Stimp, « la tendance à la stabilisation du marché de l'emploi se renforce peu à peu » et le point le plus fort du chômage est déjà dépassé. Ainsi, est-il probable que la barre des 1.500.000 chômeurs, prévue par la plupart des experts pour cet hiver, ne sera pas atteinte.

Les chiffres du chômage partiel et des offres d'emploi sont certainement plus encourageants : le nombre des chômeurs partiels a diminué d'un tiers en février, tombant de 743.000 à 483.400, niveau le plus bas depuis novembre 1974.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

Les offres d'emploi ont, elles, augmenté de 17 000, pour atteindre 208 500. Selon les experts, les industriels réagissent à la légère reprise de la demande intérieure et estiment qu'ils ont atteint leurs capacités de production.

## Le chagrin et la politique

Jusqu'à quel point les drames d'Epinal et de Montredon ont-ils bouleversé les dirigeants agricoles ? Il est certain, en tout cas, que les trois victimes peseront désormais lourd dans l'évolution du comportement syndical. Le premier mouvement enregistré, à chaud, au cours de ce trentième congrès de la F.N.S.E.A., est net : les responsables ont serré les rangs autour de l'équipe de Michel Debatisse. Les fédérations de l'ouest et du sud de la Loire n'ont pas formulé leurs critiques habituelles sur la politique de concertation des responsables nationaux de la centrale paysanne. Les motions ont toutes été adoptées à la quasi-unanimité. Le seul accrochage s'est produit sur la position de la Fédération concernant l'imposition des exploitants au bénéfice réel. Bref, la position de Michel Debatisse est sortie renforcée de ces deux journées versailles.

Du coup, le ton du président de la F.N.S.E.A. à l'égard du ministre de l'Agriculture s'est affirmé. Son discours a été un réquisitoire en règle contre les hésitations, les lenteurs, les demi-tourne de l'action de M. Christian Bonnet. A gros traits, les paysans demandent des mesures radicales pour améliorer leur revenu, le développement de la production au cours du VII<sup>e</sup> Plan, la maintien de la protection des mécanismes européens.

En dépit d'éclats de voix, d'effluves de tribune, M. Bonnet est embarrassé pour répondre à ces interrogations. Le revant ?

Attendez septembre, on verra plus clair à ce moment ! La production de la production ? Il doit être raisonné, les consommateurs demandent surtout la qualité. L'Europe ? Les résultats obtenus à Bruxelles sont « miraculeux » : il n'est guère pensable qu'ils se renouvellent l'an prochain.

Dans aucune de ces réponses ne se dessine le fil conducteur de la politique agricole réclamée pour les prochaines années. Le thème de la qualité, qui semble le favori du ministre, est singulièrement



PARIS  
18 MARS

### Vif renli

Les désordres monétaires, dont les effets jusqu'alors n'avaient été ressentis que de façon assez diffuse à la Bourse de Paris, ont été soudain frapper les marchés financiers résistants que dernièrement, les Français ont vu, jour après jour, les francs français se dévaluer brusquement. Le mouvement de recul s'est accentué au fil des cotations, si bien que, en clôture, l'on décomptait une baisse de 12,5 % de l'« échelonnement » de 5 % à 5 %.

Tous les compartiments, à l'exception, on soufrait, mais ce sont, de loin, les matériels électrique, les matériels de transport, les automobiles, les pétroles et la chimie. En général, qui ont été les plus affectés. Les grandes pénuries de matières premières ont été le plus lourd. Rhénane-Pennsylvanie, P.U.K., C.G.E., l'air liquide, l'Oréal, Peugeot, pour ne citer que quelques sociétés métallurgiques ne passent pas trop.

D'assez importantes ventes d'origine britannique et allemande expliquent pour l'essentiel ce brusque recul des cours.

Les investisseurs étrangers ont craint de voir les devises nationales perdre leurs distances après la hausse récente des cours, la proximité des opérations de liquidation de la Bourse d'Amsterdam lundi par la réponse des Français.

Ces soucis douteux pas étrangers à leur décision.

L'activité s'est légèrement accrue pour le marché de la Bourse de Paris, surtout d'une demande venue de pièces. Dix mille napellons (contre 5.000) et 5.000 croix suisses (contre 2.000) ont changé de mains, respectivement.

214,50 F (+ 5,90 F) contre 214,80 F. Le prix de l'or fin a pu varier, le gramme se traitant à 20,965 F (+ 4,50 F) contre 20,965 F. Le volume de la Bourse de Paris s'est élevé de 13,62 à 16,98 millions de F.

Aux valeurs étrangères, hausse des allemands, irrégularité des américaines et des pétroles intermédiaires, hausse des métaux non-ferreux mines d'or.

## LONDRES

Le marché est calme et indécis, vendredi à l'ouverture. Une tendance à l'effritement prévaut aux industrielles. Irrégularité des pétroles. Stabilité des fonds d'Etat. Reprise modérée des mines d'or.

VALUES	CLOSURE		COURS
	18/3		
War Loan 3 & 4 %	26	..	26 ..
Beecham	358	2	358 1/2
British Petroleum	584	1/2	582 1/2
Shell	498	1/2	497 1/2
Victory	185	..	185 ..
Imperial Chemicals	395	..	392 ..
Concorde	148	..	146 ..
De Beers	225	1/2	231 1/2
Western Holdings	22	1/4	22 3/8
Rio Tinto Zinc Corp	198	..	201 ..
West Orientale	23	3/8	23 5/8

## NEW-YORK

## Nouveau repli

Les ventes bénéficiaires se sont poursuivies jeudi à Wall Street, mais à un rythme plus modeste, de sorte que les cours ont subi un léger repli. Les filiales a encore cédé 0,14 point, s'inscrivant en clôture à 59,65 après avoir gagné 0,12 point la veille, pour un total de 26 millions la veille.

Essentiellement technique selon les analystes, le mouvement est probable des taux d'intérêts selon les autres, le mouvement de baisse a été compensé par un léger gain qui a progressé. Après la clôture du jour, les opinions ont exprimé l'avis que la monnaie américaine pourrait donner raison à ceux qui estiment que la Réserve fédérale s'apprête à relever les taux de sa politique d'indépendance.

Parmi les facteurs plus encourageants, on cite la décision de la Securities Industry Association, de soutenir la loi sur les déclarations nouvelles d'actions en 1976 complétement par rapport à 1975 pour se situer à un niveau de 1974.

Les grands magasins (Sears Roebuck notamment) ont été très bénéficiaires, mais les ventes de vêtements et la métallurgie ont cédé du terrain.

Indice Dow Jones transports, 204,71 (-1,06) ; services publics, 204,71 (-1,06).

VALUES	COURS	
	17/3	18/3
Anglo	48 3/4	47 1/2
Bank	53 3/4	53 3/4
Barings	56 1/4	56 1/4
Charter	28 1/8	28 1/8
Colonial	10 1/2	10 1/2
Edinburgh	112 1/2	111 1/8
Export	82 3/4	83 1/4
Foreign	10 1/2	10 1/2
General	51 3/4	51 1/2
Guaranty	28 5/8	28 1/2
Harbour	22 1/2	22 1/2
Indemnity	22	21 3/4
L.N.M.	26 1/2	26 1/2
London	26 1/2	26 1/2
Messager	26 1/2	26 1/2
Milner	54 1/2	54 1/2
North	72 1/2	71 1/2
Overland	72 1/2	71 1/2
Peninsular	26 1/2	26 1/2
P&O	26 1/2	26 1/2
Caroline	72 1/2	71 1/2
S.S. Steel	82 1/2	81 1/2
Switzerland	18 1/2	18 1/2

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18/3	19/3
1 dollar (en vangs)	299 85	299 80

[illegible]

**BOURSE DE PARIS - 18 MARS - COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette

[illegible]

## COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURES grain.	COURES 18/3
Wheat-Canada (55 1/2) .....	4 787	4 722
Wheat-55 Can. 1).....	4 782	4 795
Wheat-1100 (100).....	185 125	185 500
Wheat-1100 (100).....	185 125	185 500
Wheat-1100 (100).....	78 520	77 550
Wheat-1100 (100).....	7 989	7 940
Wheat-1100 (100).....	9 860	9 860
Wheat-1100 (100).....	8 534	8 542
Wheat-1100 (100).....	85 326	85 578
Wheat-1100 (100).....	175 .....	175 200
Wheat-1100 (100).....	18 959	18 320
Wheat-1100 (100).....	185 200	185 450

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MOMNAIES ET DEVICES	COUES arac.	COUES 18/3
Dr flu (elle en barre).....	20850	20920
Dr flu (elle en lingot).....	20915	20985
Pièce française (20 fr.).....	238 70	240
Pièce française (10 fr.).....	176	175
Pièce suisse (20 fr.).....	203 60	214 50
Suisse latine (20 fr.).....	204 90	204
Switzerland.....	220 20	223 50
Pièce de 20 dollars.....	1009 20	1012 85
Pièce de 10 dollars.....	498	500
Pièce de 5 dollars.....	375	312 50
Pièce de 50 pesos.....	253 50	257 50
Pièce de 10 pesos.....	210 50	211 50

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
  - ITALIE : le congrès de la démocratie chrétienne.
3. DIPLOMATIE
3. ASIE
4. AMÉRIQUES
  - ÉTATS-UNIS : le sénateur Frank Church se porte candidat à l'investiture démocrate.
5. PROCHE-ORIENT
  - Tribune internationale, par Bassam El-Har : « La vingt-cinquième légende ».
- 5-7. AFRIQUE
- 8-9. POLITIQUE
  - La ventilation politique des présidences des conseils généraux.
9. DÉFENSE
10. ÉDUCATION
  - L'opinion universitaire : à la rentrée et après.
11. MÉTÉOROLOGIE
  - Le rapport de la commission sur le VII<sup>e</sup> Plan.
11. SCIENCES

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- Pages 13 à 21
- Sofia, capitale du midi de l'Est.
  - Une escapade au soleil avec les « disciples » du troisième âge.
  - Plaisirs de la table : le Kebab et le Michelin.
  - Épiphanie : Mode ; Maison ; Jeux ; Philatélie.

- 23-24. JUSTICE
24. FAITS DIVERS
24. PRESSE
- 25 à 28. ARTS ET SPECTACLES
  - FORMES : de Paris et d'ailleurs.
  - THÉÂTRE : Têtes d'angles.
30. SPORTS
30. AUTOMOBILE
31. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
  - PARIS : l'assemblée municipale adopte le schéma directeur de la capitale.
- 34 à 36. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
  - AGRICULTURE : le trentième congrès de la F.N.S.E.A.
  - FONCTION PUBLIQUE : après la FEN, F.O. et les autres, les syndicats signent l'accord salarial 1976.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (28 et 29)  
Annonces classées (32 et 33)  
Aujourd'hui (28) ; Carnet (22)  
« Journal officiel » (29) ; Météorologie (28) ; Mots croisés (29) ; Sources (37).

## UN RÉFÉRE À «FRANCE-SOIR»

M. Robert Salomon, président du conseil de gérance de la F.F.P., qui édite France-Soir, a obtenu par référendum la convocation de la convocation jugée par lui irrégulière de l'assemblée générale qui, à la demande de l'un des gérants, M. Ferry, et de la société Hachette, devait se prononcer le 15 avril sur la transformation de la F.F.P. de S.A.R.L. en société anonyme.

L'Union des fondateurs et collaborateurs des publications F.F.P., qui détiennent 18 % des parts de la S.A.R.L., contre 80 % à la Librairie Hachette, a convoqué pour sa part, une assemblée générale, ce vendredi soir 19 mars. M. Robert Salomon, président du conseil de gérance de F.F.P., a ainsi que les diverses sociétés qui détiennent ces parts de fondation (sociétés des journalistes de France-Soir, de l'Écho, de France-Dimanche, société des cadres) souhaitent se concerter au sujet des conséquences que risquerait d'entraîner une augmentation de capital dans la nouvelle société anonyme projetée. Elle pourrait en effet aboutir à une prise de contrôle de F.F.P. à 99,5 % par la Librairie Hachette.

Deux pilotes de l'armée de l'air sont portés disparus depuis jeudi 18 mars au matin, alors qu'ils venaient de quitter la base de Luxeuil (Haute-Saône) pour une mission de navigation tout temps à basse altitude sur un axe Neuchâtel-Charleville. Les débris de l'un des deux avions, un Mirage III-D, ont été découverts, ce vendredi 19 mars, dans la région de Neuchâtel.

Un autre avion, du même modèle, a disparu quant à lui sans nouvelles des deux pilotes.

Ces derniers propos supposent le problème résolu. Lors de la conférence de la Jamaïque ont été confirmés les termes de la déclaration de Rambouillet. Mais le sergent d'accord monétaire conclu en novembre par les six chefs d'État et de gouvernement (États-Unis, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Japon et Italie) a été voté en faveur de la première épreuve. Les six n'avaient pas confié à leurs banques centrales le soin de « contrôler le déroulement des marchés ou les fluctuations erratiques des taux de change » ? En matière monétaire, comme en quelque autre, la bonne volonté ne suffit pas, si elle ne s'appuie pas sur une analyse des faits.

Formulé en termes vagues, l'accord de Rambouillet a été présenté comme un accord entre d'une part le dollar et de l'autre le « serpent ». Mais celui-ci, amputé de la France, n'est plus que l'ombre de lui-même. En France, on se plaint de ce que la dernière crise a montré que même à l'intérieur de l'Europe n'existait aucune coopération. Les autorités monétaires allemandes auraient compliqué la tâche de la Banque

de France (pour ne pas parler des instituts d'émission des autres pays à monnaie faible), en laissant baisser le dollar à Francfort. À cela on peut faire remarquer que la politique anti-inflationniste de l'Allemagne serait vite exportée si la Bundesbank représentait la politique de soutien spéculatif du dollar, ou s'il avait accepté d'acheter des francs sans que la Banque de France fût obligée de les racheter dans un court délai. On ne joue pas impunément avec les mécanismes monétaires. En février, l'indice du coût de la vie a monté en Allemagne de 0,7 %, ce qui a contribué à calmer la fièvre sur le deutschemark.

Mais les déclarations purement économiques et financières ne sont pas seules en cause, ce qui ajoute au caractère « erratique » des mouvements de change. L'inflation et plus encore les perspectives politiques ne vont-elles pas, au cours des deux années à venir, accélérer la fuite des capitaux français (déjà amorcée) vers la Suisse ?

Pour l'instant, le marché à les yeux fixés sur ce qui reste du « serpent ». Les spéculateurs jouent ou bien sur l'évaluation du deutschemark par rapport au franc belge, à la couronne danoise et peut-être même par rapport à d'autres devises qui font encore partie du « mini-serpent » (1). Réuni jeudi, le conseil central de la Bundesbank a déclaré qu'il ne voyait aucune raison de procéder à une telle opération. Du côté, le premier ministre belge, M. Leo Tindemans, a démenti les rumeurs de dévaluation du franc belge.

A supposer — ce qui n'est pas certain — que la spéculation finisse par contraindre l'Allemagne fédérale à réévaluer, cela s'explique qu'il ne soit pas d'actualité pour effet de faire monter un peu plus la valeur du deutschemark en France, puisque le franc est désormais extérieur au « serpent ».

Mais le franc belge ou la couronne danoise baissant de valeur, de nouvelles pressions sur la devise française pourraient s'exercer.

Dans cette nouvelle crise, l'or est resté à l'écart.

PAUL FABRA.

(1) Lequel comprend actuellement le deutschemark, le franc belge, l'écudoine, le florin, la couronne danoise, et à titre transitoire les couronnes norvégienne et suédoise.

## POUR PRÉVENIR DE «NOUVEAUX TROUBLES»

### Les pays européens devraient aider l'Italie à défendre la lire

estime M. Fourcade

Il est à déplorer de l'Association de la presse étrangère, M. Jean-Pierre Fourcade n'a pas caché, jeudi, son inquiétude sur la situation monétaire en Europe. Selon lui, de « nouveaux troubles » pourraient fort bien se produire dans les jours ou les semaines à venir. Le ministre de l'économie et des finances n'a pas répondu positivement en forme, la répartie facile, comme il le faisait « face-à-face » qui l'avait opposé à M. François Mitterrand lui avait déformé dans la presse le goût de se comporter plus en politicien qu'en technicien. La crise du capitalisme ? Une faribole, a dit en substance le ministre. Nous faisons face à des difficultés monétaires dont les causes sont connues.

M. Fourcade estime souhaitable une réunion prochaine des neuf ministres des finances, au cours de laquelle les partenaires de l'Union monétaire devraient lui manifester leur solidarité, en faisant jouer les mécanismes prévus de l'aide financière à court terme. « Il faut essayer, en temps européen, de mettre en place des mécanismes plus souples et mieux coordonnés et, dans le cadre du Fonds monétaire international, de passer au plus vite à un régime de parties stables mais ajustables », a encore dit le ministre.

Ces derniers propos supposent le problème résolu. Lors de la conférence de la Jamaïque ont été confirmés les termes de la déclaration de Rambouillet. Mais le sergent d'accord monétaire conclu en novembre par les six chefs d'État et de gouvernement (États-Unis, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Japon et Italie) a été voté en faveur de la première épreuve. Les six n'avaient pas confié à leurs banques centrales le soin de « contrôler le déroulement des marchés ou les fluctuations erratiques des taux de change » ? En matière monétaire, comme en quelque autre, la bonne volonté ne suffit pas, si elle ne s'appuie pas sur une analyse des faits.

Formulé en termes vagues, l'accord de Rambouillet a été présenté comme un accord entre d'une part le dollar et de l'autre le « serpent ». Mais celui-ci, amputé de la France, n'est plus que l'ombre de lui-même. En France, on se plaint de ce que la dernière crise a montré que même à l'intérieur de l'Europe n'existait aucune coopération. Les autorités monétaires allemandes auraient compliqué la tâche de la Banque

de France (pour ne pas parler des instituts d'émission des autres pays à monnaie faible), en laissant baisser le dollar à Francfort. À cela on peut faire remarquer que la politique anti-inflationniste de l'Allemagne serait vite exportée si la Bundesbank représentait la politique de soutien spéculatif du dollar, ou s'il avait accepté d'acheter des francs sans que la Banque de France fût obligée de les racheter dans un court délai. On ne joue pas impunément avec les mécanismes monétaires. En février, l'indice du coût de la vie a monté en Allemagne de 0,7 %, ce qui a contribué à calmer la fièvre sur le deutschemark.

Mais les déclarations purement économiques et financières ne sont pas seules en cause, ce qui ajoute au caractère « erratique » des mouvements de change. L'inflation et plus encore les perspectives politiques ne vont-elles pas, au cours des deux années à venir, accélérer la fuite des capitaux français (déjà amorcée) vers la Suisse ?

Pour l'instant, le marché à les yeux fixés sur ce qui reste du « serpent ». Les spéculateurs jouent ou bien sur l'évaluation du deutschemark par rapport au franc belge, à la couronne danoise et peut-être même par rapport à d'autres devises qui font encore partie du « mini-serpent » (1). Réuni jeudi, le conseil central de la Bundesbank a déclaré qu'il ne voyait aucune raison de procéder à une telle opération. Du côté, le premier ministre belge, M. Leo Tindemans, a démenti les rumeurs de dévaluation du franc belge.

A supposer — ce qui n'est pas certain — que la spéculation finisse par contraindre l'Allemagne fédérale à réévaluer, cela s'explique qu'il ne soit pas d'actualité pour effet de faire monter un peu plus la valeur du deutschemark en France, puisque le franc est désormais extérieur au « serpent ».

Mais le franc belge ou la couronne danoise baissant de valeur, de nouvelles pressions sur la devise française pourraient s'exercer.

Dans cette nouvelle crise, l'or est resté à l'écart.

PAUL FABRA.

(1) Lequel comprend actuellement le deutschemark, le franc belge, l'écudoine, le florin, la couronne danoise, et à titre transitoire les couronnes norvégienne et suédoise.

## Un camp d'entraînement de mercenaires dans la Drôme ?

### <M. CHARLES> ET LES «AFFREUX»

Dé notre envoyé spécial

Lyon. — Un ancien mercenaire français, renté il y a quelques semaines du Zaïre, M. Philippe C., affirme qu'un camp de formation d'« affreux » a été fondé sur le territoire français, dans le sud de la Haute-Savoie, près de la frontière suisse. Selon cette même personne, les premières informations qui ont circulé à la fin de la semaine dernière à propos de l'existence de ce camp auraient provoqué son démantèlement préventif dans la nuit du 14 au 15 mars, et la réinstallation, dans la Drôme, d'un nouveau camp d'entraînement. Les services de la surveillance du territoire de Lyon nient toutefois l'existence d'une telle installation.

C'est au début du mois d'octobre dernier que M. C., trente-deux ans, un ancien des commandos de l'air, a été contacté par un de ses anciens chefs, qui lui proposait d'être recruté comme « conseiller technique officieux » auprès du Front de libération de l'Armée de Cabinda, avec un salaire de 1 000 dollars par mois (versé régulièrement sur son compte du Crédit agricole), et un mois de repos par semaine en France. Le contrat prévoyait aussi l'octroi d'une assurance-vie d'un capital de 300 000 francs.

C. fut ensuite mis en présence du recruteur, « M. Charles », pseudonyme sous lequel se dissimulait un journaliste responsable d'une lettre d'informations africaines, dont le siège est situé dans le quartier des Halles à Paris. De là, C. gagna le camp d'entraînement de Haute-Savoie dans lequel il séjourna environ un mois en compagnie d'une vingtaine d'autres mercenaires, pour se familiariser avec le maniement d'armes d'origine soviétique et tchèque.

Le départ fut aux environs de la Toussaint. M. Charles avait besoin de quatre-vingt hommes dans les vingt-quatre heures ; il ne put toutefois en envoyer qu'un. C. a refusé de ce dernier une fusée courte de

premier et un passeport sur lequel, au guidon d'Air Zaire de l'aéroport Charles-de-Gaulle, un secrétaire de l'ambassade zairaise à Paris, devait apposer un visa sur une feuille volante. À l'aéroport de Kinshasa, C. est accueilli par un homme, se présentant comme officier français en permission, qui le dirige vers l'hôtel Intercontinental.

C. est ensuite intégré dans un bataillon de quatre cents hommes, composé d'anciens mercenaires techniques, sous l'autorité d'un ancien européen, le « colonel Vincent », l'adjoint de la colonne est de prendre la capitale de l'Angola, avant la proclamation de l'indépendance angolaise, le 11 novembre, pour y installer le gouvernement provisoire exilé à Kinshasa et favorable au Zaïre.

L'opération, déclenchée le 6 novembre, tourne à la déconvenue. En vingt minutes, deux cent cinquante et six combattants sont mis hors de combat. Pour autant les Africains restent courageux, reconnaît C., mais ils manquent de formation et surtout d'équipement, face aux Cubains et à leur armement lourd. Les mercenaires, pour leur part, perdent l'un des leurs sous le nom de Moudou-Kinshasa. Mais on a maigri la mort en accident de la circulation, affirme C. On a mis son corps dans une carcasse de voiture à laquelle on a mis le feu.

Avec un autre « affreux », C. parvient à regagner le Zaïre où il reste pendant plusieurs semaines. Les huit autres Européens ont disparu, dit-il. Au début de l'année, il rentre en France pour constater qu'il n'a pas été payé. Une entrevue orageuse avec « M. Charles » lui permet de toucher 10 000 francs. C. déclare que le recrutement continué, à destination notamment de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud, d'autres milliers existaient à partir de la Belgique sous la responsabilité du colonel Schramme, et de Neuchâtel, en Suisse, grâce à Bob Denard et à Hans Kramer.

JAMES SARAZIN.

## VOTRE MAISON : L'ACHAT LE PLUS IMPORTANT DE VOTRE VIE

L'achat d'une maison n'est pas seulement un acte financièrement important. Il engage votre avenir, celui de vos enfants, la qualité de votre vie future. La situation, l'environnement, la construction, les plans d'une maison digne de ce nom doivent être parfaits. Les maisons réalisées par Breguet Construction dans ces deux Domaines tiennent compte de ces exigences. Demain, ces maisons, si proches de Paris, seront aussi recherchées que les appartements du Bois de Boulogne.

**DOMAINE DE MONTMELIAN**  
95 St. Witz  
Tél. 471.56.55  
à 25 km de Paris  
à 2 km de l'Autoroute du Nord

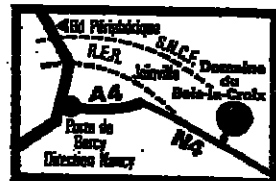
Près de la prestigieuse forêt d'Ermenonville, le 1<sup>er</sup> Domaine de grande classe situé au Nord de Paris et desservi par l'Autoroute. Piscine chauffée, tennis, club-house, école, commerces. 4 modèles de maisons, de 136 à 224 m<sup>2</sup>, 5 à 7 pièces. Identiquement luxueuses, livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Chauffage électrique intégré. Garage 1 et 2 voitures. Jardins 700 à 2000 m<sup>2</sup>. CRÉDIT AGRICOLE.

**DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX**  
77 Pontault-Combaux  
Tél. : 406.53.56 et 64.63.  
à 18 km  
du Bd Périphérique  
A 12 mn à pied de la gare.

Le Grand Calme à 18 km de Paris par la Porte de Berry, l'autoroute A 4 et la N 4. A 12 minutes à pied de la gare (40 trains par jour pour Paris). Tout près d'un centre ville. Parc privé de 18 ha. Tennis, club-house, école. 5 modèles de maisons, de 93 à 155 m<sup>2</sup>, 4 à 7 pièces. Livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Garage. Grands jardins. Crédits LA HENIN. Prix : 250.400 à 400.000 F.

VISITE DES MAISONS MODELES TOUTS LES JOURS DE 10 A 19 H.  
Téléphonez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.

**Breguet**



## REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,50 à 11,60 %**  
taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :  
**SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS**  
28, bd d'Italie 600 A/B.P. 31  
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrivez sur la liste des banques sous le n° LEM 7  
Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz



A C D E F G H

Le numéro du « Monde » daté 19 mars 1976 a été tiré à 574 387 exemplaires.

مركز الامن